

LE MONDE

diplomatie

PHOTOGRAPHIE

La rue privatisée

(Pages 28 et 29)

36 pages - 22 F
 Abonnements : voir tarif page 11
 Allemagne : 7,50 DM
 Autriche : 2,50 S
 Belgique : 20 F
 Canada : 4,95 \$
 Espagne : 5,50 Ptas
 France : 22 F
 Grèce : 2,50 Dr
 Italie : 7,000 Litres
 Japon : 300 Yens
 Pays-Bas : 20 F
 Portugal : 2,000 Esc
 Royaume-Uni : 6 F
 Suisse : 6 F
 Tunisie : 3,8 din.
 Abonnements : voir tarif page 11

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

L'Europe de la Bundesbank

Par IGNACIO RAMONET

TROIS hommes dominent l'Union européenne et soumettent les Quinze à leur loi : MM. Helmut Kohl, Theo Waigel et Hans Tietmeyer (1). Il arrive parfois qu'ils ne s'entendent pas entre eux, mais s'entend qu'ils sont à leur poste essentiel, tous trois formant un bloc. Ce sont des intégristes de la monnaie forte, des ennemis des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité.

Ce sont eux, avec la complicité d'agents locaux tout aussi frénétiques et fanatiques (par exemple, à Paris, le gouverneur de la Banque de France, M. Jean-Claude Trichet), qui dictent leurs conditions et ont imposé à l'ensemble de l'Europe le carcan idéologique qui étouffe l'économie et cause tant de chômage, tant de souffrance sociale et tant de malheur humain.

La Bundesbank, dès 1979, a fait pression pour que le mark, et non l'écu, soit fait le pilier du système monétaire européen (SME). Ce qui, au moment de l'unification allemande, en 1990, coûta fort cher à tous les Européens qui n'osèrent pas demander - comme il aurait fallu le faire - la sortie du mark du SME. Conséquence : les taux d'intérêt s'envolèrent et les économies, notamment la française, se retrouvèrent ébranlées. Il y avait 7 millions de chômeurs lors de la création du SME, il y en a aujourd'hui 20 millions.

Le blocage névrotique allemand à l'égard de tout ce qui concerne la monnaie et la banque centrale repose sur des traumatismes historiques : hyperinflation de 1921-1923 et, on le sait moins, la décision d'Adolf Hitler de remplacer, dès 1933, le gouverneur de la Banque centrale, Luther, qui soutenait une politique déflationniste et refusait d'assumer le coût d'un plan contre le chômage, par Hjalmar Schacht qui accepta de financer un vaste programme de grands travaux (2).

Sous le prétexte que, du temps de Hitler, la politique l'aurait toujours emporté sur les professionnels de l'économie, MM. Theo Waigel et Hans Tietmeyer, refusant de faire la différence entre dictature et démocratie, se crispent sur des impératifs économiques qu'ils érigent en dogmes religieux. Ce sont eux qui, non contents d'avoir imposé aux Européens la contrainte des critères de convergence pour accéder à la monnaie unique, ont imaginé (pour discipliner les pays latins) la tyrannie du pacte de stabilité. Résultat : « La construction européenne ressemble à un de ces pétroliers géants, où le pilote automatique a rem-

placé le capitaine. Le navire continue sur son aire. Chacun sent pourtant confusément que le cap a été perdu, et que les récifs sont proches. Mais personne n'ose quitter le navire, ni reprendre le gouvernail pour changer de cap (3). »

On aurait pu penser que les récents résultats électoraux dans plusieurs pays, en particulier au Royaume-Uni et en France, ajoutés au fait que neuf des quinze Etats de l'Union européenne sont gouvernés par des sociaux-démocrates, allaient permettre enfin de changer de cap. Les déclarations du nouveau premier ministre français, M. Lionel Jospin, durant sa campagne électorale, ainsi que lors du sommet franco-allemand de Poitiers du 13 juin dernier, laissent en effet imaginer aux millions de victimes du modèle économique imposé par la Bundesbank que l'heure du changement avait sonné.

Il a fallu déchanter. Le sommet européen de la mi-juin à Amsterdam a échoué à redéfinir le cadre institutionnel européen, et a clairement montré deux choses : que le trio doctrinaire Kohl-Waigel-Tietmeyer est plus fort que tous les dirigeants des Quinze réunis ; et que les sociaux-démocrates européens ne sont pas prêts à suivre M. Lionel Jospin sur la question de l'emploi : plus que la plupart d'entre eux - des Hollandais aux Britanniques - craignent avant toute chose la décision des marchés, et qu'ils sont convertis aux recettes ultralibérales de la flexibilité pour combattre le chômage (4).

On voit bien à la lecture du projet de memorandum sur l'emploi (5), rejeté non seulement par l'Allemagne mais aussi par tous les gouvernements « de gauche », que ces derniers, finalement, n'ont cure de l'emploi. Car les mesures proposées étaient loin d'être révolutionnaires.

A Amsterdam, M. Jospin a mesuré son impuissance à faire changer les choses, et n'a rien pu obtenir de concret. A peine de quoi sauver la face. D'un côté, des objectifs chiffrés sanctionnés, en cas de dérive budgétaire, par de lourdes pénalités financières. De l'autre, versant emploi, des déclarations d'intention qui ne laissent personne. Le gouvernement français, sans alliés, a été amené à lâcher la proie pour l'ombre. Malgré le



BRUCE CLARKE. - « Le peuple revient » (1995)

chantage des grands médias, il n'y avait pourtant aucune urgence à signer, dans le meilleur des cas, qu'à partir de l'an 2000. Si M. Jospin avait refusé de signer, rien ne se serait passé. Il aurait pu, par exemple, affirmer : « Nous signerons à l'automne, après le fameux sommet sur l'emploi, si nous sommes satisfaits des résultats. » C'était l'occasion - que des millions d'Européens attendaient - d'une radicale remise à plat.

A U fond, cela repose la question : quelle Europe ? La théorie officielle, imposée par la banque centrale allemande, c'est que la monnaie unique, l'euro, va donner un instrument de puissance aux Quinze. On procède donc en inversant les facteurs de la théorie de l'évolution : ce sera l'organe (la monnaie) qui créera la fonction (l'unité politique de l'Europe) !

C'est une grande imposture. Il y a une extraordinaire hypocrisie chez ceux qui prétendent vouloir plus d'Etat en Europe alors qu'ils ne cessent d'exiger moins d'Etat national. Quant au futur gouvernement de cette Europe de l'euro, il est tout trouvé : ce sera la future banque centrale calquée sur la Bundesbank et, comme celle-ci, basée à Francfort. Avec des économies qui n'investissent ni n'embauchent plus, cela mène tout droit à la catastrophe sociale.

- (1) Respectivement chancelier, ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne, et président de la Bundesbank.
- (2) Cf. *La République*, Rome, 19 juin 1997.
- (3) Jean-Michel Quatrepoint, « L'Europe d'hier ou de demain », *Le Monde*, 19 juin 1997.
- (4) Lire Bernard Cassen, « Dans l'eau de l'euro », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.
- (5) *Le Monde*, 21 juin 1997.

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE

Sous le choc de la « révolution congolaise »

L'embrasement de Bangui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaïre, est un signe supplémentaire de la crise que traverse l'ensemble de l'Afrique dite « francophone », avec souvent ses Etats défaits, ses armées mutinées, ses élections contestées, ses peuples en désobéissance. La diplomatie française devra - si elle ne déçoit pas autant que lors de l'arrivée au pouvoir en 1981 - prendre en compte la signification de la « révolution congolaise ». Comme les Etats-Unis, qui viennent de lancer une initiative en direction de l'Afrique, elle devra tirer les leçons d'un séisme qui concourt à modifier les axes géopolitiques du continent.

Par PHILIPPE LEYMARIE *

« E T l'influence africaine, alors ? », demande, un rien agacé, l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, l'un des « sages » les plus prestigieux du continent, jugeant « intolérable et inacceptable » le fait que l'on puisse réduire l'événement historique en cours en Afrique centrale à une lutte d'influence entre Américains et Français (1). De fait, l'histoire retiendra sans doute que, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une crise de grande ampleur comme celle du Congo-Zaïre aura été réglée par des Africains eux-mêmes. Et d'abord par ceux de l'Afrique australe et de l'Est, avec une forte implication diplomatique de Pretoria, qui s'est posé aussitôt en partenaire privilégié, et même en « parrain » du nouveau pouvoir.

Elle se souviendra aussi que, pour la première fois dans ces années 90, une rébellion armée aura retourné en quelques mois un rapport de forces, réussissant là où tous avaient échoué, donnant un avertissement à ceux qui, occupés à

retarder les échéances, à tricher avec les lois et Constitutions et à maltraiter leurs oppositions, risquent d'être désormais confrontés à des opinions en quête de « leur » Kabila...

C'est bien une « autre Afrique » (2) qui tente de s'imposer sur la scène continentale, avec ces nouveaux paramètres : une moindre attention accordée aux partages territoriaux et déconpages idéologiques qui ont fait longtemps les beaux jours et la paralysie de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La montée des enjeux autour des matières premières minérales, redevenues essentielles à mesure que les autres ressources économiques du continent s'épuisent, sous l'effet de l'effondrement des cours des produits agricoles, de la démographie, de la désertification, etc.

(Lire la suite page 12.)

- (1) *Le Monde*, 21 mai 1997. Ce transfert du pouvoir au Zaïre a été « du début jusqu'à la fin une affaire africaine, et les Occidentaux ont été quasiment impuissants », a relevé l'ex-président tanzanien.
- (2) *L'Afrique* est le titre d'un nouvel hebdomadaire panafricain édité à Paris, depuis mai 1997.

* Journaliste à Radio France internationale, Paris.

En vente dans les kiosques :

PROCHE-ORIENT, LA PAIX INTROUVABLE

Manière de voir, n° 34

100 pages, 45 F

DANS CE NUMÉRO :

« Changer d'avenir »...

Dans plusieurs pays européens, des résultats électoraux favorables à la gauche ne se sont pas traduits par une réorientation des politiques économiques et sociales. Ce qui amène Ignacio Ramonet à s'interroger sur la prééminence, dans l'Union européenne, « des intégristes de la monnaie forte, des ennemis des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité ».

LEÇONS

La défaite de la droite en France a pourtant confirmé le rejet du modèle économique dominant. « Changer d'avenir » imposera de prendre en compte la profonde mutation induite par les technologies (pages 26 et 27), l'histoire de la gauche au pouvoir offrant, pour s'attaquer aux privilèges, quelques profitables leçons (pages 6 et 7). Le dernier modèle européen à la mode - le « miracle néerlandais » - ne tient pas ses promesses (pages 4 et 5). Difficile économiquement, le construction de l'Europe plétine sur le plan politique, dans un monde où se renforce l'hégémonie

des Etats-Unis, qui refusent toute autonomie du Vieux Continent en matière de défense (pages 10 et 11).

RÉACTIONS

La fin du monde bipolaire amène les Etats à réviser leurs alliances. L'Inde, confrontée à ses divisions communautaires, cherche de nouveaux alliés (pages 18 à 20). L'Ouzbékistan, menacé par l'instabilité qui règne en Afghanistan et au Tadjikistan, voit ses ambitions régionales contrariées (page 21). L'effondrement de la gauche en Turquie a permis l'ascension des islamistes qui ont dirigé, un en durant, le gouvernement (pages 2 et 3).

L'embrasement de Bangui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaïre, marque une redéfinition des axes géopolitiques du continent africain (pages 12 et 13). La marasme social s'étend, à l'heure des élections, dans un Mexique où le grand marché nord-américain était présenté comme la remède à tous les maux (pages 16 et 17). La mondialisation frappe toujours les pauvres et les faibles. Et alors que des flots de vacanciers vont s'abattre sur le Sud, n'est-il pas temps de reconnaître les populations locales comme étant les acteurs prioritaires des projets touristiques (page 32) ?

Lire le sommaire détaillé page 32.



هكذا من الأصل

حکومت ایران

Droit de réponse

Le droit de réponse est un droit fondamental. Il permet à toute personne ou organisation lésée par une information fautive ou incomplète de réagir. Ce droit est régi par la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976. Il s'exerce sous forme d'une note de réponse, qui doit être envoyée à l'éditeur du journal ou à l'éditeur du site internet. La note de réponse doit être concise, objective et ne pas dépasser la longueur de l'article initial. Elle doit être envoyée dans un délai de quinze jours à compter de la publication de l'article. Le droit de réponse est un droit individuel, qui ne peut pas être exercé collectivement. Il ne s'agit pas d'un droit de rétractation, mais d'un droit de rectification. Le droit de réponse est un droit de défense, qui permet à la personne lésée de se défendre contre une information fautive ou incomplète. Il est un droit fondamental, qui est protégé par la loi. Le droit de réponse est un droit individuel, qui ne peut pas être exercé collectivement. Il ne s'agit pas d'un droit de rétractation, mais d'un droit de rectification. Le droit de réponse est un droit de défense, qui permet à la personne lésée de se défendre contre une information fautive ou incomplète. Il est un droit fondamental, qui est protégé par la loi.

ESPOIR DE PAIX, RISQUES D'EMBRASEMENT

Lendemain d'élections en Irlande du Nord

CETTE année encore, juillet s'annonce comme le mois de tous les dangers en Irlande du Nord. Les protestants de l'ordre d'Orange ont repris leurs marches traditionnelles pour commémorer un fait d'armes vieux de plus de trois cents ans, célébration ressentie comme une provocation par la communauté catholique. Sur le terrain, la situation demeure très tendue. Cependant, les changements politiques intervenus depuis deux mois à Londres et à Dublin, avec l'arrivée au pouvoir de M. Anthony Blair et de M. Bertie Ahern, laissent espérer un nouveau cessez-le-feu. L'espoir est d'autant plus fondé que, à Washington, le président William Clinton garde un intérêt réel pour le dossier. Mais en même temps, et paradoxalement, les risques d'embrasement n'ont jamais été aussi grands.

Par PAUL BRENNAN *

En un peu plus d'un an, les Irlandais du Nord se sont rendus aux urnes à trois reprises. Au cœur de chacune de ces consultations électorales : l'enjeu constitutionnel concernant l'avenir des six comtés. De ces trois élections est ressortie clairement une volonté de changer et d'aboutir enfin à une paix durable.

Premier scrutin : celui qu'organise, en mai 1996, le gouvernement britannique, sous la pression des unionistes. Il s'agit de désigner une assemblée régionale, qu'on baptisera Forum, et qui sera censée jouer à Belfast un rôle central dans les futures négociations. C'est du moins l'espoir de Londres. A la surprise générale, le Parti républicain de M. Gerry Adams, le Sinn Féin, effectue une percée, tandis que le parti nationaliste SDLP (catholique modéré) de M. John Hume maintient ses positions.

Un an plus tard, le 1^{er} mai 1997, le gouvernement de M. John Major, arrivé au terme de son mandat, procède à des élections législatives sur l'ensemble du Royaume-Uni. Là encore, surprise en Irlande du Nord : le vote catholique, toutes tendances confondues, dépasse à présent les 40 %. Il ne s'agit pas là d'une simple évolution naturelle, qui serait le reflet d'un changement démographique (1) ; mais d'un *satisfait* adressé au Sinn Féin et au SDLP. A l'intérieur du camp catholique, le Sinn Féin a davantage encore que le SDLP de raisons de se féliciter sa victoire. De 78 000 voix obtenues lors des dernières élections de 1992, le parti de M. Gerry Adams est passé à 127 000 voix et remporte deux sièges. En outre, il conforte son assise au sein de l'électorat catholique et démontre qu'il rassemble dorénavant 43 % des électeurs, n'en laissant que 57 % à son frère-ennemi, le SDLP.

A peine les nationalistes et les républicains ont-ils achevé de fêter l'événement qu'ils engendrent un nouveau succès. C'est la troisième surprise de l'année, moins importante que les deux précédentes sur le plan politique – il s'agit d'élections municipales – mais plus forte encore sur le plan symbolique. Pour la première fois de son histoire, la mairie de Belfast, tenue depuis toujours par les unionistes, tombe aux mains des nationalistes, avec un succès très marqué pour le Sinn Féin. Dans une région où les symboles ont plus qu'ailleurs un sens, *a fortiori* dans une ville qui est la capitale de l'Irlande du Nord, cette défaite des uns, cette réhabilitation des autres et le transfert du pouvoir qui s'ensuit n'ont pas fini de marquer les esprits.

La période 1996-1997 constitue donc une période charnière pour le Sinn Féin : celui-ci voit sa légitimité se renforcer considérablement. D'autant qu'à Dublin un élan du Sinn Féin est entré en juin dernier au Parlement de la République d'Irlande. M. Gerry Adams dispose, en principe, de quoi réaffirmer son autorité, en particulier à l'interieur de son mouvement. Les partisans de la lutte armée vont-ils se rendre à l'évidence devant le quadruple succès enregistré par le Sinn Féin en l'espace de treize mois ? Rien n'est moins sûr : le 16 juin dernier, deux policiers ont été tués en Irlande du Nord, et l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué ce double assassinat. Le message adressé, via les urnes, à tous les acteurs du conflit – en particulier aux irréductibles de l'IRA – comporte pourtant une signification très claire : c'est la carte politique, et non la violence, qui a désormais le soutien populaire, y compris dans les quartiers les plus déshérités de Belfast-Ouest. Mais ce signal s'adresse plus encore au gouvernement britannique. Ce dernier se voit sanctionné pour n'avoir pas su profiter de la période de trêve décrétée entre août 1994 et février 1996, et faire les compromis nécessaires avec les répu-

blicains. En somme, les Irlandais du Nord rendent Londres responsable de la rupture du cessez-le-feu l'année dernière.

Ce cessez-le-feu, la somme de succès politiques engrangés par le Sinn Féin au cours d'une année le rend à nouveau possible. Mais, pour qu'il se traduise dans les faits, encore faudrait-il que M. Gerry Adams et ses adjoints puissent parler au nom de l'ensemble de leur camp. Car si l'on veut en finir avec la violence politique en Irlande du Nord, il est essentiel que la mouvance républicaine reste soudée, et que chacun de ses membres se sente engagé par les décisions et les éventuelles concessions qui seront faites. C'est tout le problème de M. Gerry Adams. La hantise du dirigeant du Sinn Féin n'a jamais cessé d'être, pour cette raison, l'éclatement de son camp.

Or les dirigeants britanniques ne l'ont pas aidé, ces trois dernières années, dans sa tentative d'aller de l'avant. Tant que le gouvernement britannique et celui de la République d'Irlande ne trouveront pas, par des gestes concrets, le fait qu'ils ont pris acte de la légitimité réaffirmée de M. Gerry Adams, et qu'ils sont décidés à en tenir compte, le chef des républicains gardera une marge de manœuvre limitée au sein de son propre mouvement. Ses récentes victoires n'auront de valeur et de poids, auprès des plus intransigeants de ses pairs, que si elles renouent un élan à Londres et Dublin.

Le camp unioniste, quant à lui, fait preuve d'un désarroi croissant. Le Parti unioniste d'Ulster (UUP) de M. David Trimble voit le nombre de ses partisans augmenter. En un an, son électoral est passé de 24 % à plus de 32 %. Il dispose maintenant de dix sièges à Westminster, contre neuf aux élections législatives précédentes de 1992. On serait tenté d'interpréter cette progression comme un soutien grandissant des électeurs protestants à une aile de l'unionisme capable de souplesse, tant à l'égard des catholiques du SDLP de M. John Hume, que de Dublin. Envers le Sinn Féin, cependant, l'attitude du Parti unioniste d'Ulster reste inflexible, ce qui est de moins bon augure.

Pour sa part, le Parti unioniste démocrate (DUP) voit son électoral s'effriter de 19 % à 13 %, fatigué sans doute par le caractère extrémiste de son leader, Ian Paisley. Et, à l'issue des législatives de mai dernier, le DUP a vu le nombre de ses sièges à Westminster passer de trois à deux. Ce recul représente un sévère désaveu pour ce parti, qui persiste à prôner l'intranséance absolue envers le Sinn Féin, et à refuser à



MICKY DONNELLY. « Le Royaume des Cieux sur Terre » (1991)

M. Gerry Adams (ou à ses proches) toute participation aux négociations de paix, aussi longtemps que l'IRA n'aura pas accepté de se dessaisir de ses armes.

Autre indice qui confirme la fluidité du vote protestant, tout en permettant d'imaginer d'éventuelles passerelles ultérieures : l'émergence de deux petits partis politiques (proches des paramilitaires loyalistes), présents sur la scène électorale depuis l'année dernière. Il s'agit du Parti progressiste unioniste (PUP) et du Parti démocratique d'Ulster (UDU). Tous deux se situent à gauche, en défenseurs de la classe ouvrière protestante. Or ils ont réussi à recueillir presque 6 % des suffrages aux élections municipales du 21 mai dernier.

Il est difficile de savoir s'ils sont appelés à augmenter leur score, mais la violence des attaques répétées du pasteur Ian Paisley à leur encontre est bien le signe que le PUP et l'UDU « mordent » sur son électoral, et que l'heure n'est pas à une radicalisation des esprits. Le spécialiste des mouvements loyalistes nord-irlandais qu'est Wesley Hutchinson (2) n'hésite pas à évoquer « les parallèles frappants entre le PUP et le Sinn Féin » : même orientation progressiste, même discours politique marqué par le refus du confessionnalisme, même passé (ou présent) militaire. A cela, il faut ajouter que le PUP plaide pour une participation de tous les partis aux négociations de paix, sans conditions préalables, ce qui revient à accepter la participation du Sinn Féin. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'une grande partie de l'électorat protestant d'Irlande du Nord considère, pour l'heure, le PUP d'un œil suspicieux, et se montre plus inquiet que jamais sur son avenir.

En acceptant, depuis juin 1996, que les partis politiques proches des paramilitaires protestants siègent à la table des négociations, le gouvernement britannique et les partis nord-irlandais ont montré qu'ils étaient capables de privilégier le dialogue et non l'exclusion et l'anathème. Qu'ils n'aient pas, dès cette époque, adopté la même attitude vis-à-

vis des républicains a constitué un impair. L'ouverture qui s'amorçait n'a pas duré. Le prix à payer a été la fin du cessez-le-feu, en février 1996.

A Dublin, pendant ce temps, la victoire du principal parti politique de la République d'Irlande, le Fianna Fáil (conservateur modéré), aux élections législatives du 6 juin dernier, pourrait, elle aussi, contribuer à faire évoluer la situation. Ce parti s'est en effet toujours associé à la cause républicaine et à l'unification de l'Irlande (à condition qu'elle se fasse par le biais de la négociation), et il a déjà fait la preuve de son efficacité. C'est un haut responsable du Fianna Fáil, l'ancien premier ministre, M. Albert Reynolds, qui sut mener à bien, au début des années 90, les délicates négociations d'où sortit la Déclaration conjointe de décembre 1993 (3).

Tout se passe, en quelque sorte, comme si les ingrédients de 1993 – qui avaient permis de bâtir un triangle de coopération inédite entre Belfast, Dublin et Londres – étaient à nouveau réunis. Mais quelle sera, sur le long terme, l'attitude du gouvernement travailliste à l'égard du dossier nord-irlandais ? La question reste posée, tant sont contradictoires, jusqu'à présent, les déclarations de M. Anthony Blair. En reconnaissant publiquement, début juin, et pour la première fois, la responsabilité de la Grande-Bretagne dans la tragédie de la grande famine en Irlande au siècle dernier (4), le nouveau premier ministre a créé la surprise. Mais, peu de temps auparavant, le 20 mai de cette

année, le même M. Blair avait solennellement déclaré, lors de sa première réunion publique à Belfast en tant que premier ministre : « Personne, dans cette salle, ne verra jamais une Irlande du Nord qui ne soit partie intégrante du Royaume-Uni, pas même la plus jeune d'entre nous ».

Ces propos ont fait frémir plus d'un, dans les milieux nationalistes, et ils ont aggravé la méfiance, voire le pessimisme, des républicains. Nul n'a oublié que l'une des politiques les plus intransigeantes menées par Londres en l'Irlande du Nord a été le fait, entre 1974 et 1979, d'un premier ministre travailliste, James Callaghan. Ouvertement favorable aux unionistes, il prit une série de mesures répressives qui allaient déclencher des événements tragiques et aboutir, en 1981, à la tristement célèbre grève de la faim de Bobby Sands et de ses neuf compagnons républicains (5).

Cependant, le 25 juin dernier, devant la Chambre des communes, le premier ministre britannique a paru faire des concessions au Sinn Féin. Il accepte que le désarmement des milices ne soit pas un préalable mais qu'il se fasse en parallèle avec les discussions de paix, comme l'avait déjà suggéré il y a un an le médiateur américain George Mitchell. Et il se contente de réclamer à l'IRA, dans un premier temps, six semaines de cessez-le-feu.

S'il le veut, M. Blair peut imposer un règlement du conflit nord-irlandais. Son principal atout réside dans la confortable majorité dont il dispose aux Communes. Le poids des émigrés irlandais et de leurs descendants membres du Parti travailliste, ainsi que leur influence au sein du mouvement syndical laissent penser que le premier ministre sera encouragé à agir en étroite concertation avec Dublin et Washington. Encore faut-il qu'il accepte, à la différence de son prédécesseur travailliste des années 70, James Callaghan, de faire une lecture juste du résultat des trois élections qui viennent de se dérouler en Irlande du Nord.

(1) Les protestants constituent 60 % de la population d'Irlande du Nord, mais ils ne sont pas représentés par les catholiques, dont le taux de natalité reste plus élevé. Dans les écoles, les enfants de confession catholique sont aujourd'hui déjà majoritaires.

(2) Enseignant à l'université Paris-X-Nanterre.

(3) Signée par le gouvernement de Dublin et de Londres, cette Déclaration indique, entre autres, que la Grande-Bretagne ne s'opposera pas à l'union entre le Nord et le Sud de l'Irlande, si telle est la volonté de la majorité en Ulster.

(4) Entre 1845 et 1849, plus d'un million d'Irlandais moururent de faim, après qu'une maladie eut affecté les récoltes de pommes de terre, aliment de base de la population. Un autre million d'Irlandais fut contraint à l'exil. Ces événements ont été une tragédie, le summum de la famine, de même que la famine en Irlande du Nord, accusée d'avoir été causée par la famine britannique. Lire Brendan Wolfe « Quand le libre-échange affamait l'Irlande », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(5) Les dix hommes, âgés de vingt à trente ans, sont morts en prison, les uns après les autres, à l'issue de jeûnes qui ont duré, pour certains, jusqu'à soixante-dix jours. Ils revendiquaient le statut de prisonniers politiques. M^{me} Margaret Thatcher était alors premier ministre.

Nos précédents articles :

- Difficile adieu aux armes en Irlande du Nord, par Pierre Joannon (mars 1996)
- Cette paix qui retient son souffle en Irlande du Nord, par Florence Beaugé (janvier 1996)
- Espoirs de paix en Irlande du Nord, par Maurice Goldring (janvier 1994).

Le mois prochain dans *Le Monde diplomatique*

Sous-commandant Marcos : « Pourquoi nous combattons ». – Paul Virilio : « Le monde s'expose ». – Uri Avnery : « La lutte des démocrates israéliens ». – Samir Amin : « De l'économie comme sorcellerie ». – Denis Duclos : « L'ère de la cosmocratie ». – K. S. Karol : « La capitale mafieuse en Russie ». – Sami Nair : « Scénarios pour le sud de la Méditerranée ». – Herbert I. Schiller : « Médias, une affaire d'Etat ». – Joël de Rosnay : « Nouvelles technologies, nouvelle croissance ». – Manuel Vazquez Montalban : « Football et politique ». – Marc Augé : « Un ethnologue sur la Tour de France ». – Eduardo Galeano : « Dictatures et amnésies ». – Eric Klinenberg : « Eté mauritien à Chicago ». – Serge Halimi : « Une ferme dans l'ouragan des marchés ». – Pierline Piras : « X-Files, aux frontières de l'irrationnel ». – Juan Goytisolo : « Les intellectuels et leur trahison ». – Une nouvelle : « Les Frères de Lacoste ». de Didier Daeninckx. Et d'autres articles sur les crises contemporaines.

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL À NE PAS MANQUER

(En vente le 2 août, 22 F, dans tous les kiosques.)

VIENT DE PARAÎTRE

LES PARADIS PERDUS

LES MALAISES DE NOVEMBRE

« De la grande Littérature, la vraie, celle qui s'inscrit dans la durée. Un livre magique. La vie même et le « sens » retrouvés ».

Micromégas

« Darcanges atteint là au sommet de son art ».

Pierre Lance

L'ÈRE NOUVELLE

Edition de luxe
Tirage limité
Version intégrale.

Jacques DARCANGES

98 F

Editions de l'Orme

Distribution DISTIQUE - 28600 Luisant - Fax : 02.37.30.57.12

* Professeur d'études irlandaises à l'université de Caen et directeur de recherches à l'université Paris-III. Auteur, notamment, de *Civilisation irlandaise*, Babel, Paris, 1995.

L'ÉTAT-PROVIDENCE NÉERLANDAIS EN QUESTION

Miracle ou mirage aux Pays-Bas

« La France, déclarait au début de l'année M. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, devrait s'inspirer du modèle économique néerlandais. » Sans doute cette déclaration éclaire-t-elle l'enthousiasme des médias français – et, à un moindre degré, allemands – pour les Pays-Bas. Tout se passe comme si, le modèle américain s'usant, le modèle britannique se trouvant en réfection et le modèle allemand ayant pris des coups, il fallait proposer aux opinions déçues un nouvel exemple de nature à raviver leurs espoirs, à quelques mois de l'échéance décisive de l'euro. Mais, vu d'Amsterdam, ce tableau n'est pas si lumineux.

Par notre envoyé spécial DOMINIQUE VIDAL

M. PAUL KALMA est formel. « Parler du modèle néerlandais est absurde. Notre expérience n'est pas exportable. » En plein cœur d'Amsterdam, au siège du Parti travailliste (au pouvoir), le directeur de son bureau de recherche énumère les arguments. Les Pays-Bas forment un petit pays, à la fois plus riche que ses voisins et beaucoup moins inégalitaire qu'eux. Les Hollandais baignent, en outre, dans une tradition de travail – n'ont-ils pas arraché une partie de leur espérance de vie à la mer ? –, mais aussi de cette tolérance héritée de la résistance à l'occupation espagnole et propre aux commerçants pragmatiques qu'ils furent depuis toujours. Ces spécificités confèrent au pays une « position luxueuse » dans laquelle les échos du débat sur l'union monétaire européenne n'arrivent qu'effleurés : chez nous, explique en substance le chercheur travailliste, le gouvernement a pu ériger la réduction du déficit budgétaire en objectif numéro un sans faire, jusqu'ici, trop de dégâts. « Mais, conclut-il, je ne suis pas certain que la réduction de l'État-providence et la modération salariale soient encore longtemps acceptables. »

Pourtant, stimulés par la parution de l'étude consacrée par l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE), tous les deux ans, à l'économie néerlandaise (1), nombre de journalistes se sont précipités à Amsterdam, un peu comme on va en pèlerinage à Lourdes. A preuve leurs titres : « La confiance retrouvée des Pays-Bas », « Les Pays-Bas, modèle de réussite économique pour l'Europe », « La bonheur est dans les tulipes », « Heureux comme un Néerlandais », « Pays-Bas : premier de la classe », « Les leçons du miracle hollandais », et bien sûr, « Pays-Bas : 7 % de chômage, mais comment font-ils ? » (2).

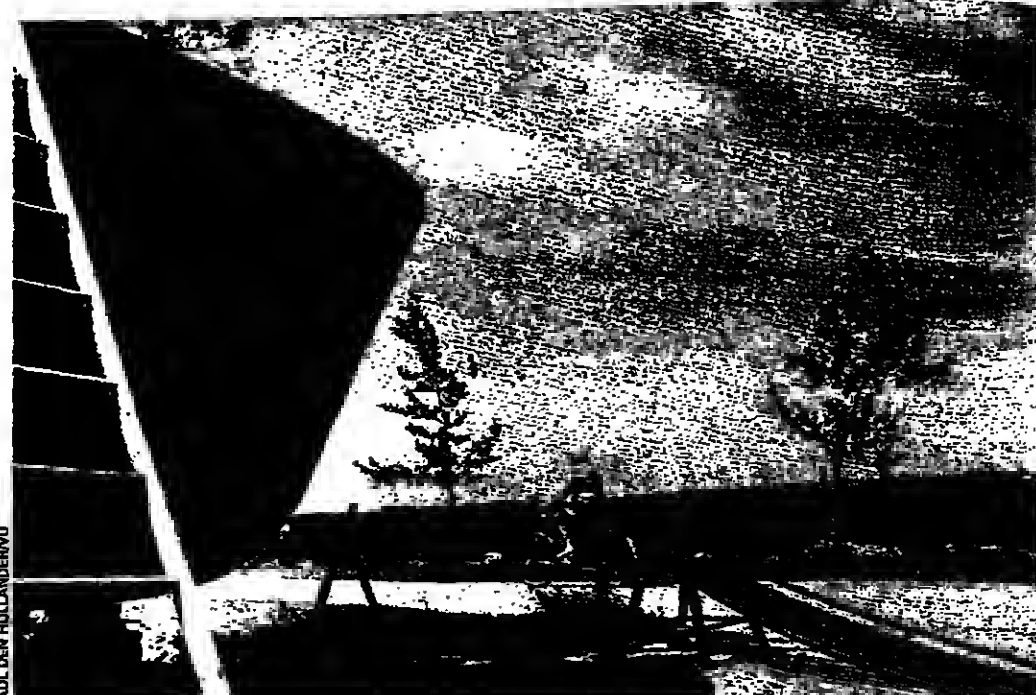
Sacré mailleur alevé de la classe européenne, M. Wim Kok, le premier ministre, récolte, quinze ans plus tard, les fruits de l'accord de Wassenaar, cette banlieue huppée de La Haye où les syndicats – sous la présidence du même Wim Kok – acceptèrent la modération salariale en échange d'une réduction progressive du temps de travail. Un accord toujours confirmé depuis. Non seulement le chef de la « coalition pour la prospérité » (social-démocrates, libéraux de gauche et de droite) au pouvoir à La Haye (3) peut se targuer d'une monnaie forte alignée sur le mark (la florin a même été réévalué de 13 % en dix ans) et d'une inflation contenue (2,1 % en 1996), mais il a aussi sensiblement réduit le déficit budgétaire, passé sous le barre fatidique des 3 % du produit intérieur brut (2,8 % en 1996), ainsi que les dépenses collectives (54 % du PIB à la fin 1996) – seule le dette excédée, avec 76 %, la limite de 60 % fixée par le traité de Maastricht, mais elle diminue chaque année de 2 à 3 points. L'heure est, ici aussi, aux réductions d'impôts et de cotisations sociales, tandis que les privatisations s'accroissent.

De surcroît, la sagesse syndicale a permis au coût du travail de baisser de 30 % en dix ans, renforçant d'autant la compétitivité du pays à l'extérieur : les Pays-Bas sont devenus le huitième exportateur mondial, et leur excédent commercial a atteint 98 milliards de francs en 1996 (4). Tirée par les ventes à l'étranger, et par le regain de consommation intérieure, la croissance a dépassé 2,7 % l'an dernier. Mais ce qui a surtout valu à la Hollande cette débâche de superlatifs médiatiques, au dépit de nuances plus ou moins affirmées, c'est son record affiché en matière de chômage : 6,8 % de la population active à la fin de 1996. Et le déclin s'est encore accéléré au cours du premier semestre 1997, pour descendre sous la barre des 6 % (un peu moins de 400 000).

« Ces chiffres de chômeurs inscrits ne veulent rien dire, répond d'emblée, à La Haye, M. Jan Marijnissen, président du Parti socialiste, formation d'extrême gauche qui a fait son entrée à la Chambre en 1994. En réalité, 1 500 000 Néerlandais cherchent du travail, sans compter les 400 000 femmes qui rêvent d'un emploi mais n'y croient pas, et donc ne s'inscrivent pas. » L'ancien ministre du travail et de la sécurité sociale, le professeur Bart de Vries, ne dément pas. A l'occasion d'une récente conférence sur le « modèle hollandais », en Allemagne, il attire même honnêtement l'attention de son auditoire : « Vous avez remarqué que j'ai présenté des chiffres sur le développement de l'emploi, mais pas sur le chômage. Ce n'est pas un hasard. » Et de reconnaître que, pour recenser les chômeurs, il faut regarder « non seulement l'assurance-chômage, mais aussi l'assurance-invalidité (lire l'encadré ci-contre) et tout le réseau de l'aide sociale générale (5) ».

Professeur à l'université Erasme de Rotterdam, M. Lantier van der Laan est considéré comme un des meilleurs spécialistes du travail. Pour lui aussi, les statistiques officielles n'ont guère de sens, à fortiori leur comparaison d'un pays à l'autre. « Comment voulez-vous mettre sur le même plan des mesures en mètres et des pieds ? Faute de définir ce qu'on entend par chômage, chacun triche. » La réalité doit se trouver entre les 7 % de chômeurs enregistrés et les 27 % de chômeurs au sens large évoqués par l'OCDE elle-même – ceux-ci incluent notamment les bénéficiaires de l'assurance-invalidité, les préretraités et les titulaires d'emplois subventionnés : « En tout cas, le chiffre officiel de chômeurs inscrits est sous-évalué : il faut en minimum comptabiliser l'ensemble des 790 000 chômeurs indamnifiés et un quart des quelque 800 000 inaptés. » Soit plus de 15 % de la population active.

Autant les polémiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et non inscrits peuvent paraître familières au lecteur français, autant le recours à l'assurance-invalidité (WAO) comme cache-sexe



UN PETIT PAYS RICHE... aux statistiques de chômage décevant

des chômeurs représente une particularité néerlandaise. « Vous pouvez même parler de folklore », confie M. Abram de Swaan. Dans la nuit qui tombe sur la luxueuse demeure de cette belle demeure du Keizersgracht, un des trois canaux les plus prestigieux d'Amsterdam, le sociologue explicite le bêtise : « C'est la fameuse histoire de l'invalidité du dos qui s'active dans son jardin ! » Le détournement découle en fait d'une « collusion tripartite » : les entreprises se sont modernisées à bon compte en se débarrassant de leur personnel vieillissant et peu malléable, les aînés ont bénéficié de conditions à l'époque meilleures que celles du chômage, et les médecins ont cautionné le tout. « Le propre des douleurs du bas du dos, comme des maladies psychiatriques, remarque, ironique, M. de Swaan, c'est qu'elles ne se prouvent pas. »

A moins d'imaginer une faiblesse génétique frappant les gens d'ici, et eux seuls, comment expliquer autrement que le pays compte plus d'inaptes au travail que de chômeurs ? Et comment rendre compte de la variation du taux d'invalidité d'une région à une autre, qui plus est dans les mêmes proportions que la taux de chômage ? Étrangement peu citée sur ce point, l'étude, déjà mentionnée, de l'OCDE conclut : « Les estimations de cette composante "chômage déguisé" dans le nombre de personnes en invalidité varient grandement, allant d'un peu plus de 10 % à environ 50 % ».

Après les chômeurs « invalides », une deuxième surprise attend le pèlerin du plein-emploi néerlandais : les statistiques semblent atteintes de schizophrénie. Malgré le déclin du chômage, le taux d'emploi – c'est-à-dire le pourcentage de la population d'âge actif (de quinze à soixante-quatre ans) travaillant (en équivalent temps plein) – demeure, à 50,7 % en 1994, très en deçà des presque 60 % de 1970, et plus encore de la moyenne européenne : 67 %. Ce qui confirme la statistique de l'OCDE sur le duré annuelle du travail : en 1995, les salariés ont travaillé en moyenne moins de 1 400 heures aux Pays-Bas, contre plus de 1 500 en France et en Allemagne, et plus de 1 900 heures au Japon et aux États-Unis. Voilà qui relativise le « performance » de l'enfant prodige. D'autant que, selon une autre statistique décapante, le volume d'emploi n'a pas augmenté – il a même légèrement diminué – entre 1980 et 1990, alors que la force de travail passait de 4,5 millions à 6 millions. Autrement dit, le nombre d'heures de travail par salarié a diminué de 30 % (6).

Là encore, distinguons, entre les Pays-Bas et leurs voisins, les différences quantitatives des qualitatives. Dans la première catégorie, il y a la réduction du temps de travail normal, qu'il s'agisse d'extension des vacances ou de réduction de la durée hebdomadaire : le moitié des salariés à plein temps font désormais entre 36 et 37 heures par semaine. « Attention ! précise toutefois le sociologue Jelle Visser, de l'université d'Amsterdam, seules 25 % à 40 % des réductions d'heures dans le secteur privé ont débouché sur des créations d'emplois, le reste s'étant traduit par un surcroît de productivité et d'intensité du travail (7). » A la seconde catégorie – qualitative – appartient, en revanche, la généralisation du temps partiel.

« Dans ce domaine, nous sommes les champions du monde, effirme, presque fier, M. Wim Schoutendorp, responsable des pages économiques du quotidien Trouw. La part des postes à temps partiel dans le nombre total des emplois est passée, en vingt ans, de 15 % à 36 %. » Et le phénomène s'accroît, puisque, selon M. Jelle Visser, les neuf dixièmes des emplois créés depuis dix ans totalisent entre 12 heures et 36 heures par semaine. Autre record : l'intérêt a triplé en dix ans pour occuper 3,5 % du marché du travail. La clef de ce phénomène unique tient en un chiffre : près des trois quarts des employés à temps partiel sont des femmes.

« Les traditions bourgeoises restent les plus

fortes », lâche M^{me} Ans Pelzer, tentant d'expliquer pourquoi il aura fallu attendre les années 90 pour que la moitié, à peine, des femmes travaillent – en dix ans, la proportion est passée de 35 % à 53 %, et la plus souvent à temps partiel, voire très partiel (souvent de 12 heures à 15 heures hebdomadaires), contrairement à la situation prévalant dans l'Union européenne (8). La responsable de la politique féminine de la principale confédération syndicale, la FNV, évoque bien sûr la difficulté des femmes à décrocher un emploi à temps plein, la nécessité de se débrouiller pour les enfants – les crèches, bien qu'un nombre croissant, n'accueillant que 10 % des bébés (9), et les écoles fermant à 15 h 30 sans possibilité de garder les enfants au-delà –, ainsi que la fiscalité qui pénalise le revenu des femmes. « Mais l'essentiel, insiste-t-elle, c'est la conviction que la femme est d'abord une mère. »

Un peu d'histoire : du fait de la neutralité des Pays-Bas au cours de la première guerre mondiale, les femmes n'ont pas, comme ailleurs, remplacé dans les usines les hommes partis au front. D'ailleurs, jusqu'en 1955, il était interdit d'employer une femme mariée. En revanche, jusqu'en 1978, on avait le droit de licencier une femme se mariant ou attendant un enfant. « Aujourd'hui encore, poursuit M^{me} Pelzer, bien des hommes restent fiers de dire : "Ma femme n'a pas besoin de travailler." C'est à eux, estiment-ils, de gagner le pain du foyer. Dans cette situation, le travail à temps partiel est un progrès. »

Un progrès ? Mais qui dit temps partiel, écarte l'intérêt, dit insécurité d'emploi, petit salaire, absence de responsabilités, carrière réduite ; rien qui soit de nature à garantir une véritable indépendance par rapport aux hommes. « Il faut être réaliste, rétorque M^{me} Pelzer. Autrefois, nous étions plutôt contre. Mais les femmes sont pour, et notre syndicat se bat donc pour améliorer la qualité de leur travail : imposer des contrats (et c'est très difficile), veiller aux conditions de santé ; bref, encadrer la flexibilité... »

Exploitation et insécurité accrues

TEMPS partiel choisi, ou imposé ? Si le premier peut signifier une avancée vers un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, le second, serait-il emballé dans le même papier cadeau, ne signifie le plus souvent qu'exploitation et insécurité accrues. Audacieuse, l'étude de l'OCDE le suggère : « Il est difficile de dire si et dans quelle mesure ces résultats d'enquête sous-estiment le travail à temps partiel non choisi, étant donné que certaines personnes qui, maintenant, travaillent "volontairement" à temps partiel pourraient choisir de travailler davantage si l'infrastructure sociale ne les en empêchait pas. » Et de faire état d'enquêtes selon lesquelles près de 40 % des temps partiel souhaitent travailler plus longtemps.

On peut rêver, bien sûr. Ainsi lorsque M^{me} Ieke van den Burg, membre du comité exécutif de la FNV, assure que le retard des femmes sur le marché

(1) Pays-Bas 1995-1996. Etudes économiques de l'OCDE, Paris, 1996.

(2) Respectivement Le Monde, 3 décembre 1996 ; Le Figaro, 27 novembre 1996 ; Le Nouvel Observateur, 31 octobre 1996 ; Le Nouvel Économiste, 12 décembre 1996 ; Le Point, 4 janvier 1997 ; Capital, février 1997 ; Alternatives économiques, décembre 1996. Curieusement, dans nombre de ces reportages, l'ambassadeur de France, le directeur de la BNP et celui de l'abus à Amsterdam servent aussi, si ce n'est plus, de sources que les interlocuteurs néerlandais.

(3) Amsterdam est la capitale des Pays-Bas, mais le gouvernement réside, comme le Parlement, à La Haye.

(4) Tous les chiffres cités sont extraits de The Dutch Economy in 1996, bulletin du ministère des affaires économiques, La Haye, février 1997.

(5) Bert de Vries, « Das Niederländische Modell : ein Vorbild für Deutschland ? », conférence donnée le 6 mai 1997 en Westphalie.

(6) « Part-Time Work : the Dutch Perspective », intervention de la confédération syndicale FNV au séminaire de Stockholm sur le thème « Réconcilier la vie familiale et la vie professionnelle », 19-20 juin 1995.

(7) Jelle Visser, « Two Cheers for Corporatism One for the Market, Industrial Relations, Wage Moderation and Job Growth in the Netherlands », British Journal of Industrial Relations, à paraître, p. 19.

(8) Les dernières statistiques européennes, qui datent de 1995, indiquent que les Pays-Bas, un pourcentage de 48,3 % de femmes actives (de quinze à soixante-cinq ans), dont 67,3 % à temps partiel. Le taux d'activité moyen des femmes dans l'Union européenne était alors de 45 %, dont 68,7 % à temps complet. En France, à la même date, 48,2 % des femmes travaillaient, dont 71,1 % à temps complet (statistiques Eurostat, Bruxelles).

(9) Et encore nombre de ces bébés sont-ils, eux aussi, au régime du temps partiel : ils ne sont accueillis à la crèche qu'un, deux ou trois jours par semaine. Si l'on compte en places, seuls 5 % à 6 % des bébés peuvent être reçus.

- Les grands enjeux et débats de la période
- Une analyse détaillée de l'évolution des conditions de vie
- L'état de l'opinion et le mouvement des idées
- Le bilan de l'année pour chacune des 22 régions métropolitaines
- Une radioscopie complète de l'économie
- Les politiques conduites par l'État
- La place de la France dans le monde
- 130 auteurs spécialistes issus de nombreux centres d'étude et de recherche (CEVIPOF, OFCE, INED, DARES, IRES, Céreq, CNRS, INSEE...)
- 170 articles dont 110 inédits

L'ÉTAT DE LA FRANCE 97-98



165 F - 704 pages

LA DÉCOUVERTE

صكزا من الاصل

هكذا من الالهي

ANDALAIS EN QUESTION



Andalousiens en question

Andalousiens en question. Les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine, les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine, les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine...

Expatriation et immigration

Expatriation et immigration. Les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine, les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine, les Andalousiens, ce sont ceux qui ont été chassés de leur pays d'origine...

du travail « peut devenir un bond en avant si nous réussissons à obtenir des changements dans l'emploi du temps de travail (...) pour chaque type de travail, même pour les professions dominées par les hommes, comme les emplois techniques et les fonctions de cadres. » Et d'imaginer que la situation courante, « dans laquelle l'homme exerce un travail bien rémunéré à temps plein, et la femme un petit emploi à temps partiel », fasse place à une autre où tous deux « travailleraient 28 heures ou 32 heures par semaine, par exemple, et se partageraient plus équitablement les soins aux enfants et les tâches domestiques. La jeune génération commence déjà à adopter ce prototype (10). » En attendant, la plupart des femmes néerlandaises sont enfermées dans des « petits boulots » couvrant sept professions sur les cent cinquante recensées, essentiellement dans l'administration, la santé et les activités liées aux enfants. Et, sur ce, une seule gagne plus que son mari.

La situation des Néerlandaises n'est pas la seule ombre au tableau. Quelle ne fut pas la surprise des sujets de la reine Beatrix en entendant celle-ci, lors de son discours du Trône, il y a deux ans, en appeler « aux citoyens, aux entreprises, aux autorités et aux associations pour s'attaquer, dans l'unité et avec fermeté, à l'exclusion sociale et à la pauvreté silencieuse dans notre société... (11) ». Professeur à l'université d'Utrecht, M. Godfried Engbersen travaille depuis dix ans sur ce paradoxe qui représente le pauvre dans une des pays les plus riches du monde. « C'est comme la complexité de Christophe Colomb : de même que l'Amérique a été découverte à plusieurs reprises, on ne cesse d'"inventer" la pauvreté, on généralise le temps d'une élite, pour mieux l'oublier ensuite. Et pourtant elle se développe. Bien sûr, précise-t-il, elle n'a rien de commun avec la misère du tiers-monde. Elle n'est pas non plus comparable à ce qui se passe dans les ghettos américains, à Manchester ou à Liverpool. » En fait, de 7 % à 10 % de la population vit en permanence de l'Etat-providence, dont une moitié de pauvres « au sens plein du terme ».

Qu'on ne s'y méprenne pas. Ici, nul ne meurt de faim, et rares sont les sans-abri. « La pauvreté moderne, poursuit M. Engbersen, c'est l'exclusion structurelle des institutions dominantes, conjuguée avec la dépendance à l'égard de l'Etat. Elle se manifeste moins par la manque d'argent que par la non-participation au travail, à la formation et aux loisirs. Elle frappe en priorité les familles monoparentales, les vieux, les chômeurs de longue durée et, bien sûr, les étrangers, en premier lieu illégaux. A terme, elle conduit à l'isolement et à l'aliénation. » D'autant qu'elle se transmet de génération en génération. A en croire une enquête européenne, 18 % des enfants néerlandais appartiennent à des familles pauvres, contre 12 % en France, mais 32 % au Royaume-Uni (12)...

Fouillant dans ses dossiers, le jeune universitaire en extrait la liste des « banlieues » néerlandaises, qu'il brandit : dans une soixantaine d'entre elles, en 1994, plus de 40 % des habitants dépendaient entièrement des diverses allocations versées par l'Etat. « Dans notre jargon, explique-t-il, nous les appelons "banlieues de sécurité sociale", dans la mesure où seule une minorité, si l'on ajoute les vieux qui ne travaillent plus, et la pire, c'est que, conséquence du chômage, cette pauvreté ainsi concentrée résiste justement aux moyens mis en œuvre pour le combattre. » Sur les quelques 700 000 emplois créés dans les dix dernières années, souligne M. Jelle Visser, seuls 100 000 ont été attribués à des « clients » de l'Etat-providence : les autres sont allés à des jeunes et à des femmes (re) venant sur le marché du travail. D'ailleurs, la moitié des chômeurs la part depuis plus d'un an. « C'est en partant de ce constat que le ministre du travail, M. Ad Melkert, a lancé le programme de 60 000 postes de travail, publics et privés, qui portent son nom : réservés aux travailleurs non qualifiés sans activité depuis longtemps. Ils proposent 32 heures hebdomadaires de travail payées moins de 120 % du salaire minimum... »

D'où cette question, la plus angoissante sans doute pour l'avenir des Pays-Bas : que deviendront

les centaines de milliers d'assujettis à l'Etat-providence, hier si accueillant, si celui-ci, demain, se réduit comme peau de chagrin ? Rien là d'une hypothèse d'école : le rebotaillage (lire l'encadré ci-dessous) a commencé. « Pour l'instant, il ne s'agit pas d'une transformation du système, mais plutôt d'une érosion, théorise M. Godfried Engbersen. On pourrait parler de retrait silencieux de l'Etat. » Lequel, cependant, risque de devenir bientôt plus bruyant.

De tous les pays européens, la Hollande est celui qui dépense le plus pour sa sécurité sociale : 25,5 % du PIB - la France lui consacre 23 % du sien, l'Allemagne, 15 %, et la Royaume-Uni, 10 %. Nul doute que le gouvernement de M. Wim Kok - ou son successeur - ne s'efforce, à nouveau, de réduire la fardeau, au nom de l'« assainissement des finances publiques ». Quant au patronat, c'est en vertu de la

égalité en France. Mais l'appât de profit ne connaît pas de limite. Dans le même texte, les patrons déplorent « l'importance de l'inactivité aux frais de la collectivité » : 2,5 millions de personnes de moins de 65 ans bénéficient, d'une manière ou d'une autre, d'une aide sociale. Et de pointer du doigt le « chômage obstiné » qui sévit dans le bas du marché du travail...

Porte-parole de la VNO-NCW, M. Jen Klaver est bien installé. De son bureau, le regard survole La Haye et devine même la mer du Nord. L'homme se fait un peu tirer l'oreille avant de dévoiler ses batteries : « Il faut renforcer les incitations au travail, donc durcir les critères d'attribution des différentes allocations sociales, reculer l'âge de la retraite, réduire le salaire minimum. » Une pause, et il ajoute : « A vrai dire, la mieux serait de la supprimer, quitte à ce que l'Etat complète les bas salaires

faibles (13). » « Moi, sourit M. De Waal, je pourrais reprendre la balle au bond et dire : "Nous avons des patrons magnifiques". » Mais les ambitions affichées par M. Klaver ? « Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, sur le salaire comme sur le revenu minimum, ils ont perdu la bataille. Et, s'ils la relancent à nouveau, ils seront à nouveau battus. »

La consensus social néerlandais a en commun avec le cohabitation à la française qu'aucun des partenaires ne veut prendre la responsabilité de le rompre. Ou na le peut : le prix en serait trop élevé. Certes, quelques conflits ont marqué les dix dernières années, mais, en moyenne, on n'enregistre ici chaque année, entre 1986 et 1995, que 23 jours de travail perdus pour 1 000 employés : le double de l'Allemagne, mais quatre fois moins qu'en France et... vingt-cinq fois moins qu'en Grèce ! Et chacun s'accorde à reconnaître l'immense popularité de M. Wim Kok, ministre de l'économie, puis chef du gouvernement après avoir longtemps aidé la confédération syndicale FNV. Tout en soulignant l'effet de ce charisme, M. Paul Kalmé la nuance : « C'est par miracle que Kok est devenu chef du gouvernement, car le Parti du travail a connu, en 1994, ses plus mauvaises élections depuis la guerre. Et il a perdu un bon tiers de ses adhérents. C'est cela aussi le prix de la flexibilité du travail et de la modération salariale. Je ne suis pas sûr que les gens acceptent encore longtemps de se serrer la ceinture. » Surtout en sachant que, dans ce pays où l'égitarisme s'enracine dans la tradition protestante, le patron le plus célèbre, M. Jan Timmer, ex-PDG de Philips, gagnait presque cent fois le revenu minimum d'un couple (14)...

« Il y a des lignes jaunes non écrites à ne pas franchir », assure le sociologue Jelle Visser. L'affaire de la « démotion », le confirme. Construit par opposition à « promotion », cet américanisme dissimule la dernière invention des technocrates : la diminution, progressive et systématique, des rémunérations des employés de plus de cinquante ans, dans la mesure, humaniste s'il en est, de favoriser le maintien en activité des personnes âgées. Faute d'espérer, « elles coûtent trop cher, compte tenu de leur moindre productivité », confie élogieusement M. Jen Klaver. Il aura suffi qu'un détournement d'une réunion des partenaires sociaux M. Lodewijk de Waal accepte d'entendre les suggestions des représentants patronaux en la matière, sans claquer la porte, pour déclencher une véritable tempête : le standard du siège central de la FNV s'est retrouvé bloqué, tant étaient nombreux les adhérents qui téléphonaient pour protester, voire annoncer qu'ils rendaient leur carte de syndicat...

L'anecdote le donne à penser : une remise en question brutale des fondements de l'Etat-providence serait bel et bien de nature à en finir avec le paix sociale qui règne ici depuis deux décennies. « C'est ce qui risque de se produire en cas de récession », assure M. Godfried Engbersen. Le patronat pourrait parvenir, par un biais ou un autre, à casser le salaire minimum. Et ce serait la fin du système. » M. Abram de Swaan, lui, n'y croit pas, « même si la conjoncture devient difficile. L'harmonie n'a pas de prix dans une région traversée par les pires fossés religieux et linguistiques. Réfléchissez-y : avec deux religions (la protestante et la catholique, autrement dit les "cathares hérétiques" et les "papistes") et trois Etats (les Pays-Bas, la Flandre et la Wallonie), nous ressemblons aux Balkans. A cette différence près que nous ne nous sommes pas entre-tués depuis des siècles. Voilà pourquoi nous tenons à cette pacification des âlles qu'est la consensus ».

DOMINIQUE VIDAL

(10) Icke van den Burg, « Temps pour l'emploi », intervention au congrès de la CFDT, Montpellier, le 22 mars 1995.
(11) Cité par Jan Marijnissen, « Tegenspraak », Een Rood Antwoord op Paus, « Contre-voix. Une réponse rouge au pape », L. J. Veen, Amsterdam/Anvers, 1996, p. 73.
(12) The Guardian, Londres, 28 avril 1997.
(13) Le Figaro, 27 novembre 1996.
(14) Jan Marijnissen, op. cit., p. 73.



UN RISQUE POUR LA PAIX SOCIALE ? La pauvreté silencieuse d'une société

« compétitivité » qu'il entend compréhender encore les coûts salariaux, en partant d'une manière, ou d'une autre, une brèche dans le système.

Les entreprises néerlandaises ont pourtant de quoi se réjouir. Un document confidentiel de la confédération patronale VNO-NCW, intitulé « L'économie néerlandaise : du marché au succès du modèle des polders », indique en effet que « les changements intervenus dans les domaines de la modération des coûts salariaux, de la baisse des impôts et des charges sociales, de la flexibilisation et autres ont débouché sur une amélioration substantielle de la rentabilité, à un niveau sur lequel les Pays-Bas peuvent mieux se mesurer internationalement ». Statistiques à l'appui : selon celles, citées, de la Commission européenne, la rentabilité des entreprises est deux fois plus élevée que le taux d'intérêt à long terme - seule la Grande-Bretagne fait mieux, les deux chiffres étant sensiblement

éfin qu'ils dépassent le niveau du revenu minimum. Mais, ce, c'est un choix politique, qui revient aux patrons. Nous préférons ne pas en discuter, car nous savons que l'essence de notre succès, c'est l'esprit d'équipe. Nous faisons avec nos partenaires tels qu'ils sont. »

A 50 kilomètres de là, à Amsterdam, M. Lodewijk de Waal ne dit pas autre chose. Satisfait de la situation, des perspectives et de sa récente élection à la présidence de la centrale syndicale FNV, il esquisse un cours sur le supériorité de la « stratégie de marketing » sur l'« option radicale ». Pour lui, malgré les « défaites » que représentent les réformes des assurances-maladie et invalidité, le bilan est positif : réduction du temps de travail, maintien de la législation sociale, même la modération salariale. Et d'évoquer l'entretien donné au Figaro par M. Gerrit Zalm, dans lequel le ministre des finances s'épanchait : « Nous avons des syndicats magni-

De la générosité à l'avarice

« N OUS avons un des Etats-providence les plus généreux au monde, mais, avec le temps, il devient avare. » Attitude face à un vaste lac, non loin du petit village où elle s'est « retirée » depuis sa démission, M^{me} Elske ter Veld, ex-secrétaire d'Etat aux affaires sociales, dénonce l'érosion de l'Etat-providence imaginé après guerre et traduit au fil des années (1) :

- Tout le système repose sur un salaire mensuel minimum d'un montant actuel de 6 000 F net, mais qui a perdu 20 % de son pouvoir d'achat du fait de son gel depuis les accords de Wassenaar. Cette perte, toutes les allocations suivantes, indexées sur le salaire minimum, l'ont mécaniquement suivie.

- C'est notamment le cas du *bijstand*, équivalent du RMI, mais versé à quiconque se trouve sans ressources : 3 000 F net (soit 50 % du salaire minimum) pour une personne seule de plus de vingt et un ans, 4 200 F (soit 70 % du salaire minimum) pour une personne seule avec un ou plusieurs enfants - ces deux catégories peuvent toucher, en cas de nécessité, un supplément mensuel de 1 200 F - et 6 000 F net (soit 100 %) pour un couple avec ou sans enfants.

- Si l'allocation-logement demeure en vigueur, elle a été de plus en plus mal, en cas de coupes budgétaires, à suivre la hausse effrénée des loyers - plus 30 % en six ans. En outre, on traite maintenant les gens vivant sous le même toit comme s'ils étaient

mariés : des dizaines de milliers de « cohabitants » découvrent ainsi subitement qu'ils n'ont plus droit à leurs ressources individuelles.

- Proche du revenu minimum, la pension de base que touche un veuf ou une veuve n'est plus versée que s'il (ou elle) a un enfant à charge de moins de dix-huit ans.

- L'assurance-chômage (WWV), dont les salariés démissionnaires sont désormais vraiment exclus, se monte, durant les six premiers mois, à 70 % au plus du dernier salaire, après quoi elle diminue régulièrement jusqu'au seuil du revenu minimum. Neuf mois de travail - et non plus six - sont requis pour avoir droit à six mois de chômage indemnité.

- L'assurance-invalidité (WAO) a subi une réduction du nombre de ses bénéficiaires (de 325 000 en 1994 à 300 000 en 1996), de sa valeur (de 80 % à 70 % du dernier salaire) et de sa durée : seuls les plus de 50 ans le touchent désormais jusqu'à l'âge de la retraite (65 ans), les autres devant se soumettre à des contrôles médicaux réguliers - dans un cas sur deux, leur indemnité est diminuée, voire supprimée. De surcroît, elle est versée maintenant, cinq ans durant, par l'entreprise.

- L'assurance-maladie, elle aussi, a été privatisée : c'est également à l'employeur de fournir au salarié entretenu l'intégralité (et non plus 70 %) de son salaire - et ce pendant un an, au terme duquel le WAO prend le relais. De source patronale, cette procédure

aurait fait chuter de 15 % les congés maladie. « Vous imaginez les conséquences de ce double transfert, insiste M^{me} ter Veld : les patrons y regardent deux fois avant d'embaucher et s'ils se préoccupent plus des conditions de travail, ils enquêtent aussi de près sur l'état de santé de leurs futurs employés. Quand ils n'hésitent pas à engager quelqu'un sous contrat. N'oubliez pas que 90 % de nos 462 000 entreprises ont moins de vingt salariés, et la moitié... un seul. »

- De plus, l'instauration du forfait médical a permis d'imputer eux assurés 3 milliards de francs jusqu'à la charge de l'assurance-maladie.

- Quiconque reçoit une aide financière de l'Etat doit au principe - à l'exception du père ou de la mère s'occupant seul d'un ou plusieurs enfants de moins de cinq ans - se rendre disponible pour un emploi, même moins payé que le précédent.

- Avec la pourcentage d'inactifs que nous avons, ce système est évidemment devenu trop cher, conclut M^{me} ter Veld. Un grand changement étant politiquement impossible, nous avons commencé à découper de petites tranches du gâteau. Mon parti était contre, mais le gouvernement auquel il participait était pour. J'ai refusé d'être prise dans l'engrenage... »

D. V.

(1) Pour plus de détails, voir Kees Schuyt, « Is the Welfare State of the Netherlands Sustainable ? », in Peter Koolovski et Andreas Follesdal (sous la direction de), *Restructuring the Welfare State*, Springer Verlag, Londres, 1997.

“Rendez-moi le corps de mon père !”
Un scandale sans précédent
dans l'Amérique colonialiste.

Kenn Harper
Minik
l'Esquimau
déraciné

Terre Humaine
Plon

Collection dirigée
par Jean Malaurie

Terre Humaine
Plon

Quand la gauche française triomphait des contraintes

SITÔT victorieuse, la coalition plurielle (socialistes, communistes, verts, etc.), dirigée par M. Lionel Jospin, s'est engagée dans la voie du renouveau démocratique de la France et a annoncé des décisions importantes : refus du cumul des mandats, abrogation des lois xénophobes, avancée vers la parité hommes-femmes, contrat d'union civile. En revanche, sur le plan économique et social, le changement reste encore incertain. C'est pourtant sur ce terrain-là que la gauche doit en priorité affirmer sa volonté, si elle veut répondre aux aspirations de ceux qui l'ont portée au pouvoir. L'histoire de ce siècle montre que ce n'est pas impossible. A condition que, très vite, la mobilisation sociale équilibre la pression des privilèges, des médias et des marchés.

Par SERGE HALIMI

C'est la cinquième fois que, dans ce siècle, la gauche française gagne des élections après avoir promis d'importantes réformes économiques et sociales. A l'aune de certains précédents historiques, les engagements du gouvernement de M. Lionel Jospin peuvent sembler modestes. Mais, insistent avant d'autres du terrible échec des années Mitterrand, l'actuel premier ministre n'avait-il pas annoncé, il y a dix ans : « La période des grandes réformes ne se renouvellera pas (1) » ? Elles sont cependant indispensables, à moins que les socialistes ne renoucent à tenir une promesse faite au moment de la publication de leur programme économique : « Sur le terrain des inégalités et du chômage, nous devons une revanche au peuple français. » Pour qu'une telle autocritique ait un sens, il faudra à la fois rechercher les moyens d'une autre politique et prendre en compte les contraintes auxquelles elle se heurte.

C'est ici que l'histoire est d'un grand secours. Récemment, un éditeur a estimé : « Il est clair que jamais, dans un temps si difficile, avec des atouts si

peu nombreux, la gauche n'a eu d'aussi écrasantes responsabilités (2). » Il est clair que c'est inexact et que le propos vise par avance à théoriser toutes les impuissances. Jamais des atouts si peu nombreux ? En mai 1924, au moment du Cartel des gauches, le financement de la dette publique à court terme absorbait 40 % du budget annuel du pays ; l'Etat doit, chaque année, emprunter une somme qui représente cinq fois le montant de ses recettes fiscales. Et quand Edouard Herriot entre à Matignon, le crédit du gouvernement, sa marge de manœuvre financière, correspond à 0,05 % du budget...

A l'époque, le traité de Maastricht n'existait pas. Mais le président du conseil doit, chaque mois, réclamer aux régents de la Banque de France les quelques millions qui lui permettront de tenir jusqu'à la prochaine supplique. Or le plus infime de ces régents n'est autre que François de Wendel, un maître de ce Comité des forges qui représentera l'aile la plus réactionnaire du patronat français de l'entre-deux-guerres (3). Voilà pour la contrainte. Quant au résultat, il fut naturellement

déplorable. Au moins, il enrichira le vocabulaire de la gauche d'une formule qui n'a rien perdu de son mordant : « le mur de l'argent ».

Et, dès avril 1929, trois ans après la chute d'Herriot, six mois avant le krach boursier qui manquera d'emporter le système capitaliste ultralibéral de l'époque, Pierre Mendès France peut annoncer : « L'heure est venue de substituer aux dogmes du laisser-faire, laissez-passer, le statut économique de l'avenir, celui de l'Etat fort contre l'argent fort. » L'heure attendra quelques années encore...

A nouveau, atouts peu nombreux et responsabilités écrasantes en 1936. Au mur de l'argent, toujours solide, s'ajoutent en effet la présence aux frontières des régimes d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, la guerre civile espagnole et, à l'intérieur même du pays, les ligues d'extrême droite qui, le 6 février 1934, place de la Concorde, ont failli emporter la République. Mais cette fois, le bilan ne fut pas négatif : outre des réformes un peu oubliées (Office du blé) ou vite remises en cause (semaine de 40 heures), la gauche au pouvoir rappellera pendant plus d'un demi-siècle à son électeur le souvenir attachant d'une usine occupée et d'un tandem qui chertre la mer. Des congés payés, en somme.

E puis - ce ne sera pas si fréquent - le gouvernement du Front populaire ne fera la guerre ni aux Arabes ni aux autres colonisés de l'empire : en 1925-1926, ce fut la sanglante répression du chef rifain Abd El Krim ; en 1945-1947, ce serait le bombardement d'Alger et les massacres du Constantinois et de Madagascar ; en 1991, la guerre du Golfe. Trop docile avec d'autres, la gauche exhibe parfois sa fermeté là où c'est le plus facile.

Quand vient la Libération, la charte du Conseil national de la Résistance sert de feuille de route à tous ceux qui

ont défendu la nation contre Vichy. Ils s'engagent à « éliminer les grandes féodalités économiques et financières ». Un demi-siècle plus tard, le programme reste d'actualité mais, à l'époque, les obstacles sont immenses dans « un pays ruiné, décimé, déchiré, encerclé de malveillances (4) ». En 1947, la ration alimentaire correspond à 1 200 calories par jour, et le salaire mensuel d'un fonctionnaire lui permet à peine d'acheter 3 kilos de beurre.

Contrainte intérieure ? Alors que commence la guerre froide, la principale formation de gauche est l'appendice stratégique de l'URSS, et l'autre le parti américain en France. Contrainte extérieure ? Trois ans après la Libération, les Etats-Unis fournissent encore aux Français 66 % de leur ration de pain, 60 % de l'huile et 20 % du charbon. Toute contrainte bue, la gauche sera néanmoins à l'origine du démarrage des « trente glorieuses », des grandes nationalisations réussies (Renault, le gaz et l'électricité, le crédit et les assurances), des comités d'entreprise, du statut de la fonction publique. Sans oublier cette conquête prodigieuse dont la mise en cause valut à MM. Jacques Chirac et Alain Juppé de devenir si impopulaires : la Sécurité sociale. A l'époque, il est vrai, même le général de Gaulle, classé à droite, voulait « rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité avant de fournir des profits aux intérêts particuliers et, du même coup, relever la condition des classes laborieuses (5) ». « Profits », « classes », les mots semblent avoir disparu depuis que les réalités qu'ils décrivaient se sont multipliées ou durcies.

Paradoxalement, c'est donc en 1981 que la gauche française disposait d'une relative liberté d'action. Mais, 1924 mis à part, c'est aussi là que son échec sera le plus éclatant. Il est inutile d'insister sur des données économiques

(l'emploi), sociales (les inégalités) ou morales (les mensonges et les affaires), que chacun conserve en tête. Néanmoins, il n'est pas superflu de rappeler aux brillants éditorialistes qui somment déjà M. Lionel Jospin d'imiter M. Anthony Blair et d'en passer par « une franche acceptation des mécanismes du marché, une adaptation aux exigences de la concurrence internationale (6) » que, pour s'être déjà délecté de ce genre de conseil, le Parti socialiste perdit en 1993 près de 4 millions de voix et 79 % de ses sièges.

En octobre 1981, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, n'exclut pas de « prendre l'argent dans les caisses du grand capital ». Onze ans plus tard, peut-être grisé par la « palme du monétarisme » que le *Financial Times* venait de lui décerner, Pierre Bérégovoy, premier ministre socialiste, reprochait au chancelier démocrate-chrétien, M. Helmut Kohl, le « dérapage salarial en Allemagne ».

Un tel tête-à-tête ne s'explique pas seulement par ces fameuses « contraintes » - « incontournables », comme il se doit - qui permettent de prétendre circonscire à presque rien la marge d'action d'un pouvoir de gauche. Assurément, Edouard Herriot buta contre le mur d'argent et le « plébiscite quotidien des porteurs de bons du Trésor » (les « marchés » d'alors) ; Léon Blum put imputer son renversement à

(1) Cf. Serge Halimi, *Sisyphes en fatigue : les échecs de la gauche au pouvoir (1924, 1936, 1944, 1981)*, Robert Laffont, Paris, 1993.

(2) Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur*, 5 juin 1997.

(3) Cf. Jean-Noël Jeanneney, *François de Wendel en République*, Le Seuil, Paris, 1976.

(4) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre - Le salut*, Plon, Paris, 1959.

(5) Ibid.

(6) Jacques Julliard, « Invenez, Jospin ! », *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 1997.

Marseille ou le mythe vacillant

Par DOMINIQUE PONS *

A Marseille, on est toujours l'étranger de quelque façon... La ville fut fondée par un certain Protis, phocéén, c'est-à-dire grec, qui, en 600 avant J.-C., débarqua sur les bords du Lacydon, demanda son amitié au roi des Ségobriges et épousa Gypsis, sa fille (1). L'histoire commence ainsi avec un immigré...

Depuis lors, la ville a conservé sa capacité d'intégration, d'absorption et de tolérance. Si proche de Marignane et de Vitrolles, fiefs du Front national, elle compte 110 000 personnes d'origine étrangère pour une population de 800 000 habitants. Si l'on en retranche les naturalisés - 54 000 personnes -, il reste 56 000 étrangers, soit 7 % de la population. La France, globalement, en compte à peu près le même pourcentage : 6,3 % (2).

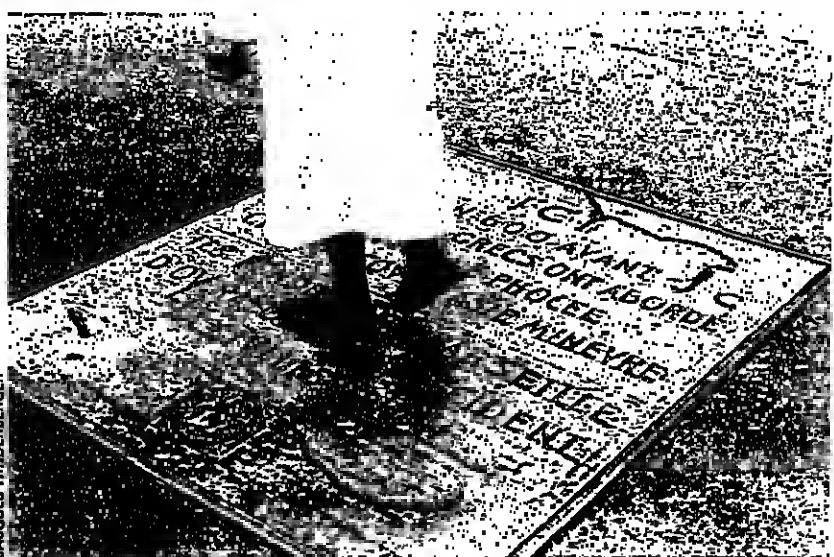
Dans les cours de récréation, sur les terrains de sport, sur les rochers de bord de mer, à l'usine, à la maison, partout l'alchimie s'est faite. Sur les quais, les dockers appartenaient naguère à plus de trente nations. La population reste d'un cosmopolitisme à tous crins, même si, comme l'affirme le sociologue Jean Viard, la ville est coupée en deux, pauvre, très pauvre, au nord, plus riche, plus bourgeoise, au sud (3).

Tant que Marseille a pu nourrir ses habitants, immigrants compris, tout s'est bien passé. Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie (18 mars 1962), venant après celles du Maroc (3 mars 1956) et de la Tunisie (20 mai 1956), chacun trouvait à s'employer, si modestement que ce soit, dans cette cité de lumière et de vent, populaire, chaleneuse... et naguère prospère.

S'employer, les 16 000 Italiens implantés dès 1851 y parvenaient sans effort. Ils seront 57 000 en 1981 et 97 000 en 1991 à y réussir encore. En majorité ouvriers, ils s'installent dans les quartiers nord. On a besoin d'eux. Parfois, les haines remontent, c'est vrai : il y aura au moins trois morts et plus de vingt-cinq blessés en trois jours de ce que l'on appelle les « vèpres italiennes (4) », en juin 1981. Pourtant, en 1997, les ooms à consonance transalpine occupent la moitié des colonnes de l'annuaire téléphonique...

Les Arméniens, eux, étaient déjà là au XVIII^e siècle. Fuyant, plus tard, le

* Journaliste et écrivain, auteur, avec Alfred Pacini, de *Docker à Marseille*, Payot, Paris, 1996.



PLAQUE QUI ÉVOQUE LA CRÉATION DE MARSEILLE PAR LES GRECS

« Ici, on n'est jamais étranger ».

plein centre. Le recensement de 1990 dénombre, entre autres, 24 600 Algériens, 7 300 Tunisiens, 2 100 Marocains, 2 100 Espagnols.

Mais il ne prend pas en compte ce qui est alors en train de devenir l'une des communautés les plus importantes : les Comoriens. Quarante mille personnes environ. « Le quart d'entre eux, dit Hassan Abdallah, un de leurs responsables, vient de Mayotte, toujours française (6) : les trois quarts des autres sont français, grâce à la régularisation automatique accordée en 1977, ou en attendant de naturalisation. » Mais la plupart d'entre eux sont au chômage et perçus comme des étrangers.

Ces rejetés vont pourtant donner à Marseille et à la France entière une leçon de dignité. Le 21 février 1995, trois collègues d'affiches du Front national abattent d'un coup de fusil un jeune de dix-sept ans, Ibrahim Ali. Récusant d'avance toute récupération, les Comoriens exigent pour ses obsèques un cortège silencieux. Suivies par une foule considérable, les funérailles se déroulent sereinement... et silencieusement, au grand dam des néofascistes.

Si beaucoup de Comoriens ne sont pas comptabilisés comme étrangers, les gens de l'Est le sont bien, eux, étrangers. C'est la dernière vague d'immigration. Incontournable. « Beaucoup de Polonais, des Tchèques, des Russes, des Roumains, souvent des jeunes », témoigne M^{me} Olivia Brossaud, qui travaille occasionnellement dans un centre d'hébergement d'urgence, chemin de la Madrague Ville. De futurs Marseillais ? Personne n'ose le dire.

La population de la ville, en tout cas, évolue très vite. « Si l'on tient compte d'une population flottante, des brassages internes (déplacement des fonctionnaires, retraités, etc.) de plus en plus importants, on peut estimer, sans trop de risques, qu'un habitant sur trois est arrivé dans la ville dans les vingt-cinq dernières années (7). » Mais « chacun a une adresse », insiste Philippe Sammarco, ancien secrétaire général de la mairie, porte-parole du Parti socialiste au conseil municipal. Il y a une reconnaissance forte à l'égard de la ville. La Bonne Mère est là pour nous tous. Malgré le choc des mutations économiques, malgré le chômage. Et il a ce mot : « Dire mal aimé, ça vous unit ».

Mal aimé de qui ? « Ici, on n'est jamais étranger », dit le Père Jean-Michel Passanel, curé des Chartreux, au cœur de la ville. On sait ce qu'il ne faut pas faire, ce qu'il ne faut pas dire. A la cité de la Solidarité, en 1994, un incident entre un islamiste prosélyte et des jeunes qu'il voulait convaincre dégénère en bagarre. Voitures brûlées, etc. Tout le monde s'est précipité, les associations de locataires, les enseignants, les religieux, la police. En quinze jours, tout était redevenu calme.

Autre drame, autre démonstration de sang-froid : la mort de Nicolas Burgat, quinze ans, tué d'un coup de couteau par un jeune beur, de quinze ans lui aussi, le 9 septembre 1996. Le Front national a ramené ses troupes de toutes les villes environnantes. Mais les Marseillais ne l'ont guère écouté. Venu en masse, ils ont fait au jeune homme des obsèques dignes et émouvantes, refusant encore une fois, à la demande du père de Nicolas, de tout confondre et de rejeter la faute, en bloc, sur « les Arabes ».

D'innombrables associations quadrillent les cités des quartiers nord. Avec le soutien du sous-préfet à la ville, des chefs de projet du développement social urbain (DSU), des centres sociaux, du grand projet urbain de Marseille, des associations de locataires, avec, entre autres, les crédits de l'Union européenne (Marseille a bénéficié, depuis 1990, de 320 millions de francs de subventions, dont 200 millions environ pour la seule « reconversion économique des zones en déclin industriel » pour 1994-1996) (8), avec les associations de prévention contre la délinquance, avec les aides apportées par la police et la justice - plusieurs fois par mois, dans certains quartiers, des médiateurs tiennent séance publique de

conciliation... Avec tout cela, donc, Marseille conforte sa solidarité.

M^{me} Haddad Berrebouh, cinquantetrois ans, mère de dix enfants, habite depuis vingt-cinq ans la cité des Flamants. Médiatrice dans les collèges, elle lutte contre les petits racketts de classe, sans toujours le dire aux parents. « La cité, dit-elle, c'est une seule communauté. Au centre commercial, on vendait de la drogue presque comme de la glace. Aux Flamants, à la fin, on s'est mobilisé. Les dealers ont fui. Quand les parents veulent... » Ils ne veulent pas toujours, et M^{me} Berrebouh note avec amertume la « grande démission des pères et mères qui ne se lèvent plus le matin ».

L'école, pourtant, demeure le seul creuset possible. Au collège Manet, par exemple, les élèves appartiennent à vingt-deux nationalités. Dans telle maternelle, tout près de la porte d'Aix, quartier mughébin au cœur de la ville, il n'y a que trois Européens sur cent dix enfants. On ne sait pas très bien qui sont les mères des cent sept autres. Elles se cachent, souvent pour cause de clandestinité, et ce sont les pères qui viennent chercher leur progéniture. Les adresses sont confuses et, quand la directrice cherche à recueillir des « mamans auxiliaires », elle n'en trouve pas car elles n'ont souvent pas de papiers. Pour inscrire les enfants, qui doivent habiter le quartier, il suffit en effet d'un certificat de vaccination et d'une fiche d'état civil, même étrangère. L'école est bien intégrée dans le quartier. Mais le premier soin des éducatrices est souvent d'apprendre... le français aux petits, pour qu'ils puissent communiquer.

Dans une autre maternelle, près de l'Opéra et du Vieux-Port, les mamans auxiliaires s'appellent Michaela (séoudaise), Cindy (maritienne), ou Nelly (française) et, constate M^{me} Françoise Serrano, la directrice, « l'intégration se fait bien : chacun s'applique à ce que le nivellement se fasse par le haut ».

(1) Histoire de Marseille, sous la direction d'Edouard Barrière, Privat, Toulouse, 1987.

(2) Étude d'Etienne Tulauc, AGAM, janvier 1993, d'après les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 1990.

(3) Jean Viard, *Marseille ville impossible*, Payot, Paris, 1995.

(4) D'après René Lopez et Emile Temime, *Migrations, histoire des migrations à Marseille*, Edisud, Aix-en-Provence, 1990.

(5) Emile Temime, « Marseille et ses étrangers », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. XI, n° 1, 1990.

(6) Territoire d'outre-mer français, les Comores choisissent l'indépendance en 1974, à l'exception de l'île de Mayotte, qui resta française.

(7) Emile Temime, op. cit.

(8) Chiffres fournis par le cabinet du maire de Marseille.

سكن من الاجل

et bousculait les privilèges

fait que « la bourgeoisie détenait le pouvoir ; elle n'a voulu ni l'abandonner ni le partager » : les gouvernements de la Libération furent obligés de subordonner une partie de leurs ambitions aux exigences du bailleur de fonds, de farine et de charbon américain. Au moins, la gauche légua à chaque fois à ses successeurs de nouveaux instruments de pouvoir et de savoir : la conscience tardive de l'importance de la maîtrise de la monnaie (Herriot), le constat fuge de l'efficacité d'une politique keynésienne de relance (deuxième gouvernement Blum), le contrôle assuré d'un secteur public et nationalisé offrant à un gouvernement démocratique quelques moyens d'agir (Libération).

Les deux septennats de François Mitterrand ont cessé de particulier qu'ils ont détruit — ou concédé et par conviction libérale — certains de ces outils. Le contrôle de la politique monétaire a été abandonné à une banque centrale indépendante, les instruments d'une relance budgétaire sont désormais encadrés dans l'état de l'euro et de ses critères de convergence, les services publics (télécommunications, transports, Poste, énergie) ne cessent de se heurter aux croisées bruxelloises de la concurrence et du marché (?). En d'autres termes, la 6^e direction F. Mitterrand avait bénéficié d'une marge de manœuvre durement forgée dans le feu des conquêtes de la gauche. M. Lionel Jospin hérite les contraintes que les gouvernements

socialistes des années 80 ont entérinées, voire imaginées. On comprend qu'il ait réclamé, pour ce bilan, un « droit d'inventaire ».

En 1997, une politique économique progressiste bénéficia malgré tout de deux petits avantages. Elle est socialement nécessaire et elle est techniquement facile. Nécessaire : les marches de chômeurs de cette fin de siècle rappellent assez celles des années 30. Facile : les taux d'inflation les plus faibles jamais atteints en France depuis quarante ans (0,9 % entre mai 1996 et mai 1997), une balance commerciale très excédentaire et un niveau record de profits des entreprises permettent d'envisager une politique de relance et de redistribution des revenus moins risquée que celle, pourtant modeste, de 1981. Reste alors le déséquilibre budgétaire. Mais outre le caractère occasionnel et presque indécent de vouloir le ramener d'urgence à 3 % du PNB dans un pays où 12,8 % de la population active est sans travail, il serait temps de comprendre que c'est le chômage qui creuse les déficits et l'emploi qui les réduit. Seul M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, qui vient d'anoucer d'« incroyables efforts d'économie dans tous les ministères », semble ne pas s'être aperçu que son impression budgétaire s'était subitement alourdie de 20 milliards de marks à cause des 437 000 chômeurs allemands supplémentaires recensés en un an (8).

présidence du SPD, défend un rigorisme monétaire plus fanatique encore que celui de MM. Kohl et Waigel. Et, ailleurs, quand M. Dominique Strauss-Kahn, désormais ministre français de l'économie, estime que, « aux États-Unis, c'est aussi la gauche qui a gagné. Clinton, c'est quand même la gauche (9) », la charité incline à ne pas commenter le propos.

Puisque ce n'est pas dans les cénacles européens — ceux du G7 que l'urgence sociale trouvera son expression, puisque le patronat se lâcherait rien sans qu'on le lui arrache, puisque les médias sont devenus la machine à propagande de ceux qui détiennent déjà tout, l'histoire de la gauche au pouvoir offre d'autres leçons. Et quelques encouragements. En 1936, le programme électoral du Front populaire était d'une extrême timidité. On n'y trouvait ni les 40 heures, ni les congés payés, ni les conventions collectives. Tout juste était-il question de « la réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire ». Mais il y eut cette explosion ouvrière née de la victoire politique et qui lui donna tout son sens, ce « grand élan sorti des entrailles de la masse, insorgible, [qui] a desserré soudain l'étou de la contrainte sociale, fait admettre comme Evidentes des choses tenues six mois plus tôt pour scandaleuses (10) ».

Tooites proportionnés gardées, les récentes actions européennes des ouvriers de Renault et des camionneurs, les manifestations de Paris et d'Amsterdam pour l'emploi deviennent à leur tour l'outil principal d'une politique de transformation sociale, ou outil d'autant plus déterminant que la gauche au pouvoir s'en délecte pas beaucoup d'autres. Et qu'elle vient en partie d'enfermer son impuissance en acceptant, au sommet d'Amsterdam du mois dernier, le pacte de stabilité de M. Theo Waigel.

Les grèves de novembre-décembre 1995 ont accéléré l'indispensable prise de distance des socialistes avec le socialisme mitterrandien ; les luttes écologistes contre l'excoisio ou la construction d'un aéroport ou d'une autoroute ont permis l'élection de plusieurs députés verts. Dans ces conditions, rassurer les marchés internationaux revient à échanter la base sociale d'une coalition rouge-rose-vert qui reste minoritaire et à favoriser la démagogie sociale du Front national. Carle de 1924, Front populaire, années 80 : chaque fois que le parti du changement a voulu à ses côtés (Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Jospin, Juppé, Jospin, Juppé) et l'impôt sur le capital, Léon Blum et l'assistance à l'Espagne républicaine, François Mitterrand et la réduction des inégalités, il a précipité son effondrement.

«aux et leurs gigantesques profits en invitant le passage de la Constitution qui prévoit la propriété collective de « tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait ».

Parlant du Parti communiste à la Libération, de Gaulle a écrit : « *Ruons, mordant, se cabrant, mais anétié entre les brancards et subissant le mors et le bride, il va donc, lui aussi, tirer la lourde charrette. C'est son affaire de tenir les rênes* (13). » Si la gauche française tire à nouveau la charrette des privilèges pendant que d'autres (les banques centrales, les marchés, les multinationales) tiennent les rênes, ce n'est pas pour la reconstruction de la France qui, cette fois, se trouvera au bout de la route.

SERGE HALIMI

L'urgence d'un grand élan social

MIEUX vaut le savoir et le dire, ce qui est socialement indispensable et techniquement assez facile n'est pas encore politiquement envisageable. En effet, même si les dirigeants socialistes français se sont intoxiqués au point de croire leurs propres communiqués de presse, l'Europe n'est pas

plus de gauche en 1997 qu'elle ne l'était en 1981. M. Anthony Blair a pour premier objectif d'« éliminer les obstacles à la flexibilité du marché du travail » ; les socialistes portugais aiment les privatisations et s'opposent à toute réinterprétation des critères de Maastricht ; M. Schröder, membre influent de la

de l'intégration

L'un des plus ardents partisans de ce nivellement par le haut est le nouveau grand mufti, Soheib Ben Cheikh, nommé à Marseille par la Mosquée de Paris. Le trentenaire ardent et cultivé, il entend « adapter un islam authentique au monde moderne », combattre l'« islamophobie » et, simultanément, le sentiment de rejet, de frustration et d'« enfermement » dont souffrent les musulmans de Marseille. « *Tout vide spirituel est dangereux* », affirme-t-il. Alors, il veut faire construire cette grande mosquée doot Marseille manque cruellement, ainsi qu'un institut musulman où l'on formerait les imams qui, accusés de « radicalisme », ne sont pas les femmes pourraient venir y apprendre leur religion, car « *ce sont les femmes qui transmettent les valeurs* ».

M. Jean-Claude Gaudin, le maire UDF de Marseille, ne serait pas hostile à la construction de ce lieu de culte. Il se contente de noter que « la communauté musulmane ne semble pas disposer du terrain nécessaire à l'implantation d'un tel ensemble » et que « la ville de Marseille n'a pas les moyens de faire cadeau d'un terrain, pas plus à la communauté juive qu'à l'Eglise catholique ou à la communauté juive ».

Quant à Mgr Pinafort, le nouvel archevêque, il souligne que « mieux vaut une mosquée qui se voit qu'une mosquée invisible » et que l'islam doit trouver sa place au sein de la laïcité française.

Pour lui, les « garages » (les mosquées sont souvent installées dans des hangars, des caves ou des garages) constituent parfois des « lieux d'infection ».

Un extrémisme de droite s'affiche bien à Marseille, exploitant la pauvreté de la ville et le mécontentement grandissant des Français à grands coups de démagogie, mais l'intégrisme musulman demeure, pour l'essentiel, clandestin et peu important... pour autant qu'on puisse l'évaluer.

« Ici, on ne s'intègre pas, on s'ajoute », disait un musulman. Marseille est une formidable machine à faire des Marseillais. Pas des Français, ni alors des Français en second lieu. Marseillais d'abord ! Malheureusement, dans une ville sinistrée, cela ne suffit plus. Mais à quoi d'autre se raccrocher ? Le travail et l'identité ne sont plus des valeurs de référence, alors que cent mille personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, perdant ainsi toute possibilité de définition collective par le travail (9). Pour M. Michel Péraldi, sociologue : « Une identité territoriale ne peut pas se substituer à une identité sociale. Or Marseillais n'a pas d'identité sociale. On n'y

o pas recomposé le puzzle qui permet d'exister. Tout ça ne fait pas une identité. Etre marseillais, c'est bien, mais superficiel. La plupart des immigrés sont dans un "non-monde" social humiliant. »

Si Marseille peut se targuer de n'avoir pas de banlieue et, le samedi, de voir les jeunes des quartiers nord déambuler paisiblement dans les rues piétonnes du centre, la casquette vissée sur la tête et le survêtement bien repassé, il o'en demeure pas moins que le racisme existe bel et bien, dont nul ne sait jusqu'à quel point il est superficiel ou profond. « Jamais, dit M. Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, le racisme n'a été aussi fort. Il pourrait devenir une opinion et non plus un délit. »

Kamel Khalif, peintre et dessinateur de bandes dessinées, ancien animateur socioculturel de la cité Brassens, voulait être naturalisé à vingt ans. Aujourd'hui, il confesse « *ne plus savoir [où il en est]* », mais il est toujours algérien. Ambiguïté. Il parle, lui, de « *crispation raciste* ». Ici, il se dit marseillais. A l'étranger, il « *habite en France* ». Mais quand il marche derrière une vieille dame, dans la rue, « *elle change de trottoir* ».

Les « 15-24 ans » — ils étaient 109 000 en 1990 (10) — ont désormais pris le pas sur leurs parents. La prudence et le sonci d'intégration de générations précédentes s'effaceent devant les revoicedications brutales d'hommes et de femmes nouveaux, devant qui rien ne s'ouvre. M. Jean-Claude Gaudin se dit pourtant fier que Marseille ait été choisie pour accueillir la première chance — une idée lancée par M^{me} Edith Cresson, commissaire européen —, qui, en janvier 1998, ouvrira ses portes aux exclus du système scolaire : « Cinq cents garçons et filles, de dix-huit à vingt-deux ans, en situation d'échec scolaire, issus des quartiers défavorisés, seront formés selon des principes novateurs. »

Cinq cents ? Dans le 14^e arrondissement - la ville en compte seize -, le taux de chômage atteignait 31,80 % en 1995 (contre 24,76 % en 1990) ; dans le 16^e, il était de 46,48 % en 1995 (contre 25,70 % en 1990) (11). Il s'agit de chiffres officiels, inférieurs, sans aucun doute, à la réalité.

Chacun fait ce qu'il peut. Toutefois, 50 % des délinquants présumés interpellés par la police en décembre 1996 étaient des mineurs. Les vols avec violences ont augmenté de 21 % en 1996. Les interpellations pour affaires de drogue sont en hausse de 8 % (12). La drogue n'explique pas tout, même si elle constitue la seule véritable source

de revenus pour certaines familles, et alimente un trafic considérable, inchoffrable. Les policiers savent, eux, que le mal n'est plus là, mais parlent de la « déliquescence du tissu éducatif », de la « désstructuration du monde adulte » qui conduit des jeunes gens à se conduire « comme des fauves », faute de repères, de butoirs, de structures, et à prendre pour premières cibles les policiers, puis l'école, puis la société tout entière. Ils admettent même que, dans ce nouveau monde, le délit est souvent valodisant.

Le Père Passanello en dit pas autre chose : « La situation est explosive ; l'étincelle est toujours là. » Et le religieux de poursuivre : « Les jeunes veulent être acceptés comme français jusqu'à ce qu'ils soient exclus, par l'échec scolaire, par exemple. » Et, s'ils se sentent rejetés, ils pourraient se tourner vers l'islamisme, qui leur fournit une identité de rechange. Or l'échec scolaire est partout : certains jeunes gens atteignent l'âge de seize ans sans savoir ni lire ni écrire. A ceux-là, nul n'a rien à dire, rien à proposer...

M. Jean-Claude Gaudin parle des milliers d'emplois que va créer Euro-méditerranée (13), sans préciser qu'il s'agit, en grande partie, d'emplois non qualifiés. Il est dans son rôle de maire. C'est insinuant. L'imagination est l'une des qualités dont Marseille est le plus dépourvue. La ville regarde son destin lui échapper, en sautant que c'était plus facile naguère. Mais elle en était alors sans maître. Elle n'avait pas d'abord à vivre. Elle n'avait pas d'abord à se débattre avec la vie. Elle n'avait pas d'abord à voir son avenir se fracasser au fil des ans. Elle fonctionnait bien sûr, mais plus. L'argent, le marché, la spéculation, les taux d'intérêt, les mutations sociales, ajoutés à ses propres erreurs, imposent à la vieille cité, qui s'est en tous temps moquée, des concepts qu'on fonde d'elle-même elle recuse. Marseille risque d'y laisser son âme. Tant que sa population jeune sera condamnée à désespérer, au « *no future* », tant qu'elle sera incapable de lui proposer autre chose que des modèles éculés, elle continuera d'avancer vers le déclin.

DOMINIQUE PONS

(9) Jocelyne Césari, sociologue, lors du colloque « Intégration et citoyenneté », le 28 octobre 1996.


(11) « Présentation de l'agglomération marseillaise », direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, novembre 1995.

(13) **Euro Méditerranée** : un important projet de restructuration, de revitalisation et de réorientation d'une partie du centre de Marseille.

ESPRIT

Juillet 1997

Lectures d'Emmanuel Levinas



Pour une autre valorisation du travail
Jean-Marc Ferry

Qui entre à l'Université ? Qui en sort ?
Bertrand Girod de l'Ain, Christine Musselin

L'Albanie de Charybde en Scylla
Marie-Françoise Allain

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - T 01 48 04 08 33



LES

N

Balkan
aussi vu
de reco
mule p
tout alp
dont le
parier
souven
un lieu
il s'agit
d'accroL
sence
dans le
Slaves
guerre
nient
est sot
dans u
poésie
appara
nouvel
de cer
vaguesO
Nedim
relatio
le chag
Atatürk
rellesI
cu et
lité gé
propos
Même
forme
ancien
du site
ottoman
du déA
la suite
de la guerre
du Golfe,
un regain
d'intérêt
s'est manifesté
envers les
Kurdes, con-crus et
lité gé
propos
Même
forme
ancien
du site
ottoman
du dé

IMPASSES EN TURQUIE

Tandis que l'armée turque poursuit ses opérations dans le nord de l'Irak, confirmant que sa seule réponse aux revendications kurdes est militaire, les tractations se multiplient à Ankara pour essayer de former un nouveau gouvernement. La démission de M. Necmettin Erbakan de son poste de premier ministre, imposée par l'état-major à l'issue d'une longue campagne de déstabilisation à laquelle la presse a activement participé, ouvre une ère d'incertitudes. Le Parti Refah, islamiste, malgré son bilan gouvernemental peu éloquent, continue à mobiliser des millions de laissés-pour-compte et une partie importante des classes moyennes et bourgeoises d'Anatolie. En revanche, la classe politique, inefficace et corrompue, semble incapable de formuler un projet cohérent pour le pays. Le seul espoir, pour sortir de l'impasse, réside dans un réveil de la société civile, qui cherche un langage et des objectifs adaptés pour répondre aux aspirations d'une Turquie profondément divisée et pour dépasser les clivages entre laïques et islamistes.

« LA QUESTION KURDE »

Au cœur d'une crise majeure

DANS ce Proche-Orient qui reste l'un des principaux foyers de tensions et de conflits du monde actuel, la question kurde, par sa nature transfrontalière et par ses dimensions démographiques et économiques, est devenue un facteur-clé pour la stabilité et le survie de plusieurs États majeurs de la région. Au nombre de 30 millions, habitant une zone qui dispose, avec ses fleuves le Tigre et l'Euphrate, de l'essentiel des ressources hydrauliques de la région et de gisements pétroliers importants, les Kurdes, malgré leurs dissensions, leurs conflits fratricides, font preuve d'une vitalité et d'un esprit combattif peu communs. Longtemps réduits à son aspect humanitaire, la question kurde est en passe de s'imposer aux décideurs politiques, régionaux et internationaux. D'une grande complexité, elle demeure à l'ordre du jour pendant de longues années. Lorsqu'un problème est chronique et semble insoluble, les intellectuels de Turquie ne le qualifient-ils pas de « *Kürt meselesi* » (question kurde) ?

À la suite de la guerre du Golfe, un regain d'intérêt s'est manifesté envers les Kurdes, concrétisé par la publication de plusieurs ouvrages retraçant l'histoire événementielle (1). Formée au lendemain de la première guerre mondiale sur les débris de l'Empire ottoman, les États de la région n'ont pas su reconnaître la particularité kurde et assurer les droits, notamment culturels et linguistiques, qui s'y attachent. Appliquée à édifier un État-nation avec une seule langue et une seule culture, la Turquie, qui avait déjà éliminé les Arméniens au cours du génocide de 1915 et expulsé vers la Grèce 1,2 million de Grecs d'Anatolie, déporta et massacra dans les années 20 et 30 le tiers de sa population kurde, rétive à son projet unificateur.

Un autre nationalisme exacerbé, celui du baasisme irakien, conduisit au massacre de plus de 400 000 Kurdes et à la destruction de la quasi-totalité de leurs villages au cours de la « guerre de trente ans » (1961-1991) qui opposa Bagdad au mouvement kurde irakien. L'Irak a soutenu ce dernier tout en réprimant sévèrement les revendications de sa propre minorité kurde.

Privés d'espace d'expression politique pacifique dans ces États, dont aucun n'est un modèle de démocratie, révoltés par la brutalité de la répression visant leur peuple, certains Kurdes ont opté pour le chemin armé. Le Kurdistan étant une enclave, sans débouché maritime, entourée de quatre États qui se partagent son territoire, chaque mouvement armé a dû, pour sa logistique, s'élancer à un État frontalier, lui-même en conflit ouvert ou larvé avec ses propres Kurdes et n'ayant donc aucun intérêt à voir l'émergence d'une entité autonome dans un État voisin – mais disposé à se servir de « la carte kurde » pour affaiblir celui-ci.

Ce jeu n'est pas sans risques. Il a conduit à une guerre très meurtrière entre l'Irak et l'Irak d'où ce dernier est sorti exsangue. La Turquie, aux prises depuis une vingtaine d'années avec une querelle kurde tenace, s'engage à son tour dans un surmément massif (150 milliards de dollars pour les deux décennies à venir) qui inquiète ses voisins et grève lourdement son budget, déjà sévèrement ponctionné par le coût de la guerre du Kurdistan – évalué à 8 milliards de dollars par an. Elle s'allie à Israël et, avec de plus en plus d'insistance, montre du doigt ses voisins irakien et syrien, qu'elle accuse de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La guerre, avec son cortège de destructions de villages, ses déplacements de millions de paysans kurdes, ses victimes turques et kurdes, accroît la polarisation ethnique, exacerbe les nationalismes, élimine la montée de l'islamisme et désagrége le vieux système hérité d'Atatürk. De nombreux commentateurs se demandent ouvertement si la Turquie pourra survivre au conflit kurde et évoquent l'éventualité d'un conflit régional.

L'UN des mérites de *La Question kurde* (2), de Hemîr Bozarslan, est d'aller au-delà des événements et de leurs protagonistes, d'analyser les dimensions politiques et les dynamiques sociales, économiques et religieuses à l'œuvre, de décrire les doctrines fondatrices des acteurs, leurs univers mentaux, de mettre à nu les ressorts internes et les contradictions des mouvements kurdes, dont il compare les modes d'action avec ceux d'autres luttes minoritaires, bref, de donner à comprendre la complexité d'une histoire marquée du sceau de la tragédie.

Le chercheur, d'origine kurde, connaît bien sa société. Son savoir linguistique et ses relations personnelles lui ont permis d'avoir accès à des sources de première main. Cependant, il porte un regard critique sur sa propre société, et le lecteur lui saura gré des qualités de rigueur et de nécessaire recul dont il fait preuve, qualités dignes d'être relevées car rares en ce temps de passions nationalistes.

L'auteur explique pourquoi les deux modes de gestion de la question kurde, association au pouvoir des élites et coercition des récalcitrants et de la masse, pratiqués depuis leur émergence dans les années 20 par les États administrant le pays kurde sont à bout de souffle. La généralisation de l'instruction, de l'information et des moyens de communication, la démographie galopante rendent impossible l'intégration des élites kurdes, de plus en plus nombreuses et exigeantes et la coercition ne fait que miner davantage la légitimité déjà fort fragile de ces États. Les frontières ont été relativisées, notamment depuis 1991 en Irak, franchies à maintes reprises par les troupes irakiennes et turques, ainsi d'ailleurs que par les mouvements kurdes. Ceux-ci se forment et agissent « en réponse aux deux modes de gestion adoptés par les États », et chacun d'eux est à l'image de « son État ». Ainsi, selon Hemîr Bozarslan, le PKK est au fond dirigé par « un kémalisme inversé », ses militants vouant à leur chef Öcalan le même culte que les Turcs à Atatürk. Les dégâts causés par plusieurs décennies de guerre et d'acculturation ne se réduisent donc pas aux destructions matérielles, ils sont tout aussi graves dans les esprits.

Ce livre dense, basé sur une documentation abondante et solide, fruit d'un long travail universitaire, apporte un éclairage bienvenu à la compréhension de la question kurde et à la dynamique des mouvements minoritaires appelés à éliminer une bonne partie des conflits du siècle prochain.

KENDAL NEZAN,
président de l'Institut kurde, Paris.

(1) Parmi les publications récentes, signalons *Le Malheur kurde* de Gérard Chahoud, Le Seuil, Paris, 1992 ; *Le Dilemme kurde* de Chris Kitchener, Bayard, Paris, 1997, ainsi que *A Modern History of the Kurds* de David McDowall, I. B. Tauris, Londres, 1995, qui est, en anglais, l'ouvrage le plus complet sur ce sujet.

(2) Hemîr Bozarslan, *La Question kurde : États et minorité au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po, Paris, 1997, 383 pages, 188 F.

Par notre envoyée
spéciale WENDY
KRISTIANSEN *

QUI sont ces islamistes qui ont dirigé le gouvernement de la Turquie pendant un an, avant la démission de son poste de premier ministre, le 18 juin dernier, de M. Necmettin Erbakan ? Comme dans tous les pays de la région, leurs électeurs sont issus de milieux conservateurs et religieux. Ils souffrent de la même pauvreté que celle qui ronge les quartiers populaires du Caire ou de Gaza. Ils ont émigré par millions avant de sombrer, déracinés, dans les bidonvilles anonymes des grandes métropoles – Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, Bursa ou Mersin. Comme ailleurs, ils comptent leur lot de membres des professions libérales, d'ingénieurs, de cadres, d'hommes d'affaires, d'assistants sociaux, d'éducateurs. Leurs cadres politiques – dont beaucoup doivent leur ascension à un effacement de la gauche dans la région – sont entrepreneurs, instruits et, pendant qu'ils dirigeaient le pays, ils ne se sont pas laissés gagner par la corruption.

Ici prennent fin les similitudes entre l'islamisme turc et celui du Proche-Orient. Car la laïcité, inscrite dans la République de Mustafa Kemal Atatürk, a laissé son empreinte, et il n'est pas question d'un retour à la *sharia* (loi religieuse) : les *vakıflar* (fondations religieuses) ont été laïcisées ; le port de la tenue islamique pour les hommes (et pour les femmes en certaines occasions) est interdit ; les *soufis* (*tasavvuf*) restent bannis, même s'ils poursuivent leurs activités dans une semi-clandestinité.

Mais les deux particularités les plus frappantes de la Turquie sont, d'une part, le pluralisme de son système politique – et la pénétration des islamistes dans ce système –, d'autre part, la grande influence de la culture occidentale – et la façon dont celle-ci a modelé la pensée des intellectuels islamistes. Tout cela a contribué à une configuration unique d'un islamisme « à la turque », pacifique, qui, s'il rejette les aspects laïcs du kémalisme, ne remet pas en cause l'État-nation lui-même.

L'électorat du parti islamiste (Refah Partisi, Parti de la prospérité) vient d'Anatolie centrale et orientale, des grandes villes et, enfin, du Sud-Est kurde. Malgré sa victoire aux dernières élections législatives de décembre 1995 (1), le Refah n'a pas le monopole du vote islamique. Mais il a profité de la désaffection à l'égard de l'ANAP (Anavatan Partisi, ou Parti de la Mère patrie) (2), depuis que M. Mesut Yılmaz, qui appartenait à l'aile laïque du mouvement, a succédé à l'ancien président Turgut Özal.

Le Refah n'est pas non plus le plus hégémonique parmi les ordres *soufis*. Les *Nakshibandis*, le seul ordre à être directement engagé dans la vie politique, est divisé entre son soutien au Refah et celui à l'ANAP (3), tandis que de nombreux *Nurcus* (4) adhèrent au parti de M. Tansu Çiller, le Parti de la justice (DYP), partenaire du Refah au sein de la coalition gouvernementale. Ces deux formations de centre droit accueillent dans leurs rangs des figures importantes de l'islam, dont certaines, membres du DYP, sont même députés.

L'œuvre principale de Turgut Özal a consisté en un effort de cohésion sociale, une tentative de réintégrer les exclus, notamment les islamistes, au sein de la société. Le développement de l'islamisme doit en effet moins à un intérêt accru pour la religion qu'à l'écart abyssal des richesses qui séparaient les « paysans » d'Anatolie (terme générique employé par les élites sociales d'Istanbul) des « Turcs blancs » des métropoles. Sous la présidence de Turgut Özal, les « paysans » conservateurs ont commencé à s'enrichir et un mouvement islamique, populaire et dynamique, a émergé au grand jour.

L'armée, cependant, avait déjà préparé le terrain. Soucieux de lutter contre la gauche, les militaires, à l'époque de leur coup d'État de 1980, ont préféré soutenir le Parti du salut national (ancêtre du Refah) de M. Necmettin Erbakan. Ils ont rendu les cours d'éducation religieuse obligatoires, fondé des écoles coraniques spécialisées, créant ainsi des viviers de l'islamisme. L'armée a même usé d'une méthode encore plus radicale en adoptant comme idéologie une « synthèse turco-islamique » qui, espérant-elle, allait affaiblir les aspects les plus « révolutionnaires » du kémalisme. Cette synthèse devait permettre de gagner les éléments conservateurs de la société – Turcs et Kurdes – tout en prévenant tout élan du nationalisme kurde. On s'efforça donc de recruter les islamistes et les néo-fascistes – installés depuis long-

* Journaliste. Londres.

RÉVEIL DE LA

Ces visages multiples

Le phénomène Fethullah repose sur deux principes : l'élitisme et l'argent – le mouvement a servi à créer des écoles, des œuvres de bienfaisance et des entreprises, de la Turquie jusqu'en Asie centrale. Le mouvement s'est implanté en Albanie avant même que soient établis des liens diplomatiques entre les deux pays. Ses écoles – cinquante en Turquie et plus de deux cents à l'étranger – sont devenues des centres d'excellence. Il contrôle aussi des médias grâce à Zaman, véritable empire de presse, ainsi qu'une chaîne de télévision, des vidéos, des cassettes, des livres, des magazines...

Cot ancien précepteur, âgé d'une soixantaine d'années, dément être islamiste. Il préfère se considérer comme un musulman pieux opposé à l'islam politique et qui souhaite une intégration totale de l'islam au sein du système politique, économique et social. Des Bakans à la Chine, il veut voir se former

Le phénomène Fethullah repose sur deux principes : l'élitisme et l'argent – le mouvement a servi à créer des écoles, des œuvres de bienfaisance et des entreprises, de la Turquie jusqu'en Asie centrale. Le mouvement s'est implanté en Albanie avant même que soient établis des liens diplomatiques entre les deux pays. Ses écoles – cinquante en Turquie et plus de deux cents à l'étranger – sont devenues des centres d'excellence. Il contrôle aussi des médias grâce à Zaman, véritable empire de presse, ainsi qu'une chaîne de télévision, des vidéos, des cassettes, des livres, des magazines...

Cot ancien précepteur, âgé d'une soixantaine d'années, dément être islamiste. Il préfère se considérer comme un musulman pieux opposé à l'islam politique et qui souhaite une intégration totale de l'islam au sein du système politique, économique et social. Des Bakans à la Chine, il veut voir se former



FUNÉRAILLES DE TURGUT ÖZAL, AVRIL 1993, ANKARA
L'ombre des militaires

La déreglementation des télécommunications a aussi permis aux islamistes de s'affirmer, grâce à des chaînes de télévision diverses (la chaîne nationale Channel 7, par exemple) ou grâce à des groupes de presse comme Sabah. Un syndicat influent, Hak-Is, qui leur était officiellement lié a même suppléé le syndicat de gauche Disk.

Exclus de l'association des hommes d'affaires Tuzlad, qui regroupe les « Turcs blancs », les « tigres d'Asie centrale » ont formé leur propre association, Musad (Mustaklil is adanesh der negl Association indépendante des hommes d'affaires). Mais les laïques soupçonnent le M de Mustaklil (indépendant) d'être en réalité le M de muslim (musulman) : l'alcool est en effet banni des soirées officielles, et ses membres célèbrent toutes les fêtes religieuses. Selon M. Taha Akyol, respectable intellectuel proche des orientations de Turgut Özal, l'armée craint que l'association ne se prépare à une prise de pouvoir économique mais, « en réalité, les deux associations partagent les mêmes valeurs économiques : un gouvernement stable, l'entrée dans l'Union européenne et une Turquie occidentalisée. L'industriel de Konya veut vendre à l'Ouest, à l'Est, mais pas aux islamistes ! ». Ici, le dynamisme de la communauté d'affaires est un pont qui relie les islamistes aux laïques.

C'est aux « tigres anatoliens » que M. Fethullah Gülen, dirigeant de la principale branche des *Nurcus*, doit sa notoriété. Il a réussi là où Turgut Özal et M. Çetin Boyner (l'espoir de la gauche) ont échoué. Il a donné aux capitalistes de province une voix – en échange de leur argent pour la construction de son petit empire. Se présentant comme une solution de rechange au Musad et au Refah, il attire les hommes d'affaires conservateurs des villes de Denizli, Antep, Bursa, Kocaeli ou Maras. Partisans, nationalistes, conservateurs, travailleurs, ces riches Anatoliens n'ont aucune relation dans les milieux politiques ou bancaires. Ils dirigent des entreprises familiales qui utilisent des méthodes de production de haute technologie.

(1) Le Refah Partisi, fondé en 1983 par M. Necmettin Erbakan, a, lors des élections de décembre 1995, obtenu 28,73 % des voix, remportant 158 sièges au Parlement (sur 550). Lire le dossier « Crise du pouvoir en Turquie », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(2) Turgut Özal, fondateur de l'ANAP en 1983, fut élu premier ministre la même année, remportant 47 % des suffrages au cours des premières élections depuis la fin de la dictature militaire (1980). 1983), il devint président en 1991 et mourut, au cours de son mandat, en 1993.

(3) Korhan Özal Özal, frère du défunt président, est une figure importante du mouvement *Nakshibandi* (et maintient de bons rapports avec l'Ara-

bié soviétique). L'ordre a fait beaucoup pour la création du Parti du salut national (ancêtre du Refah) de M. Necmettin Erbakan. Durant les années Turgut Özal, les *Nakshibandis* se sont rapprochés de l'ANAP. Depuis, le mouvement partage ses appuis (non officiels) entre le Refah et l'ANAP.

Le « monde parallèle » de M. Fethullah Gülen est à l'image des myriades d'activités des islamistes du Refah : écoles, œuvres de bienfaisance, cliniques, associations caritatives, etc. Hounêtes et dynamiques, elles ont prospéré dans tous les secteurs, et notamment l'éducation. On dénombre plus de quatre cents *imam hatip*, écoles fondées par le gouvernement pour former les imams. Le financement de leurs opérations par des fondations a ainsi permis aux enfants les plus pauvres de poursuivre des études qu'ils auraient sinon été contraints d'abandonner à l'âge de onze ans, après cinq ans de scolarité obligatoire. Ce succès n'a pas contribué à former plus d'imams, mais il a permis à une génération entière d'entrer à l'université ou dans le service public.

Cette première génération, avec ses étudiants qui portaient le voile à l'université sous les buées des laïques, occupe désormais des postes-clés autrefois réservés à l'établissement laïque. L'essor des associations islamiques a également créé de nombreux emplois, en particulier pour les femmes. De son côté, le Refah a aussi recruté des salariés, notamment dans des villes comme Ankara et Istanbul, qu'il a gagnées lors des élections municipales de 1994.

Cette génération a embrassé la modernité au moment même où les femmes commencent à couvrir leur tête, parfois au risque de sacrifier leur carrière : chirurgiens ou avocats se voient en effet interdire le port du *carşaf* au travail. M^{me} Sibel Eraslan, trente ans, avocate diplômée de l'université

(4) Les partisans de Said Nursi s'étaient opposés aux réformes de Mustafa Kemal dans les années 20.

(5) Voir Ertugrul Kurkcu, « The Crisis of the Turkish State », *Middle East Report*, n° 191, avril-juin 1996, Washington DC.

(6) Lire Sami Zubaida, « Turkish Islam and National Identity », *Middle East Report*, op. cit.

هكذا من الاحول

RÉVEIL DE LA
es multiples

Le phénomène Izzetullah repose sur deux principes. L'islamisme et l'islamisme. L'islamisme est le mouvement qui vise à rétablir les principes de l'islam dans la vie sociale, économique, politique et culturelle. L'islamisme est le mouvement qui vise à rétablir les principes de l'islam dans la vie sociale, économique, politique et culturelle.



Portrait of a man, likely a political figure mentioned in the text.

Le phénomène Izzetullah repose sur deux principes. L'islamisme et l'islamisme. L'islamisme est le mouvement qui vise à rétablir les principes de l'islam dans la vie sociale, économique, politique et culturelle. L'islamisme est le mouvement qui vise à rétablir les principes de l'islam dans la vie sociale, économique, politique et culturelle.

SOCIÉTÉ CIVILE
de l'islamisme

d'Istanbul, est de celles-là. En 1989, M. Turgut Ersoy, président du Refah, a été élu maire de la ville. L'a invité à rejoindre le parti pour occuper le poste de président du conseil des femmes. Le Refah ne recueillait alors que 7 % des voix des élections et manquait de femmes qualifiées. Ce comité était chargé de recruter dans les banlieues ouvrières et parmi les immigrées d'Anatolie délaissées par les autres partis.

En 1994, le Refah se tourna vers les classes moyennes favorisées, en éduquant ses éloges les plus radicaux. Il a ainsi rallié 27 % des suffrages lors des élections municipales de 1994, remportant dix-neuf des trente-trois municipalités d'Istanbul et le contrôle de l'agglomération. A Istanbul, le Refah comptait alors 18 000 militants et 1265 000 adhérents (52 % des membres sont des femmes).

Après six ans de bons et loyaux services, M. Sibel Ersoy abandonna ses responsabilités. « J'avais l'impression d'avoir fait mon travail. J'étais trop radical. Au départ, nous étions un mouvement de protestation, impliqué dans l'aide aux nécessiteux. Et puis le Refah s'est tourné vers les classes moyennes, plus âgées. » Elle demeure pourtant une figure-phare du parti, l'une des rares à accéder des ententes à la presse - à la seule condition cependant que le parti ait donné son aval. Le Refah, vieux roulier de la politique, a tiré depuis longtemps les leçons des « mauvaises expériences » passées avec les médias, dues au manque d'information de certains de ses membres. A la télévision, les islamistes n'apparaissent désormais que sur leurs propres chaînes, comme Channel 7, ou sur des chaînes sur lesquelles ils peuvent exercer leur contrôle.

M. Sibel Ersoy est issue, des classes moyennes laïques. « Mon père est un kémaliste, il a été colonel dans l'armée et est capitaine dans la marine. A la maison, nous avons un portrait d'Atatürk. Ma famille habite Istanbul (un des bastions de la laïcité) depuis plus de trois cents ans. Alors qu'il me, mes activités ont provoqué des tensions au sein de ma famille. » Elle habite à Istanbul, dont la population est passée, en trente ans, de 2 à 12 millions d'habitants, à Umraniye, une banlieue ouvrière anonyme née de l'afflux d'émigrés anatoliens et qui est l'un des nombreux foyers de l'islamisme.

Comme beaucoup de ses pairs, M. Sibel Ersoy s'est tournée vers l'activisme islamiste par rejet de ces laïques qui faillirent l'expulser lorsque, durant sa dernière année à l'université, elle décida de porter le foulard. Ses convictions sont celles d'une génération d'islamistes « à la turque », fortement influencés par la culture occidentale : « A l'université d'Istanbul, nous étudions beaucoup la philosophie occidentale. A la fin des années 80, les auteurs postmodernistes étaient systématiquement traduits. Cela m'a fait réfléchir et m'a poussé à m'intéresser à d'autres philosophes. J'ai lu Sayyid Qutb et Mawdudi, Hassan El Banna et Ghazali (7). Du fait de leur situation, ils attachaient beaucoup d'importance à l'Etat - mais la Turquie est différente de ces pays. Le discours anatolien n'est pas le discours arabe. Ces gens-là m'ont beaucoup influencé, jusqu'à ce que je lise le Coran. Dans le Coran, seuls deux versets sont consacrés à l'Etat. La charia n'est pas une politique, c'est un mode de vie. En ce qui me concerne, je n'accorde aucune importance ni à la nationalité ni au passeport. »

C'est une nouvelle façon de penser, et cela a posé des problèmes avec le parti. Effectivement, l'islam politique, en Turquie comme ailleurs, accepte l'Etat-nation (occidental) mais rejette ses valeurs culturelles. Mais M. Sibel Ersoy, comme d'autres intellectuels islamistes turcs (Ali Buluc, Ismet Ozel, Rasim Ozdenoren, Ilhan Kutun), voit le modèle de l'Etat islamique comme une image inversée de l'Etat laïque. Elle lui préfère l'image de l'oumma et de communautés qui s'auto-gouvernent, un concept assez flou qui ne les empêche pas de se retrouver dans le Refah.

hommes islamistes et, enfin, les autres femmes. Ces dernières, ce sont les laïques, dont certaines tentent de se rapprocher de M. Sibel Ersoy. Le 6 avril dernier, elles créèrent un mouvement - le Kader, acronyme de Kadın Derneği, Association des femmes, qui signifie destinée - dont l'objectif est de promouvoir l'entrée des femmes au Parlement. Malgré son orientation laïque, certains de ses membres demandent une redéfinition de la laïcité qui permettrait d'insérer des musulmanes plus conservatrices. Elles ont pris contact avec M. Sibel Ersoy, mais le fossé est encore trop profond. Peut-il se réduire ? Sans doute, les laïques ne pouvant continuer à ignorer leurs compatriotes pratiquants.

C'est l'une des conséquences les plus positives de la victoire des islamistes aux élections de 1995 aura sans doute été le réveil de la société civile laïque. Education spécialisée pour les enfants, protection de l'environnement, associations caritatives de toutes sortes : les laïques commencent à faire ce que les islamistes ont fait avant eux. « Nous aurions dû faire tout cela il y a trente ans », admettent-ils. Mais seront-ils capables d'aller s'adresser aux désertés ? En tout cas, l'occasion s'offre de réformer un régime politique en pleine banqueroute. L'un des atouts de la Turquie, si on la compare aux autres pays du Proche-Orient, est l'existence d'un système démocratique qui permet à chacun de s'exprimer, au moins dans certaines limites et si l'on exclut la question kurde (lire, page 8, l'encadré « La question kurde »).

Si le président Turgut Ozal n'était pas brusquement décédé en 1993, les islamistes n'auraient pu accéder au gouvernement. Turgut Ozal était en effet capable de mobiliser de larges couches autour de l'ANAP et de sa vision d'un pays vigoureux, sans classes, ouvert à tous. Désormais, c'est le Refah qui remplace l'ANAP comme le principal (mais non le seul) canal politique à travers lequel les Anatoliens peuvent se faire entendre et exprimer leur identité religieuse. Il a aussi mobilisé l'usage d'une jeune génération qui attend son heure pour venir aux affaires.

Si l'idéologie de cette génération demeure quelque peu primaire (l'Etat-nation suppléant par les communautés islamiques), ces jeunes n'en possèdent pas moins une solide connaissance de la pensée occidentale comme de la pensée musulmane. Le pluralisme, les droits de l'homme, la liberté, la justice sociale, font partie de leurs slogans. Ces intellectuels, ces féministes, ces entrepreneurs anatoliens, tous les éléments de l'islam turc se battent avec cette vigueur caractéristique de la Turquie moderne pour combler le fossé qui sépare les « nouveaux arrivants » d'Asie mineure et les élites d'Istanbul. Les élites laïques seront-elles capables de relever ce défi ?

WENDY KRISTIANSEN

(7) L'Egyptien Hassan El Banna fut le fondateur des Frères musulmans en 1929 ; Sayyid Qutb, le continuateur de Banna, a inspiré les islamistes radicaux ; Abul Ala Mawdudi, du Pakistan, a influencé dans les années 40 ; Ali Ghazali est un penseur de l'âge classique (1058-1111).

Les éditions
en langues étrangères
du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *Die Tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

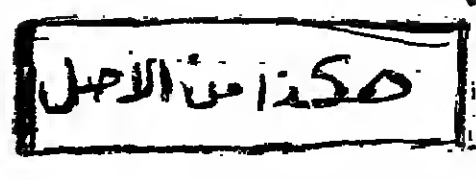
Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Espagne. Le journal est traduit et édité par *La Press* (Plaza Marina Española, 5-2 D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Médien, bureau 344, 50, avenue Habib Bourguiba, Tunis 1000). Elle est tirée à environ 15 000 exemplaires.

Grèce. Il existe une édition en langue grecque de notre trimestriel *Ministre de voir* (Editions Dromas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Ao total, la diffusion du *Monde diplomatique* (250 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.



Les ambiguïtés
d'une presse à scandale

Par
NUR
DOLAY *

« C'OMMENT aurions-nous pu savoir que nous soutenions le personnel qui avait le plus de défauts de notre histoire politique, et que nous allions lui permettre de se transformer en monstre ? Comment aurions-nous pu savoir qu'elle mettrait ses ambitions et ses intérêts personnels au-dessus du régime laïque et démocratique ? Comment aurions-nous pu savoir ? » (1)

Ce mea culpa tardif d'Ertugrul Ozkok aurait pu être louable s'il était l'expression d'un regret sincère. On se souvient que c'est lui, éditeur-propriétaire du puissant quotidien populaire *Hurriyet*, qui avait lancé M. Tansu Ciller en assumant sa promotion, médiatique. Une fois le but atteint, il n'avait pas hésité, comme beaucoup d'autres dans son entourage, à se couper le moustache, symbole à la fois du traditionalisme et de la virilité, pour s'adapter à la période nouvelle qu'annonçait la nomination au poste de premier ministre, en octobre 1995, d'une femme - un fait sans précédent dans l'histoire du pays - qui était, de plus, belle, blonde et moderne.

Pourtant quelques observateurs, comme Ilhan Selçuk, déclarent déjà, derrière la façade élégante, « le produit de l'hégémonie médiatique sur la société » (2). L'éditorialiste du quotidien *Cumhuriyet* s'interrogeait sur l'origine de la fortune colossale de M. Ciller, riche qu'elle prétendait avoir acquise avec son salaire d'universitaire. Mais personne ne s'étonna de cette voix détonante, venant du seul quotidien indépendant du pays, ébahi au rôle d'opposant, qualifié de « dinosaure » pour n'avoir pas su s'adapter au nouvel ordre médiatique.

Les autres journaux, dépendant de grandes banques, s'étaient déjà constitués en importants groupes aux publications diversifiées, ayant chacun sa propre chaîne de télévision, ainsi qu'une large palette de journaux exprimant des idées très divergentes, allant de la gauche épurée à la droite civilisée, au nom du pluralisme. Chacun connaissait toutefois, dans cette « démocratie » aux allures de supermarché, les limites à ne pas dépasser et le respect dû aux bûcheurs de fonds. Les énormes subventions gouvernementales, sous leurs formes diverses, ou des prêts à des taux très avantageux - et remboursables seulement en cas de « bêtises » - ont été investies dans des affaires juteuses sans rapport avec le journalisme.

La puissance et le collusion de ces empires de presse avec le pouvoir politique étaient telles qu'on a évoqué la participation du groupe Sabah à l'une des nombreuses opérations gouvernementales formées par M. Tansu Ciller, comme si un journal pouvait être un partenaire politique des élus ! D'autre

part, Milliyyet et Hurriyet, deux autres grands groupes, avaient fusionné sous le nom de Dogen Medya, pour mieux combattre leur concurrent Sabah.

Totalisant 79 % des ventes de journaux, les deux empires ont dévoilé leur conception de la liberté quand un intrus, Akşam, a tenté de s'imposer. Le 16 septembre 1996, les groupes Sabah et Dogen Medya, qui ont le monopole de la distribution, ont tout simplement « laissé sur le carreau » les bellots d'Akşam, devenu un concurrent trop dangereux. Les kiosques se sont vu interdire la vente de ce quotidien sous peine d'être totalement exclus du circuit de la distribution. En outre, en faisant du dumping sur le prix de vente de quelques-uns de leurs titres, dumping compensé par leurs autres activités, le cartel réduit sérieusement les possibilités d'existence d'autres publications, et per le même l'expression d'autres opinions.

Les sombres affaires de M. Tansu Ciller et de son mari, accusés de collusion avec des mafiosi introduits au sein de l'appareil d'Etat, avaient déjà été décrites en détail par l'hebdomadaire de gauche *Aydinlik*, sans que personne ne daigne y prêter attention. Il fallut le fameux accident de la route de Susurluk (3), le 3 novembre 1996, pour apporter les preuves irréfutables de cette collusion. Ces révélations tombèrent au moment même où les empires de presse s'approprièrent à déclarer la guerre à la coalition dirigée par M. Necmettin Erbakan, dirigeant du parti islamiste Refah et qui comprenait la formation de M. Tansu Ciller.

L'armée,
ultime espoir

DÈS la formation de son gouvernement, en juin 1996, le premier ministre islamiste evelit, de manière malhabile, déclaré son intention de mettre la presse au pas en lui coupant les subventions. Les grands quotidiens et leurs chaînes de télévision « redécouvrirent » alors le célèbre journaliste Ugur Mumcu, assassiné en 1993. Celui-ci n'avait cessé de dénoncer, dans les colonnes de *Cumhuriyet*, et de révéler, dix ans plus tôt, l'identité de criminels encore « recherchés » et liés aux forces politiques.

Tout cela a été largement utilisé dans la guerre contre M. Tansu Ciller. Dans le même temps, les grandes plumes des quotidiens entreprenaient une tournée dans les capitales européennes pour dénoncer « les atteintes à la liberté de presse en Turquie ». Mais leur vrai espoir était... l'armée, et avec elle le spectre d'un coup d'Etat frénétiquement brandi. Cette dernière était effectivement mécontente de voir le gouvernement dirigé par un islamiste. Mais la loi énonçait aux lecteurs, chaque matin, des bruits de bottes, et à transformer chaque réunion mensuelle du Conseil de la sécurité nationale en une ultime

mise en demeure de militaires à la veille de passer à l'action...

Au début, l'armée s'accommoda de cette pression exercée en son nom par la presse, en espérant qu'elle suffirait à maintenir M. Necmettin Erbakan dans le cadre institutionnel. Mais l'intérêt y répondit par le surenchère. Au lieu de s'appliquer à réaliser quelques-unes de ses promesses électorales, il choisit de multiplier les actes de provocation. La presse joua les pompiers pyromanes. Surtout quand elle trouva un acteur médiatique digne le général Cevik Bir, l'adjoint du chef de l'état-major, ex-commandant des forces internationales en Somalie. Celui-ci tranchait par son franc-parler avec la prudence de son supérieur, qui se bornait à rappeler, chaque fois qu'il en avait l'occasion, la responsabilité civile dans les choix politiques. Les commandants trop bavards finirent par recevoir des consignes de discrétion. Mais les spectateurs avaient déjà pris place dans l'arène, prêts à applaudir chaque coup que l'armée infligerait à son adversaire.

La presse publia des sondages désignant l'armée comme l'institution à laquelle la société accordait le plus de confiance. Pendant la récente intervention dans le nord de l'Irak, elle publia des déclarations anonymes de généraux affirmant que l'état-major n'avait pas informé le gouvernement par peur de fuites. En soulignant ce manque de confiance, elle identifiait le gouvernement avec la Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi numéro un. Le démenti publié par l'état-major ne trouva pas un grand écho. En revanche, les journaux mirent à la « une » la réaction épidermique du bras droit de M. Erbakan, M. Abdullah Gul, qui bravait le général « anonyme » : « Qu'il se montre, s'il est un homme ! »

M. Erbakan avait cru pouvoir éjouer les menaces militaires conjuguées avec Israël. Les militaires rappelaient alors qu'il s'agissait d'une décision prise en concertation avec plusieurs organismes d'Etat, et que le premier ministre n'avait pas compétence pour décider seul de son annulation. La presse se fâcha encore une fois de la victoire de l'armée, qui prétendait par-dessus le pouvoir civil, ce qui aurait dû plutôt l'inquiéter. Finalement *Hurriyet* juba après la décision du parquet d'ouvrir un procès contre le coupable, entre autres, d'« insultes à l'armée » (4).

Finalement, la presse a obtenu le chute du gouvernement de M. Erbakan. Pourtant, cette victoire est entachée de trop d'aspects inquiétants pour que les citoyens et les journalistes puissent s'en réjouir.

(1) *Hurriyet*, 15 mai 1997.
(2) *Cumhuriyet*, mai 1993.
(3) Lire Martin Lee, « Les liaisons dangereuses de la police turque », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.
(4) *Hurriyet*, 22 mai 1997.

« LE BANDIT », un film de Yavuz Turgul

Dans les bidonvilles d'Istanbul

UNE vieille légende anatolienne raconte que, lorsqu'un bandit meurt, une étoile tombe du ciel. Dans le film du réalisateur turc Yavuz Turgul, *Le Bandit* (*Esirya*) (1), après trente-cinq années passées en prison pour avoir vengé la mort de son père, quitte ses montagnes natales pour s'installer dans les bas-fonds d'Istanbul. Il est une nouvelle fois en quête de vengeance, recherchant son meilleur ami parti pour la ville avec sa femme et tout son or.

Les aventures du bandit Baran dans les bidonvilles d'Istanbul, la ville qui pue « le cadavre d'un animal mort », dévoilent un monde de proscriptions, de violences, d'impitoyables maquereaux, d'acteurs débusqués, un univers où les jeunes filles rêvent de Cendrillon et où la seule ambition de la jeunesse est de devenir millionnaire en une nuit. « La plus grande erreur de mon père fut de se contenter du métier de sergent ; à son arrivée à Istanbul, c'est là qu'il a perdu », déclare le jeune Camal, un escroc à la petite semaine. « Pour les sortir de cette vie », son gang préfère demander au chef de la mafia de les embaucher. « Les propriétaires des magasins, les filles nous respectent », spéculent-ils.

Dans un monde où la devise est « seul le plus fort survit (vaincra) », un héros aussi tragique que Baran, qui croit en l'amour et obéit à des codes éthiques stricts, sera inlassablement trahi, encore et toujours. Quand la société est corrompue, les seuls vainqueurs possibles sont les

traîtres, tel son ami Berfo, devenu multimillionnaire.

Le bandit décide donc de reprendre la loi à son compte et, à la manière des vieux cow-boys du Far-West, punira lui-même les coupables. Encerclé par la police, il se réfugie sur les toits d'Istanbul et tandis que la foule contemple les feux d'artifice, Baran plonge dans le vide. Une étoile tombe alors du ciel, que seule la femme qu'il aime pourra voir.

De son arrivée au village, à la vieille folie lui conseillant de ne pas repartir - un épisode qui n'est pas sans rappeler les scènes de *Macbeth* - jusqu'à son plongeon final parmi les feux d'artifice, tous les éléments du film participent à établir une atmosphère de légende, caractéristique des romans de Yashar Kemal. Et comme dans ces romans, les ingrédients servent plus à souligner l'aspect légendaire des réalités qu'à remettre en question leur crédibilité.

La description du ghetto de Tarlabasi, en plein cœur de la ville, et des enfants qui y grandissent est cependant très réaliste et le réalisateur n'épargne aucun détail pour montrer la dégradation de la société : crise économique, mauvaise gestion, corruption, manque d'intérêt, manque d'éducation, tous ces maux qui laissent les gens désespérés. La nouvelle génération de bandits ressemble au vieil ami de Baran, le capitaine d'industrie, l'usurier et sans doute trafiquant de drogue, Berfo : ils sont ces hommes qui s'assoient sur des trônes. « Il n'y a plus aucun bandit dans les mon-

agnes, déclare Demircan, le chef de la mafia, ils sont tous en ville désormais ! »

Un propos qui fait mouche dans un pays où, avec l'inflation, la corruption est le sujet le plus discuté par les journaux et par les *reality shows* - surtout depuis les événements de Susurluk, lorsqu'un banal accident mit au grand jour la relation entre le gouvernement, la police et la mafia.

Le Bandit a connu un succès sans précédent auprès d'un public qui, habituellement, ignore les productions locales. Il a battu au palmarès le record du film hollywoodien le plus populaire de tous les temps *Bodyguard*. Certains ont regretté que le réalisateur ne mende pas le problème kurde alors que le protagoniste du film est lui-même kurde, mais, dans l'ensemble, les critiques ont été positives. Dans des villes qui n'avaient pas de salles de cinéma comme à Urfa - lieu de tournage de quelques scènes du film -, on a même commencé à déposséder les sièges de locaux abandonnés pour projeter *Le Bandit*.

Le film a certes bénéficié d'une grande campagne promotionnelle, mais le principal facteur de son succès est simple : les gens ne sont reconnus dans une œuvre qui parlait, enfin, de leur vie.

GONUL DÖNMEZ-COLIN

(1) *Le Bandit*, une coproduction turco-franco-bulgare d'Erkmen, fut présenté, hors compétition, au Festival du film international d'Istanbul (13-29 avril 1997).

LES CHOIX DES ÉTATS-UNIS

L'OTAN aux portes

C'EST à Paris, le 27 mai 1997, qu'a été signé l'« acte fondateur » des nouvelles relations entre la Russie et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ainsi s'est achevée la longue bataille diplomatique menée autour de l'élargissement de l'Alliance atlantique. Cette victoire américaine concrétise la volonté hégémonique des États-Unis sur le Vieux Continent, en même temps que la politique française d'« autonomie européenne » est mise en échec, une double réalité que devrait confirmer le Sommet de l'OTAN, les 8 et 9 juillet, à Madrid.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

Dès la fin de la guerre froide, les responsables politiques et militaires des États-Unis ont procédé à la révision de leurs anciennes conceptions stratégiques, mais sans jamais mettre en question l'existence de l'OTAN, qui avait été un instrument décisif de la guerre froide. Cette « bottom review », selon leurs propres termes – ou « révisio de fond en comble » –, a mis l'accent sur le traitement des conflits régionaux et l'utilisation des nouvelles armes futures et de haute précision.

Ao terme de nombreuses controverses, il existe désormais un accord général, dépassant les lignes de démarcation entre les partis et les tendances intellectuelles et politiques traditionnellement rivales sur ce que doivent être les objectifs de cette stratégie (1). Comme l'affirmait déjà le rapport Wolfowitz, du nom de l'ancien sous-secrétaire à la défense (2), il est unanimement admis que l'intérêt suprême de Washington est de faire obstacle à toute réémergence d'une puissance capable de rivaliser avec les États-Unis, comme ce fut le cas de l'Union soviétique.

Dans tous les textes et documents publiés, sont toujours désignés comme rivaux potentiels, non seulement la Russie et, plus souvent encore la Chine, mais aussi le Japon, l'Europe si elle devient une entité politique unique et

indépendante et même, plus précisément, l'Allemagne. Et si les armes utilisées pour écarter ces adversaires supposés doivent être avant tout de caractère économique, politique et commercial, il est toujours rappelé que la puissance militaire demeure un élément essentiel de la suprématie des États-Unis.

Un accord a donc été conclu entre l'ensemble des responsables politiques et militaires sur la dimension qu'il convient de donner, durant la période à venir, aux capacités militaires des États-Unis. On s'est accordé sur le maintien de forces correspondant à un niveau compris entre les 4/5^{es} et les 9/10^{es} de ce qu'elles étaient durant la dernière phase de la guerre froide. Des budgets de l'ordre de 250 à 270 milliards de dollars de dépenses effectives y correspondent (l'équivalent du total des dépenses effectuées par l'Allemagne, la France, le Japon, la Chine et la Russie réunis). Cet effort doit permettre de procéder aux recherches et au développement sur la nouvelle génération des armements dérivant des formidables progrès accomplis en matière de communication, d'observation et d'information, et que résume l'expression de « révolution dans les affaires militaires », thème central de toute la littérature stratégique et militaire américaine depuis plusieurs années. Mais elle est révélatrice de l'avance prise en bien des domaines par les États-Unis et

leur industrie d'armement sur leurs alliés et rivaux.

Du fait des bouleversements du contexte stratégique international, on ne prévoit plus « deux conflits et demi » – une guerre majeure contre l'URSS, une guerre majeure contre la Chine et un conflit régional – ou « une guerre et demi », comme on se convint sous l'administration Nixon – une guerre majeure contre l'URSS ou la Chine et un conflit régional. L'hypothèse de travail est que l'armée américaine doit pouvoir faire face à deux conflits régionaux à la fois, d'une dimension comparable à la guerre du Golfe.

En dépit de ces évolutions, les préoccupations américaines demeurent ce qu'elles étaient : s'assurer la suprématie dans les trois zones d'importance majeure pour leurs intérêts, le Proche-Orient, l'Extrême-Orient et le théâtre européen. On sait, depuis la guerre du Golfe, que l'axe principal de cette présence militaire au dehors s'est déplacé du théâtre européen au théâtre proche-oriental et que celui-ci acquiert désormais une priorité en raison des crises persistantes, des menaces pesant sur les régimes les plus étroitement alliés avec Washington, des tensions avec l'Irak et du blocus de l'Irak (3).

De même l'irrésistible montée en puissance de la Chine a-t-elle conduit le président William Clinton, lors de sa rencontre avec le premier ministre japonais et son passage en Corée du Sud, en avril 1996, à confirmer le maintien de la présence militaire américaine en Extrême-Orient à son niveau actuel : quelque 100 000 hommes dans le Sud-Est asiatique, 47 000 au Japon – dont 22 000 à Okinawa –, 37 000 en Corée du Sud.

Mais c'est surtout sur le théâtre européen que la fin de la guerre froide a conduit Washington à revoir l'ensemble de son dispositif stratégique, et c'est là que les décisions prises sont les plus révélatrices de sa politique de sécurité. Après la dissolution du camp de l'Est, loin d'envisager une réduction du rôle de l'Alliance atlantique et de son orga-

nisation militaire, les États-Unis ont cherché à l'accroître. La réduction de leurs effectifs en Europe n'a pas traduit un moindre engagement : ils ont voulu, au contraire, y affirmer leur position prépondérante.

Dans une première étape, ils ont obtenu que soient admises d'éventuelles interventions de l'OTAN hors de l'aire géographique couverte par le traité de l'Atlantique nord. La création d'une Force de réaction rapide s'est accompagnée d'une intégration plus poussée – au niveau de la brigade – que

dans toutes les autres composantes des unités de l'OTAN. Mais c'est à l'occasion de l'affaire yougoslave que la diplomatie américaine a obtenu un résultat presque inimaginable dans la période précédente : la reconnaissance de l'OTAN comme « bras armé » des Nations unies. Le Conseil de sécurité ayant confié à l'organisation la tâche de faire appliquer, par des moyens militaires, les résolutions qu'il avait votées. Il fut ensuite convenu que les forces de l'OTAN serviraient aussi à la mise en application des accords conclus.

Un garant de l'ordre international

Le rôle historique de la crise yougoslave aura donc été, avant tout, de faire consacrer par les Nations unies elles-mêmes le rôle unique et spécifique de l'OTAN. Comme si, désormais, celle-ci était, dans toute une partie du monde, le garant de l'ordre international. Depuis lors, la classe politique américaine a abandonné l'idée d'un rôle plus grand pour l'ONU, comme il fut à la mode de le penser immédiatement après la fin de la guerre froide.

On a pu vérifier aussi la fermeté avec laquelle les États-Unis tiennent à conserver leur autorité au sein de l'Alliance et de son organisation militaire. Ils avaient pu, sans difficultés, mettre en échec les tentatives françaises de constituer un système européen de défense en dehors du cadre de l'OTAN : Paris n'avait alors obtenu que le soutien mitigé, mais au fond très réticent, de l'Allemagne. Quand le président Jacques Chirac entreprit d'obtenir que ce « système européen » existât au sein même de l'OTAN, la diplomatie américaine put s'assurer qu'il ne fonctionnerait pas sans l'accord, l'aide et la supervision des instances atlantiques, c'est-à-dire des États-Unis eux-mêmes. Plus révélateur encore fut leur refus catégorique d'admettre que le commandement sud de l'OTAN soit confié à un Européen : il s'agissait précisément de

la zone stratégiquement la plus importante à leurs yeux puisqu'elle relie les théâtres atlantique, européen et proche-oriental.

C'est toutefois, et sans nul doute, par les décisions prises concernant l'élargissement de l'OTAN que la politique américaine a manifesté le plus clairement sa conception de la « sécurité » en Europe. Cet élargissement, en effet, signifiait une extension de la zone dont elle voulait assurer la protection ou, en d'autres termes, dont elle s'assurait le contrôle. Il fallait, certes, prendre en compte le souhait de certains États d'Europe centrale et orientale de s'intégrer dans l'organisation atlantique afin de se protéger à l'avance contre le risque, même très hypothétique, d'une future politique russe visant à y rétablir sa suprématie. Mais leur préoccupation rejoignait un objectif clairement défini

(1) Bernard Posen et A. Ross, « Competing Visions of US Grand Strategy », in *International Security*, Washington, hiver 1996-1997.
(2) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Washington et la maîtrise du monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1992 et Michel Klare, « Les stratégies de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.
(3) Lire Paul-Marie de La Gorce, « L'armistice américain dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

Quand l'Europe refuse une défense...



1966. LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉCIDE LE RETRAIT DE LA FRANCE DE L'ORGANISATION MILITAIRE INTÉGRÉE. Comment gérer l'héritage gaullien...

change rien. Leur « plan de frappe », conçu pour atteindre de grands objectifs économiques et démographiques en territoire ex-soviétique, n'a évidemment plus de validité. Il montre seulement qu'il s'agit bien, dans l'avenir comme dans le passé, d'assurer la défense des intérêts vitaux de la France en toutes circonstances, et même dans les périodes où aucune menace apparente ne pèse sur eux.

C'est d'ailleurs à ce concept qu'en sont venues les autres puissances nucléaires. Elles ont abandonné leurs doctrines d'emploi des armes atomiques sur le champ de bataille, en l'absence de toute perspective de conflits de grande envergure en Europe. C'est aussi le raisonnement qui a été invoqué pour justifier la réduction des effectifs des armées françaises, qui passeront de 268 000 hommes à 172 000 pour l'armée de terre, de 79 000 à 56 000 pour la marine ; et de 94 000 à 70 000 pour l'armée de l'air (2) aux termes de la loi de programmation. En réalité, cette réduction, du moins celle du corps de bataille, aurait dû s'imposer depuis que l'adoption d'une stratégie de dissuasion excluait formellement tout engagement conventionnel massif sur le théâtre européen. C'est donc le double logique de la dissuasion nucléaire et de la fin de la guerre froide qui a conduit à une réduction considérable dont le corollaire a été la suppression du service militaire obligatoire. En même temps, la nouvelle loi de programmation, s'inspirant ici de la gemma

des scénarios présentés dans le Livre blanc de 1994, privilégie l'éventualité d'opérations extérieures menées soit par les seules forces françaises, soit en coopération avec les pays avec lesquels Paris a un accord de défense, soit dans le cadre d'une action internationale. A bien des occasions ces dernières années, les présidents qui se sont succédés à l'Élysée ont prescrit l'emploi d'unités dans des opérations extérieures. Mais cette préoccupation s'est ajoutée à d'autres pour déboucher sur des initiatives qui ont remis en question l'ensemble des positions françaises, politiques et stratégiques, sur le scène européenne et atlantique.

Ces initiatives, résultant de la conjonction d'une série de causes différentes, ont abouti à la réintégration partielle de la France dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, dans le processus même de sa réintégration complète. Le traité de Maastricht a joué un rôle central. Il envisage expressément, dans son titre V, une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) pour tous les pays signataires. Sans doute une politique commune de défense n'est-elle prévue qu'à une échéance non précisée et peut-être hypothétique, mais le traité n'en affirme pas moins qu'elle doit être « compatible » – c'est le terme employé – avec les options principales de l'OTAN. Tel était le cadre fixé dans lequel se sont situées les initiatives françaises.

Les guerres dans l'ex-Yougoslavie ont montré que les États européens étaient mal préparés à des actions militaires communes. Les moyens mis en œuvre, faute d'être suffisants – et malgré le soutien militaire additionné des principaux États de l'Union européenne –, n'ont pas permis d'atteindre les objectifs choisis. Sans parler des divergences et des arrière-pensées politiques. L'Union s'est trouvée dans l'obligation de faire appel à l'organisation militaire étatique, dans laquelle elle a dû intégrer ses interventions.

Tirant les leçons de cette expérience et de celle d'autres opérations extérieures, depuis la guerre du Golfe jusqu'aux interventions en Afrique, le gouvernement français de M. Édouard Balladur (1993-1995) en a déduit qu'il fallait que l'Union européenne, dans son ensemble, se prépare à ces défis et à organiser un « système de défense » approprié et sous étiquette spécifiquement « européenne ».

Réserves allemandes, hostilité britannique

C'ÉTAIT aussi la préoccupation des gouvernements précédents, qui avaient pourtant échoué à convaincre leurs partenaires de constituer une défense européenne commune hors du cadre de l'OTAN. L'Allemagne avait donné, en principe, son accord en acceptant de participer à une « brigade européenne » devenue, avec d'autres adjonctions, « corps européen », mais avec des réserves tenaces et profondes à l'égard de tout ce qui, en matière de défense, n'aurait pas dans un cadre atlantique. L'hostilité du Royaume-Uni était beaucoup plus claire et traduisait le sentiment de la presque totalité des États membres de l'Union européenne. Les esprits n'étaient pas mûrs, chez les voisins de la France, pour un système de défense réellement européen : c'est à cette conclusion que s'en est tenu Paris jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1995.

De cette impasse, le président Jacques Chirac a tiré une autre conclusion. Au lieu d'en rester là, il a pensé que la mise sur pied d'un système européen de défense était indispensable et que, pour en « forcer le passage », il fallait remplir la condition émise par les partenaires de la France : que ce système demeure étué au sein de l'OTAN. Parmi les arguments qui l'ont convaincu, quelques-uns étaient contradictoires. Ce serait, expliquaient certains, une concession de pure forme et, sous une « couverture » atlantique, on parviendrait assez vite à une organisation effectivement européenne. Dans la même temps, on prétendait que ce serait le moyen de renforcer les positions européennes au sein de l'Alliance et de son organisation militaire, et d'en obtenir une réforme donnant aux États

(1) Loi n° 96-589, *Journal officiel*, Paris, 3 juillet 1996.
(2) Chiffres fournis dans la loi de programmation.

APRÈS le fin de la guerre froide (1989), le changement radical du contexte stratégique international impliquait naturellement, pour toutes les puissances, un réexamen profond de leur politique de défense. Comme les autres, la France y a procédé.

Les orientations prises par l'ancien gouvernement de M. Alain Juppé ont remis en question l'ensemble des relations stratégiques et militaires de l'Hexagone avec ses partenaires de l'Alliance atlantique. Plus encore que son système de défense, toujours marqué par le concept de dissuasion nucléaire, ce sont les principes mêmes de la politique étrangère de la France et sa position sur la scène internationale qui sont en passe d'être révisés.

La loi de programmation 1997-2002 (1) traite, comme les précédentes, par le biais des programmes d'armement, les trois volets de la politique militaire française : la dissuasion nucléaire, les forces conventionnelles, les interventions extérieures. Tout comme dans le Livre blanc de 1994, on y retrouve l'affirmation qui est au cœur même de la stratégie nucléaire : l'arme atomique a pour but d'assurer la sécurité absolue des intérêts vitaux du pays contre tout agresseur, en menaçant ce dernier de destructions inacceptables pour lui. Ce concept garde sa valeur après le fin de la guerre froide puisqu'il s'applique, conformément à ce que son promoteur, le général de Gaulle, disait dès l'origine, à n'importe quel type d'agression, surgissant de n'importe où et n'importe quand.

Que cette dissuasion stratégique soit assurée maintenant par deux systèmes d'armes (sous-marins et aériens) au lieu de trois, après le démantèlement des missiles du plateau d'Albion, n'y

Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 juillet

1 ^{er} BURUNDI	Fête de l'indépendance
1 ^{er} CANADA	Fête nationale
1 ^{er} RWANDA	Fête de l'indépendance
3 BIELORUSSIE	Fête de l'indépendance
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépendance
5 CAR-VERT	Fête de l'indépendance
5 VENEZUELA	Fête de l'indépendance
6 COMORES	Fête de l'indépendance
6 MALAWI	Fête nationale
10 BAHAMAS	Fête de l'indépendance
11 MONGOLIE	Fête nationale
17 IRAK	Fête nationale
20 COLOMBIE	Fête nationale
21 BELGIQUE	Fête nationale
23 ÉGYPTÉ	Fête nationale
26 LIBERIA	Fête de l'indépendance
28 PÉROU	Fête de l'indépendance
30 VANUATU	Fête de l'indépendance

سكزا من الاجل

هكذا من الاجل

IX DES ÉTATS-UNIS
aux portes

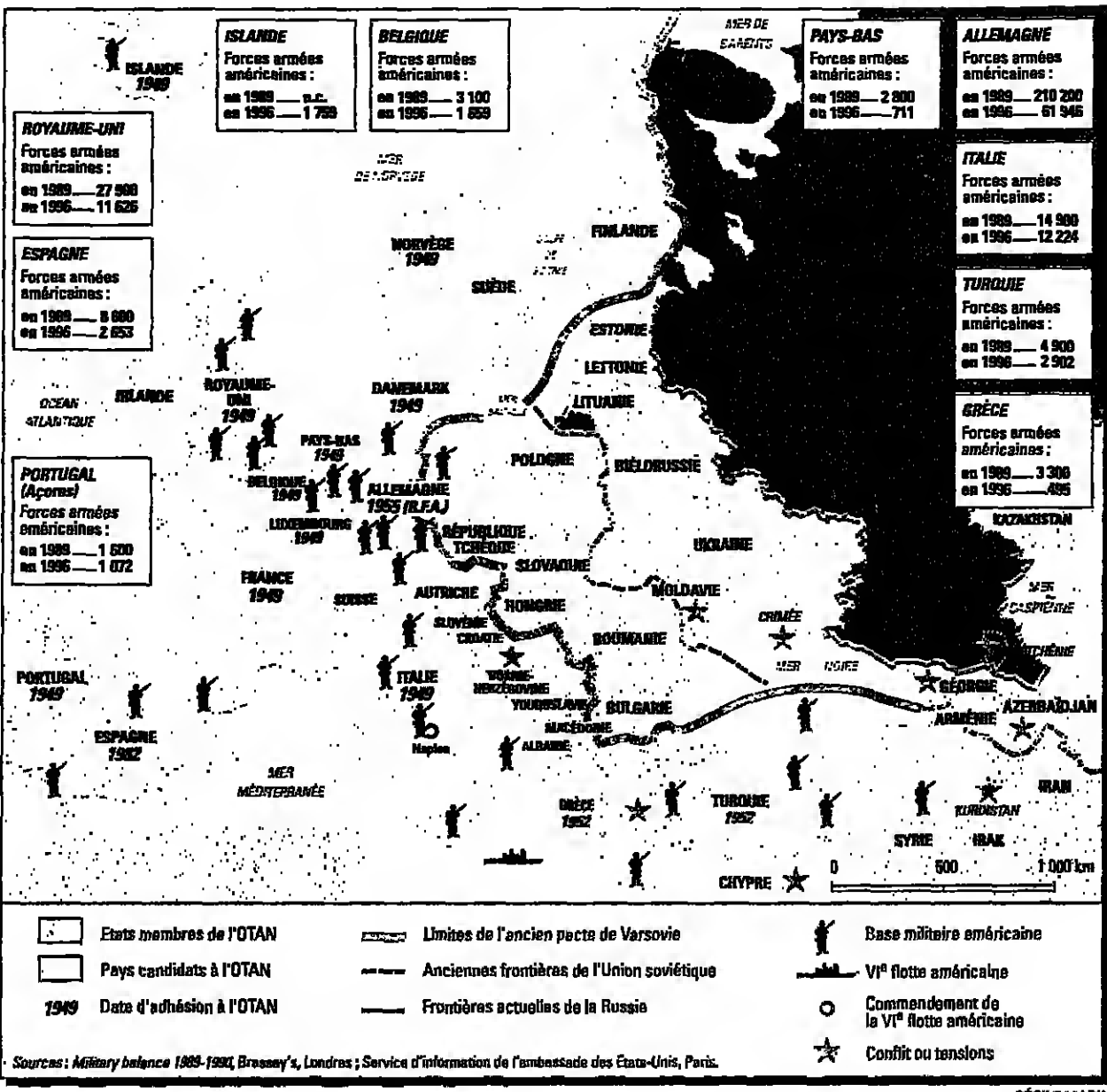
de l'ordre international

de l'ordre international

SUR LE VIEUX CONTINENT
de la Russie

à Washington : éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'est de l'Europe et, par conséquent, l'éventuelle formation d'une nouvelle zone d'influence russe.

logne français, M. Hervé de Charette, on a abouti aux accords signés à Paris le 27 mai dernier.



stable. Tel est le problème posé à propos des anciennes Républiques soviétiques de l'est de l'Europe (Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie). Que l'OTAN, forte du précédent créé par les adhésions polonaise, hongroise et tchèque, veuille un jour s'étendre, et c'est alors le destin de pays en partie peuplés de Russes et les intérêts majeurs de la Russie elle-même qui seraient en cause.

e une défense
européenne

d'Europe des responsabilités qu'il n'avaient jamais eues auparavant. Ce qui revenait à s'y intégrer davantage plutôt qu'à être plus indépendants. Quoi qu'il en soit, c'était un pari que le président Jacques Chirac a cru pouvoir gagner en épaulant sur l'évolution des esprits en Europe et, en particulier, en Allemagne (3). A tort.

liet Helmut Kohl soulignait d'ailleurs l'importance du futur système européen de défense dans son cadre idéologique, à la fois pour son inspiration, sa doctrine et ses modes d'emploi (4). On en trouve la confirmation à chaque paragraphe. Il y est question de « donner à la coopération franco-allemande une impulsion nouvelle dans une perspective européenne et atlantique ».

Le commandement sud de l'Alliance atlantique

D'AUSI considérables pas en avant, à la fois théoriques et pratiques, vers une intégration de la France dans l'organisation atlantique ont ensuite logiquement abouti aux décisions et démarches que l'on connaît : le retour de la France au conseil des ministres de la défense des pays de l'Alliance et au comité des plénis militaires ; à la demande officielle et publique de l'attribution à un Européen - successivement un Français, un Italien et un Espagnol - du commandement sud de l'OTAN.

C

TARIFS	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, jeunes, chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Vole normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Vole aérienne Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (hors Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc)	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
DOM	410 F	778 F
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	435 F	828 F

Bulletin d'abonnement

(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)

Oui, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique.

Je vous indique la durée d'abonnement choisie :

☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS)

Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

Je joins mon règlement de : _____ F. par :

☐ Mandat international en F.F. ☐ Carte bancaire

☐ Eurochèque libellé en F.F. ☐ Carte American Express

(les versements ne sont pas acceptés)

N° Carte bancaire : _____

N° carte A.E. : _____

Date de validité : _____

Signature obligatoire : _____

LE MONDE diplomatique

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde diplomatique, Service abonnements
24, avenue du Général-Lafayette - 92046 Châtigny Cedex France

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE

Comment le Zaïre

LES

N

Belleza aura vu de reco mule p tout au Pi dour le parvier souven un lieu il s'agit d'écouter Li sence c dans la Slaves guerre ment e est sou dans u poésie apparu nouvel de cet vagues O v Nedir relatio le chag Améri relis : I cru et lié gé propo Mémo forme amné du sié ottom du dé

QU'IL s'agisse de la formation de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), du déroulement de la guerre de sept mois, du sort réservé aux réfugiés ou de la constitution du nouveau gouvernement de Kinshasa, les grandes puissances extérieures au continent n'ont pu peser d'un poids décisif sur l'évolution de l'ancien Zaïre. L'arrivée au pouvoir de M. Laurent-Désiré Kabila et de ses hommes a été organisée et conduite par les Africains. Il reste au régime à répondre aux aspirations de la population comme aux vœux de ses alliés qui ont contribué à sa victoire.

Par COLETTE BRAECKMAN *

La manière dont le Zaïre a basculé pour devenir la République démocratique du Congo représente un séisme politique dont l'Afrique et le monde ont pas fini de mesurer les conséquences (1).

C'est le 18 octobre 1996, à Mernera, dans le Sud-Kivu, que furent jetées les bases de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL), à laquelle participaient quatre mouvements : le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) de M. Laurent-Désiré Kabila ; l'Alliance démocratique des peuples (ADP) de M. Déogratias Bugera, un Tutsi originaire du Massif ; le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ) de M. Masavu Ngingaba, un Bashi, l'une des principales ethnies du Sud-Kivu ; et le Conseil régional de résistance pour la démocratie de Kikasse Ngingu.

A l'époque, M. Laurent-Désiré Kabila n'avait pas de troupes, mais il pouvait faire état d'une longue et tenace opposition au régime du président Mobutu Sese Seko et d'un programme politique. Son parti, en effet, s'était maintenu dans un petit maquis dénommé Hewa Bora (autre terre), où il tentait d'appliquer des principes socialistes auprès des populations locales, les Babembes.

* Journaliste, Le Soir, Bruxelles. Auteur de *Terror africain*, Paris, 1996.

Lorsque, en octobre 1996, la guerre éclate dans le Sud-Kivu, les succès militaires rapides de l'Alliance étonnent tout le monde, et bien vite sont démenties les prévisions de ceux qui limitent le conflit au « nettoyage » des camps, à la sécurisation de la frontière avec l'Ouganda et, surtout, le Rwanda. Dès le départ, M. Kabila et les siens ne font pas mystère de leurs intentions : ils veulent conquérir Kinshasa par la voie des armes et chasser M. Mobutu. Si l'objectif est clair, la seule inconnue est le calendrier des opérations : à l'époque, nul n'imaginait que l'armée de M. Kabila sera capable de traverser à pied, d'est en ouest, un pays vaste comme l'Europe occidentale, et sera à même de défaire une armée bien équipée, qui est depuis trois décennies la colonne vertébrale du régime.

Plusieurs facteurs vont jouer en faveur de l'AFDL : tout d'abord l'extraordinaire préparation militaire du noyau dur de ses combattants, dont certains ont été intégrés depuis 1990 dans les rangs du Front patriotique rwandais, et dont les autres ont suivi une formation du même ordre : les hommes de cette infanterie sont capables de parcourir des distances moyennes de 60 kilomètres par jour, et quelquefois 100 kilomètres, si nécessaire. Le délabrement des infrastructures se retourne contre l'armée du président Mobutu, pratiquement incapable de se

déplacer : les routes n'existent plus, les avions manquent de carburant, les hélicoptères de combat achetés à grands frais ne sont pas dotés de cartes du pays.

La faiblesse de l'armée gouvernementale, la détermination des combattants « rebelles » soumis à une discipline de fer, expliquent certainement les succès militaires de l'AFDL. Mais d'autres facteurs sont plus déterminants encore : en réalité, le régime du président Mobutu est miné de l'intérieur, par l'usure et la corruption, mais aussi par le travail de sape mené durant sept années de transition par l'opposition intérieure, par les innombrables associations d'entraide, de solidarité, de prise de conscience politique qui, dans l'ombre, travaillaient la répression et préparaient les esprits au changement. C'est ce Zaïre-là, en pleine mue, qui salue comme des libérateurs les hommes de Kabila et qui lui ouvre les portes de chaque ville. Même à Kinshasa, le bain de sang fut évié en partie parce que l'opposition intérieure, en particulier les militants du Front patriotique, un petit parti de gauche adepte de la lutte armée, s'employèrent à guider les soldats de l'Alliance lors de leur entrée dans la ville. En outre, si l'armée de M. Mobutu n'a pas combattu, ce n'est pas uniquement par lâcheté ou par manque de motivation : c'est aussi parce que la plupart des militaires attendaient eux aussi le changement et ne se souciaient plus guère de défendre un régime discrédité qui omettait de leur verser leur solde.

C'est d'Angola que, en février dernier, plusieurs milliers d'« ex-gendarmes katangais » (des descendants d'opposants réfugiés en Angola depuis les années 60 et intégrés dans les Forces armées angolaises) rejoignent la lutte, mobilisés par la Kokot (communauté katangaise d'origine), dont M. Gaetan Kakindji, cousin de M. Kabila, était le président et par le CNRD de M. Emile Ilunga, un médecin katangais vivant en Belgique qui affirme avoir, depuis trois ans, réussi à constituer les « gendarmes katangais » en force politique et militaire. Compte tenu des réticences de Luanda, les « Katan-

gais » n'ouvrirent pas un second front sur la frontière angolaise, mais furent transportés, via la Tanzanie et le Rwanda, à Bukavu et à Kisangani, où leur intervention fit la différence.

L'appui angolais dont bénéficièrent les Katangais - qui combattirent longtemps aux côtés des Forces armées angolaises sous le commandement du général Josão de Matos - s'est traduit par l'usage d'un équipement plus performant (des organes de Staline, par exemple) et par une aide en matière de transports et de communication. Ce soutien logistique devait se révéler vital dans un pays aussi vaste que le Congo-Zaïre. Durant toute la durée de la guerre, qu'il s'agisse de la mise en échec du projet français de force internationale destinée à secourir les réfugiés, des exigences de négociations entre les protagonistes, on eut le sentiment que l'extraordinaire machine militaire qui traversait le pays se doublait d'une excellente coordination politique, où les avocats militaires précédaient - et déjouaient - à chaque fois des initiatives diplomatiques occidentales qui auraient pu diminuer l'ampleur de la victoire de l'Alliance. Ce sentiment devait cependant se nuancer à la veille de la prise de Kinshasa.

Avant la victoire, en effet, la réputation de l'AFDL avait été sciemment ternie par les informations sur le sort réservé aux réfugiés rwandais en fuite dans les forêts zaïroises : des informations de sources onusiennes et humanitaires (notamment l'accablant rapport publié le 20 mai 1997 par Médecins sans frontières) faisaient état du massacre systématique de larges groupes de réfugiés traqués dans la forêt et « découverts » par les soldats de l'Alliance. Ces derniers ne se contentaient pas de mettre hors combat militaires et militaires rwandais, qui avaient d'ailleurs été les seuls à leur opposer une réelle résistance, ils éliminaient également les civils, femmes et enfants épuisés, qui avaient accompagné l'exode de cette armée en déroute.

Avant la chute de Kinshasa, les déci-

sions strictes prises par l'AFDL dans les « territoires libérés » furent interprétées comme des mesures dictées par l'état de guerre et, la question des réfugiés mise à part, chacun se plut à souligner que cette guerre faisait en réalité un minimum de victimes, l'armée gouvernementale ne combattant pratiquement pas, sauf devant Lubumbashi et Kenge, aux portes de Kinshasa. En réalité, c'est dans la capitale que l'on attendait de juger l'Alliance sur le plan politique.

Alors que la « machine militaire » s'était révélée parfaitement rodée, que l'appui diplomatique africain (et américain) à l'Alliance s'était avéré sans faille, mettant en échec la diplomatie française, il devait apparaître à Kinshasa que la « machine politique » était, elle, loin d'être performante. Bien au contraire, aux ratés, aux maladroites s'ajoutait un sentiment d'improvisation qui contrastait cruellement avec la maîtrise de la campagne militaire.

C'est ainsi que M. Laurent-Désiré Kabila, dès la chute de Kinshasa, s'auto-proclama président de la République démocratique du Congo, que, devant des citoyens éberlés, les premiers responsables de l'AFDL assurèrent leur intention de « faire élire les députés du peuple par les paysans afin d'instituer une vraie démocratie à la base ». Le nouveau président et le gouvernement, balayant tous les textes juridiques existants, prêtèrent serment sur la base des statuts de l'AFDL, la presse publique fut décapitée (mais la presse privée de Kinshasa, extraordinairement libre et caustique, ne fut cependant pas inquiétée), les partis politiques furent suspendus et les manifestations interdites.

Avec un zèle qui rappelait la première mouture du régime Mobutu et sa quête de l'« authenticité », les maîtres du pays, à la stupefaction de la population, défendirent de « nouvelles valeurs » en s'attardant sur des sujets aussi futiles que l'interdiction (cependant démentie en haut lieu) de la

(1) Lire Erika M'Boholo, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

Sous le choc de la



REFUGIÉS DANS L'EST DU ZAÏRE (AVRIL 1997)

(Suite de la première page.)

Elle est marquée aussi par un glissement des axes géopolitiques vers l'est - Afrique centrale, orientale et de l'est, nouvelles frontières - et le sud - une Afrique australe pacifiée, si l'on excepte un rebondissement toujours possible en Angola. Un basculement d'influence s'effectue au profit des États « miniers » (Afrique du Sud, Congo-Zaïre, Namibie, Angola, Zambie) et de direction du monde culturel swahili, vers l'océan indien et l'Asie, au détriment des « pétroliers » (Gabon, Congo-Brazzaville, Cameroun, Nigeria) et de l'Afrique de l'Ouest (3).

Une Afrique incarnée par une nouvelle génération de dirigeants - éthiopiens, érythréens, ougandais, rwandais, congolais, sud-africains (4) - souvent légitimés par la lutte armée de libération contre une occupation étrangère ou contre des régimes bonnis. Mais pragmatiques, plus managers que prophètes, combinant souvent - non sans efficacité - économie libérale et parti unique (5). Ils se sentent plus naturellement proches de la culture et des réseaux d'affaires anglo-saxons, donc plus directement en prise avec la mondialisation.

Les dirigeants de ce « nouvel ordre » ont en commun une homogénéité de comportement, sinon de pensée. loin, par exemple, des clivages politico-linguistiques entretenus longtemps par les anciennes puissances coloniales. Certains - Ouganda, Rwanda, Angola et même Zambie - se sont essayés avec succès, à la faveur de la crise zaïroise, à une diplomatie secrète, y compris armée, pour retour-

ner le destin d'un des géants d'Afrique, englué depuis sept ans dans une transition politique bloquée, aux prises avec un dictateur devenu le symbole international d'une Afrique détestée ou méprisée. Pour ces équipes dirigeantes, le continent - loin de l'afrocentrisme occidental - est justement lancé dans une « renaissance ». L'expression a fait fureur lors du sommet de l'OUA, du 2 au 4 juin, à Harare (Zimbabwe) (7).

Après l'extermination au Rwanda, en 1994, de centaines de milliers de Tutsis, qui rejoignait les grands génocides du siècle - arménien, juif, cambodgien -, ce « retour au Congo », en mai 1997, aura fait figure de véritable révolution, à l'échelle de la région des Grands Lacs et de tout le continent.

L'effondrement du « système Mobutu » et l'« effet Kabila » auront des conséquences durables pour les ultimes alliés du maréchal, M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), qui avait pu utiliser durant plusieurs décennies le sud du Zaïre comme base arrière, et avait encore prélevé plusieurs centaines de ses combattants, ces derniers mois, pour tenter d'entraver l'avancée des hommes de l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo, au risque de mettre à mal sa fragile réconciliation avec le président angolais Eduardo Dos Santos, se retrouve plus isolé que jamais, et privé de sanctuaire (8). M. Daniel arap Moi, le chef de l'État kenyan, qui avait imprudemment accusé les protagonistes de la crise zaïroise d'être « plus intéressés par les richesses de ce pays que par son bien-être », s'est déjà fait traiter par M. Laurent-Désiré Kabila d'« autre Mobutu, usé par le pouvoir et le vol » (9). Le président du « petit » Congo, M. Pascal Lissouba, était également proche de

l'ex-maréchal : son pays, déstabilisé par l'afflux de réfugiés rwandais ou ex-zaïrois, est entré le 5 juin dernier dans une guerre civile comparable à celle qui avait déjà fait deux mille victimes à Brazzaville de septembre 1993 à février 1994. Les milices des trois candidats à l'élection présidentielle, prévue pour le 27 juillet, s'y combattent à l'arme lourde (10).

Il en a été de même pour le petit monde des chefs d'État de la mouvance francophone modérée - dont le président du Cameroun, M. Paul Biya, alors fantomatique président en exercice de l'OUA -, qui n'aurait rien pu faire pour aider à dénouer la crise, sinon se réunir tardivement - tel un syndicat de dinosaures épuisés -, autour du maréchal, à l'initiative du président du Gabon, M. Omar Bongo, pour parer une ultime et dérisoire manœuvre (11), aussitôt balayée par l'entrée dans Kinshasa des « petits hommes verts » de l'Alliance rebelle.

Cette impuissance des francophones a été à l'image de celle de leur « parain », la France, privée à la fois de politique et de parole crédibles durant toute cette crise dans la région des Grands Lacs. Le gouvernement français en était réduit à réclamer, dans le vide et sans relâche - de novembre 1996 jusqu'à l'entrée des rebelles dans la capitale, le 17 mai dernier -, une intervention militaire-humanitaire qu'il était seul à préconiser. Et il restait prisonnier d'une incompréhensible entêtement à se réclamer du maréchal, toujours qualifié d'« incontournable » quelques semaines avant sa fuite (12).

Dans le camp des vainqueurs, M. Laurent-Désiré Kabila, extraordinaire rescapé des maquis des premières heures de l'indépendance et irrésistible « tombeur » du régime zaïrois, grâce à une tactique particulièrement efficace - d'abord la destruction des camps de réfugiés rwandais de l'est, ensuite la prise de contrôle des mines du Sud et du Centre, puis l'entrée dans les principales villes. Mais surtout ses « mentors » militaires et politiques, les régimes ougandais, rwandais et sans doute burundais : les plans de guerre avaient été établis à Entebbe et à Kigali ; un encadrement aguerri avait été prêt à l'Alliance, ainsi que des armes, des munitions et des unités venues opérer directement, notamment dans les zones frontalières. Et aussi ses alliés militaires discrets (les gouvernements angolais et zambiens), ses protecteurs prestigieux (M. Nelson Mandela et l'ancien président tanzanien Julius Nyerere) ou lointains : les États-Unis auront multiplié les signes d'accompagnement, ouvert la voie à leurs compagnies minières, dissuadé le Maroc

de venir une fois de plus en aide à « l'ami » Mobutu, et réussi à éviter le déclenchement d'une opération militaire internationale susceptible d'entraver la marche forcée des combattants de l'Alliance.

Il y aura en un « prix à payer » pour l'appui rwandais omniprésent : la destruction des camps, la canalisation des réfugiés vers un retour forcé au pays, qui a donné lieu au spectaculaire exode de décembre 1996, ou la fuite éperdue dans les forêts de l'est et, pour certains, jusqu'aux frontières de Centrafrique et du Congo-Brazzaville, deux mille kilomètres plus loin. Avec, chaque fois, la possibilité laissée aux commandos spéciaux de l'Armée patriotique rwandaise - composée de Tutsis - de « régler la question humaine » par la vengeance étendue aux femmes, vieillards et enfants, avec l'assassinat de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, et la « disparition » d'une centaine de milliers d'autres.

« L'effet Kabila », l'auréole d'un guerrier-libérateur, a paru vieillir d'un coup bien des pouvoirs africains en un temps où l'ajustement économique imposé par le FMI et l'application mécanique des recettes de la démocratie à l'occidentale laissent peu de place à l'héroïsme. La réalité rwandaise, l'appel aux mines de Patrice Lumumba (13), l'unité maintenue d'un géant promis à la décomposition, s'accompagnent de filigrane d'une recomposition régionale. Dotés de potentialités naturelles et humaines considérables, les principaux pays d'Afrique centrale, orientale et australe ébauchent un « marché commun africain », qui appelle

de ses vœux - lors du sommet de l'OUA, à Harare - le président de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni, lorsqu'il invitait à effacer les frontières entre anglophones et francophones : « Le grand vide au milieu de l'Afrique vient d'être rempli. On peut construire des routes d'est en ouest, du nord au sud (14). »

Pour une grande partie des régimes de la « renaissance africaine », qui ont tenté, d'écarter la démocratie en tant qu'« idéologie occidentale », le pluralisme politique n'est pas en soi une valeur universelle : les élections - un luxe hors d'attente sans des conditions minimales de bien-être - ne sont pas le vecteur obligé de la représentation sociale et de la répartition du pouvoir ; et la « règle de la majorité » y est souvent remise en question.

L'un de leurs principaux chefs de file, M. Yoweri Museveni a soutenu l'interdiction des partis politiques au Congo, estimant qu'ils étaient « sectaires » et constitués sur des « bases tribales » - il est temps, selon lui, que l'Afrique sorte de ce stade « caractéristique des pays pré-industrialisés (15) ». Une conception reprise, avec plus de réserve, par l'ancien président Julius Nyerere : « Que nos amis occidentaux cessent de nous donner des leçons... Nous commencerons avec des élections relativement libres et des démocraties relativement libres (16). »

« Implosion », « perte de raison », « suicide » : la bataille rangée entre milices - « cobras » et « zoulous » - au Congo-Brazzaville, depuis le 5 juin der-

(3) Olivier Vallée, *Les Géomètres : l'économie politique du diamant africain*, Descartes de Brabant, Paris, 1997.

(4) On pense là surtout à M. Thabo Mbeki, vice-président sud-africain, probable successeur du président Nelson Mandela.

(5) Flora Lewis, *The International Herald Tribune*, Paris, 30 mai 1997.

(6) Basil Davidson, « Kabila, une chance pour l'Afrique », *Jeune Afrique*, 14 mai 1997.

(7) Les deux « vedettes » en étaient le président sud-africain au pouvoir, M. Nelson Mandela, et le nouveau président angolais, M. Eduardo Dos Santos.

(8) François Soudan, « Après Mobutu, Savimbi ? », *Jeune Afrique*, 11 juin 1997. Des combats ont opposé des forces de l'Unita et des soldats de l'armée d'État dans la province de Namibe, dans le sud-ouest, alors qu'à Lunda la toute récente coalition gouvernementale semblait fragile, avec un défilé de pupilles à l'Assemblée nationale, le 11 mai.

(9) Agence de presse du Kenya, 19 avril 1997.

(10) Les trois candidats sont M. Pascal Lissouba, président sortant, M. Bernard Kolélas, ministre de

Brazzaville, et M. Denis Sassou Nguesso, ex-chef de l'État. Ce dernier s'agit de faire partie du petit groupe d'anciens présidents « rouges » - des « revenants transfigurés », qui, tels le général Mathieu Kérékou, au Bénin, et l'ancien président de Madagascar, ont effectué un retour sur la scène politique dans un cadre institutionnel bouleversé et à la faveur d'une constitution démocratique.

(11) Il s'agit, en liaison avec Paris, de favoriser la réconciliation nationale d'une « troisième force », en remettant le pouvoir à l'ancien président du Parlement de transition, Mgr Moukoko, archevêque de Kinshasa.

(12) Ce propos du chef de la diplomatie française de l'époque, M. Hervé de Charette, tenu en mars 1997, a souvent été relevé par les observateurs critiques de la politique africaine de la France.

(13) Erika M'Boholo, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

(14) Agence France-Presse, dépêche de Kinshasa, 30 mai 1997.

(15) M. Yoweri Museveni a fait entendre par ailleurs, en Ouganda, la suspension des partis politiques.

(16) *Le Monde*, 21 mai 1997.

هكذا من الاجل

EN AFRIQUE **fut libéré**

tances. En effet, les partisans de M. Kabila, les lumbumbistes ayant vécu en exil, éprouvent un certain mépris à l'égard des travaux de la Conférence nationale, auxquels ils n'ont pas participé : ils considèrent que l'exercice a été manipulé par la dictature et que, de toute manière, l'ensemble de la classe politique s'est déconsidéré en collaborant, de près ou de loin, de gré ou de force, avec l'ancien président Mobutu.

Ces moqueries à envers le pouvoir à ignorer certains principes fondateurs, qui étaient issus d'un consensus général, comme la Charte nationale de l'éthique, qui trahit le profil idéal des futurs dirigeants du pays. Expriment le point de vue de nombreux groupes de base d'obédience chrétienne, un texte de l'Association des moralistes congolais devait souligner que « les frères et sœurs de l'AFDL ne doivent pas reprendre un travail de la CNS. Faire autrement, c'est mépriser tout un peuple et retarder l'avènement de la démocratie, dont les élections libres et transparentes constituent une des modalités les plus expressives et les plus objectives. Les bonnes idées ne s'imposent pas par le canon... » Cette exigence de Végalité à

suscité les premières manifestations d'hostilité à M. Kabila, plus profondément encore que l'appui populaire à M. Etienne Tshisekedi.

En effet, Etienne Tshisekedi, leader du premier parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ne fut pas seulement écarté du poste de premier ministre auquel il avait été élu par les députés à la Conférence nationale, il fut carrément mis à l'écart du jeu politique, malgré le soutien populaire que lui avaient vu ses longues années de captivité. M. Tshisekedi avait, il est vrai, été élu député de grande voix par le président Mobutu à Nice (sur le conseil et avec le soutien matériel de l'ambassadeur de France) ; il avait demandé à la population de prioriser la santé du dictateur, et finalement avait accepté d'être nommé premier ministre par lui, pour être démis de ses fonctions trois jours plus tard ! Autrement dit, pour un nombre croissant de personnes, ainsi que pour l'ensemble de l'histoire, Tshisekedi était le symbole de l'illimité. Tshisekedi, malgré son courage personnel, apparut finalement plus comme le revers de la médaille mobutiste que comme un réel recours.

encore plusieurs mois ou plusieurs années devant lui. Une autre explication serait le fait que M. Kabila et les siens, qui n'ont pas de troupes, et se sentent donc vulnérables, souhaitent fermer le jeu politique et éviter de prendre le moindre risque en s'envenant à la fureur des personnalités de l'opposition intérieure. D'anciens se demandant aussi si Kinshasa (et Lubumbashi, où se transporte volontiers la nouvelle équipe) n'est pas un théâtre d'ombres : des hommes revendiquent l'exercice du pouvoir, mais les véritables maîtres seraient ailleurs, du côté des militaires ou dans des capitales étrangères...

Pour pérenniser son pouvoir, M. Kabila devra élargir sa base, l'ajuster aux réalités intérieures, sinon il risque de manquer son principal objectif : la stabilisation du Congo. Car l'adhésion populaire conditionne le redressement économique. A défaut, des résistances risquent de surgir : les civils, plus que jamais, se réfugieront dans l'économie informelle, tandis que des armées, toujours nombreuses dans le pays, pourraient alimenter d'éventuelles oppositions...

que l'Alliance a dû payer au Rwanda pour son soutien militaire décisif.

Kigali désire également que les Tutsis Banyarumungu ou originaires du Rwanda, les plus persécutés, que leur nationalité ne soit plus remise en question et que le « prix du sang » versé par leurs fils signifie pour ce petit groupe ethnique une intégration harmonieuse dans l'ensemble congolais. L'Angola, pour sa part, attend que soient mis hors d'état les quelque 10 000 combattants de l'Armée qui, échappant aux pressions des États-Unis, combattent en Angola de recrutement dans l'armée congolaise. Ces soldats étaient cachés au Zaïre, où ils ont prêté main-forte aux troupes de M. Mobutu. Les troubles qui ont éclaté à Brazzaville représentent aussi une extension du changement intervenu à Kinshasa : l'ancien président Denis Sassou-Nguesso ne fait plus mystère de sa sympathie pour Kabila, tandis que le président s'assure à tousjours entretenu d'excellents rapports avec l'Unité de M. Jonas Savimbi.

Les autres pays de la région espèrent que la République démocratique du Congo deviendra un espace politique stable, où sera mise en œuvre ce que l'AFDL appelle une « économie sociale de marché ». Les pays d'Afrique australe, Afrique du Sud en tête, souhaitent vivement que se développe la complémentarité des économies, sous le signe du panafricanisme.

Au Congo, si la machine militaire a démontré qu'elle avait de bons coordinateurs, il est évident que la machine politique requiert des pilotes tout aussi expérimentés. A cet égard, l'AFDL doit encore faire ses preuves, alors que M. Laurent-Désiré Kabila demeure tributaire de tous ceux qui l'ont fait roi et qui l'ont fait roi par intérêt à décevoir.

COLETTE BRAECKMAN

(2) Lire Colene Brueckman, « L'impossible mutation du président Mobutu », et Didier Ntumbagi, « Le mal zaïrois », *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 1993 et novembre 1995.

Katangaïs contre « Rwandais »

BREF, malgré les déclarations de bonnes intentions (moraliser la vie politique, mettre fin à la corruption, relancer l'économie, payer les salaires des fonctionnaires), l'Alliance « a pas réussi son examen de passage sur le plan politique ». La mise à l'écart de M. Tshakumba est l'ange gardien d'un régime d'équilibristes sur lesquels le président Mobutu avait en jupon, pour le meilleur ou pour le pire : la puissante ethnie des Bahindes est désormais toute prête à basculer dans l'opposition. D'autres groupes encore se trouvent en situation délicate : les habitants du Kivu, qui ont longtemps décrié la nationalité zaïroise aux Tutsis établis dans leur province, contestent l'importance que prennent ces mêmes Tutsis, Banyamulenge et autres, dans l'entourage du régime. Ce

mécontentement est imprudemment
utilisé par les propos de M. Tshisekedi
lui-même, qui affirme : « *Mon frère
Kabila (est retenu en otage par) des gens
que je ne connais pas, des étrangers...* »
Une tension larvée oppose les Katan-
gais, qui se considèrent comme « fils du
pays », aux Tutsis, uniformément (et
non sans xénophobie) qualifiés de
« Rwandais », même s'ils sont d'origine
zaïroise.

Comment comprendre que l'Alliance n'ait pas aussi minutieusement balisé son implantation politique qu'elle avait préparé son opération militaire ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées : la première serait la rapidité de l'offensive, qui aurait pris de court un état-major politique estimant avoir

« révolution congolaise »

nier, sur fond d'éthnies et de pétrole, et s'élèvent à un verdict électoral auquel aucun des deux principaux champions ne paraissait vouloir se soumettre dans un pays où « la conscience nationale s'est atomisée en régions, tribus et fratries » (17) », a constitué un autre choc. Elle touche à nouveau au cœur le système franco-africain, axé depuis quelques années sur les « transitions démocratiques », les « démocraties de développement démocratiques ». Cet embrassement de Brazzaville, de la « France libre », avec sa tournure antifranaïse — venant après des maternités à répétition en Centrafrique et des contestations électorales au Mali ou en Niger — risque de marquer symboliquement l'échec de la « démocratie » impériale, le prétexte de ce qu'on appelle depuis les indépendances le « développement ».

Crise de confiance

C'EST aussi une crise de confiance, après l'abandon à leur sort de régimes amis, la dévaluation « historique », en janvier 1994, du franc CFA, et l'abandon du « fardeau de l'homme blanc » aux experts des institutions de Bretton Woods. Et la paralysie, ces dernières années, d'un réseau de forces et de bases militaires unique en son genre, qui passait pour expert dans l'art de « régler les problèmes », d'*"être les feux de brousse"*, et surtout de dissuader les velléités de désordres dans les pays du camp, mais sans n'avoir plus d'autre mission intelligible que de «*évacuer de Hong Kong*» (18).

Les socialistes français souhaitent faire évoluer une politique africaine sinistrée, un système de relations « qui a des relents de colonialisme », selon le nouveau secrétaire d'Etat à la coopération (19), qui « c'est plus en mesure d'autopurifier les crises et de contribuer à les régler et d'assurer à la France une crédibilité suffisante auprès des nouvelles puissances du continent — l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Nigeria, un jour la République démocratique du Congo.

Devant partager ce domaine avec un président de droite, dans le cadre de la « cohabitation », les socialistes français ont déjà dû renoncer, par exemple, à intégrer le ministère de la coopération à celui des affaires étrangères : une de leurs vieilles revendications, qui avait donné un signal fort de « banalisation » des relations franco-africaines. Mais « le contenu de la

« Effacement », « isolement », « abandon », « désastre », « fiasco », cette « faille », de la France en Afrique — selon les titres en vogue ces derniers mois dans la presse — est le fruit de cooptions géopolitiques vétustes, ancrées sur une défense directe des intérêts pétroliers, l'endiguement de l'islam, voire de la « poussée anglo-saxonne », plume à l'ancienne. La contradiction est devenue intenable entre les fondements d'une politique présentée comme universaliste et généreuse et les entraves mises à la circulation et aux échanges (vies, expulsions d'Africains par charters, etc.). On l'immobilisation d'un « dispositif militaire échangé depuis des décennies » et la « dégradation d'un statut longtemps écartelé entre de multiples centres de décision, parfois privés, souvent secrets, toujours concurrents ».

main au pied de l'autel: ils ont reculé sans oser commettre le sacrifice », écrit Jeune Afrique: « Pourquoi toucher au symbole et faire peur aux derniers fidèles africains qui croient encore, ou font semblant de croire, que la France les protège (20) ? »

Les nouveaux dirigeants français espèrent cependant sortir la politique africaine du « domaine réservé » où elle était confinée depuis les débuts de la V^e République.

Prétendus faits, ces derniers nous ont montré que l'absence d'une « *pois africain* » conduisait à prendre corps : les interventions de pays « amis » pour faciliter le changement de régime dans l'ex-Zaire, la tentative de l'armée nigérienne – sous les couleurs de l'Ecomog, la force ouest-africaine d'interposition – pour ramener un régime civil en Sierra Leone, la mise en place après les élections en Centrafrique d'une Mission d'application des accords de Bangui (Missab), ou les premières manœuvres communes des pays d'Afrique australe, en avril dernier, au Zimbabwe, dont le but était de prouver l'apogée des Africains à monter des opérations de maintien de la paix sans le secours des Occidentaux. Parallèlement, à Paris, Washington et Londres ont été lancés, sans divergences ou conclusions, d'ailleurs, le 23 mai, un accord sur le soutien à quelques pays africains « *volontaires et capables de fournir un bataillon (2)* ».

La concurrence entre la France et les Etats-Unis sur le continent noir - autre donnée géopolitique nouvelle, après des

décennies de complémentarité durant la confrontation Est-Ouest, lorsque Washington laissait à Paris le soin d'être le « geodarme de l'Afrique » (22) — incite la capitale française à imaginer de nouvelles formes de partenariat, au point que ne se perpétue pas la situation paradoxale évoquée par le secrétaire d'Etat français à la coopération, M. Charles Josselin : « La France apporte l'essentiel de l'aide, et ce sont les Etats-Unis qui récupèrent les retombées économiques » (23). »

L'ancien secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, au cours de sa première tournée en Afrique, en octobre 1986, avait déclaré : « Les Américains ont été choqués le lobby « africainiste », en déclarant « *révolue l'époque où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influence* ». Mais chacun reconnaît qu'il n'y a plus de « chasses gardées » : « Objectivement, ils ont raison, affirme l'ancien ministre de la coopération, M. Jacques Godfrin, qui avait vivement polémiqué avec le chef de la diplomatie américaine, A. *parlementaire* : « Les Américains ont prôné l'ouverture de l'Afrique, où nous tendons à la zone franc des crédits du FMI et de la Banque mondiale, il faut s'entendre qu'il en soit ainsi (24). »

On s'étonne cependant de la facilité avec laquelle la diplomatie américaine a pu « ramasser les morceaux » en Afrique, et soutenir sans complexe un « révolutionnaire » comme M. Laurent-Désiré Kabila, au lieu d'un de ses anciens cobains de l'Occident, le président Mobutu Sese Seko, « invention » de la CIA, même si, comme l'indiquait crûment en avril dernier le porte-parole du département d'Etat, « la raison d'être de son amitié avec lui a pris fin avec la guerre froide ».

Il est vrai que ces dernières années, en

**CHRIK LEYDL - « Troisième République » (1991)**

«choissant» aussi les ex-généralissimes Zenawi en Ethiopie, Museveni en Ouganda, ou Afeworki en Erythrée, Washington a surtout paru poursuivre son unique grand dessein géopolitique africain : l'isolement et si possible la déstabilisation du Soudan islamiste, en agissant sur l'ensemble de ses voisins, fût-ce au risque d'un embrasement général de la partie orientale du continent (25).

Pour le reste, vu de Washington, l'essentiel réside dans l'ouverture des marchés, encore largement inexploités grâce à l'habituel arsenal de lois, plans, forums, préférences douanières, accords de libre-échange. Une conférence sur l'Afrique, organisée par le lobby afro-

(17) Stephen Smith, « L'implosion prévisible d'un peuple à la dérive », *Libération*, 9 juin 1997.

(18) Inger Osterdal, *La France dans l'Afrique de l'après-guerre froide : interventions et justifications*, Nordic Africa Institute, Uppsala, 1997. La protection des ressortissants français à longueurs servit de prétexte à des interventions plus idéologiques, ainsi que le démontre cette étude d'une dizaine d'opérations au Gabon, au Togo, au Zaïre et au Rwanda.

(19) France-Inter, 11 juin 1997.

(20) Philippe Galliard, « Le coupé est toujours debout », *Jeune Afrique*, 11 juin 1997.

américain au nom des « liens étroits » avec le continent, a précédé de quelques jours le sommet industrialisé du G 8, à Denver (Colorado), du 20 au 22 juillet, lors duquel le président Clinton a tenu pour la première fois une « initiative pour l'Afrique ». Et chaque année, désormais, un sommet afro-américain « célèbre, en parallèle avec la grande-messe politique du sommet annuel franco-africain, les vertus du « retour » des hommes d'affaires américains sur la terre de leurs ancêtres, même si - pour l'instant - ces échanges ne représentent que 1 % de l'ensemble du commerce extérieur américain.

PHILIPPE LEYMARIE

(21) *Libération*, 6 juin 1997.
(22) Michèle Marienkov, « France et États-Unis en Afrique », *Le Monde*, 11 juin 1997.
(23) Entretien au *Monde*, 14 juin 1997. En pourcentage de son produit national, la France dépense encore en aides diverses pour l'Afrique dix fois plus que les États-Unis.
(24) Entretien à *Politique internationale*, n° 75, Paris, été 1997.
(25) Jean-François Bayart, *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1997.

PAUVRETÉ, COUTUME ET SANTÉ

Secrète infirmité des femmes africaines

LES

POUR les femmes des pays pauvres qui n'ont pas accès à une aide médicale qualifiée, l'accouchement reste une épreuve incertaine : elles peuvent y laisser leur vie ou en sortir handicapées. Deux millions d'entre elles souffrent de fistules obstétricales, un mal jadis universel devenu une infirmité de pauvre, qui continue de toucher le continent africain, mais aussi tous les pays fragilisés par des conflits armés.

Par JOËLLE STOLZ et PHILIPPE LE FAURE *

N

Balkans

aura vu de

recom

mule au

tour au

Pr

dont le

parvien

souvern

un lieu

Il s'agit

d'accéder

Li

sence o

dans la

Slaves

guerre

ment e

est sou

dans u

poésie

appara

nouvel

de cer

vages

O

Nédr

relatio

le chap

Aratu

relles

I

cu et

lité gé

prop

Même

forme

amène

du sù

onnes

du de

Suwaiba est étendue sur le table d'opération. Elle a quatorze ans. Elle ne sent rien grâce à une anesthésie péridurale. Trois médecins sont en train de mesurer l'étendue du désastre et s'apprêtent à l'opérer : vagin détruit, sphincter en lambeaux et une double fistule, cet orifice qui s'est ouvert à la suite d'un accouchement trop difficile, et par où s'écoulent, sans que la jeune fille y puisse quoi que ce soit, urine et excréments.

Au nord du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, l'infirmité de Suwaiba est à la fois terrible et banale. Dehors, dans les paños écarlates de soleil de l'hôpital de Kano, des dizaines de femmes attendent elles aussi, enveloppées dans leurs voiles colorés, l'opération qui leur rendra leur dignité. Le long de leurs jambes, signature de leur malheur, un mince filet d'urine se perd dans la poussière.

Comme elles, Suwaiba n'a pas eu de chance. Mariée avant même ses premières règles, comme la grande majorité des petites paysannes haoussa-foulaniennes, elle a suivi la coutume en retournant accoucher de son premier enfant dans la maison de ses parents. Un usage immémorial qui s'explique peut-être, pensent les médecins, par la fréquence élevée de la mortalité maternelle lors du premier accouchement. Mais le bétail de Suwaiba était encore trop étroit pour laisser passer la tête du bébé. Pendant trois jours elle a souffert le martyre, en étouffant ses cris comme l'exige la pudeur haoussa. Lorsque sa mère s'est aperçue que quelque chose n'allait pas, il était trop tard pour se rendre à l'hôpital : il faut un minimum de 24 heures, dans le nord du Nigeria, pour organiser une intervention chirurgicale aussi complexe et coûteuse qu'une césarienne.

Suwaiba ne pouvait compter que sur la sage-femme traditionnelle, la *ungu-uma*. Pas plus que les matrones d'autrefois en Europe, cette dernière n'a pu résister à la tentation de tirer de toutes ses forces sur ce qu'elle pouvait agripper du corps de l'enfant, en multipliant au passage la jeune fille. Le bébé, une fille, était mort, et sa trop jeune mère ne valait guère mieux.

Celle-ci connaissait d'avance le verdict de son mari : la répudiation. Pour la culture musulmane, qui prescrit aux croyants une toilette méticuleuse avant

* Respectivement, journaliste et réalisateur de télévision.

d'accomplir leurs devoirs religieux, ces femmes sont en état d'impureté permanente et leur propre entourage familial les rejette.

Les plus âgées survivent grâce à la mendicité ou à de modestes travaux, les plus jeunes se livrent souvent à la prostitution. Comme tant d'autres, Suwaiba aurait pu trouver refuge dans l'une des *gidajen mata* (« maisons de femmes » en langue haoussa, parfois aussi appelées de façon méprisante *gidajen pisari* ou « maisons de l'urine ») qui accueillent dans les grandes villes musulmanes du Nord les milliers de divorcées dévouées courtisanes par nécessité (1). Dans ces pauvres lieux de plaisir, des chiffons, sans cesse lavés et relavés pour éloigner l'odeur persistante, sèchent sur les fils tendus en travers de la cour.

Mais Suwaiba a vite entendu parler, grâce à un programme diffusé à la radio nigérienne, du « grand docteur » qui est devenu une sorte de légende dans les savanes du Nord : Kees Waaldijk. Ce chirurgien hollandais a découvert le problème des fistules vésico-vaginales (2) en venant à Katsina, en 1983, soigner des lépreux : un grand nombre de ses patientes présentaient cette infirmité d'un autre âge, aussi vieille sans doute que l'humanité et qui, comme la lèpre, est synonyme d'exclusion.

Car la fistule obstétricale a frappé des femmes de tous les pays et de toutes les classes sociales. On en a retrouvé les traces sur la momie de la princesse égyptienne Hehenit, morte en couches il y a près de quatre mille ans. On sait en outre que la cour de Louis XIV se souvenait de l'« incommodité d'alcôve » dont souffrait la jeune favorite Louise de La Vallière. Cette pathologie était par ailleurs si répandue dans l'Amérique des pionniers



LE MARCHÉ DE HARAR (ETHIOPIE), AVRIL 1996.

que l'on a dû ouvrir à New York dans les années 1840 un hôpital spécialisé, grâce à la procédure chirurgicale inventée par un médecin de l'Alabama.

Depuis la « révolution médicale » du XIX^e siècle, la fistule a disparu du monde développé. « De nos jours, lorsqu'un accouchement se prolonge au-delà de la durée normale, on pratique une césarienne », rappelle le docteur Waaldijk. Mais au fond de la brousse, la femme meurt et dans 90 % des cas l'enfant aussi. On estime que deux femmes pour mille qui ont survécu auront une fistule, parce que la pression exercée par la tête du fœtus a perturbé la circulation sanguine et provoqué en un point plus fragile une nécrose des tissus. Souvent aussi le nerf périal a été abîmé et les malheureuses boîtent, parfois pour le reste de leur vie.

néfaste de sectes évangélistes qui découragent les femmes d'accoucher à l'hôpital. « Pour mieux asseoir leur pouvoir, les pasteurs leur disent : Dieu est dans l'église, pas à l'hôpital. Ils épuisent les femmes enceintes par des jeûnes et des veilles de prières », raconte le docteur Ann Ward, une religieuse irlandaise qui dirige à Uyo, dans le sud-est du Nigeria, un centre de traitement et de réhabilitation des victimes de fistules (3).

Les difficultés de transport et l'indifférence masculine font le reste. Les dossiers du docteur Ward et de ses confrères abondent en exemples navrants : parturientes dont la mère supplie en vain les rares hommes motorisés du village d'aller chercher du secours ; mourante amenée à l'hôpital couchée sur une planche en travers d'un scooter, un bras de l'enfant déjà en décomposition sortant du ventre ; mères qui refusent catégoriquement de donner leur sang pour sauver leur épouse d'une hémorragie fatale.

De réels efforts ont été accomplis depuis dix ans pour briser ce cercle tragique, grâce à l'engagement d'un nombre croissant de médecins et d'une militante féministe de Kano, M^{me} Amina Sambo, aujourd'hui présidente de l'Union des femmes nigériennes. Des

programmes de radio en langues locales, des documentaires de télévision et des articles de journaux ont révélé à un large public la souffrance cachée de milliers de femmes qui affluent vers les centres de soins (lire encadré ci-dessous).

Alors que, comme dans d'autres pays touchés par la misère ou par la guerre, la croissance démographique multiplie inexorablement le nombre de ces femmes parias, cette médecine de pauvres intéresse trop peu de spécialistes, et ceux qui sont formés ne suffisent pas à la tâche.

(1) Une étude menée au début des années 70 décomptait 123 « maisons de femmes » dans la seule ville de Katsina, pourtant connue pour son traditionnalisme rigide.

(2) La fistule vésico-vaginale, ou FVV (en anglais VVF), est plus répandue que la fistule recto-vaginale, ou FRV.

(3) Le Nigeria enregistre 1 000 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (une moyenne supérieure au reste de l'Afrique subsaharienne), contre 1 800 en Sierra Leone, 1 700 en Afghanistan, 15 en France et 7 en Norvège. Dans le Nord, un quart seulement des femmes accouchent sous la surveillance d'un personnel qualifié.

(4) Lire Olivier Albert : *Women and Urban Violence in Kano*, publié en 1996 par l'Institut français de recherches en Afrique (IFRA) d'Ibadan.

(5) Les principaux centres sont à Kano, Ibadan, Uyo et surtout Katsina, où l'hôpital Babbar Raga consacre 200 lits au traitement des fistules.

Deux millions de cas dans le monde

EN revanche, une intervention chirurgicale permet de reconstruire le paroi lésée de l'urètre, en utilisant notamment par voie sous-cutanée un muscle de l'intérieur des cuisses. Cette technique, développée en Ethiopie par un couple de médecins qui ont consacré leur vie à ces femmes, Reginald et Catherine Hamlin, a été reprise avec succès au Nigeria. Lorsque le chirurgien a suffisamment d'expérience, le taux de réussite complète est supérieur à 80 % :

à nouveau continent, la femme se réinsère dans la société, le plus souvent en se remariant.

Combien sont-elles dans le monde ? Deux millions, affirment les spécialistes. La majorité, en tout cas, se trouve en Afrique – en Sierra Leone, en Mauritanie, au Niger et au Mali, en Tanzanie, en Ethiopie, en Somalie, au Soudan (où cette infirmité pousse souvent les femmes à se suicider). Mais aussi en Haïti, en Inde, au Pakistan ou au Bangladesh. On voit réapparaître ou augmenter les cas de fistule obstétricale partout où des conflits armés entraînent des déplacements de populations et perturbent le fonctionnement de structures sanitaires déjà fragiles. En Afghanistan, les décrets rétrogrades édictés par le nouveau régime islamiste des talibans vont encore aggraver la situation en limitant l'accès des femmes aux services de chirurgie.

A lui seul, le Nigeria (100 millions d'habitants) concentrerait 200 000 cas, dont 70 % dans le Nord. Selon le professeur Bandipo, directeur médical du CHU de Zaria, « il n'est pas d'autre pays d'Afrique où ce problème de santé publique soit aussi important : une femme sur 25 au Nigeria meurt de complications liées à la grossesse, soit 400 fois plus que dans les pays développés. Pour chaque mort maternelle, 15 à 20 autres femmes survivent avec des handicaps divers ». La stagnation, et trop souvent le délabrement accéléré des structures de santé publique, après les efforts considérables consentis par l'Etat dans les années 70-80, expliquent ces chiffres qui s'accroissent mal avec les confortables revenus pétroliers du « géant de l'Afrique » (3).

S'y ajoutent des facteurs culturels difficiles à maîtriser. Dans les vastes savanes du Nord à majorité musulmane, la tradition du mariage précoce reste vivace. Même en milieu urbain, les parents ont tendance à marier leurs filles très jeunes, comme un moyen de garantir l'honneur familial dans un environnement marqué par la violence des rapports sociaux (4). Enfin la coutume du *yankar gishiri* (la « coupe du sel »), une incision pratiquée au rasoir sur la jeune épouse lorsque la « route du mariage » s'avère trop étroite, risque souvent d'endommager la vessie.

Dans le Sud, majoritairement chrétien, il faut compter avec l'influence

Une chirurgie indispensable

« LES fistules obstétricales sont comparables à la lèpre, car elles entraînent également l'exclusion des malades, affirme le docteur Ludovic Falandry, un chirurgien français qui dirige le service d'urologie à l'hôpital de Niamey, la capitale du Niger. Mais, alors qu'on peut soigner la lèpre en administrant des médicaments, il faut, pour guérir les fistules, passer par une opération chirurgicale, donc former des spécialistes et disposer d'infrastructures médicales : cela coûte forcément plus cher ».

Médecin militaire, le docteur Falandry a découvert l'ampleur du problème des fistules dans l'Afrique sahélienne en venant travailler, il y a une vingtaine d'années, au Tchad et au Burkina Faso. Depuis, il n'a cessé de combattre ce fléau caché avec les moyens dont il disposait, « en autodidacte », précise-t-il, et au prix de multiples tâtonnements avant d'acquiescer l'expérience suffisante. Il réserve vingt-cinq lits de son service aux patientes victimes de fistules et peut héberger en permanence, grâce à une aide financière du ministère français de la coopération et de la Fondation Raoul-Follereau (spécialisée dans la lutte contre la lèpre), une cinquantaine de ces femmes dans l'hôpital, où elles suivent un programme de réhabilitation.

Il parvient à opérer environ deux cents d'entre elles chaque année. « C'est trop peu, déplore-t-il, parce que je suis presque seul et que je dois me consacrer aussi aux autres malades. Pour trois cents femmes opérées, deux cents repartent dans la nature parce qu'elles sont fatiguées d'attendre. Et il en arrive sans cesse de nouvelles... »

Le nombre des victimes de fistules au Niger serait de dix mille à quinze mille, sur 8 millions d'habitants. « Mais il y en a aussi beaucoup en Mauritanie, au Tchad, au Mali, où l'organisation Médecins du monde a établi une antenne spécialisée, à Mopti. » C'est pourquoi le docteur Falandry regrette que l'Afrique francophone n'ait pas réussi à se doter, faute de volonté collective et d'appuis financiers, d'un « centre de référence » pour le traitement de cette infirmité. Un centre comparable à celui de Katsina, dans le nord du Nigeria (qui compte deux cents lits), et qui permettrait de former des médecins, donc de multiplier les opérations : « Les pays anglophones avancent dans ce domaine, remarque-t-il, et nous, nous ne progressons pas. »

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Le site du *Monde diplomatique*, qui permet la consultation de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, est devenu une référence. Il propose également des débats, une liste de colloques ainsi qu'un éventail de revues. Des dossiers thématiques offrent une sélection d'articles et de sites, effichent notre manière de voir l'actualité. Ces dossiers, ainsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Notre adresse :

http://www.monde-diplomatique.fr/

Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national de l'audiovisuel, notre site est également accessible par Minitel :

3616 ALTERN*DIPO (1,29 F/min).

magazine littéraire

N° 356 - Juillet-Août 1997

NUMÉRO DOUBLE

DOSSIER :

L'ENFER

Homère. Virgile. Dante. Pascal. Bossuet. Sade. Blake. Novalis. Goethe. Maturin. Flaubert. Barbey d'Aurevilly. Rimbaud. Huysmans. Mirbeau. Dostoïevski. Strindberg. Barbusse. Bernanos. Thomas Mann. Chalamov. Sartre. Genet. Julien Green. Un entretien avec Jean Delumeau

ENTRETIENS :

T.C. Boyle. Antonio Tabucchi

Chez votre marchand de journaux : 42 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Montaigne |
| <input type="checkbox"/> Littératures allemandes | <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Althusser |
| <input type="checkbox"/> Collette | <input type="checkbox"/> Les Ennemis de la Belle | <input type="checkbox"/> André Gide |
| <input type="checkbox"/> Les Frères Goncourt | <input type="checkbox"/> Époque | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Karl |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Jean de Maupassant |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Hegel | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes |
| <input type="checkbox"/> Barthes | <input type="checkbox"/> 1432, l'invention d'une culture | <input type="checkbox"/> Jean Genet |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Roland Barthes |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> L'Age du Baroque | <input type="checkbox"/> Georges Perec |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Chagrins d'amour | <input type="checkbox"/> Céline, Voyage au bout de la nuit |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Latrines | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | |

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.43.44.14.51

سكز من الالهل

حکومتی اہل

SUR FOND D'IMPASSE AU PROCHE-ORIENT

Retour à Nasser des intellectuels égyptiens

VIOLENCES à Gaza et en Cisjordanie, impasses dans les négociations israélo-palestiniennes, l'immobilisme au Proche-Orient exaspère les dirigeants égyptiens, qui souhaitent renforcer le rôle régional de leur pays. Le président Hosni Moubarak laisse un vaste espace aux intellectuels, souvent nostalgiques de la période nassérienne, et dont le discours à l'égard des négociations de paix est extrêmement critique. Écrivains, journalistes, artistes se mobilisent, à la fois pour la défense de leurs droits professionnels, pour la liberté d'expression et contre la normalisation culturelle avec Israël.

Par RICHARD JACQUEMOND *

Alors que chaque scrutin (élections législatives de novembre 1995, élections locales d'avril 1997) confirme la fermeture du jeu politique et que le gouvernement de M. Kamal El Ganzouri (qui a succédé en janvier 1996 à M. Atef Sedqi) renforce l'orientation économique néolibérale prise à la suite de la guerre du Golfe (1), la scène culturelle et intellectuelle égyptienne est le lieu de débats intenses. Sous la tutelle de l'Etat s'expriment des idéologies diverses, parfois fort éloignées des choix politiques et économiques officiels. Double paradoxe : alors que les catéchismes et les intellectuels jouissent d'une liberté d'expression sans précédent depuis 1952, on ne parle que de censure ; et, alors que l'alliance stratégique entre l'Égypte et les États-Unis est plus solide que jamais et que Le Caire maintient son engagement en faveur du « processus de paix », le pouvoir laisse libre cours à un discours nationaliste très critique à l'égard de la « paix américaine ».

Pour expliquer ce double paradoxe, il faut d'abord définir ce que l'on appelle en Égypte la « démocratie de papier ». Si l'opposition politique est plus que jamais tenue à l'écart de toute responsabilité, elle n'est jouit pas moins d'une très grande liberté de critique à travers les organes de presse que chaque parti est autorisé à publier. Mieux, les journalistes, toutes tendances confondues, ont récemment fait preuve d'une combativité remarquable pour défendre leurs droits professionnels, obtenant au terme de douze mois de mobilisation le réexamen d'une loi qui, sous couvert de lutter contre la diffamation, menaçait leurs libertés. Parallèlement toutefois, pour la première fois depuis la nationalisation de la presse en 1961, 500 quotidiens et périodiques nationaux ou régionaux, plus ou moins indépendants des partis politiques (2).

Ainsi, l'hebdomadaire *Al Dostour*, lancé en 1996 par des notables proches du parti Wafd (opposition libérale) et animé par une équipe de jeunes journalistes, a su très vite fidéliser un important lectorat (il annonce une diffusion moyenne d'environ 100 000 exemplaires) en imposant un ton nouveau, libre mélange de sensationnalisme, de critique tous azimuts et de nationalisme intransigeant. Imprimé au Caire et diffusé quasi exclusivement en Égypte, *Al Dostour* est édité par une société sise à Chypre, une localisation qui permet de parer aux contraintes imposées par la loi sur la presse. L'autre procédé pour contourner la censure, abondamment utilisé par l'avant-garde littéraire, consiste à faire paraître une revue à intervalles irréguliers, ce qui permet de la présenter comme « livre non périodique ».

Mais, autre paradoxe, la vitalité et l'ouverture du débat intellectuel, même d'abord au fait que le régime, rompant avec le monolithisme des années Sadate et renouant avec une certaine pratique nassérienne, laisse se développer au sein même de ses appareils culturels et médiatiques l'expression de tendances et d'opinions fort diverses. Au fil des dix dernières années, toute l'intelligentsia de gauche et laïque mise à l'écart durant les années de la « contre-révolution » (présidence d'Anwar El Sadate, 1971-1981) a opéré un retour remarqué et, surtout, a donné au régime les moyens de reprendre l'initiative idéologique face à l'opposition islamiste en diffusant, à longueur d'éditions, essais, émissions et feuilletons télévisés (3), ce qui tient désormais lieu d'idéologie officielle, le *samawi* (traduction arabe de l'anglais enlightenment, ces nouvelles « lumières » consistent pour l'essentiel dans l'exaltation des maîtres et des valeurs de la *nahda* (renaissance) arabe : patriotisme et tolérance, foi et rationalisme, liberté et réformisme...)

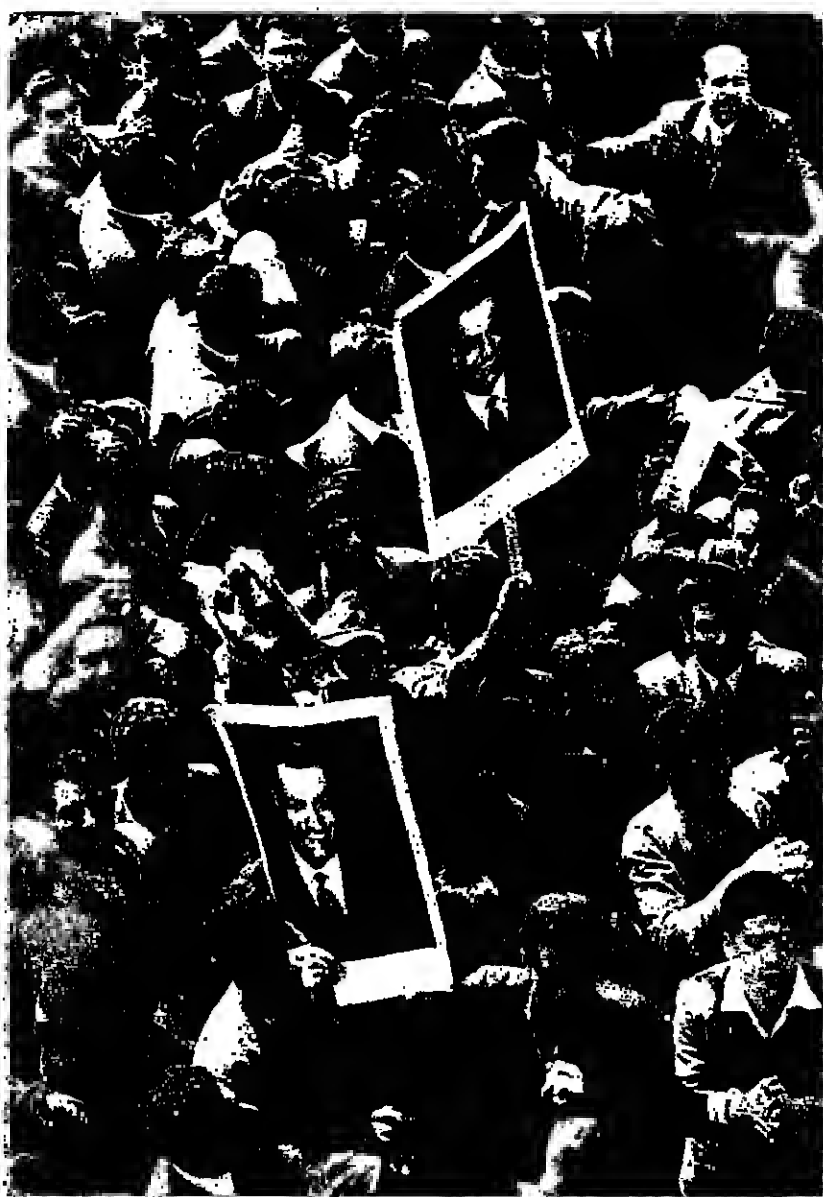
D'où cet autre paradoxe : au moment où, sur le plan économique, l'Etat se range au néolibéralisme imposé par les bailleurs de fonds occidentaux, il ressuscite, pour « vendre » ce modèle à la société, des politiques culturelles et

médiatiques héritées des années Nasser. Ainsi, dans le secteur du livre, a-t-on vu des projets éditoriaux tout à fait comparables à ceux des années 60, lorsqu'on inondait le marché d'opuscules politiques ou idéologiques vendus à des prix dérisoires, qui néanmoins retournaient s'entasser dans les entrepôts des éditions nationalisées.

Par exemple, depuis 1993, l'éditeur d'Etat General Egyptian Book Organization (GEBO) édite ou réédite chaque année, dans le cadre de vastes opérations éditoriales baptisées « La lecture pour tous » et patronnées par l'épouse du président Hosni Moubarak, des centaines d'ouvrages où l'on trouve aussi bien des rééditions des classiques des maîtres des « lumières » égyptiennes (Tahtawi, Taha Hussein, Ali Abderrazik...) que des essais de circonstance (*Lumières contre obscurantisme, Terrorisme et extrémisme...*) ou des auteurs de l'avant-garde littéraire contemporaine ! Le tout produit et diffusé à des prix très modestes (de 25 piastres à 1 livre, soit de 0,40 F à 1,70 F) dans des conditions totalement opaques (les millions d'exemplaires vendus annoncés ne sont guère crédibles) et souvent contraires au droit d'auteur.

Mais cette alliance du régime avec une partie de la gauche laïque exacerbe aussi les tensions et contradictions à l'intérieur de la sphère étatique, entre ces nouveaux clercs et l'intelligentsia conservatrice qui, allée à l'islam institutionnel, défend des positions acquises durant les années 70 et consolidées par un long commerce avec les régimes du Golfe.

Contradictions d'autant plus insolubles que tout se passe comme si le pouvoir voulait gagner sur tous les tableaux, c'est-à-dire continuer à laisser l'islam institutionnel gérer son besoin de légitimité religieuse, tout en s'appuyant sur ses alliés intellectuels pour cultiver son image « libérale » et



MANIFESTATION POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, DAMAS (SYRIE), 1998.
L'appel, toujours présent, du nationalisme arabe

« moderne » auprès de l'opinion locale et surtout étrangère. Cela donne lieu à des situations parfois cocasses, comme lorsque le même éditeur d'Etat GEBO, à l'occasion des prix qu'il décerne chaque année à la Foire du livre du Caire, attribue un Prix de la littérature de science-fiction à l'écrivain « islamique » Mustafa Mahmood, auteur à succès de nombreux essais sur la foi musulmane et de la très populaire émission de télévision « Science et foi », pour une pièce de théâtre intitulée *Une visite au paradis et en enfer* !

« moderne » (7) prolonge et approfondit le travail d'expérimentation engagé par ses aînés de la génération des années 60, Sonallah Ibrahim, Gamal Ghitany, Edouard Al Kharrat, etc. Avec eux, elle revendique haut et fort le droit de l'écrivain et de l'artiste à l'autonomie, c'est-à-dire son droit à définir lui-même les critères d'appréciation d'une œuvre, en dehors de tout référent extérieur, politique, religieux ou moral.

Ce dynamisme collectif des écrivains a trouvé une traduction éclatante dans la « mini-révolution » dont vient d'être le théâtre l'Union des écrivains. Créée en 1976 au moment de la mise au pas de l'intelligentsia par le régime du président Sadate, ce syndicat-croûton s'est doté, lors des élections du 4 avril 1997, d'un conseil d'administration profondément renouvelé où figurent, pour la première fois depuis 1976, certains des meilleurs écrivains et scénaristes du pays (Baha Taher, Mahfouz Abderrahman, Wahid Hamed, Gamal Ghitany, Ibrahim Abdel-Méguid, Ibrahim Aslan...). Elus sur un programme où, remarquablement, la défense des intérêts professionnels passe avant les revendications politiques, ils ont porté à la présidence de l'Union Saad El Din Wahba, un vieux routier de l'appareil culturel nassérien puis sadatien, à qui son hostilité à la paix de Camp David et son combat contre la « normalisation culturelle » avec Israël ont valu l'estime de ses pairs.

Une « loi des libertés décroissantes »

CETTE reconfiguration du champ culturel et idéologique explique la violence symbolique, et parfois physique, des polémiques qui divisent l'élite intellectuelle et qui se cristallisent autour de la liberté d'expression, mise à mal dans toute une série d'affaires récentes (notamment contre le Prix Nobel de littérature Naghib Mahfouz le 14 octobre 1994, affaire Nasr Abozeid (4), interdiction du film de Youssef Chahine *L'Emigré*, etc.). Au-delà de la ligne de fracture idéologique la plus visible – schématiquement, entre ceux pour qui la culture égyptienne doit adopter les canons « universels » et ceux pour qui elle ne peut exister en dehors d'une éthique et d'une esthétique « islamiques » ou au moins, pour intégrer la minorité copte, « religieuses » –, une analyse plus fouillée des discours et des pratiques révèle un éventail de positions plus complexes que l'opposition convenne entre « laïques libéraux » et « islamistes liberticides ».

Ainsi, le « camp libéral » est profondément divisé entre tenants d'une « liberté dans la responsabilité » – les plus nombreux – et partisans de la « liberté absolue », position très minoritaire sauf au sein de l'avant-garde littéraire et artistique. Quelques semaines avant l'attribution dont il fut victime, Naghib Mahfouz écrivait dans son éditorial hebdomadaire d'*Al Akhram* : « La liberté de création, c'est d'une part la liberté de pensée, de l'autre la liberté d'expression... (...) La pensée devrait jouir d'une liberté absolue, car elle se déploie au sein des esprits d'élite, dont on n'a pas à craindre de l'erreur. Mais assésment aux sirènes de l'erreur. Mais l'expression artistique est beaucoup plus vaste : elle embrasse l'expérience humaine dans ses aspects intellectuels, affectifs et instinctuels, (...) et son audience atteint jusqu'aux analphabètes. C'est pourquoi elle doit prendre en compte la décence, la courtoisie et le goût. À les respecter, l'art ne subira aucun dommage (5). » Quelques mois plus tôt, un professeur de droit, militant connu de la laïcité et des droits de l'homme, expliquait : « Revendiquer

une liberté d'opinion et d'expression sans freins ni limites serait socialement irresponsable et culturellement néfaste dès lors que nous vivons dans une société où la majorité de la population est analphabète, d'où sont absentes les valeurs de dignité (...), toutes choses qui font de l'opinion une responsabilité sociale plus qu'une liberté personnelle (6). »

Cet élitisme se traduit par un système de censure d'Etat qui fonctionne selon une « loi des libertés décroissantes » : plus l'audience du média est large, plus il est étroitement contrôlé. Très grande liberté pour le livre – support de diffusion restreint – et un peu moins pour la presse : pas de censure préalable. Mais censure préalable généralisée – depuis une loi adoptée en 1992 – pour tous les supports audiovisuels (cinéma, théâtre, cassettes audio et vidéo...) ; elle est gérée par la direction de la censure des œuvres artistiques, qui relève du ministère de la culture, et est relativement souple. Censure préalable plus sévère, enfin, qui relève du ministère de l'information, pour la radio et la télévision. Ce système, contesté dans telle ou telle de ses décisions, ne l'est guère dans son principe.

Ce qui l'est, en revanche, ce sont les empiétements de plus en plus fréquents d'une censure « par le bas », exercée sur une base religieuse ou morale par des acteurs dépourvus de légitimité sur la scène culturelle, souvent avec l'appui de l'islam institutionnel (l'Académie des recherches islamiques d'Al Azhar) : avocats réclamant en justice l'interdiction de films comme *L'Emigré* de Youssef Chahine, compositeurs et correcteurs exigeant des modifications dans les textes qu'ils préparent, ou encore cet éditeur qui a altéré et censuré plus de trente romans de l'écrivain à succès Ihsan Abdel-Qodous, décédé en 1990, pour pouvoir les exporter en Arabie saoudite !

Tout cela intervient au moment où s'affirme sur la scène littéraire et artistique une vague d'écrivains et de poètes arrivés à l'âge adulte au moment de la guerre du Golfe. Rebelle à tout engagement, cette génération « post-isa-

Lors de sa première manifestation importante, le 29 avril dernier, l'Union des écrivains revivifiée a présenté, fait sans précédent, un véritable programme d'action collective pour la défense de la liberté d'expression. Parallèlement, elle créait une commission d'enquête, pré-lude à d'éventuelles sanctions à l'encontre de quelques écrivains accusés d'avoir entretenu des rapports avec Israël. Cette décision ne pouvait que susciter un malaise. En 1995, l'Union des écrivains syriens avait, pour cette même raison, exclu de ses rangs le poète Adonis. Refuser la liberté d'expression au nom de « l'intérêt supérieur de la nation », n'est-ce pas se retrouver du même côté que ceux qui prétendent censurer l'art et la littérature au nom de « la protection des valeurs fondamentales (religieuses et morales) de la société » ?

Seul thème susceptible de fédérer islamistes, libéraux, nationalistes et autres marxistes, le refus de la « normalisation culturelle » avec Israël est aussi le seul terrain où la jeune avant-garde littéraire et artistique, par ailleurs en rupture avec toutes les idéologies, exprime un engagement politique explicite. C'est dire la force de cette position de principe quasi unanime des intellectuels, renforcée depuis l'élection de M. Benjamin Netanyahu. Mais, en mêlant dans un seul front les tenants du refus absolu, de principe, de « l'entité sioniste » et ceux pour qui le refus de la collaboration avec Israël est surtout une arme politique dans les négociations de paix, cet engagement efface la diversité réelle des attitudes à l'égard de l'Etat juif.

Tout cela ne déplaît pas au pouvoir politique qui, à la fois excité par le parti pris pro-israélien de l'administration américaine et attaché à son statut de puissance régionale médiatrice, joue remarquablement sur des registres contradictoires, appuyant au sous-main des initiatives comme l'« alliance pour la paix » de Coppenhague (8) tout en laissant la masse des intellectuels, la seule fraction de la population qui ait les moyens de faire entendre sa voix, donner libre cours à un nationalisme viscéral, dernier recours face aux frustrations engendrées par le nouveau désordre régional.

(1) L'Égypte avait été alors « récompensée » de son engagement au côté de l'alliance dévouée par les États-Unis par l'effacement de la moitié de la dette publique, conditionnée par la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel et de réformes économiques. Cette remise de dette (12,3 milliards de dollars en tout) s'est effectuée en trois tranches successives, liée chacune à l'adoption de mesures spécifiques (privatisations, orthodoxie financière...), et l'effacement de la dernière tranche, prévu pour juillet 1994, est intervenu avec plus de deux ans de retard, la technique égyptienne consistant à se conformer au minimum et le plus tard possible aux conditions posées par le Fonds monétaire international (FMI).

(2) *Al Hayat*, Londres, 8 avril 1997.

(3) Lire Dina El Khawaga et Alain Roussillon, « Du bon usage des feuilletons télévisés égyptiens », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(4) Lire l'entretien de Nasr Abozeid avec Gilles Kepel dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(5) *Al Akhram*, Le Caire, 1^{er} septembre 1994.

(6) Mohammad Nour Farhat, *Al Mawazir*, Le Caire, 8 avril 1994.

(7) Selon l'expression de Gilles Kepel, dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(8) Sur une initiative danoise, une cinquantaine de personnalités israéliennes, palestiniennes, égyptiennes et jordaniennes ont signé à Coppenhague, en février dernier, un manifeste où elles s'engagent à travailler en faveur de la paix israélo-arabe, intervenant en plein réajustement israélien, et formalisant dans des termes très peu favorables aux revendications palestiniennes, la « manifeste de Coppenhague » a suscité en Égypte et dans le monde arabe un tollé. Lire Mohamed Sid-Ahmed, « Les intellectuels arabes et le dialogue », in « Proche-Orient, la paix inouïable », *Moniteur de voir*, n° 34, mai 1997.

Risque de guerre au Chiapas : le prix Nobel, un pas vers la paix
PRIX NOBEL POUR LA PAIX 1997 POUR DON SAMUEL RUIZ - CHIAPAS

L'évêque Samuel Ruiz, de San Cristobal de las Casas, Etat du Chiapas, Mexique, mérite le prix Nobel pour la paix. Nous vous prions de soutenir sa candidature.

Depuis 1994, Don Samuel Ruiz est le seul médiateur accepté par tous les partis dans les pourparlers de paix entre le gouvernement mexicain et les Indiens du Chiapas. Soutenir le médiateur, c'est soutenir la paix.

La paix est très, très fragile. Notre campagne pour le prix Nobel de la paix à Samuel Ruiz attire l'attention de l'opinion publique mondiale sur cette région et sur la conclusion de la paix, lui assurant ainsi une protection.

La paix donne aux Indiens originels du Chiapas et aux personnes engagées qui entourent Samuel Ruiz la tranquillité et la sécurité pour continuer à développer leurs projets agricoles et de coopératives déjà commencés. Non seulement une guerre empêcherait ce travail, mais elle mettrait brutalement fin au dialogue social entre riches et pauvres, anéantissant dans tout le Mexique. Les Indiens deviendraient alors les ennemis internes et la misère générale serait obérée.

Les Indiens représentent aujourd'hui un nouvel espoir pour le Chiapas, pour le Mexique, et aussi pour nous tous.

Si vous voulez soutenir cet appel, merci de l'envoyer à :
INSTITUT NOBEL, Drammenstr. 19 - 8, OSLO 2 Norvège

Coupon à nous retourner pour la comitè de soutien
Cornelius KOCH, Abbé, 4, chemin du Rail, CH-1283 LA PLANE

J'ai envoyé la lettre de soutien ci-jointe à Oslo

Prénom : _____ Nom : _____
Profession : _____ Adresse : _____

* Chercheur associé, Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (Cedej), Le Caire.

Comment le Mexique est-il de la « modernité »

LE 6 juillet, les Mexicains participent à des élections considérées comme historiques : pour la première fois, les citoyens de la capitale, Mexico, vont décider qui va les gouverner. Pour la première fois également, il existe de grandes possibilités pour l'opposition d'arracher au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante-dix ans, la majorité au Congrès. Ces élections se déroulent dans un pays en crise, au milieu d'une irritation sociale grandissante : l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), signé avec le Canada et les États-Unis, ne profite pas à la grande majorité des citoyens, qui restent en marge des progrès macroéconomiques tant vantés par le gouvernement.

Par CARLOS ACOSTA *

Las des crises récurrentes - depuis le début des années 80, l'économie s'écroule tous les six ans, pratiquement à chaque changement de gouvernement -, les électeurs mexicains, représentant les quelque 93 millions d'habitants, vont le 6 juillet aux urnes pour régler quelques comptes. Les raisons ne manquent pas : chômage massif, salaires rachitiques, entreprises en faillite, surendettement asphyxiant, insécurité publique et augmentation, détérioration des indicateurs de santé, d'éducation et de logement... Et résumé, une déliquescence qui s'est traduite par un alarmant accroissement de la délinquance et, dans un autre registre, par une spectaculaire augmentation des protestations publiques.

Les rues de la capitale sont, comme jamais, ébranlées par les marches et manifestations massives de ceux qui exigent de meilleures conditions de vie. Et personne ne manque : ouvriers, paysans, enseignants, étudiants, mères de famille, chômeurs, membres des professions libérales, transporteurs, indigènes, petits patrons ruinés par l'ouverture commerciale, banlieusards sans logis...

Ce n'est pas là l'image que les gouvernements successifs ont tenté de diffuser, dans et au-delà des frontières nationales. La vérité est que, dans le pays au moins, bien peu les croient. Une bonne part de l'irritation vient des tromperies successives dont les Mexicains se sentent victimes. Et la matière, sont encore frais dans les mémoires les extrêmes auxquels arriva M. Carlos Salinas de Gortari, qui gouverna le pays du 1^{er} décembre 1988 au 30 novembre 1994. Cette dernière année, en plein désastre national - le pays était secoué par l'apparition de la guérilla zapatiste, l'assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence, et par les événements de deux entrepreneurs connus -, M. Salinas mobilisait ses relais économiques et diplomatiques pour « forcer » l'entrée de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Habile tentative pour dire son mot, et à ses concitoyens, que son œuvre demeurait inébranlable par les graves événements qui maintenaient le pays dans le stupeur et l'angoisse.

Dans les derniers jours de son mandat encore - un autre assassinat politique venait d'avoir lieu, celui de José Francisco Ruiz Massieu, alors secrétaire général du PRI -, il présentait un bilan élogieux de son administration. Habile dans la gestion de son image, il dessinait avec profusion - dans des entrevues de presse, à la radio et à la télévision, nationales et étrangères - une réalité, un Mexique de son cru.

* Journaliste, Proceso, Mexico.

Les Cahiers du CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le numéro 2 des Cahiers du Conseil constitutionnel vient de paraître. Cette publication semestrielle se propose de fournir un panorama complet de l'actualité du Conseil constitutionnel.

La totalité des décisions prises sur la période de référence y sont analysées. Des documents, pièces de procédure ou textes non publiés au journal officiel y sont inclus. Une large place est faite aux activités internationales du Conseil constitutionnel. Chaque numéro propose en outre l'analyse d'une cour constitutionnelle étrangère, œuvre ses colonnes à un article de doctrine et comprend une rubrique bibliographique française et étrangère.

Disponible en librairie. Revue semestrielle 60 F.
DAJOZ
31-35 rue Froidevaux 75005 Paris cedex 14
Tél. 01 40 64 53 53

dont les Mexicains, comme il le disait souvent, devaient le remercier pendant des générations.

Nous ne sommes pas le Mexique d'aujourd'hui, mais il se trouvait « bien placé dans la nouvelle réalité mondiale. Très loin de ces pays qui, pour cause de retard ou de précipitation », ou bien par un choix erroné des méthodes, avaient fait naufrage dans la déferlante du défi mondial ». Économiquement, notait-il, « nous avons contrôlé la grave crise qui, durant la décennie précédente, ruina tellement les attentes de la majorité ». Sur le plan politique, également, des espaces avaient été ouverts à l'opposition, les libertés s'étaient renforcées, les élections avaient été pacifiques. Au plan social ? Il y avait une meilleure justice, la pauvreté s'était réduite, le pays connaissait la stabilité. Quant à l'extérieur, « le Mexique participe à tous les sommets mondiaux les plus importants, jouit de la reconnaissance et du respect de la communauté internationale ».

Finalement, par rapport à ce qu'il considérait comme sa grande œuvre, l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) avec les États-Unis et le Canada - dont l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1994, fut ternie, le jour même, par le soulèvement armé du Chiapas -, il affirmait : « Les Mexicains ne vont plus avoir à émigrer à la recherche d'un travail ; les emplois vont arriver

aux endroits où ils vivent... Nous avons pu créer des dizaines de milliers de sources d'emploi rien que cette année, au début du traité. » De tout cela, M. Carlos Salinas était fier...

Son successeur, M. Ernesto Zedillo, allait se charger de donner une autre dimension au succès autoproclamé. Lors même de la cérémonie de transmission du pouvoir, le 1^{er} décembre 1994, le nouveau président fit un diagnostic qui surprit tous ceux qui avaient écouté son prédécesseur : « La pauvreté persiste sur tout le territoire national. L'espoir des citoyens est obscurci par la violence au Chiapas », par les situations de « profonde injustice et par les conditions de misère et d'abandon qui ont engendré cette violence ». « Le progrès économique n'est pas parvenu au foyer de chaque Mexicain ». Et encore : « Les avancées démocratiques sont insuffisantes. » « Il n'y a pas d'équilibre entre le régime présidentiel et les autres pouvoirs de l'Union. » Ce fut son premier jour de président.

Néanmoins, au cours des deux semaines qui suivirent, M. Zedillo parut valider les politiques de son prédécesseur, son programme économique pour 1995, avec la même stratégie, les mêmes priorités. Au bout de la troisième semaine, pourtant, son équipe économique cherchait comment faire face à la forte spéculation apparue sur les marchés - conséquence de l'incertitude naturelle suscitée par tout changement de gouvernement, mais aussi, et surtout, par l'annonce par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) de l'amplification de son action. Cette spéculation s'ajoutait à la persistante fuite des capitaux provoquée durant toute l'année par les événements - crimes politiques, enlèvements, guérilla - qui avaient frappé le pays. Les réserves de la Banque centrale se vidaient : de plus de 24 milliards de dollars au début 1994, elles tombaient à une dizaine de milliards en novembre. La spéculation menaçait de ramener les réserves à zéro.

A l'aube du 20 décembre 1994, une dévaluation tacite fit passer le peso de 3,47 à 4 pour un dollar. Le gouverne-

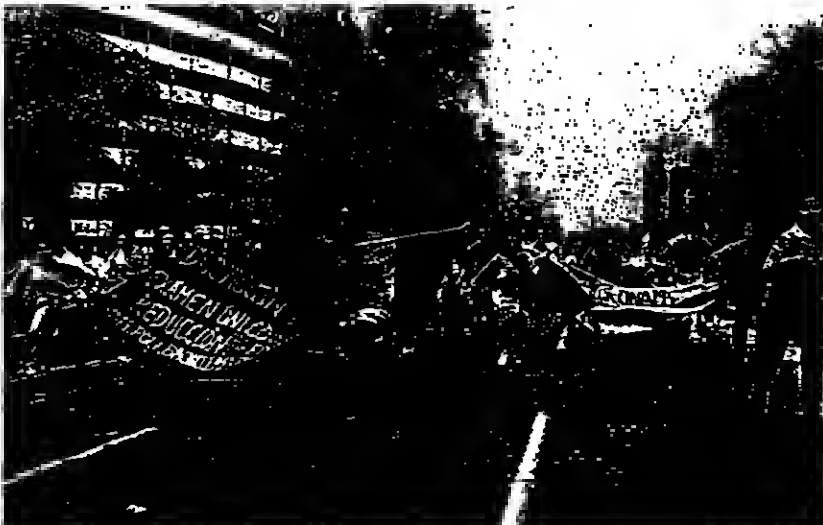
ment avait voulu agir en douceur, mais la réaction fut violente : depuis 1987, jamais le taux de change n'avait bougé aussi abruptement. La spéculation contre la monnaie nationale redoubla et, pour que les réserves du pays n'achèvent pas de partir en fumée, le gouvernement décida, de fait, de laisser entre les mains de l'offre et de la demande la libre détermination du taux de change. Le dollar s'envola au-dessus des 6 pesos. En quelques heures, la monnaie nationale perdait quasiment la moitié de sa valeur.

Vint la tragédie : turbulences financières, effondrement des valeurs mexicaines sur les marchés boursiers de New York ; colère d'entrepreneurs endettés en dollars ; ocrisisme de la Bourse mexicaine ; achats « de panique », réajustement dans les supermarchés, dissimulation de biens importants... et, surtout, fureur des travailleurs mexicains qui voyaient entamé leur revenu salarial. Sans avoir seulement passé un mois à la tête du gouvernement, M. Ernesto Zedillo sombrait dans le discrédit, la méfiance des agents économiques nationaux et internationaux.

L'effet « tequila » bouleversa les économies latino-américaines et menaça la stabilité financière continentale. Le sauvetage, organisé par le gouvernement américain et les institutions internationales, mit en jeu des ressources de plus de 50 milliards de dollars - montant jamais atteint pour sauver un pays. Mais, outre l'alarme à l'étranger, l'abrupte dévaluation provoqua le chaos interne : les taux d'intérêt s'envolèrent ; l'inflation enfila ; l'économie s'écroula à pic, des entreprises firent faillite et un million de travailleurs se retrouvèrent sans emploi. Le programme économique de M. Zedillo pour 1995 avorta et dut être remplacé par l'un des programmes d'ajustement les plus sévères jamais expérimentés dans le monde.

1995 fut une année noire : le PIB chute de presque 7 % ; l'inflation explosa (51 % contre 7 % l'année précédente) ; les institutions financières se décapitalisèrent ; les entreprises et les particuliers sombrèrent dans le surendettement... et les promesses de meilleur

Le crépuscule du parti unique



DÉFILÉ D'ÉTUDIANTS À MEXICO LE 1^{er} MAI 1996
Une forte poussée en faveur du changement.

Les récents échecs électoraux du PRI ont rendu pour la première fois crédible un succès de l'opposition à Mexico. M. Carlos Castillo Peraza, ex-président du Parti d'action nationale (PAN), formation conservatrice, a longtemps été convaincu que son heure était arrivée et qu'il serait le premier maire élu de la capitale. Depuis la fin des années 70, le PAN a progressé dans le nord du pays et dans les zones urbaines. Cette progression s'est accentuée sous la présidence de M. Carlos Salinas (1988-1994), fruit de la concertation et de concessions négociées entre le PRI et le PAN, avec l'élection de gouverneurs, en Basse-Californie d'abord, puis dans les États de Chihuahua, de Guanajuato et, plus récemment, dans celui de Jalisco. Le PAN a été le meilleur allié de M. Salinas au Congrès, votant pratiquement tous les textes proposés par le président. Le plus significatif fut celui réformant, en 1992, l'article 27 de la Constitution : l'*ejido*, terre appartenant à l'État et donnée en usufruit aux paysans, héréditaire et inaliénable, devenait, comme le réclamaient depuis longtemps les « paysans », propriété privée.

Pour la course à la mairie de Mexico, le PRI a, de son côté, désigné un politicien de carrière, M. Alfredo del Mazo, « priista » classique, menant une campagne traditionnelle de promesses devant des gens amassés en autobus pour faire la queue. M. Alfredo del Mazo

appartient à l'un des groupes les plus puissants et conservateurs du PRI, celui d'Atzacmulco, dont fait également partie le ministre de l'Intérieur, M. Emilio Chuayefit. A trois ans de l'élection présidentielle de l'an 2000, une victoire dans le DF revêt une extraordinaire importance. La mairie de Mexico, véritable tremplin pour la présidence de la République, est donc un enjeu de taille pour les huit candidats, trois en position de l'emporter et les autres « roulant » traditionnellement pour le PRI (4). De plus, pour la première fois, l'idée d'un Congrès où le PRI ne serait plus hégémonique n'appartient plus au domaine de l'utopie.

En 1988, le PRI choisissait de marginaliser le PRD en le désignant comme un parti violent. En 1994, il n'hésita pas à jouer de l'émulsion entre le PRD et la guérilla, lors de l'apparition de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et, en 1995, de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR). En même temps, tout en le contrôlant, il appuie la progression

du PAN pour freiner l'opposition de gauche.

Le 1^{er} janvier 1994, avec le soulèvement indigène conduit par l'EZLN dans l'État du Chiapas, le Mexique a entamé une nouvelle page de son histoire. L'impact du mouvement zapatiste a profondément transformé la société, comme l'avaient fait les mouvements étudiants de 1968 et 1971 ou la mobilisation civique après le tremblement de terre de 1985. Certes, la réponse de la société civile à l'appel du sous-commandant Marcos (5) a nourri un optimisme exagéré sur les possibilités de victoire de M. Cuauhtémoc Cárdenas à la présidence de la République, en août 1994. Le PRD n'avait pas encore appris que remplir les places publiques ne signifie pas remplir les urnes. Néanmoins, une révolution culturelle, touchant tous les secteurs de la vie sociale, politique et économique, s'était mise en marche.

Le 1^{er} décembre 1994, M. Ernesto Zedillo succédait à M. Carlos Salinas. Son incapacité à élucider les assassinats, en 1994, de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence de la République, et José Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du même parti, la crise économique de décembre 1994 et la dévaluation brutale du peso, la découverte de détournements de fonds publics et de fortunes emmenées à l'ombre du pouvoir, la corruption et l'impunité généralisées, ainsi que la pénétration du narcotrafic à tous les niveaux de l'État (voir ci-contre, l'article de Fernando Matamoros Ponce), ont provoqué un profond mécontentement. Cette insatisfaction s'est manifestée électoralement, en 1995 et 1997, dans les États de Guerrero, de Coahuila, de Mexico, d'Hidalgo et de Morelos. Au Congrès des États de Mexico et de Morelos, le PRI a perdu la majorité absolue, qu'il avait toujours détenue. Le PAN et le PRD dirigent désormais des villes importantes : Nezahualcóyotl et Texcoco (dans la banlieue de la mégapole mexicaine), Tula, dans l'État d'Hidalgo, et Cuautla,

laire (Fédération nationale des organisations populaires, FNOP).

(4) Parti du travail (PT), Parti vert écologiste de Mexico (PVEM), Parti populaire socialiste (PPS), Parti cardéniste (PC), Parti démocrate mexicain (PDM).

(5) Lire Maurice Najman, « Le grand virage des zapatistes », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997. A paraitre, dans *Le Monde diplomatique* d'août 1997, un texte inédit du sous-commandant Marcos : « Pourquoi nous combattons au Chiapas ».

حکومت الراحل

هكذا من الوجل

SOMBRES TRIBULATIONS

le Mexique parti de la « modernité »...



NNE À MEXICO
Le PIB : 21 milliards de dollars

leurs salaires et d'un afflux d'emplois provoqués par l'Alena tombèrent dans l'oubli. Tout cela, alors que, quelques semaines auparavant, on expliquait à la population qu'elle n'était même plus dans l'antichambre du « premier monde », qu'elle y avait accédé par ses mérites et de plein droit.

Les Mexicains et leurs gouvernements mirent les pieds sur terre. Le président lui-même n'eut d'autre solution que de corriger l'histoire officielle. Il admit publiquement : le Mexique n'est pas un pays riche ; son économie n'est pas solide ; les progrès obtenus sont maigres ; il subsiste une grande inégalité sociale ; les problèmes d'infrastructure sont nombreux ; le gouvernement est sans ressources, la situation est « grave et urgente », et

« Succès » économiques, échecs sociaux

LES indicateurs macroéconomiques sont à nouveau excellents. Le PIB a crû de 5,1 % en 1996 ; l'inflation a diminué de moitié par rapport à 1995 ; le taux de chômage officiel a baissé ; les taux de change sont stables ; la chute des salaires, à défaut de cesser, s'est ralentie ; les finances publiques se maintiennent en équilibre ; la dette extérieure est gérable... De plus, l'Alena serait un succès : les exportations vers les États-Unis ont augmenté, les trois premières années, de 83 %. Pour la seule année 1996, d'après le ministère du commerce et du développement industriel, le Mexique a exporté vers ce pays plus que la France et le Royaume-Uni réunis, ou plus que le reste des pays latino-américains, ou plus que la Corée du Sud, Hongkong et Taiwan conjointement.

Les grandes courbes de l'économie paident d'avancée. Quelques-uns - les entreprises exportatrices - aussi : 300 firmes, dans leur majorité transnationales, concentrent un peu plus de 70 % des exportations totales.

Malgré, pour la majorité de la population, ces données n'ont aucune signification. En quinze années, les salaires ont perdu 72 % de leur pouvoir d'achat ; les politiques suivies

prestigieuse firme de projections macroéconomiques, consultée par le gouvernement : à la fin 1996, l'emploi urbain atteignait 21,6 millions de postes, dont 12,7 millions (61 %) appartenant au secteur informel.

L'économiste David Ibarra, ministre des finances dans le gouvernement du président José Lopez Portillo (1977-1982) et actuel conseiller de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal, Nations unies), remarque : « Entre 1992 et 1996, l'emploi dans le secteur formel a à peine augmenté de 26 000 postes, tandis que l'économie informelle a absorbé plus de 2,6 millions de personnes. »

Mais le problème ne s'arrête pas là. Car ceux qui travaillent perçoivent une très faible rémunération. Du total des personnes occupées en 1996 - 35,2 millions - 11,55 % ne perçoivent pas de salaire ; 19,37 % gagnent moins que le salaire minimum, 26,45 pesos par jour (14 francs) ; 29,50 % reçoivent entre une et deux fois le salaire minimum ;

25,18 %, de deux à cinq fois ; et 9,55 %, plus de cinq fois le salaire minimum (1). Ainsi, en moins 31 % de ceux qui travaillent - 11 millions de personnes - ne disposent pas de revenus suffisants pour couvrir le « panier alimentaire » de base, qui correspond à deux fois le salaire minimum.

À la diminution de la valeur réelle des salaires entre 1982 et 1993 - 67 % - l'Alena, la crise et la politique délibérée de restriction des rémunérations (pour décourager la demande et éviter les pressions inflationnistes) ajouteront, entre janvier 1994 et avril 1997, une autre réduction de 19 %. D'après la Banque du Mexique (le Banque centrale), le salaire minimum réel (en pesos de 1994) était, en janvier 1982, de 40,81 pesos par jour ; en avril 1997, il n'est plus que de 11,36 pesos. Une chute de 72 % en un peu plus de quinze ans. Faut-il s'en étonner, la confiance dans le gouvernement n'existe plus.

CARLOS ACOSTA.

(1) Institut national de la statistique, de la géographie et de l'informatic (Inegi).

A l'ombre des cartels

DANS le système mexicain, certains s'enrichissent en quelques années. L'explication se trouve dans ce qu'on pourrait appeler les « toiles d'araignée » de la société mondiale, dans lesquelles les riches tissent ensemble et se protègent mutuellement. Les narcotrafiquants et les représentants du modèle d'accumulation des richesses de cette religion qui, chaque jour, montre un peu plus son pouvoir.

Divers spécialistes expliquent que l'enrichissement et le blanchiment de l'argent des narcos mexicains sont étroitement liés aux hautes sphères du pouvoir. Une crise s'est ouverte entre ces groupes lorsque, en vue de ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), fut annoncée la lutte contre le narcotrafic. Pourtant, même ainsi, l'alliance entre les groupes politiques et certains clans criminels se maintint. Quelques années après les tremblements de terre provoqués par les assassinats, d'abord du cardinal de Guadalajara (23 mai 1993), ensuite de Luis Donaldo Colosio, candidat présidentiel du PRI l'année 1994, enfin de Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du PRI (28 septembre 1994), on ne peut toujours pas officiellement qui furent les instigateurs des assassinats et complots (1).

M. Carlos Salinas de Gortari, ex-président, ou M. José María Cordeba, homme de confiance de M. Salinas, ou les deux en même temps ? D'où sortit l'argent remis par feu Francisco Ruiz Massieu à son frère Mario, aujourd'hui accusé de Juarez, Amado Carrillo, le Seigneur des caixes ? (saumon) lui a son utilisation des voies aériennes pour le trafic (2).

Dès 1992, le procureur général de la République, M. Ignacio Morales Lechuga (3) écrivit que le nom de M. Ruiz Massieu de Gortari apparaissait comme lié au cartel de Juarez, mais il affirmait : « Ce n'est pas parce qu'une personne est narco que qu'elle est coupable. » L'enquête fut stoppée car il n'y avait « aucune pièce à conviction prouvant que Ruiz Salinas fut lié au narcotrafic » (4).

« Feuilletton de terreur »

GRÂCE aux enquêtes et aux déclarations des personnes impliquées, on comprend maintenant qu'il s'agit d'un enlèvement de fonctionnaires, tout d'une violence institutionnelle liée aux cartels de la drogue. Dans ce « feuilletton de terreur », nous savons, par les dénonciations des États-Unis, mais aussi par la presse mexicaine, que tous les personnages mentionnés, morts ou vivants, sont impliqués.

Le département de la justice des États-Unis a rendu public le fait que M. Ruiz Salinas Lozano et ses fils - Carlos Salinas de Gortari (ex-président), Raul et Adriaen de même que José Francisco Ruiz Massieu et son frère Mario, tout comme Luis Donaldo Colosio, sont ou étaient liés au narcotrafic. M. Ruiz Salinas, le père, « apparaît comme étant à la tête d'un groupement dont font partie ses deux fils ». D'après M. Magdalena Pelayo, élue comme témoin, « les assassinés, Colosio et Ruiz Massieu, ont volé beaucoup d'argent provenant du narcotrafic ». Il apparaît dans ces dénonciations que les 9 millions de dollars (environ) confiés à Mario Ruiz Massieu à la Commerce Bank de Houston, au moment de son arrestation par la police américaine, « sont des bénéfices de la drogue destinés à être blanchis ».

Les services de police nord-américains connaissent parfaitement les relations des hommes politiques mexicains avec les mafias, mais se sont tus, pour permettre les accords économiques entre les deux pays. On peut le constater dans une note de M. John Negroponte, ambassadeur des États-Unis au Mexique, au secrétaire d'État, sur l'enrichissement illicite de certains

fonctionnaires. Il ne donne pas de nom : « Je ne pense pas que nous devions publiquement mettre à l'épreuve la résolution de Carlos Salinas de Gortari (la lutte contre le narcotrafic), il veut améliorer la coopération. Mais il doit le faire de manière à ne pas affecter sa base politique. » Quelle était sa base politique ? Raul Salinas de Gortari, Francisco et Mario Ruiz Massieu, Luis Donaldo Colosio, le général Gutiérrez Rebollo, principal responsable de la lutte antidroge, inculpé au début de 1997 ? Peut-être tous ceux qui s'enfuient maintenant et se mettent à l'abri de la justice, devant la mise au jour d'un système antidémocratique et corrompu.

Mexico est lynché par son principal partenaire du Nord, et l'ex-président Carlos Salinas (actuellement installé en Irlande : en vacances ? réfugié ? ou entrepreneur invaincu des fortunes ?) est le seul qui considère na disposer d'aucune information sur les milieux manipulés par son frère Raul.

L'ARRESTATION du général Jasue Gutiérrez Rebollo et d'autres officiers de l'armée, d'agents et de commandants de l'Institut national de lutte contre les drogues (INCD) et définitivement révélé au grand jour l'information qui circulait au sein des services de renseignement mexicains et américains : les relations du narcotrafic avec les sphères du pouvoir. Le ministre de la défense a annoncé que ce général « protégeait le principal narcotrafiquant du cartel de Juarez, Amado Carrillo, le Seigneur des caixes » (saumon) lui a son utilisation des voies aériennes pour le trafic (2).

Dès 1992, le procureur général de la République, M. Ignacio Morales Lechuga (3) écrivit que le nom de M. Ruiz Salinas de Gortari apparaissait comme lié au cartel de Juarez, mais il affirmait : « Ce n'est pas parce qu'une personne est narco que qu'elle est coupable. » L'enquête fut stoppée car il n'y avait « aucune pièce à conviction prouvant que Ruiz Salinas fut lié au narcotrafic » (4).

Le New York Times (5) a rendu publique une série de documents confidentiels du gouvernement des États-Unis dans lesquels il est dit, entre autres choses, que Washington a remis à l'équipe du président Zedillo une liste de fonctionnaires suspects afin qu'ils ne soient pas nommés ministres. Parmi eux se trouvent plusieurs gouverneurs. « Le gouverneur de l'État mexicain voisin de l'Arizona collabora avec l'un des plus puissants narcotrafiquants, fournissant un refuge aux contrebandiers qui transportent d'énormes quantités de drogue (...). Le gouverneur Mario Fabio Beltrones Rivera s'occupa de la réduction au cours desquelles d'importants trafiquants mexicains ont payé des hommes politiques de haut niveau qui protégeaient leurs opérations. » Dans ce document apparaît le nom du personnage contre lequel n'existe « aucune pièce à conviction » : « Ruiz Salinas de Gortari, qui fut de plaines vallées d'argent et fut la responsable qui distribua cet argent aux participants. (6) »

FERNANDO MATAMOROS PONCE.

Sociologue, Groupe de recherche sur l'actualité du Mexique (IGRAM), Paris.

(1) Lire Jaime Avilés, « Main basse sur le Mexique », Le Monde diplomatique, août 1996.

(2) Carlos Puig, Proceso, n° 1060, Mexico, 23 février 1997.

(3) M. Lechuga fut impliqué par Amnesty International et l'Institut de politique mondiale dans des violations des droits de l'homme. Après cette dénonciation, il fut nommé ambassadeur du Mexique en France, en février 1993 et y séjourna jusqu'à mai 1995.

(4) Carlos Puig, Proceso, op. cit.

(5) The New York Times, 23 février 1997.

(6) Proceso, n° 1061, 2 mars 1997.

le crépuscule du unique



dans celui de Morelos, pour le PRD : Neoculpan, Cuscutlan, Izcalli et Tlaxiapa, dans l'État de Morelos, et Texco, dans celui de Guerrero, pour le PAN, qui gère onze capitales d'État sur trente et une.

La création d'un Institut fédéral électoral (IFE) autonome, responsable de l'organisation des élections et du contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les campagnes, constitue une avancée réelle, malgré le refus du PRI d'accepter une véritable réforme électorale. Il existe maintenant des listes d'émulation contrôlées, des cartes d'électeur avec photos et empreintes digitales. Même si la transparence des élections n'est pas totalement garantie - la PRD conteste en partie la validité des listes -, l'IFE est un pas considérable dans la culture politique du Mexique. D'autre part, l'électorat, qu'il soit du PRI ou de l'opposition, est mûr, et il sera difficile aux groupes les plus conservateurs du PRI de continuer à pratiquer la fraude traditionnelle.

Les médias, dans leur ensemble, ont pratiqué une ouverture parfois limitée mais inimaginable en 1994. Certes, les campagnes se font encore sur la base de diffamations et d'attaques personnelles. Certes, l'objectivité et l'éthique journalistiques ne sont pas la règle générale. Mais les débats politiques ont fait une timide apparition sur les antennes et les écrans. Sur la chaîne privée de Televisión Azteca, des merlonsnettes avec le visage des hommes politiques caricaturés ont été montrés lors de la vie du pays. Seul le président est épargné, « par respect », disent les dirigeants de la chaîne. De nombreux sondages, plus ou moins fiables, sont publiés régulièrement par une presse écrite qui a augmenté ses tirages.

Le soulèvement du Chiapas a mis en évidence l'exigence profonde d'une nation culturellement plurielle, refusant ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano appelle « le modèle de Los Angeles », uniformisateur des idées. La conception de l'indigénisme, vision paternaliste des relations entre État et communautés indigènes, est fortement critiquée. Une identité indienne est revendiquée, qui exige la participation des peuples autochtones aux réformes de la Constitution et à la définition de nouvelles relations avec les autres secteurs sociaux. La question de l'autonomie de ces communautés est également posée à celles, paysannes ou urbaines,

lesses du vivre au rythme des programmes sociaux sélectifs, de distribution de subventions, de rôles concrets, de semences ou d'engrais, conformément à la grande tradition du parti d'État, qui achète ainsi les votes.

De la crise économique a également surgi l'ébauche d'une culture sociale différente. Le corporatisme est en train de mourir, même si le PRI, pour assurer ses derniers maillots en vue de l'élection présidentielle de l'an 2000, tente de rassembler les voix des secteurs ouvrier, paysan et populaire autour de M. Alfredo del Mazo, en un plébiscite pour le président Zedillo. Depuis trois ans, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) ne peut plus organiser le traditionnel défilé du 1^{er} mai, de crainte de se faire débordé par sa base qui, comme la majorité des Mexicains, exige une augmentation du pouvoir d'achat et la création d'emplois stables pour au finir avec une économie informelle gélopatente. Avec la déroute, le 21 juin dernier, de M. Fidel Velázquez, inamovible président de la CTM, âgé de quarante-cinq ans, le quasi-monopole syndical pourrait définitivement s'effondrer.

L'apparition du mouvement El Barzon, regroupant des millions de personnes endettées pour les raisons les plus diverses, victimes de la dévaluation du peso et de la hausse des taux d'intérêt, et qui refusent de payer les taux usuraire exigés par la banque, manifeste une forme de résistance civile originale.

Pour une culture de la paix

À l'intérieur même du PRD, l'élection à la présidence de M. Andrés Lopez Obrador a modifié les pratiques politiques traditionnelles. Le PRD, malgré un discours progressiste, fonctionnait, depuis sa création, sur le modèle du PRI, dirigé d'en haut. Fondateur du Mouvement démocratique de l'État du Tabasco, organisateur de la lutte contre la société des Pétroles mexicains (Pemex) et contre la corruption du pouvoir local, M. Lopez Obrador tenta de faire du PRD un parti ouvert à la société civile et donnant la parole aux citoyens. La consultation populaire qui précéda la désignation du candidat à la mairie de la capitale en constitue un exemple.

Les Mexicains veulent également

FRANÇOISE ESCARPIT.

L'Inde à la recherche

Par
JYOTSNA
SAKSENA *

DÉPUIS le début de la décennie, la diplomatie indienne, inscrite auparavant dans le cadre d'un monde bipolaire régi par l'affrontement Est-Ouest, doit s'adapter à la nouvelle donne internationale. Ce changement n'est pas aisé pour un pays qui avait acquis, à la faveur du clivage Est-Ouest, une importance sur la scène mondiale dépassant largement sa force économique et militaire grâce, notamment, à sa politique de non-alignement et à son rôle au sein du mouvement des non-alignés, désormais marginalisé. Il l'est d'autant moins que l'Inde pèse très peu dans l'économie mondiale, alors que l'intégration dans le marché global est désormais considérée comme un critère déterminant de puissance.

Soucieux de sauvegarder ses positions et son influence dans le monde, New Delhi recadre donc sa diplomatie en fonction d'abord de ses réformes économiques, qui visent à combler le retard du pays. Cela se traduit par la prise en compte de la suprématie du monde occidental, notamment des États-Unis, par le rétablissement, sur d'anciens bases, de rapports actifs avec la Russie et par des efforts tenaces, d'une part pour rompre son isolement à l'égard de l'Asie orientale et, d'autre part, pour améliorer ses relations avec ses voisins du sous-continent afin d'y structurer un ensemble économique régional efficace.

Cependant, cette diplomatie « économique et commerciale » n'empêche nullement l'Inde d'affirmer dans les forums internationaux, voire dans ses relations bilatérales, sa conception du monde et des relations internationales, de défendre ce qu'elle estime être son intérêt national et d'œuvrer pour l'établissement d'un

d'équilibre de puissance qui lui soit favorable dans sa région et dans le monde. En d'autres termes, le facteur géopolitique n'est jamais absent de ses calculs, et sa diplomatie n'est pas une diplomatie de la « soumission » au diktat économique.

Depuis 1991, New Delhi s'est prioritairement employé à améliorer ses relations avec Washington. Les bases en étaient jetées dès 1985 avec le début de la libéralisation de l'économie. Les États-Unis sont ainsi devenus son premier partenaire commercial, et les entreprises américaines ont commencé progressivement à investir. Cette tendance est devenue massive à partir du tournant libéral pris par l'économie en 1991. Le commerce entre les deux pays atteint le chiffre de 9 milliards de dollars par an. Les États-Unis assurent désormais respectivement plus de 10 % des importations et près de 20 % des exportations indiennes. Ils sont aussi le premier investisseur, leurs investissements directs étant passés de moins de 89 millions de dollars en 1989 à 2 milliards de dollars en 1996 (1). Ils interviennent également pour que les institutions financières, où leur poids est prépondérant, octroient une aide substantielle pour les réformes économiques entreprises par New Delhi. Ce rapprochement économique a son pendant sur le plan politique et militaire. Fait nouveau, des manœuvres navales conjointes ont eu lieu en 1992 et en 1995.

Cependant, cette embellie n'est pas exempte de nuages. Des divergences existent entre les deux pays concernant le programme nucléaire et spatial de l'Inde, que celle-ci considère comme gage de son indépendance, de sa sécurité et de son influence régionale, voire mondiale. Malgré tout le poids de la diplomatie américaine, New Delhi n'a consenti à signer ni le traité de non-prolifération nucléaire, prorogé indéfiniment en 1995, ni le traité pour l'interdiction totale des essais nucléaires conclu l'an dernier (2). Elle poursuit son programme de missile balistique à portée intermédiaire nonobstant la décision américaine de suspendre les exportations destinées à l'Indian Space Organization et de contraindre Moscou à ne pas livrer à New Delhi les moteurs cryogéniques promis et nécessaires pour le lancement de satellites.

Les sujets d'irritation existent également sur les questions des droits de l'homme au Cachemire et sur le problème de la libéralisation du commerce. Washington a condamné l'Inde, signataire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour le non-respect des droits de propriété intellectuelle sur

la fabrication des médicaments et sur la réduction asymétrique des droits de douane. Sur l'ensemble de ces questions sensibles, l'Inde n'est pas prête à « lâcher », considérant, à l'instar de la Chine, qu'à l'heure de la « géo-économie » le vaste marché qu'elle constitue lui permet de déifier la superpuissance américaine.

L'Inde appelle de ses vœux un monde multipolaire qui lui permettrait non seulement de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre, mais qui correspondrait mieux à sa conception des relations internationales, fondée sur l'égalité entre les États développés et ceux en voie de développement. Dans cette optique, New Delhi accueille favorablement la formation de divers pôles de pouvoir et déploie des efforts pour diversifier ses relations avec eux. Elle croit fermement que la fin de l'URSS ayant détruit le ciment de l'unité occidentale, elle pourra jouer sur les antagonismes économiques et les divergences politiques entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. C'est dans ce cadre que se situe son intense activité diplomatique envers l'Union européenne.

Elle soutient ainsi l'intégration européenne, qui s'accroît depuis le traité de Maastricht, l'Europe étant son premier partenaire commercial et économique. Elle a conclu un accord avec l'Union européenne en décembre 1993 qui prévoit la reconnaissance par les deux parties de leur statut réciproque de « nation la plus favorisée », la suppression progressive des barrières douanières, des mesures anti-dumping, etc. Pour l'instant, l'enjeu de ces relations reste essentiellement économique, mais l'Inde ne désespère pas d'y inclure une dimension politique.

Dans le même temps, elle entend développer ses relations avec la Communauté des États indépendants (CEI), notamment avec la Russie. Cet objectif reste essentiel, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se passer des pièces de rechange pour ses équipements militaires, qui sont à 70 % d'origine soviétique. New Delhi est convaincue que, demain, la Russie sera de nouveau une grande puissance. Autrement, elle partage avec Moscou certains intérêts géostratégiques. Ensemble, les deux pays souhaitent la stabilisation politique des Républiques de l'Asie centrale et veulent se prémunir de l'émergence d'un vaste espace islamique qui ferait le jeu de l'islamisme tout en aggravant les tensions intercommunautaires et les tendances centrifuges en Inde. Enfin, New Delhi ne peut se laisser prendre de vitesse par le Pakistan, qui

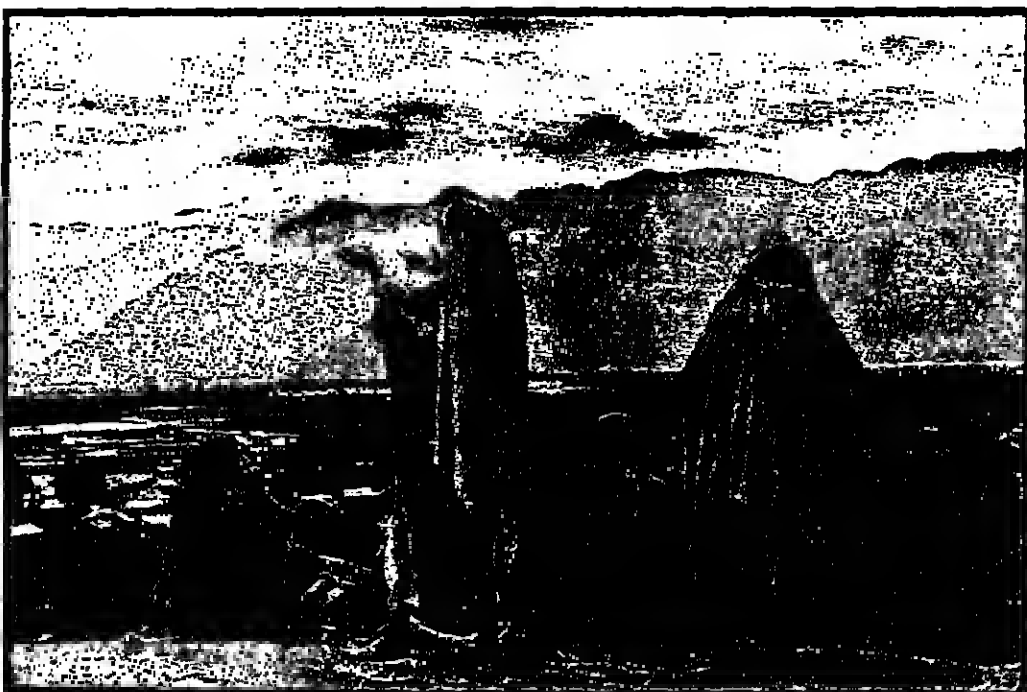
(1) Cf. *Times of India*, New Delhi, 9 mars 1997.
(2) Lire Jyotsna Sakseena, « Le veto nucléaire indien », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

Cinquante ans après la partition de l'Empire des Indes en deux États séparés, les contentieux qui ont résulté de cette douloureuse séparation ne sont toujours pas résolus. Trois guerres ont opposé les frères ennemis indiens - majoritairement hindous - et pakistanais - musulmans -, à propos de la région du Cachemire. Le dernier de ces conflits, en 1971, a eu, pour le Pakistan, des conséquences territoriales lourdes, puisqu'il l'a privé de sa partie orientale, devenue le Bangladesh. La fin du monde bipolaire et la désagrégation du système d'alliances tissé par l'Union soviétique avec toute une série de pays amis, oblige New Delhi à un réexamen de ses orientations stratégiques. Le Pakistan, en effet, bénéficiant du double appui américain et chinois, non seulement n'a pas subi de contrecoup négatif de ce choc, mais en a même profité, par exemple, en poussant les talibans en Afghanistan (lire page 21). En revanche, la fin de l'URSS en 1991 a paru déstabiliser, un temps, la diplomatie indienne, subtil mélange d'intransigeance nationale, de défense des intérêts du Sud contre le Nord - elle symbolisa la troisième voie longtemps incarnée par le mouvement des non-alignés - et de relations soigneusement calibrées avec les puissances les plus importantes - URSS, États-Unis, Chine.

La priorité, pour l'Inde, en cette fin de siècle, est d'éviter l'isolement en s'ancrant davantage régionalement. C'est assurément le sens qu'il faut donner à la « doctrine Gujral », du nom de l'actuel premier ministre et ministre des affaires étrangères de la coalition de gauche. En rupture avec l'arrogance passée, elle a déjà permis une amélioration des relations avec le Bangladesh et le Pakistan, pays avec lequel l'Inde vient de créer des groupes de travail pour discuter du Cachemire. Peut-être cette modération de New Delhi parviendra-t-elle aussi à résorber les guérillas rémanentes qui agitent les confins du Nord-Est (lire page 20).

Des progrès dans ces diverses directions contribueraient à stabiliser un pays soumis à de vives tensions internes sous l'effet des passions religieuses et communales. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine.

MANUEL LUCBERT



SKINAGAR (CACHEMIRE), 1948

Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemire

Le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan sera-t-il marqué par l'atténuation du conflit qui empoisonne leurs relations depuis 1947 ? Pour la première fois depuis 1989, des pourparlers à un haut niveau ont repris cette année, entre les deux pays, en mars à New Delhi, et en juin, à Islamabad. Parallèlement, le premier ministre indien, M. Inder Kumar Gujral, a rencontré le chef du gouvernement pakistanais, M. Nawaz Sharif, en mai, aux Maldives (1).

Le premier ministre indien a fait de la poursuite et de la réussite de ces discussions une priorité. Sa modération semble inspirer confiance à Islamabad. Mais est-ce suffisant pour débloquer le dossier du Cachemire dont le caractère symbolique et passionnel est tel que les deux pays disposent, sur le plan interne, d'une marge de manœuvre très limitée ?

Le Cachemire renvoie, en effet, aux fondements de l'identité des deux États : religieuse pour le Pakistan, « laïque » pour l'Inde. Islamabad revendique ce territoire au nom de sa population à majorité musulmane. L'Inde, quant à elle, s'appuie sur la légalité de l'instrument d'accession à l'Union indienne signé par le maharajah du Cachemire, Hari Singh, en 1947. La première guerre indo-pakistanaise, qui a déboulé de ces événements, s'est achevée, en 1949, par la division du territoire en un Cachemire pakistanais (Azad-Cachemire et Terroires du Nord, intégré sans trop de difficultés au Pakistan, et un Cachemire indien (Jammu-et-Cachemire), dont l'insertion dans l'Union indienne se révèle plus problématique. Deux autres guerres, en 1965 et en 1971, ne sont pas parvenues à modifier la frontière existant de facto entre les deux Cachemires.

L'Inde, qui se satisfait de la division, souhaite résoudre cette question dans un cadre bilatéral. Elle réussit à en faire inscrire le principe dans l'accord de Simla (1972), signé après la défaite pakistanaise consécutive à la guerre du Bangladesh. New Delhi refuse la sécession de peur que celle-ci, si elle se produisait, ne déclenche un processus d'éclatement d'un pays en proie à diverses forces centrifuges. De surcroît, cette éventualité renforcerait considérablement le mouvement nationaliste hindou, mettant en danger le caractère « laïc » de l'Union indienne.

Le Pakistan, de son côté, rechigne à renoncer à l'idée que la religion constitue, pour lui, un facteur

national puissant et réclame le droit à l'autodétermination des Cachemiris au rappel des engagements internationaux pris par l'Inde en 1949 (traité des troupes et référendum). Fort du sentiment anti-indien qui prévaut dans la vallée du Cachemire, il accepte mal le cadre bilatéral des négociations et, craignant de s'enfermer dans un face-à-face inégal avec New Delhi, cherche à internationaliser le conflit.

Le dossier a revêtu une acuité particulière à la fin des années 80 en raison du renforcement des aspirations séparatistes. Le Cachemire a été gouverné par la Conférence nationale, parti régional modéré, jusqu'à la mort, en 1982, de son dirigeant charismatique, le cheikh Abdullah, qui l'avait créée en 1931 et qui eut donner expression à l'identité cachemirienne, contenant ainsi les forces sécessionnistes. Après la disparition de cheikh Abdullah, des gouvernements de coalition soutenus ou inspirés par le Parti du Congrès, corrompus et considérés comme « à demi-indiens », sont arrivés au pouvoir à la suite des élections truquées de 1983 et 1987. La Conférence nationale s'est prêtée au jeu congressiste. Le discrédit qui a frappé ces combinaisons a favorisé et contrarié les mouvements séparatistes.

A partir de 1989, une véritable insurrection s'est développée à l'initiative de multiples groupes armés, rattachés, en général, soit au Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF), en principe laïc et favorable à l'indépendance, soit au Hezb-ul-Mujahidin, d'inspiration religieuse et prônant l'intégration au Pakistan. Islamabad soutient ce dernier tant sur les plans militaire ou logistique que diplomatique. L'Inde a choisi de réprimer par la force ces activités terroristes. Cette situation de quasi-guerre a contraint la population hindoue de la vallée - quelque 150 000 personnes - à fuir, tandis que les affrontements entre les séparatistes et l'armée, déployée massivement (350 000 hommes) auraient fait, selon les autorités de New Delhi, 12 000 morts (50 000, selon les rebelles).

La tension entre l'Inde et le Pakistan débouche régulièrement sur des incidents frontaliers et s'exprime à travers de virulentes campagnes de propagande. Dans les deux pays, l'opinion publique est chauffée à blanc. Islamabad mobilise des soutiens internationaux, notamment islamiques, en faveur de ses positions et tente de faire condamner New Delhi pour ses atteintes aux droits

de l'homme. En Inde, la destruction de la mosquée de Babur à Ayodhya (Uttar Pradesh), en décembre 1992, par des militants hindous fanatiques proches du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), le parti nationaliste hindou, et le vague d'attentats à la bombe et d'émeutes, qui a suivi cet acte au cours de l'année 1993, attestent de l'exacerbation des antagonismes communautaires.

Pourtant ces violences n'ont pas dégénéré en guerre ouverte. Plusieurs facteurs contribuent à en limiter le risque. Sur la plan militaire, les deux armées font face à une pénurie de crédits liée à la priorité donnée par chacun des deux pays aux réformes économiques. De part et d'autre, elles sont, en outre, en partie immobilisées par des tâches de maintien de l'ordre interne. Ajoutons que le facteur nucléaire - les deux pays possèdent la capacité nucléaire, même si l'on ignore l'état exact de leurs arsenaux respectifs - exerce un effet dissuasif.

Vers l'autonomie ?

PAR ailleurs, l'Inde et le Pakistan s'efforcent de développer leurs liens dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (Saccr) et New Delhi vient d'accorder à Islamabad quelques avantages tarifaires. Enfin, les États-Unis n'ont aucun intérêt au déclenchement d'un conflit armé entre le Pakistan, qui demeure leur allié dans le jeu mouvant qui se déroule en Afghanistan (lire page 21, l'article de Vicken Cheterian) et en Asie centrale, et l'Inde, devenue désormais un partenaire commercial et économique de taille.

Pour autant, la caractéristique improbable d'une guerre ouverte-t-elle une perspective de règlement politique ? En l'absence de solution militaire, seule la réussite de l'insurrection et la pression internationale pourraient transformer le statu quo. Islamabad ne pourra pas céder tant que s'exprimeront au Cachemire un réel sentiment pro-pakistanaise ou indépendantiste. L'Inde, pour sa part, doit faire en sorte que les données internes évoluent et que la population de cet État soit prête à accepter une solution de « rattachement » qui, de son point de vue, ne peut être que l'autonomie au sein de l'Union indienne.

C'est peut-être parce qu'une telle tendance s'esquisse que tout n'est pas à exclure. Le gouvernement indien a, en effet, réussi, sous haute surveillance militaire, à organiser, en mai et septembre 1996, des élections au Cachemire, qui étaient depuis 1989 sous l'administration directe de New Delhi. La participation électorale élevée (58 %) - dans le contexte indien et compte tenu surtout des actions de guérilla - laisse supposer une certaine lassitude de la population devant l'impasse politique et les difficultés économiques engendrées par tant d'années de guerre. La nette victoire de la Conférence nationale, sa participation à la coalition du Front uni et, éventuellement, au gouvernement pourraient annoncer un retour du Cachemire au sein de la démocratie indienne. D'autant que le gouvernement central a l'intention d'accorder aux Cachemiris un statut d'autonomie réelle, inscrit d'ailleurs dans la Constitution, qui leur permettrait de sauvegarder leur identité. Des négociations en ce sens sont en cours avec la Conférence nationale.

Confronté dans la doctrine qui porte désormais son nom et selon laquelle il revient à l'Inde, en tant que puissance prédominante du sous-continent, de faire des concessions à ses voisins dans le but de régler les contentieux, le premier ministre de New Delhi, M. Inder K. Gujral, est sans doute prêt à céder sur la question du glacier de Siachen, où une guerre de position perdure depuis 1984 (2). Il pourrait aussi décider de réduire la présence militaire au Cachemire. Déjà, le règlement, très restrictif, concernant la délivrance des visas aux ressortissants pakistanaïses, a été assoupli. Sans nul doute, d'autres signaux apaisants seront adressés à Islamabad. A l'Inde de concrétiser ses promesses au peuple cachemirien, et au premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, élu avec une majorité écrasante, d'accepter la main tendue.

J. S.

(1) Originaire de la ville de Jhelum, devenue pakistanaise après la partition en 1947, M. Inder Kumar Gujral possède une conscience aigüe des solidarités régionales et linguistiques transfrontalières. Il continue de détenir la portefeuille des affaires étrangères dans le gouvernement qu'il dirige.
(2) Dans ce secteur, la « ligne de contrôle » indo-pakistanaise n'est pas tracée. L'armée indienne occupe des positions dominantes sur la chaîne de Salwar, interdisant de ce fait l'accès au col frontalier de Karakorum depuis le Baltistan sous contrôle pakistanaise.

هڪڙا من الاجل

nouvement, à New Delhi, en avril, elle a tout mis en œuvre pour trouver une position commune sur la réforme de l'ONU et sur l'élargissement du Conseil de sécurité, où elle souhaite obtenir pour elle-même et pour d'autres pays du Sud un

Les voix ne manquent pas dans le pays pour souligner l'innanité du maintien du mouvement des non-alignés dans un monde profondément bouleversé par la chute de l'URSS et le fin de la bipolarité, mais, cependant, souligne-t-on à New Delhi, si ce mouvement ne brille pas par son efficacité, il demeure un forum de réunions d'échanges régulières entre pays partageant au moins certaines préoccupations. D'ailleurs, aucun de ses membres, à l'exception de l'Argentine, ne l'a quitté. A contrario, la Russie, invitée comme observateur, aurait exprimé le souhait d'y adhérer ! Pour l'Inde, la nécessaire adaptation au nouvel ordre mondial ne signifie pas qu'elle doive rompre totalement avec sa diplomatie traditionnelle.

JYOTSNA SAKSENA.

(3) Cf. *The Hindu*, New Delhi, 19 mars 1997.

(4) Les pays membres de la Saarc sont le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri-Lanka.

le Cachemire

minorités, mais se résumait en un conflit entre « eux » et « nous ».

Pu après l'indépendance en 1947, le Peuple national indien, qui ne s'était pas encore remis du traumatisme qu'avait été la partition du sous-continent, fut secoué par l'assassinat de Gandhi, lorsque tomba la nouvelle, et alors que l'identité de l'assassin n'avait pas encore été révélée, des tensions secouèrent les régions où vivaient une majorité de musulmans, ces derniers craignant des représailles. Le premier ministre de l'époque, Jawaharlal Nehru, dut s'empresse d'annoncer que l'assassin était pas un musulman, mais un extrémiste hindouiste, membre actif de l'organisation nationaliste Hindu Mahabha. La droite hindouiste n'eut d'ailleurs jamais cessé de revendiquer et de justifier l'assassinat de Gandhi. Le premier ministre, Jawaharlal Nehru, le père de l'assassin, Nathuram Godse, n'en expliqua, il y eut quelques années, qu'il était nécessaire que le pays se débarrasse d'un individu qui, avec sa doctrine de la non-violence (*ahimsa*), avait affaibli le « nation hindoue ».

La recherche de la paix, l'acceptation de la coexistence, l'égalité des droits et le spectre d'eutry, toutes ces caractéristiques qui ont incarné la culture multiple de l'Inde et qui imprègnent les mœurs, les modes de vie et les arts (musique, arts, peinture) des différentes régions du pays, risquent de disparaître sous l'effet de politiques de haine et de violence. Paradoxalement, les musulmans ont tenu pour responsables des injustices qui merquent la société hindoue – l'insécurité du statut de la femme ou l'absence de castes inférieures.

En fait, le problème de la partition du sous-continent n'a jamais été vraiment résolu. Cet événement a laissé de nombreuses séquelles, tant d'un point de vue religieux que sur les plans émotionnel et psychologique ou dans l'enseignement scolaire. Les souvenirs des meurtres, des pendaisons et des viols qui ont eu lieu pendant cette période chaotique se sont perdus de génération en génération. Cette catharsis n'e pu s'opérer. Et si, en réalité, personne n'a été épargné par le meurtre, les musulmans en furent consciemment tenus pour responsables et, naturellement, ils devinrent les victimes désignées des campagnes nationalistes des organisations indues.

En outre, en tolérant tacitement le système patriarcal musulman, incompatible avec une réforme du mariage, du divorce et de l'héritage — mesures qui auraient profité aux femmes musulmanes —, l'Etat a fourni une arme supplémentaire à la propagande de la droite hindouiste, qui ne s'est pas privée de dénoncer les musulmans comme bénéficiaires de privilèges et de dispositions spécifiques. Les différentes administrations de l'Etat, qui, depuis deux ans, démontrèrent une indolence flagrante qu'elles adhérent à ces préjugés hindouistes, sont restées impuissantes. L'échec de l'Etat à condamner les agitateurs coupables d'exacerber les tensions entre les communautés religieuses n'a fait qu'aggraver la situation. Ces dernières années de « méritisme », d'exactions et de complicité passive de larges sections de la société, une prise de conscience commencée à peine à naître.

2) Lire Vijay Singh, « Mourir pour un temple... », *Le Monde diplomatique*, avril 1991.

SOUS LA MENACE DE LA CRISE AFGHANE

Les ambitions contrariées de l'Ouzbékistan

APRÈS plusieurs jours de violents combats, au début du mois dernier, les talibans ont été expulsés de la ville de Mazar-i-Sharif et de sa région, qu'ils venaient de conquérir. Cette sévère défaite a rassuré les voisins de l'Afghanistan, et notamment l'Ouzbékistan, qui ne souhaite pas que s'installe à ses frontières un pouvoir islamiste radical. Pourtant, Tachkent souhaite une solution politique qui associerait toutes les parties à Kaboul, ramènerait la paix, enlèverait à Moscou un prétexte pour intervenir et lui permettrait de jouer enfin le rôle régional auquel aspire son président, M. Islam Karimov.

Par VICKEN CHETERIAN *

L'imposante statue de Tamerlan domine l'une des places principales de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan. Son portrait est omniprésent jusque dans les villages les plus reculés. Les kolchozes ainsi que les nouvelles entreprises privées ont adopté le nom de cet empereur turcoman qui domina l'Asie centrale, l'Iran, la Syrie et la Turquie d'Europe au XIV^e siècle. Ce culte officiel de la personnalité est explicite : « L'Ouzbékistan a hérité de l'histoire un rôle charnière, à la croisée des principales routes commerciales d'Asie centrale », plaide le président ouzbek, M. Islam Karimov (1). Comme par le passé, l'Ouzbékistan veut affirmer son leadership régional, mais celui-ci est menacé par l'instabilité qui règne sur ses marches méridionales, au Tadjikistan et surtout en Afghanistan.

Les récents combats pour le contrôle de la ville afghane de Mazar-i-Sharif ont suscité des craintes dans toutes les capitales de l'Asie centrale. Une réunion d'urgence des pays de la Communauté des États indépendants s'est tenue à Moscou le 27 mai pour étudier les conséquences de la conquête de la ville par les talibans, le 24 mai dernier, et de la fuite du général Abdul Rashid Dostom. Les autorités ouzbèkes ont renforcé précipitamment leurs défenses à la frontière. L'inquiétude est d'autant plus vive que Tachkent avait établi des relations étroites avec le général Abdul Rashid Dostom, lui-même d'origine ouzbèke. Certains observateurs accusaient même l'Ouzbékistan d'être le principal pourvoyeur d'armes du général.

Tachkent a des intérêts contradictoires en Afghanistan. « La résolution de ce conflit est essentielle pour nous », explique M. Goga Khudoyatov, professeur d'histoire à Tachkent. Nous devons dégager la route de la mer d'Oman. Si Tachkent et Islamabad sont d'accord sur la nécessité de garantir un commerce sûr à travers l'Afghanistan, le président Karimov rejette les efforts pakistanais pour assurer l'hégémonie des talibans. Au contraire, il a appelé les « étudiants en religion » à renoncer à instaurer un « pouvoir absolu (2) ». Il souhaite que se maintienne une zone-tampon à la frontière, peuplée majoritairement d'Ouzbèkes, et qui jouirait d'un statut autonome. L'installation de forces hostiles à Mazar-i-Sharif - qu'elles soient nationalistes ou islamistes - pourrait représenter un danger pour les élites de Tachkent en menaçant la légitimité des frontières vées de la désintégration de l'Union soviétique. L'Ouzbékistan ne peut donc que se réjouir des revers subis au début du mois de juin par les talibans et de leur expulsion de Mazar-i-Sharif par une coalition regroupant les milices ouzbèkes et chitès.

Mais le conflit afghan inquiète d'autant plus Tachkent qu'il suscite de nombreuses ingérences. La Russie, l'Iran et l'Inde se sont retrouvés pour soutenir la coalition anti-talibans. Téhéran aide notamment les Hazars chitès et les Tadjiks persanophones. Moscou utilise d'ailleurs la situation pour consolider ses positions en Asie centrale - au détriment des aspirations ouzbèkes. De plus, la poursuite de la guerre dans le Sud ouzbek oblige l'Ouzbékistan à continuer à utiliser la Russie comme voie de désenclavement.

Autre sujet d'inquiétude pour le président Islam Karimov : le Tadjikistan, où l'opposition islamiste armée affronte le régime néocommuniste appuyé par l'armée russe. Après avoir soutenu les troupes gouvernementales pendant la première phase du conflit (3), le président ouzbek a inféchi sa position. Ses relations avec son homologue tadjik, M. Emomali Rakhmonov, se sont tendues. « Une conférence générale avec la présence de toutes les parties impli-

quées dans la guerre tadjike est indispensable », plaide M. Davlatbek Saidaliev, haut fonctionnaire au ministère ouzbek des affaires étrangères. Ainsi, tout en jugeant l'islamisme dans son pays, le président Karimov conseille à ses voisins tadjiks de former un gouvernement de coalition avec l'opposition islamiste de M. Abdallah Nouri. Cet appel semble avoir été entendu puisqu'un accord semble s'esquisser entre le gouvernement et l'opposition, qui pourrait être associée au pouvoir.

Pinsieurs raisons expliquent le revirement ouzbek. Le président tadjik, M. Emomali Rakhmonov, est originaire de la région méridionale de Konliab. Depuis que la guerre civile a éclaté, son clan a monopolisé le pouvoir à Douchanbé. Dans le même temps, l'ancienne classe dirigeante de M. Abdallah Nouri, qui avait été marginalisée, a été réhabilitée. Khodjent, l'une des principales villes industrielles du Tadjikistan, abrite une communauté ouzbèke très nombreuse, et ses liens avec son voisin du Nord, par la vallée de la Fergana, sont séculaires.

Par ailleurs, Tachkent redoute l'extension du conflit, d'autant que le Tadjikistan compte 24 % d'Ouzbèkes tandis qu'une large communauté tadjike est installée dans la région ouzbèke de Samarkand. De plus, l'enlèvement de la guerre civile permet à Moscou de maintenir un contingent de près de 25 000 hommes dans la zone. Ces soldats russes - « forces



DANS UN STUDIO PHOTOGRAPHIQUE DE BOUKHARA

d'interposition » ou troupes régulières - sont un puissant levier pour préserver la sphère d'influence de Moscou en Asie centrale, au grand dam des élites locales (4).

Deux coups de force ont bien failli impliquer davantage l'Ouzbékistan dans le conflit tadjik. Au début de 1996, M. Ibrodullo Baïmatov, ancien maire de Tursan Zade, réfugié alors en Ouzbékistan, est remonté sur Douchanbé à la tête d'un groupe armé pour réclamer la destitution du gouvernement. Simultanément, dans le sud du pays, une autre rébellion menée par M. Mahmud Khudaberdiev parvint à s'emparer de la ville de Kourgan-Tioubé.

Ces dirigeants étant ouzbèkes, Tachkent fut soupçonné d'avoir financé les deux guérillas. Preuve supplémentaire de l'influence russe dans la région, ces dernières prirent fin après la visite à Douchanbé et à Tachkent du ministre russe des affaires étrangères, M. Evgueni Primakov, et du ministre de la défense de l'époque, M. Pavel Gratchev.

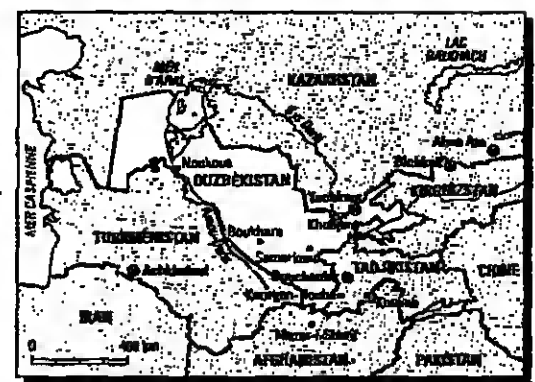
Un pivot régional

CES graves événements n'ont pas entamé la volonté du président Karimov de faire jouer à son pays un grand rôle régional. Sous le régime soviétique, Tachkent était déjà une grande métropole pour toute l'Asie centrale, la ville la plus peuplée de la zone, avec plus de deux millions d'habitants. On y trouvait les principales universités et centres de recherche de la région. L'aéroport reliait Moscou au sous-continent asiatique. La population, la plus nombreuse des anciennes Républiques d'Asie centrale, compte 76 % d'Ouzbèkes. Cette cohésion ethnique est un gage de stabilité, contrairement au Kazakhstan voisin, peuplé de 36 % de Russes, majoritaires dans la partie septentrionale du pays. D'importantes communautés ouzbèkes sont installées au-delà des frontières nationales, y compris en Afghanistan.

Le pays occupe une position pivot dans la zone : ses frontières jouxtent celles des quatre autres Républiques centro-asiatiques (Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan), mais aucune grande puissance, ni la Russie ni la Chine, ne lui est directement limitrophe.

L'Ouzbékistan s'est clairement démarqué de Moscou. C'est le seul Etat d'Asie centrale où aucune base militaire russe n'est implantée. M. Islam Karimov a toujours refusé de placer ses frontières avec l'Afghanistan sous la protection militaire conjointe des forces armées de la Communauté des États indépendants (CEI), à dominante russe. Bien que relativement modeste (35 000 hommes), l'armée ouzbèke est la plus importante d'Asie centrale. Les dirigeants ont cherché à y réduire le nombre d'officiers d'origine russe ; 60 % de l'encadrement militaire est autochtone, contre 6 % seulement en 1992 (5).

Dans le domaine économique, les échanges commerciaux se rééquilibrent progressivement, depuis 1995, en faveur de l'Allemagne, du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud, au détriment des pays membres de la CEI (6). Les efforts consentis pour briser la dépendance énergétique ont porté leurs fruits. Les investissements dans le secteur pétrolier ont permis de réduire les importa-



la région. Il fut le seul dirigeant d'Asie centrale à approuver publiquement l'embargo imposé à l'Iran par les Etats-Unis. Sa croisade contre le « fondamentalisme islamique » a tout pour plaire à la Maison Blanche, mais aussi aux dirigeants russes.

Le président s'efforce également d'améliorer son image auprès du monde occidental. Avant de partir pour Washington, il a relâché 83 prisonniers politiques. Récemment, de nombreuses conférences ont été organisées à Tachkent sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin d'encourager la formation d'une société civile.

La pression étrangère sera-t-elle suffisante pour aider à l'installation de la démocratie ? L'ancien premier ministre et vice-président, M. Shirkollab Mirsaidov, qualifie les récentes libérations de prisonniers politiques de « lifting ». Tombé en disgrâce et contraint à la démission en janvier 1992, M. Mirsaidov a été l'objet de plusieurs agressions policières, avant d'être enlevé et battu. Il est pratiquement assigné à résidence mais refuse de s'exiler à l'étranger.

Le Parti démocratique du peuple (ex-Parti communiste) domine encore la vie politique locale, sous la coupe du président Islam Karimov. Plusieurs autres partis sont officiellement enregistrés mais restent inférieurs au pouvoir. Les véritables forces d'opposition telles que Birlik ou Erk sont bannies, et leurs activistes, quand ils n'ont pas eu le temps de fuir, ont été emprisonnés.

Comme au temps de l'ex-Union soviétique, le pouvoir a maintenu son contrôle sur les médias audiovisuels. Les organisations de défense des droits de l'homme soulignent cette duplicité : « Le gouvernement disserte volontiers sur les droits de l'homme avec la communauté internationale tout en se montrant inflexible avec ses opposants », rapporte l'organisation Human Rights Watch (11).

Les ambitions régionales du pays sont-elles réalistes ? En dépit du mythe de la « Grande Route de la soie » entretenu par la classe politique locale, les infrastructures de transport sont indigentes. L'Ouzbékistan est enclavé au sein des Républiques d'Asie centrale, et ces dernières n'ont elles-mêmes aucun débouché maritime, hormis la Caspienne, mer fermée. Un accord multilatéral signé au mois de juin 1996 devrait permettre d'établir un couloir de passage à travers le Turkménistan, par la mer Caspienne jusqu'à Bakou, puis vers le port géorgien de Poti, sur la mer Noire. Mais cette route ne présente pas toutes les garanties de sécurité. Les relations personnelles entre le président ouzbek Islam Karimov et son homologue turkmène, M. Saparmourad Niazov, sont tendues. L'instabilité permanente dans le Caucase est un facteur aggravant. Résultat : le pays est fortement

dépendant des voies de chemin de fer russes pour son commerce extérieur, notamment pour ses exportations de coton.

L'approvisionnement en eau est une autre source de tension entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'assèchement de la mer d'Aral a eu des effets négatifs sur l'ensemble de l'écosystème régional. Jusqu'à présent, les cinq Républiques centro-asiatiques ont collaboré patiemment en matière de distribution d'eau en faisant appel aux organisations internationales pour remédier à la catastrophe de la mer d'Aral. Sachant que 61 % de la population ouzbèke est rurale et que la croissance démographique annuelle est de 2,5 % (12), l'épuisement de l'eau est un problème sérieux pour l'avenir. En outre, le désastre écologique de la mer d'Aral a particulièrement touché la République autonome de Karakalpakie et pourrait y renforcer les tendances sécessionnistes à l'égard de Tachkent.

Peu de temps après l'indépendance de l'Ouzbékistan, une partie de l'intelligentsia locale a agité l'idée d'une renaissance du Grand Turkestan, ce vaste empire turcophone médiéval, où les Ouzbèkes jouèrent un rôle prépondérant. Les élites des pays voisins ont exprimé leurs craintes à l'égard de ces visées expansionnistes. Par souci d'apaisement, le président Islam Karimov a alors clairement opté pour le maintien des frontières existantes dans l'espace postsoviétique, même si leur tracé ne correspond pas avec la répartition ethnique. Reste à savoir si les turbulences régionales en Afghanistan et le regain d'influence des Etats-Unis ne déstabiliseront pas ce fragile équilibre.

(1) Cf. Islam Karimov, *Uzbekistan: The Road of Independence and Progress*, Tachkent, Ouzbékistan, 1992, p. 35. Lire également Alain Gresh, « Les Républiques d'Asie centrale s'engagent sur des chemins différents », *Le Monde diplomatique*, décembre 1992.

(2) Al Hayat, Londres, 3 juin 1997.

(3) Lire *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, sous la direction de Mohammad-Reza Djilili et Frédéric Grare, Institut universitaire des hautes études internationales, Genève, 1995.

(4) Lire Nina Bachstov, « La CEI entre mythes et réalités », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(5) Cf. *Transition*, Prague, 3 mai 1996.

(6) En 1995, les exportations ouzbèkes vers la CEI ont été de 41,3 %. Le colon représentait 78 % du volume total (chiffres officiels du ministère ouzbek des affaires étrangères, Tachkent, 1996).

(7) Cf. *Transition*, Prague, 17 mai 1996.

(8) Lors de sa visite à Tachkent en mars 1995, M. William Perry, le secrétaire américain de la défense, a présenté l'Ouzbékistan comme « un îlot de stabilité ».

(9) Cf. Frederick Starr, « Making Eurasia Stable », *Foreign Affairs*, New York, janvier-février 1996.

(10) Lire Nur Dulya, « Grandes manœuvres pétrolières dans le Caucase », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(11) Cf. Human Rights Watch/Helsinki, « Uzbekistan: Persistent Human Rights Violations and Prospects for Improvement », mai 1996.

(12) Cf. *The Aral in Crisis*, Programme des Nations unies pour le développement, Tachkent, 1995. Depuis 1960, la mer d'Aral a perdu environ 75 % de son volume et 50 % de sa surface.

CENTRE DE FORMATION
PRESSE & MULTIMEDIA
METAMEDIA EDUCATION

"Les stages intensifs"

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Photojournalisme
Droits du multimédia
Techniques éditoriales
Journalisme sur Internet & Intranet
Art & techniques de la photographie

TECHNOLOGIES MULTIMEDIA

Direction production
Responsable multimédia
Concepteur EAO multimédia
Ingénierie multimédiaTel : 01 43 53 54 00 Fax : 01 43 53 72 25
18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris

RETOUR SUR LA PRÉPARATION DE LA SECONDE

Les dessous du pacte germano-

DANS l'entreprise en cours de révision de l'histoire du XX^e siècle, qui concerne en particulier le communisme, la question des rapports entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie occupe une place centrale. Pour certains, Staline aurait suivi, dès les années 30, une politique d'alliance conflictuelle mais déterminée, avec Hitler. A preuve le pacte germano-soviétique, expression, selon eux, d'une stratégie offensive et non défensive. Diffusé en décembre 1996 par France 3, le film *Hitler-Staline : liaisons dangereuses*, réalisé par Jean-François Delassus et Thibaut d'Oiron et conseillé par l'historien Stéphane Courtois, défendait cette thèse jusqu'à la caricature. Cette nouvelle cuisine, qui a souvent recours à de vieux ingrédients, n'est pas du goût de tous les chercheurs.

Par GABRIEL GORODETSKY *

Tard dans la nuit du 23 août 1939, au Kremlin, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, et le ministre allemand des affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, signèrent un pacte de non-agression. Les protocoles secrets adoptés au cours de la seconde visite de Joachim von Ribbentrop à Moscou, le 28 septembre, divisèrent l'Europe orientale en sphères d'influence. Il est généralement admis que, en signant le pacte, les Russes ont volontairement scellé le destin de la Pologne et des pays baltes, partageant ainsi la responsabilité du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Certains — comme les promoteurs du film *Hitler-Staline : liaisons dangereuses* (lire page 23) — partent de l'idée que l'alliance avec les nazis aurait toujours été présente, implicitement, dans les plans de Staline, tandis que la politique de sécurité collective n'était, pour le dictateur, qu'un masque destiné à cacher ses desseins à l'Occident. Le film souligne les prémices idéologiques de la stratégie stalinienne : dès 1927, le secrétaire général du PC soviétique était déterminé à manœuvrer avec les puissances capitalistes pour les entraîner dans une guerre de destruction impérialiste. L'URSS en serait sortie indemne et en position d'étendre son ter-

* Historien, directeur du Centre russe, université de Tel-Aviv, auteur du livre : *Stalin and the German Invasion of Russia*, Yale University Press (à paraître).

ritoire. Et c'est prétendument pour provoquer cette guerre que Staline aurait contribué à l'accession au pouvoir de Hitler en poissant la politique du Komintern et du Parti communiste allemand sur une voie suicidaire.

A la vérité, les sentiments et les sympathies idéologiques pesaient peu sur l'orientation de la politique étrangère de Staline. En dépit de son système despotique de gouvernement, sa stratégie apparaît, avec le recul, comme relativement rationnelle et équilibrée : une Realpolitik dénuée de scrupule. Sa doctrine, qui aurait eu l'aval de Machiavel, avait pour seul objectif la mise en œuvre de sa conception des intérêts de la sécurité nationale de la Russie.

A la recherche d'une aiguille dans une botte de foin, le documentaire évoqué enfle démesurément, par exemple, les négociations sans réelle portée menées par David Kandelaki, chef de la mission commerciale à Berlin en 1937-1938 (1). L'ambassadeur russe à Berlin assurait pourtant à Maxime Litvinov, commissaire aux affaires étrangères jusqu'en mai 1939, que « les rumeurs d'un rapprochement éventuel avec l'Allemagne [étaient] dénuées de fondement ». « Nous n'avons conduit ni ne conduisons aucune négociation avec les Allemands (2) », ajoutait-il. Et rien ne prouve que Staline ait agi dans le dos de son ministre des affaires étrangères. En fait, ces contacts secrets ont été, dans une large mesure, suscités par le lobby



SERGEI GUERASSIMOV. « La Mère du parti » (1945)

allemand — gros industriels et fonctionnaires de la Wilhelmstrasse — toujours soucieux de ressusciter l'Ospolink. Du côté russe, ils constituaient une pitoyable tentative de contrer les éléments antisoviétiques au ministère allemand des affaires étrangères (3).

Il est plus tentant d'attribuer le changement à la déstabilisation soviétique à l'égard de l'Occident après la conférence de Munich, en septembre 1938. L'exclusion de l'URSS de cette conférence et la liberté d'action donnée à l'Allemagne en Tchécoslovaquie étaient de nature à confirmer le sérieux soupçon soviétique selon lequel Neville Chamberlain et Edouard Daladier étaient déterminés à démanteler le danger allemand en encourageant Hitler à une expansion à l'est. Mais cette interprétation ne prend pas en compte un fait : en dépit du coup sévère porté à la politique de sécurité collective, Staline ne considérait pas Munich comme irréversible. De plus, il n'avait pas d'autre réponse, alors que Hitler, lui, pouvait miser sur une soumission acceptée de l'Occident. Même le fameux écrivain lancé

aux démocraties occidentales en mars 1939 — selon lequel l'URSS n'avait aucune intention de « tirer les marrons du feu » pour leur compte — ne marqua pas un changement de position soviétique. Une analyse superficielle du texte complet de ce discours suffirait à montrer que Staline rejetait l'idée de Lénine de la guerre révolutionnaire et craignait qu'une guerre mondiale ne constituât une menace pour la Russie.

Ce sont en fait les garanties unilatérales données par la Grande-Bretagne à la Pologne, le 31 mars 1939, qui ouvrirent la voie au pacte Ribbentrop-

Molotov et au déclenchement de la seconde guerre mondiale (4). Il s'agissait d'une réaction émotionnelle et spontanée à l'humiliation que Hitler infligea à Chamberlain en s'emparant de Prague, le 15 mars 1939. Paradoxalement, en garantissant la sécurité de la Pologne, Londres provoqua l'Allemagne et perdit la position qu'elle détenait jusque-là, de pivot de l'équilibre des forces en Europe. Ces garanties offertes à Varsovie pouvaient avoir deux conséquences. Soit elles avaient un effet dissuasif, et Hitler devait revenir à la table de négociations. Soit, s'il maintenait ses revendications territoriales sur la Pologne, et pour respecter l'axiome militaire découlant des leçons des guerres précédentes — la nécessité d'éviter une guerre sur deux fronts —, le chancelier devait impérativement neutraliser l'Union soviétique.

Du coup, une option allemande, jusqu'ici inexistante, s'ouvrait à Moscou. Inversement, lorsque Chamberlain commença à comprendre que le chemin vers un second Munich était incertain et que le déclenchement de la guerre demeurerait une possibilité réelle, il dut, à contrecoeur, s'assurer, au moins en apparence, de l'engagement — vital pour l'application des garanties — de l'armée soviétique. Ainsi, c'est l'Union soviétique qui devint, sans l'avoir voulu, le pivot de l'équilibre des forces en Europe.

Surfant sur la vague de notre mémoire collective hésitante, certains historiens révisionnistes ne présentent ce pacte inattendu que sous sa nature perfide. Or les mythes du coup de poignard dans le dos et du plan prémédité ont été construits autour de lectures simplistes des événements ayant conduit au pacte. Conformément au modèle totalitaire dominant dans les années 50, ces visions

débarde sur la base des archives russes de N. A. Alexanov et L. A. Bezmyakovsky, « The Special Mission of David Kandelaki », *Voprosy Istorii*, n° 4-5, 1991, Moscou, p. 152.

(3) Jacques Fuchs, *Der Pol: Hitler, Stalin und die Initiative der deutschen Diplomatie, 1938-1939*, Ulm, Berlin, 1990, et Geoffrey Roberts, *The Unholy Alliance: Stalin's Pact with Hitler*, London, 1989, chapitre 10.

(4) Voir le travail, qui fait autorité, d'Asim P. Pundarik, *Britain, Poland and the Eastern Front, 1939*, Cambridge University Press, 1981, et son article, « The British Guarantee to Poland and the 1939 », *European History Quarterly*, n° 14, 1984.

Généalogie d'un mensonge

L'APPARENTE désinvolture de Staline à l'approche de l'invasion allemande en juin 1941 et, plus généralement, la politique soviétique restent, selon l'expression de Churchill, « une énigme enveloppée dans un mystère à l'intérieur d'une énigme (1) ». Pour les réalisateurs du film *Liaisons dangereuses*, Staline, dans la conduite de sa politique étrangère, poursuivait la ligne des bolcheviks : dominer le monde en transformant la guerre impérialiste en guerre idéologique (lire page 23).

Bien que le professeur Stéphane Courtois soit le conseiller historique du film, une partie cruciale du documentaire adopte, sans la critiquer, le trop célèbre travail de Victor Souvorov, un officier de renseignement soviétique passé à l'Ouest à la fin des années 70. Dans son livre, *Le Brise-Glace*, Souvorov décrit la Russie soviétique de 1941 en sclérosée plutôt qu'en victime. Grâce à une falsification de ses sources, il prétend sans la moindre preuve que Staline aurait minutieusement préparé contre l'Allemagne un plan « Opération Tonnerre », qui devait être déclenché le 6 juillet 1941 : ce serait l'invasion de la Russie par Hitler qui l'aurait fait échouer (2).

La prétendue préparation de cette agression par Staline aurait commencé avec la signature du pacte germano-soviétique et se serait poursuivie jusqu'au printemps 1941, en passant par la conférence entre Viatcheslav Molotov et Adolf Hitler à Berlin en novembre 1940, présentée comme une preuve que tout cela n'empêchait pas Staline de conspirer avec Hitler pour le partage du monde. Or les nouveaux documents d'archives — dont les directives pour les entretiens avec Hitler, dictées dans sa datcha par Staline à Molotov — montrent que les objectifs soviétiques consistaient à décourager d'une conception défensive de la sécurité. Il s'agissait de protéger les intérêts soviétiques dans les Balkans et les détroits de Turquie. Staline s'opposait en particulier au démantèlement de l'Empire britannique. Il pensait que la Grande-Bretagne participerait à la conférence de paix, mais en tant qu'une puissance diminuée (3).

En privé, Staline expliqua à Georgi Dimitrov, le secrétaire général de l'Internationale communiste, que sa politique était motivée par les menaces que la Russie faisait face dans la mer Noire. « Historiquement le danger est toujours venu de là ; la guerre de Crimée, la prise de Sébastopol, l'intervention de Wrangel en 1919, etc. » Son intention était d'assurer la sécurité des bases navales sur la côte turque « afin que les détroits ne puissent être utilisés contre l'URSS (4) ». Loin d'être rassuré par Hitler, comme le suggère Delassus, Molotov se plai-

gnit, dans un télégramme à Staline, des tentatives du chancelier allemand de « mettre la main sur la Turquie sous prétexte de garantir la sécurité de la Roumanie, tout en... faisant salver l'URSS » avec la promesse de révision de la convention de Montreux. Mais, et c'est de loin plus important, Staline disposait, par son attaché militaire à Berlin, d'informations précises sur la directive 21 fixant l'opération « Barbarossa » — l'invasion de l'Union soviétique (5) —, et ce dix jours seulement après son adoption, soit à peine un mois après la fin de la conférence de Berlin.

Ce fut donc un sens aigu de la menace allemande qui conduisit à la réunion extraordinaire du haut commandement au Kremlin, à la fin du mois de décembre, et aux deux *Kriegsspiel* du début de 1941. Les deux stratégies portaient de l'hypothèse d'une invasion allemande de la Russie, et leurs conclusions ont été mises en œuvre dans les plans de mobilisation et de déploiement préparés au printemps 1941. A la mi-avril 1941, le chef du renseignement militaire, le général Filip I. Golikov, soumit à Staline un rapport alarmant sur les mouvements de troupes massifs de l'Allemagne vers les frontières russes (6). Avec la Yougoslavie et la Grèce au bord de l'effondrement, Staline concédait qu'un dépit de grands progrès, l'armée rouge était loin d'être prête pour la bataille.

Sa politique était désormais guidée par la conscience qu'il avait de la faiblesse de l'armée rouge, gravement mutilée par les purges de 1937-1938. Les changements dans le haut commandement avaient désorganisé la reconstruction de l'armée : trois chefs d'état-major se succédèrent au cours de la seule année précédant la guerre. Un flot de rapports des commandants de division révélèrent de graves problèmes. Par exemple, le 9 avril 1941, le Politburo apprit l'augmentation des catastrophes dans l'armée de l'air : de deux à quatre avions s'écrasèrent chaque jour au cours des exercices, et quelque 1 000 pilotes avaient perdu la vie au cours de l'été (7).

Au lieu d'attaquer les Allemands, la seule solution était donc de se battre avec eux. Vu l'ambiguïté de la masse de renseignements empliés sur la bureau de Staline, celui-ci pouvait penser : être en mesure de différer l'offensive contre l'Allemagne pour la déclencher à un moment plus opportun, à condition de jouer correctement la carte diplomatique. D'autant que des informations indiquaient une possible division entre Hitler et la Wehrmacht : à ses yeux, le chancelier souhaitait atteindre ses objectifs par la voie de la négociation, l'armée rechignait la guerre.

De surcroît, le comte Wemar von Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, s'efforçait de dissimuler à Staline la menace grandissante. Des découvertes particulièrement éclairantes dans les archives russes montrent que Schulenburg chercha

— lors de plusieurs rencontres clandestines à sa résidence moscovite avec des diplomates soviétiques, entre le 5 et le 12 mai — à organiser une rencontre entre Staline et Hitler (8).

La voyage rocambolesque de Rudolf Hess, l'adjoint de Hitler, en Angleterre, le 12 mai, pour une mission de paix, apparaît comme le clé pour comprendre l'attitude soviétique à l'approche du conflit. Des documents récemment déclassifiés par le gouvernement britannique révèlent que le MI 6, encouragé par le Foreign Office, tenta d'utiliser la venue de Rudolf Hess à des fins de désinformation : il s'agissait, en introduisant les Russes grâce à des sources de renseignement clandestines, de les empêcher de conclure un accord avec l'Allemagne.

Les Britanniques voulaient corroborer l'évaluation erronée de Staline concernant les divisions au sein de la direction allemande — Rudolf Hess serait à la recherche d'une paix avec la Grande-Bretagne afin de convaincre Hitler d'abandonner ses réserves quant à la campagne contre la Russie. Les services de renseignement britanniques espéraient que cette information pousserait l'URSS à joindre ses forces à celles de la Grande-Bretagne avant qu'il ne soit trop tard. Le message eut l'effet inverse sur le Kremlin : il y eut une peur que les rumeurs de guerre fabriquées à Londres soient pour but d'entraîner la Russie dans la guerre.

Une directive offensive ou défensive ?

TEL est le contexte dans lequel doit être analysé l'ordre donné par Gueorgui Joukov, le 15 mai, en vue d'une attaque préventive contre l'Allemagne. Les historiens « révisionnistes » mettent en avant la directive elle-même. Ils prétendent que Staline était à l'origine du plan et qu'il était « dûment signé », prouvant ainsi que la stratégie soviétique était bel et bien « offensive », c'est-à-dire agressive.

En réalité, cette directive ne connut pas le moindre début de mise en œuvre : le lendemain, Gueorgui Joukov en émit une autre, visant, elle, un déploiement défensif de l'armée rouge sur les frontières en prévision d'une attaque allemande. Cette directive « défensive » resta en vigueur jusqu'au 22 juin 1941, avec quelques modifications mineures. En outre, une analyse sérieuse de la directive « agressive » de Joukov en limite la portée : fondée sur la doctrine, très élaborée, des « opérations en profondeur », inventée par le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski, elle prévoyait une attaque limitée bien que s'enfonçant profondément à l'intérieur des concentrations de troupes allemandes. Plus qu'un tremplin vers la prise du cœur de l'Europe, le plan était conçu comme une opération circonscrite dont l'objectif était d'abord de

désorganiser l'ordre de bataille allemand — il était donc de nature fondamentalement défensive.

A la mi-mai, un profond abîme séparait en fait Joseph Staline et les chefs d'état-major. Bien que Joukov ait continué à faire pression en faveur d'une attaque préventive, l'insupportable besoin d'un répit conduisit Staline à faire preuve de plus de docilité à l'égard de l'Allemagne. Le débat culmina lors de la série de séances du bureau politique à la veille de l'invasion allemande. La confrontation était si aiguë que, lorsque le maréchal Semén Timochenko, ministre de la défense, soutint la proposition de Gueorgui Joukov de placer l'armée rouge en état d'alerte, Staline explosa : « C'est du Timochenko tout craché, il prépare tout le monde à la guerre, il fait tout pour être fusillé, mais je sais depuis la guerre civile que c'est un bon soldat. » Après quoi il avertit le chef d'état-major : « Si vous provoquez les Allemands sur les frontières en déplaçant des troupes sans notre permission, alors les têtes tomberont, souvenez-vous-en ! (9) ».

Cette peur obsessionnelle de la provocation, conjuguée avec la claire conscience de la faiblesse de l'armée rouge, allait à l'encontre du flot croissant de renseignements précis annonçant l'agression allemande. Cela contribue à la confusion et au désastre qui se produisirent à l'aube du 22 juin 1941, lors de l'agression hitlérienne. Lorsque Joukov appela Staline à sa datcha pour l'informer de l'attaque allemande, le maître du Kremlin semblait encore croire que la Wehrmacht avait provoqué une guerre sans l'accord de Hitler. Sa première directive fut donc d'interdire à l'armée d'appliquer pleinement les ordres de déploiement.

G. G.

(1) Winston S. Churchill, *The Second World War*, London, 1950, vol. 1, p. 403.

(2) Victor Souvorov, *The Icebreaker*, pp. 344-345 et p. 327. La version française, *Le Brise-Glace*, est parue en 1989 aux Éditions Orbis.

(3) Archives présidentielles de la Fédération de Russie (AFPR), 9 novembre 1940. Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (AFPER), 05/11/33/214/2, télégramme de Staline à Molotov, 11 novembre 1940.

(4) Archives nationales de Bulgarie, Fonds Dimitrov, journal personnel, 25 novembre 1940, et Archives du ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, AMVFR, FRED 02/02/1919, documents concernant la visite de Molotov à Berlin, 27 novembre 1940.

(5) AFPER, 05/11/32/223/112-114, télégramme de Molotov à Ivan Maïski, 17 novembre 1940 et 338/2314/36-38, télégramme de Molotov à Staline, 13 novembre 1940.

(6) Archives des services de renseignement russes, 7257, Rapport de Filip I. Golikov, 16 avril 1941 et rapport n° 4 sur les événements à l'Ouest, 20 avril 1941.

(7) AFPR, « Dossier spécial sur 1941 », document 247.

(8) AFPR, 364/675/157-161.

(9) Archives personnelles de Dimitri Volkogonov, déclaration signée par le général Lashchenko sur les conversations avec Semén Timochenko.

هكذا من الاجل

GUERRE MONDIALE soviétique

cherchèrent à établir l'existence d'une communauté d'intérêts et d'affinités politiques entre les régimes nazi et communistes, tous deux menaçant gravement la démocratie et la civilisation occidentales.

En réalité, le Foreign Office reconnut, dès avril 1939, les conséquences négatives des garanties britanniques. L'ambassadeur de Sa Majesté à Moscou, Sir William Seely, par exemple, leur reprocha d'avoir suscité chez Staline la tentation, tout à fait compréhensible dans les circonstances nouvelles, de « se tenir à l'écart et, en cas de guerre, de limiter son soutien au commerce fructueux de matériels aux victimes de l'agression ». Et d'anticiper l'accord de l'Allemagne et de la Russie sur l'avenir des Etats baltes et de la Bessarabie. A l'instar du sous-secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, Vansittart, qui admit à contrecoeur : « *Maintenant que le gouvernement de Sa Majesté a donné ses garanties, le gouvernement soviétique va s'asseoir et se laver les mains de toute cette affaire (5).* »

Dès ce moment, face à l'attitude de Londres, Staline aurait donc pu théoriquement se compromettre avec les Allemands. Mais il ne faut pas perdre de vue que la constante de la politique étrangère soviétique pendant l'entre-deux-guerres plonge ses racines dans l'intervention militaire alliée en Russie en 1920-1921. D'où une profonde méfiance à l'égard de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui pourraient faire bloc et lancer une croisade contre la Russie communiste.

Depuis le 31 mars, Staline faisait face à un grave dilemme qui n'avait pas grand-chose à voir avec ses penchants idéologiques : prudent et pragmatique dans la conduite des relations internationales, le maître du Kremlin était hanté par la crainte que Londres, en dépit de ses garanties, n'abandonnât la Pologne comme elle l'avait fait pour la Tchéco-

slovaquie, facilitant ainsi une agression allemande sur le front oriental. En même temps, il avait pleinement conscience que, en cas d'incapacité de la Grande-Bretagne à répondre à une invasion allemande de la Pologne, l'Allemagne pouvait violer un éventuel accord et poursuivre sa poussée vers l'est. Ce pronostic le conduisit à tenter désespérément de convaincre la Grande-Bretagne de remplacer les garanties unilatérales accordées à la Pologne par une alliance militaire contractuelle entre la Russie et l'Occident. Ce qui ne l'empêcha pas de sonder l'Allemagne.

Pendant les négociations, qui traînèrent presque cinq mois, Londres et Moscou explorèrent différentes possibilités d'accords. Au cours des années 30, l'Union soviétique voulait obtenir sa sécurité à travers l'établissement d'une zone tampon comprenant, du nord au sud, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, et ce par le biais d'accords d'assistance mutuelle avec ces Etats, soutenus par l'Angleterre et la France. Ces projets avaient pour caractéristique principale de définir sans ambiguïté les mesures militaires à prendre par chacun des belligérants une fois la guerre déclenchée. Et ils supposaient une véritable menace allemande et l'inévitabilité de la guerre.

Cette démarche reposait sur des renseignements fiables arrivés au bureau de Staline. L'information la plus importante apparut en août 1938 : une soufisme, implantée chez Hermann Göring, décrivait avec force détails les plans militaires de l'Allemagne présentés par le maréchal du Reich au maréchal Gerd von Rundstedt, le commandant du groupe d'armées qui allaient envahir la Pologne, et aux autres officiers supérieurs. La cible était clairement l'Est : « *L'Allemagne, précisait-ils, n'a pas besoin de colonies en Afrique, mais en Europe de l'Est ; elle a besoin d'un grenier - l'Ukraine (6).* »

« Effet apaisant » et dissuasion

A partir de mai 1939, Staline reçut un flot constant de renseignements sur les intentions de Hitler d'attaquer la Pologne sans se soucier des réactions occidentales. Les Allemands semblaient penser que la guerre resterait localisée, et cela dut inquiéter particulièrement Staline, qui ne comptait guère sur l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France avant le déclenchement des hostilités (7).

Les garanties données par Londres à la Pologne, que Staline interprétait correctement, tentaient de préserver les principes fondamentaux de la politique d'« apaisement » à l'égard de Hitler en cherchant à dissuader les Allemands. Elles ne pouvaient donc satisfaire les besoins fondamentaux de la sécurité soviétique. Dès le début, Lord Halifax, le secrétaire au Foreign Office britannique, souhaita une coopération russe limitée à

une fastidieuse déclaration selon laquelle, « en cas d'agression contre un voisin européen de l'Union soviétique et auquel ce pays résisterait, l'assistance du gouvernement soviétique serait accordée si le désir en était exprimé et serait fournie suivant le mode le plus approprié ». Il en attendait « un effet apaisant sur la situation internationale (8) », « effet apaisant » étant ici synonyme de dissuasion.

Lord Halifax évolua à pas comptés au cours de l'été 1939 pour tenir compte des demandes soviétiques. Mais une telle alliance se révéla difficile à conclure, en raison du refus des Polonais d'envisager ce serait-ce qu'un transit des troupes soviétiques sur leur territoire en cas de guerre, et de la répugnance de Londres à reconnaître l'Union soviétique comme son principal allié en Europe orientale. La position rigide de la Grande-Bre-



SIGNATURE DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE, LE 23 AOÛT 1939
Un pacte qui révélait surtout la faiblesse de la Russie

tagne conduisit Staline, par pur calcul, à explorer une autre voie à travers le dialogue avec les Allemands. La décision finale s'imposa pratiquement à lui le 19 août 1939, lorsqu'il reçut un remarquable rapport de renseignement sur les objectifs de Hitler à long et à court terme. Selon ce rapport, le Führer était déterminé à « résoudre » le problème polonais quel qu'en fût le coût, sans se soucier d'avoir à combattre sur deux fronts. Il comptait sur l'URSS pour « conduire des négociations avec (Berlin), puisqu'elle n'a aucun intérêt dans un conflit avec l'Allemagne et qu'elle n'est pas moins inquiète d'être vaincue au nom des intérêts de l'Angleterre et de la France ». Ceux qui entretinrent l'idée d'une communauté de destin nouvellement formée entre Moscou et Berlin devraient le noter : bien que préconisant « un nouveau Rapallo, étape d'un rapprochement et d'une collaboration économique avec Moscou », le rapport soulignait la nature éphémère de ce « second Rapallo » qui devait être poursuivi « pendant une période limitée » d'environ deux ans (9). Staline ne pouvait donc l'ignorer.

En fait, depuis Munich, les Allemands manifestèrent manifestement les événements. Loin de pouvoir lancer une agression contre eux, Staline - comme d'ailleurs les Britanniques - devait répondre à des demandes allemandes équivalant à un ultimatum. De son épais crayon bleu, Staline souligna le « conseil » de Hitler d'accepter la proposition d'accord, car le comportement de la Pologne à l'égard de l'Allemagne était tel qu'« une crise pouvait avoir lieu n'importe quand ». Hitler commentait plus loin qu'il serait prudent pour Staline de « ne pas perdre de temps (10) ». L'alliance trouva sa justifi-

cation lorsque Staline comprit que la délégation militaire franco-britannique, arrivée à Moscou par bateau au cours de la deuxième semaine d'août, était dépourvue d'instructions et ne disposait d'aucun pouvoir. Elle devait, en permanence, consulter Londres et Paris.

Staline exploita les occasions à chaque fois qu'elles se présentèrent. Pendant la majeure partie des années 30, cherchant ainsi à protéger la Russie d'une guerre désastreuse, il adhéra à la politique de sécurité collective jusqu'à ce que, à la fin de la décennie, il ne croie plus à son succès. Sachant que le maître du Kremlin soupçonnait en permanence - et de manière compréhensible - la Grande-Bretagne et l'Allemagne de vouloir se réconcilier, on peut douter qu'il ait considéré le pacte germano-soviétique comme une garantie sérieuse des frontières occidentales de la Russie. Loin de conduire à une fraternité « par le

fer et le sang » avec l'Allemagne, on a la renaissance du rêve depuis longtemps oublié d'une expansion sans limite, ce pacte reflétait surtout la relative faiblesse de la Russie et la claire conscience qu'elle serait forcée, au bout du compte, d'affronter l'Allemagne sur le champ de bataille. Staline opta pour le moindre des deux maux.

La condamnation des historiens révisionnistes est inspirée par un jugement moral sur les protocoles secrets qui permirent la division de la Pologne et l'occupation des pays baltes. Mais, dans leur jugement, les historiens se doivent de saisir l'esprit du temps. Comme l'a observé un spécialiste avisé, « le Kremlin menait une diplomatie qui n'était ni morale ni idéologique. La politique de Moscou, comme celle des démocraties, n'était ni pure et noble ni diaboliquement rusée (11) ».

GABRIEL GORODETSKY.

(5) E. L. Woodward (sous la direction de), *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3^e série, vol. V, Londres, 1952, p. 104.
(6) Archives privées de Dimitri Volkogonov, « The Estimate of the Intelligence Services of the General Staff on the Plans and State of the Armed Forces and the Possible Outbreak of World War », 1938, p. 104.
(7) Archives militaires de la Fédération de Russie (AMFR), 9157/2350-360, « Information of Prospektur sur les plans allemands d'agression obtenus par Kiebit », 17 mai 1939.
(8) *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 3^e série, vol. V, pp. 205-206.

(9) AMFR, 9157/2418-431, l'interception des télégrammes de Werner von Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, qui étaient ainsi fournis à Staline confirmant l'information. Voir par exemple 9157/2447, 453-454.
(10) Dimitri Volkogonov, *Stalin : Triumph and Tragedy*, Grove Weidenfeld, New York, 1991. Voir aussi « *Alternativ 1939-39* », *Izvestia*, 21 août 1989. Une autre interception éclairante est « Ribbentrop-Molotov », *Sovetskii Istorik*, n° 8, 1988.
(11) Tadey J. Ulbricht, « *Evolving Soviet Views of the Nazi-Soviet Pact* », in Richard Frucht (sous la direction de), *Labyrinth of Nationalism : Complexities of Diplomacy*, Slavica Publishers, Columbus, Ohio, 1992, pp. 331-360.

Falsifications à la télévision

« ENTRE Berlin et Moscou, les images sont interchangeables. Des deux côtés, on invente la propagande, omniprésente, permanente. » Si, à l'inspiration des méthodes du « conseil historique » que la direction de Stéphane Courtillot a qui a concocté le documentaire « Hitler-Staline » (1), on voulait poursuivre dans la voie de l'emballage, on pourrait dessiner un triangle de la manipulation. Et y inclure la télévision française : trois semaines durant, c'est bien un sommet du révisionnisme historique qui a été servi aux téléspectateurs.

A tel point qu'on ne sait où commencer la réfutation. Décidés à établir une parenté idéologique et stratégique permanente entre nazisme et communisme, les deux réalisateurs ont choisi de faire du pacte germano-soviétique l'épilogue d'une longue collaboration datant... de la révolution russe de 1917. L'histoire se métamorphose alors en une téléologie grossière où chaque épisode des relations soviéto-allemandes de l'entre-deux-guerres n'a de sens qu'à la lumière de la poignée de main Staline-Ribbentrop d'août 1939. Même un historien exécrable connaît pourtant les risques d'une telle lecture qui pourrait lui faire dire que la poignée de main de Montoire entre Pétain et Hitler explicite l'aval de Bismarck à l'écrasement par Thiers de la Commune de Paris...

Au moment du traité de Rapallo, en 1922, l'Allemagne est en butte à l'acharnement français et aux sanctions du traité de Versailles ; l'Union soviétique sort essouffée d'une guerre civile pendant laquelle elle s'est affrontée plusieurs fois à des armées européennes. Comment l'alliance des deux pays paries, dont l'un est démocratique, l'autre pas encore stalinien, pourrait-elle avoir la même signification que le pacte d'août 1939 ? Passons à la stupidité suivante. « Dès 1934, une guerre semble inévitable. Sta-

line n'en veut pas. Menaçant pour le rejeter vers l'ouest, il cherche à s'entendre avec Hitler. » C'est le thème des auteurs. Pour le faire passer, ils nous épargneront rien. Un commentaire pompeux, ni un grand-guignol d'acteurs affublés d'uniformes soviétiques et nazis qui, réunis autour d'une carte de l'Europe, poussent des pions en forme de croix gammées ou de faucille et de marteau.

Mais la difficulté des auteurs est double. D'une part, les puissances occidentales - et surtout la France et le Royaume-Uni - ont eu moins eutant « menacées » avec l'Allemagne pendant les années 30 que l'Union soviétique. D'autre part, de petits incidents insignifiants comme la guerre d'Espagne et le Front populaire ont opposé les deux pays totalitaires, supposés ennemis par une « hélice commune des démocraties bourgeoises ».

PAS de problème : lorsque, « à l'ouest, personne ne bronche », pousse Hitler à occuper la Rhénanie puis envahir l'Autriche et la Tchécoslovaquie avant de se tourner contre la Pologne, cette impasse est ébréchée avec pudeur. En moins d'une minute... Et, bien sûr, elle ne saurait prouver que Daladier ou Chamberlain, pour ne citer que ces deux signataires du traité de Munich, « cherchent à s'entendre avec Hitler » afin de « rejeter la guerre » vers l'est.

L'autre difficulté est traitée par la mensonge caractéristique. Déjà, les réalisateurs ont eu l'aplomb de prétendre que les purges de l'armée soviétique, décidées par Staline en 1937, s'expliquent par le fait que les 35 000 officiers exécutés « pourraient être choqués par un rapprochement avec l'Allemagne fasciste et s'y opposer ». Voilà une jolie réécriture de l'histoire, courtoisement faite au conditionnel néanmoins, ce qui évite d'en fournir la moindre preuve.

Avec le Front populaire, les auteurs passent du conditionnel à l'indicatif : « *Interdiction à Thiers de participer à un deuxième gouvernement Blum en mars 1933 : Staline ne veut pas de vagues avec Hitler.* » On atteint alors au grand est. Au moment de l'Anschluss, Léon Blum veut en effet constituer un gouvernement d'union nationale contre l'Allemagne. Et qui eût opposé ? Il aurait pour répondre de citer les propos que le chef socialiste tient aux députés de droite le 12 mars 1938 : « *Le Parti communiste vient de tenir une séance de son comité central et a émis un vote d'adhésion sans réserve (au gouvernement d'union nationale).* » Ainsi donc, tout le monde accepterait, et ce serait vous qui refuseriez !... Qu'est-ce qui vous détermine ? La présence des communistes au gouvernement ? Et cela avant tout ? Je ne vous demande pas de me répondre : je le sais ! (2) »

Si Stéphane Courtillot se penche un jour sur l'œuvre d'André Kiegel, il lira avec intérêt sa communication de mars 1935 sur « Léon Blum et le Parti communiste ». Elle y établit que, à partir de 1934 et jusqu'en août 1939, le « diplomate soviétique de rapprochement avec les démocraties occidentales » est tournée « contre Hitler » (3). Mais, avec ce document de France 3, s'agit-il d'autre chose que de « propagande » ? François Furet, au tout cas, a évoqué un « cadeau en public de la télévision », un « grand film d'histoire » (4).

S. H.

(1) « Les dossiers de l'histoire » : « Hitler-Staline : liaisons dangereuses », France 3, du 30 novembre au 14 décembre 1996.
(2) Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Fayot, Paris, 1974, p. 306 (annexe n° 21).
(3) André Kiegel, *Léon Blum chef de gouvernement*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1981, pp. 128-129.
(4) *Le Nouvel Observateur*, 5 décembre 1996.

De Munich à l'invasion de l'URSS

29 septembre 1938 : Adolf Hitler, Benito Mussolini, Edouard Daladier et Neville Chamberlain signent les accords de Munich, qui livrent les Sudètes tchécoslovaques à l'Allemagne nazie - l'invasion se produit deux jours plus tard.
15 mars 1939 : L'Allemagne occupe militairement la Bohême et la Moravie, qu'elle réduit à l'état de protectorat, tout en installant à Bratislava une « République slovaque » collaborative.
1^{er} septembre 1939 : L'Allemagne envahit la Pologne. La France et le Royaume-Uni lui déclarent la guerre.
17 septembre 1939 : Conformément au pacte germano-soviétique, l'armée rouge envahit la Pologne orientale.
30 novembre 1939 : L'URSS attaque la Finlande.
9 avril 1940 : La Wehrmacht s'empare du Danemark.
14 avril 1940 : Opération franco-britannique en Norvège, où s'installe néanmoins un pouvoir qui collaborera avec le Reich.
10 mai 1940 : Hitler attaque à l'Ouest. L'armée néerlandaise capitule le 15 mai, la Belgique le 27 mai, l'armée belge avec la France est signée le 22 juin.
11 mai 1941 : Les Etats-Unis accordent au Royaume-Uni le bénéfice du « prêt-bail » : la cession de matériel de guerre en location.
Avril-mai 1941 : La Wehrmacht envahit la Yougoslavie, puis la Grèce - dont l'armée italienne avait tenté, en vain, de s'emparer en octobre 1940.
21 juin 1941 : Sans déclaration de guerre, l'armée allemande envahit l'Union soviétique.

Entre autres, dans le numéro de juillet 1997 :

Les accords de Dayton-Paris Georges-Marie CHENU

Le printemps incertain du peuple albanais Guillaume KOPP

Francophonie Jean-François BUON

Figures libres, Choix de films, Chroniques de Théâtre
Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 60 F - Eur. : 67 F
Abt (11 n°/an) : 495 F - Eur. : 600 F

Rédacteur en chef : Henri MADELIN

Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ* ETUDES (123 Finis.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

LE SALUT, LA GRÂCE ET LA THÉRAPIE

Drewermann l'imprécatriceur

PRÊTRE catholique de nationalité allemande et théologien devenu psychothérapeute de profession, Eugen Drewermann interpelle publiquement le Vatican depuis une quinzaine d'années. Auteur de quelque soixante ouvrages, il n'a de cesse de démolir pierre par pierre l'édifice romain, de s'attaquer à ses dogmes et de « libérer la foi de la papauté ». Ses critiques virulentes lui ont valu en 1991 de se voir suspendre de toutes ses fonctions de prêtre et d'enseignant en théologie.

« Nouveau Luther » et prophète martyr pour les uns, faux messie dangereux pour les autres, Eugen Drewermann ne laisse pas indifférer. S'il n'est plus sous le feu des médias, il garde un prestige immense et reste révélateur d'un courant puissant au sein du catholicisme européen.

Par RÉMY HEBDING *

Eugen Drewermann n'en finit pas de semer le scandale. Et cela auprès de l'Eglise romaine, peu encline à se laisser bousculer par l'un des siens. Il connaît la maison, et est donc le plus apte à en contester les aspects les plus contestables pour l'homme contemporain. Il en démonte la machine à l'endroit le plus vulnérable de l'édifice : le rôle assigné au prêtre, révélateur selon lui d'un carcan culpabilisateur et destructeur. Eugen Drewermann ne se lasse pas de fouiller dans l'inconscient de ceux qu'il considère comme atteints dans leur être le plus intime par un système broyeur d'individualités, cachant leur souffrance au nom de leur mère l'Eglise, marâtre sans scrupules. Il adopte une attitude d'écoute de ces douleurs non dites, cachées au plus profond de soi. Cette souffrance, il a dû la ressentir lui-même ; ce qui le rend apte à prendre la place du thérapeute auprès de ses patients.

Tout a sans doute démarré de son expérience d'homme blessé, marqué au plus vif de sa vocation sacerdotale. Ce qu'il a ressenti - et qu'il ressent encore - c'est la contradiction entre ce qui est proclamé et ce qui est vécu, ce qui est dit au nom de l'Evangile et les conséquences d'une telle traduction sur les serviteurs du système romain. Mais l'auteur des *Fonctionnaires de Dieu* (1) (Kleriker) n'en reste pas au constat : en décrivant, il mène l'« enquête » pour comprendre, pour ne pas demeurer dans l'état du prêtre aigri, en rupture avec la structure qui l'a constitué tel qu'il est. Bien plus, sachant que son Eglise réclame discipline et perte d'individualité pour ses clercs, il élabore une véritable mise à nu du phénomène culpabilisateur et destructeur.

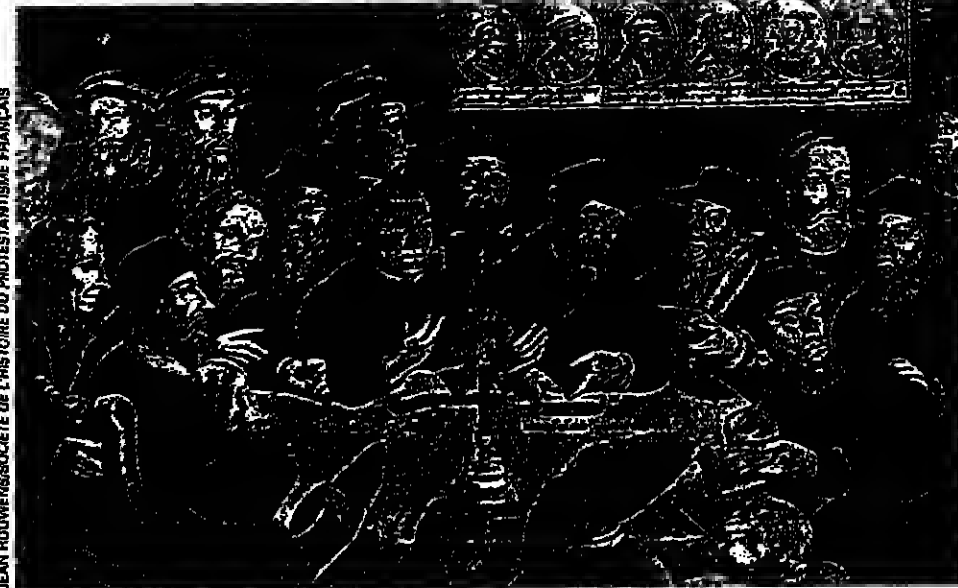
Cette démarche explique en grande partie l'itinéraire intellectuel du théolo-

gien. Le point de départ de toute sa réflexion s'effectue à partir de son expérience de clerc meurtri. Il essaie de comprendre, et nous avec lui. Cela lui permet d'entrer en contact direct avec les multiples enfermements vécus par les patients venant dans son cabinet. Eugen Drewermann pense que le plus urgent est de leur annoncer une parole qui libère, considérant que « seul un être épanoui peut faire le bien », selon le proverbe bouddhiste cité en exergue de *Kleriker*. L'institution religieuse, castratrice par excellence, représente et concentre toutes les frustrations, tous les renoncements. Ses paroles ne sont pas assez dures pour exprimer ce qui a été vécu en profondeur par le clerc et chez les personnes rencontrées.

Le monde qui transparaît au fil de ses multiples ouvrages est constitué d'êtres blessés par l'existence, broyés par des contraintes morales venues de l'extérieur et intériorisées. La confiance est recherchée vainement, mais elle ne trouve sur son chemin que la suspicion oede de l'interdit castrateur.

« Si les gens [y] réfléchissaient suffisamment, ils constateraient pour la plupart que ce n'est jamais par hasard qu'ils ont commis une faute, mais que c'est la totalité de leur vie qui ne colle pas ; et que cela tient toujours à ce que la peur les a retenus de vivre à pleines dents, et, très curieusement, souvent la peur devant des forces qui se présentent comme morales (2) ». Selon Eugen Drewermann, l'accumulation de renoncements est la source d'inhibitions qui altèrent la capacité d'épanouissement de la personne. Rien de très nouveau dans ce constat, au regard de la psychanalyse. Mais le psychothérapeute étant doublé d'un théologien, cela lui permet d'élargir son investigation au champ de la réflexion qui le préoccupe particulièrement.

Drewermann entend vaincre ce qu'il qualifie d'« étroitesse névrotique »,



LUTHER ET CALVIN (AU CENTRE) ENTOURÉS DES QUATORZE PÈRES FONDATEURS DU PROTESTANTISME. Héritage des Lumières et intuition sensible.

cette maladie occidentale consistant à tout vouloir résoudre en termes purement rationnels. Ceci ne peut, selon lui, que mener à des impasses.

Toujours selon Drewermann, il y a identification entre guérison et accès à la foi. De la manière dont nous envisageons les questions spirituelles dépend notre propre équilibre. « La foi ne fait qu'un avec la guérison de l'homme ». La religion se présente donc comme la voie royale vers l'épanouissement et la construction de la personne.

Cette réflexion sur la religion, Drewermann en trouve l'inspiration chez Schleiermacher (3). Nous sommes loin, ici, de la pensée des Lumières et du primat de la raison sur toute intuition sensible. Ce qui importe, pour Schleiermacher, c'est la saisie immédiate en symbiose avec l'univers. Les symboles universels apparaissent comme « des structures objectives préétablies de l'âme ». Les aspirations non exprimées trouvent dans les symboles religieux portés par toute l'humanité leur expression et leur accomplissement.

Cette approche jungienne de la psychanalyse par l'utilisation des termes de l'inconscient collectif apporte à la théologie romantique une notation moderne reliée à des préoccupations très anciennes. Préoccupations qui n'ont jamais été totalement étrangères à une théologie catholique soucieuse de pratiquer une démarche en continuité avec la culture ambiante.

Dans le protestantisme nœu plus, d'ailleurs. En témoigne l'auteur des *Discours sur la religion* - on plus

récentement Paul Tillich (4). Mais cela fait l'objet d'un débat interne à l'univers de la Réforme. Ce qui explique la manière dont peuvent être reçues les thèses de Drewermann dans les Eglises respectives. La romaine se trouve encore toute bouleversée par la remise en cause de l'idéal sacerdotal par l'un des siens.

En fait, ce qui bouleverse le plus l'institution mise en cause par le trébuchement de Paderborn, c'est l'agitation créée autour de la fonction de prêtre : la mise à nu de celui qui est mandaté par l'Eglise à être le médiateur du sacré. Celui qui, armé du dogme, régit un espace public et privé de plus en plus réduct, mais, de ce fait, de plus en plus défendu. Le « permis » et le « défendu », dans l'action comme dans la foi, doivent prendre chez le prêtre leur source et leur justification. Le prêtre est celui qui écarte le doute au profit de l'énonciation de principes normalisés avancés en première instance par le pape.

Eugen Drewermann s'insurge contre cette pensée du « prêt-à-porter » qui élimine l'angoisse devant la liberté de croire, de penser, de sentir. Comme il le dit dans son dernier ouvrage traduit en français, *Dieu en toute liberté* (5), « le magistère se pose lui-même, au nom de Dieu, comme absolu, et [...] se fonde structurellement sur l'oppression de la personne humaine individuelle ». Pour lui, le dogme, la morale, l'image du prêtre propagateur de la pensée unique font partie d'un bloc homogène et cimenté. Il considère même celui-ci comme la représentation d'une idéologie de violence où « ce qui doit servir »

interpréter la foi est devenu une fin en soi (6). Tout cet attirail répressif ne servant, au bout du compte, qu'à normaliser la pensée au profit d'une approche autoritaire des « mystères » de la foi. Et cela au détriment d'une écoute bienveillante de l'autre.

Eugen Drewermann prône le rétablissement de la confiance par la rencontre amicale et secourable. Dans un monde hostile, il est indispensable de maintenir ou de susciter des lieux où la détresse est prise en charge afin d'éviter l'irréparable. Car, selon lui, ni la morale qui condamne et juge, ni le dogme qui procède l'unicité de la vérité ne peuvent permettre à l'homme accablé de se relever. Là, le psychothérapeute vient informer le théologien sur les conséquences pratiques des formulations dogmatiques. Une pensée érigée en système clos soit usée de la coercition pour ne pas être rejetée, soit réclame de la part de ceux à qui elle est destinée une intériorisation de l'interdit. Et cela au point de meurtrir la conscience de ceux qui sont partagés entre fidélité à l'institution et liberté.

Mais l'exposition du différend opposant l'Eglise catholique aux plus conscients de ses serviteurs ne suffit pas à nous faire oublier l'ancrage romantique des thèses d'Eugen Drewermann. Et il faut souligner des aspects quelque peu critiquables de sa démarche. Selon lui, l'expérience est la voie royale pour rencontrer Dieu comme pour retrouver son unité intérieure : celle que l'analyste inventorie à la lumière de la théorie de l'inconscient.

Mais l'expérience tant vantée peut aussi, lorsqu'elle est vécue de manière initiatique et absolue, déboucher sur une autre forme d'enfermement. Celui qui résulte d'une exaltation de l'imaginaire jusqu'à en faire la condition de toute connaissance. Trop oublier les Lumières au profit de l'effacement des manifestations de l'inconscient peut mener, au nom du refus de tout jugement et de toute contrainte, à l'exaltation du subjectivisme. Ce qui correspond à ne trouver sa justification qu'en soi-même, ou dans la nature dans laquelle l'humain peut entrevoir des traces du divin. Schleiermacher mais aussi Novalis (7) ne sont pas étrangers à ce type d'inspiration fonctionnelle et panthéiste.

Dans une telle problématique, tout ce qui est éthique - relation à l'autre - ou historique - relation à la dimension collective des agissements humains - se trouve mis en exergue et dévalorisé. Pour le théologien de Paderborn, le parcours initiatique teinté de psychanalyse et de religion qu'il préconise est destiné à nous mener vers ce confort psychique où toute culpabilité est évacuée. Le monde, les autres, l'Eglise catholique, n'étant là que pour empêcher l'individu de se réaliser pleinement. Pour Eugen Drewermann, l'angoisse d'exister ne peut être vaincue que si la notion de péché - peur de faire mal, crainte d'être condamné - est traitée comme une maladie... Une maladie religieuse pouvant trouver la guérison dans la confiance, l'innocence retrouvée. Tout le travail consiste à se vider du mal que la société a inoculé dans une âme pure et saine de toute culpabilité. Le mal-vivre trouve dans ce mécanisme accusateur la source de son existence.

Enoncer cela peut sembler, de prime abord, libérateur. De prime abord, seulement. Car soigner le péché - la culpabilité dans sa version sécularisée - c'est passer à côté de la question morale par excellence. Celle qui oriente la vie sociale, lorsque, moins préoccupé de la recherche de son confort psychique, comme Drewermann nous y invite - on disant jadis « de l'âme » -, l'individu se pose la question : comment vivre avec ses semblables.

(1) Eugen Drewermann, *Fonctionnaires de Dieu*, Albin Michel, Paris, 1993.

(2) Eugen Drewermann, *La Parole qui guérit*, Cerf, Paris, 1991.

(3) Né à Breslau en 1768, philosophe et théologien protestant, Friedrich Schleiermacher privilégie l'expérience religieuse et non la spéculation métaphysique. Pour lui, la religion appartient davantage au domaine du sentiment qu'à celui du raisonnement et de la morale.

(4) Philosophe et théologien allemand, Paul Tillich fut à l'œuvre aux Etats-Unis en 1953, pour avoir réaboli l'exclusion de l'Université d'études nazis qui avaient molesté des condamnés juifs et socialistes. A travers son œuvre, Tillich a toujours essayé de concilier la foi et la culture, la civilisation et la religion.

(5) *Dieu en toute liberté*, Albin Michel, Paris, 1997, 598 pages, 160 F.

(6) Entretien avec Séverine Boudier : « Le dogme contre la foi », *Réforme*, n° 2704, 6-13 février 1997.

(7) De son vrai nom, Friedrich von Hardenberg, Novalis est un poète allemand, romantique et mystique, de la fin du XVIIIe siècle.

Un phénomène lié à l'angoisse contemporaine

Par FLORENCE BEAUGÉ

« **D**REWERMANN a saisi l'angoisse contemporaine. Les gens se reconnaissent en lui. Moi-même, quand je l'ai découvert, je me suis dit avec stupeur : « Cet homme-là dit avec un porteur de ce que je me dis à voix basse depuis toujours ». Jean-Pierre Bagot, principal traducteur en français du théologien contestataire allemand, résume en ces termes le « phénomène Drewermann ».

La fascination qu'exerce Eugen Drewermann n'empêche nullement ses plus proches partisans de le critiquer en toute liberté. Ses interviews fracassantes, ses excès, son attitude qualifiée de « provocatrice à l'état pur », de même que sa dureté implacable - au point d'en devenir parfois stérile - à l'égard du Vatican, tout cela est dénoncé, et déploré. Mais restent intactes l'admiration et la foi envers cet intellectuel hors pair, doué de charisme et d'une culture inouïe, qu'on salue avant tout pour avoir su rester un « homme de compassion ». « Il donne tout : son argent et son temps. Quand il y a un malheur, il est là, pas pour cinq minutes en passant, mais pour de bon. Chacune de ses paroles a un sens car elle a le poids de l'expérience. Il sait écouter, sans condamner, et c'est pour cela qu'il a un tel succès, en particulier auprès des femmes, explique pour sa part Jean Mouttappa, son éditeur en France chez Albin Michel. Ce n'est pas par hasard si son texte préféré, c'est « La femme adultère » de l'Evangile et la fameuse phrase : « Va, je ne te condamne pas ». Car, malgré la sécularisation de la société, les gens gardent une nostalgie de l'« utopie évangélique ». Ils sentent bien que c'est là que réside le sens de la vie, et Drewermann vient leur en donner la preuve ».

Très proche du théologien allemand, qui lui voue une admiration et une reconnaissance sans faille pour son soutien de longue date, Mgr Jacques Gaillot (un autre « enfant terrible » de l'Eglise catholique romaine et l'une des rares personnes à avoir de l'influence sur lui) estime que Drewermann représente « un espace de liberté pour les croyants autant que pour les non-croyants. Il est au cœur du contentieux entre l'Eglise et la modernité. Il touche du doigt le fossé culturel entre l'Eglise officielle et la société et constate avec douleur que le Vatican rajoute de l'exclusion à celle déjà existante. Il ne s'agit pas de canoniser Drewermann, mais simplement de l'écouter, car il a des choses à dire ». Sur cet attelage insolite, souvent incompris et raillé, que forment Drewermann le philosophe et Gaillot l'homme de terrain, le traducteur Jean-Pierre Bagot dit simplement : « L'un et l'autre savent redonner confiance aux gens ; le premier vous rend votre intelligence, le second votre cœur. Et Drewermann aurait rêvé d'avoir un évêque tel que Gaillot ».

Dix ans avant que les médias européens s'emparent du « cas Drewermann », le théologien contestataire avait déjà une large audience en Allemagne. Il avait acquis sa réputation dès le début des années 80, non pas tant pour son œuvre monumentale - et souvent hermétique pour le profane - que pour ses contacts et ses homélies comme vice-président de la société de théologie à l'université de Paderborn et ses consultations en tant que psychanalyste. Clercs et non-clercs, catholiques et protestants, « pays » de toutes sortes, et jeunes de tous horizons suivaient avec passion ses interventions, séduits par sa parole simple et directe, beaucoup plus accessible que ses livres. Bien peu, en France, savent

que les démaies de Drewermann avec sa hiérarchie n'ont pas pour origine des divergences d'ordre théologique, mais, de façon beaucoup plus prosaïque, des désaccords sur les pratiques religieuses au sein de la paroisse de Paderborn dans laquelle il officiait. « Il donnait la communion à tous ceux qui le souhaitaient, aux protestants, aux divorcés... Il avait décidé de faire « table ouverte » en la matière, se souvenait son ami Jean-Pierre Bagot. Mais cette façon de remettre en question des modes de fonctionnement catholiques traditionnels a été perçue par son évêque comme un défi encore plus grave que ses écrits ou ses propos ».

En France, la « bombe Drewermann » n'explode qu'en janvier 1993. La presse apprend alors que la maison d'édition du Cerf (tenue par des dominicains) renonce, sous la pression, à publier la traduction française de *Kleriker* (Les *Fonctionnaires de Dieu*) dans lequel le théologien allemand s'attaque à la question « sacrée » de la vocation. S'ensuivent un véritable scandale, pour le plus grand plaisir des médias, et une foire d'empoigne entre maisons d'édition. « C'était « Hollywood chez Albin Michel », se souvient en riant un éditeur parisien. Ils avaient récupéré les droits de traduction de *Kleriker*, et ils ont su admirablement faire monter la pression pendant les six semaines qui ont précédé la sortie du livre en France. Une véritable folie médiatique, alors que bien peu de journalistes peuvent se vanter d'avoir lu un seul des ouvrages de Drewermann... » Beaucoup de religieux français, en revanche, s'empressent à l'époque de lire *Les Fonctionnaires de Dieu* et avaient y retrouver leurs problèmes et leurs angoisses, comme leurs collègues allemands quelques années auparavant, ce qui éloigne les milieux ecclésiastiques officiels dans la consternation...

Quatre ans plus tard, Eugen Drewermann continue de travailler comme un forcené dans la petite ville de Paderborn, où il vit en ermite dans une cité HLM, sans téléphone, sans télévision, et sans voiture. Il reçoit toujours de très nombreux visiteurs et poursuit son enseignement non plus à l'université mais dans des salles de lycées et de gymnases notamment. Son public est plus restreint mais toujours attentif, et il se constitue en priorité (comme autrefois) de jeunes et de femmes, rejointes - ce qui est plus nouveau - par de nombreux protestants allemands et des ressortissants de l'ex-RDA. Sa production littéraire, elle, ne faiblit pas, même si elle ne suscite plus la tempête de ces dernières années.

A une pression moindre des médias s'ajoute cependant une certaine usure. « Il publie trop, il se répète dans tous ses livres, et il finit par lasser, reconnaît son traducteur, d'autant plus qu'à l'étranger ses livres n'ont pas été traduits dans l'ordre où ils ont été écrits, mais en fonction du scandale ou du succès que le personnage provoquait. En France surtout, on ignore souvent ses publications majeures (1). Il n'empêche qu'il reste prodigieux, et que des milliers de personnes travaillent sur son œuvre. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de gens, de tous milieux, qui m'écrivent de partout en France, soit pour avoir son adresse, soit pour savoir comment on se forme à l'« école Drewermann » ». L'influence de cet homme, on la mesure dans trente ans, dans cinquante ans, en tout cas sur le long terme... »

(1) *Le Mal*, sa thèse, qui a paru dans la traduction française en trois volumes, aux éditions Desclée de Brouwer entre 1995 et 1997, est considéré comme son ouvrage le plus important. Parmi les œuvres plus faciles à lire et qui font date : *L'Evangile des femmes*, Le Seuil, 1996 ; *La Parole et l'Angoisse*, Desclée de Brouwer, 1995 ; *L'essentiel est invisible. Une lecture psychanalytique du « Petit Prince »*, Cerf, 1992.

حکذا من الاحمل

سكنا من الاجل

CRISE ET INSÉCURITÉ SOCIALE

Traitement de choc pour la santé européenne

IRRÉSISTIBLEMENT, le principe de l'égal accès aux soins pour tous, l'une des plus importantes conquêtes sociales en Europe, est partout remis en question par les plans d'austérité budgétaire imposés par les États, la tutelle des organismes gestionnaires et la mise en concurrence des prestataires. Au risque de sacrifier la qualité à la rentabilité, la santé serait vouée à n'être qu'un marché parmi d'autres. Avec pour conséquence prévisible, corroborée en France par de récentes enquêtes, la progression des inégalités dans la couverture des dépenses et la protection sanitaires.

Par JACQUES LE GOFF *

« On entre, en évoquant les problèmes de santé, dans un ordre de valeurs qui donne lieu à une demande absolue et infinie. Le problème soulevé est donc celui de la mise en rapport d'une demande infinie avec un système fini (1). » En deux courtes phrases, Michel Foucault pointait la difficulté fondamentale des systèmes de protection sociale, amplifiée par la détérioration de l'environnement économique. Entre un désir infini de protection et des capacités de satisfaction limitées, le hiatus devient abysse.

Tous les États européens se sont, dans un premier temps, refusés à admettre la gravité de la situation : il suffisait d'alléger la charge pour franchir le mauvais cap. Plans d'économies succédant aux mesures de sauvegarde de la santé, ils n'ont permis que de gagner du temps en différant le recours aux politiques drastiques de maîtrise des dépenses et à la nécessaire refonte des dispositifs gestionnaires de l'assurance-maladie et de la santé.

Avec retard, la contrainte de réforme a partout fini par s'imposer. Vélode au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas, où elle s'est ouverte au cours des années 80 ; lente dans les pays nordiques, un temps égarée, ou en France, du fait de l'indécision des pouvoirs publics. Ayant mis le dossier à l'étude (2), les États ont opté pour l'atténuation avant que la crise ne les contraigne à l'administration d'urgence d'un traitement devenu inévitable.

D'où une impression de dispersion des stratégies de riposte, renforçant le contraste entre les principaux systèmes européens : modèle administré britannique ou danois, modèle quasi autogéré allemand, ou modèle français de responsabilité limitée des partenaires sociaux, qui est aussi celui des autres pays latins. Un sentiment vite corrigé par l'analyse comparative qui fait apparaître la similitude de démarche et d'inspiration, et rend crédible l'hypothèse d'un rapprochement progressif des dispositifs disparates de gestion des systèmes de santé.

Parmi les signes de convergence, la tendance générale à la redistribution des rôles dans un double mouvement de renforcement des pouvoirs de l'autorité centrale et d'élargissement concomitant des capacités d'initiative des instances pépinières. Partout, y compris en Allemagne où, traditionnellement, l'État laissait aux partenaires sociaux une très large autonomie, le pouvoir central réaffirme sa vocation de gardien scrupuleux des grands équilibres socio-économiques. A la logique du souhaitable, celle de la satisfaction des désirs de santé, il lui revient plus que jamais d'opposer celui du possible, sur le mode très dirigiste de la limitation des budgets, la légitimité de son intervention se trouvant d'ailleurs confortée par la tendance générale à la nationalisation-budgétisation du financement. L'État, dans sa figure hégémonique de messager de la Raison, se renforce de l'impuissance de la société civile à assumer d'aussi lourdes responsabilités. Mais le second versant de la réforme tend à mobiliser et à responsabiliser tous les acteurs du système (professions médicales, hôpitaux, assurés) dans le cadre d'une stratégie contractuelle ouverte à l'esprit du marché (efficacité et recours systématique aux techniques d'évaluation).

La cas de l'Allemagne est, de ce point de vue, très révélateur. De haute tradition, le système d'assurance-maladie y était fondé sur le principe d'auto-administration, un très large pouvoir de gestion du système par les partenaires, eux-mêmes investis de compétences plus étendues qu'en France (3), et de négociation avec les professionnels de santé, y compris les cliniques privées, sans interférence des pouvoirs publics. Un bel exemple d'autonomie sociale, contrastant avec la liberté sous contrôle politique du système français.

Les difficultés de la fin des années 80 ont souligné les limites, à l'origine de la réforme mise en œuvre le 1^{er} janvier 1993, qui modifie en profondeur l'économie interne du « modèle allemand ». L'État fédéral, en effet, s'arroge un pouvoir de contrôle par l'instauration d'une

technique dite d'« enveloppes globales », appliquée aux principaux postes de dépenses (hôpitaux, prescriptions et honoraires, médicaments), en vue d'une maîtrise rigoureuse des évolutions globales. Il dit en substance aux caisses : faites ce que vous voulez, mais à condition de ne pas dépasser, au total, telle somme. Ainsi, à un modèle fortement décentralisé, succède une régulation centrale restreignant l'autonomie des partenaires. Une perte partiellement compensée par le renforcement des compétences des caisses locales et des Länder, invitées à travailler de concert en vue d'optimiser la gestion, deuxième phase de la réforme mise en œuvre en 1996.

Au Royaume-Uni, où les travaillistes avaient opté, en 1948, pour un modèle différent de gestion administrative - le National Health Service (NHS) -, la politique menée par les gouvernements conservateurs depuis 1979 s'est déployée dans deux directions. Dès le milieu des années 80, le pouvoir de la direction générale, à la tête du NHS, fut renforcé. Par ailleurs, à compter d'avril 1991, s'est constitué un véritable marché interne de la santé soumis aux lois de la concurrence entre prestataires de soins. Ici également, l'État accroit son emprise, déjà considérable, sur le système, mais en la contrôlant par des capacités d'initiative et d'autonomie reconnues aux hôpitaux et professions de santé, sous la



HÔPITAL DU HAVRE, 1976.
L'égal accès aux soins, un archaïsme ?

double égide de l'efficacité et des droits du patient à la qualité (4).

La réforme du système français porte également la marque de ce double mouvement paradoxal. La traditionnelle tutelle administrative s'élargit en un contrôle politique depuis longtemps souhaité par nombre d'observateurs étonnés, voire indignés, d'un tel déficit démocratique (5). Le Parlement se voit reconnaître un pouvoir de contrôle et d'orientation du budget social de la nation. Une innovation heureuse mais de portée incertaine, du fait des doutes subsistant sur la portée réelle des consignes parlementaires et sur les moyens d'en imposer le respect. Dans le même temps, les ordonnances d'avril 1996 ont accru les compétences autonomes des acteurs pépinières, qu'il s'agisse des caisses de sécurité sociale ou des hôpitaux (6).

Un contrôle déguisé

DANS ces trois pays, comme dans la plupart des autres, s'observe un mouvement en deux temps de reconnaissance autour du pouvoir politique et de décentralisation des responsabilités et des initiatives, la reprise en main au sommet autorisant un assouplissement au profit de la périphérie.

Aucun pays n'est allé aussi loin que le Royaume-Uni dans la mise en œuvre d'une architecture baroque associant une forte présence de l'État et le libre jeu d'une concurrence instaurée entre ceux qui offrent les soins. Depuis la réforme de 1989, le patient ne s'adresse plus directement à un hôpital mais à un « acheteur » de soins chargé de faire au mieux pour son compte. Il peut s'agir de l'autorité sanitaire de district ou d'un pool de médecins généralistes qui achètent des services hospitaliers pour le compte des assurés du district, en veillant strictement à l'allocation optimale des ressources. En sorte que le rapport coût-efficacité se trouve, en principe, maximisé avec, pour effets induits espérés, un regroupement des médecins, généraliste d'économies supplémentaires, et la prise en charge par ces cabinets mieux équipés de certains des soins auparavant assumés par l'hôpital. Dans le même temps, les hôpitaux sont incités à se constituer, éventuellement par regroupement, en « trusts » dotés d'autonomie et appelés à se faire mutuelle concurrence. Cette configuration, en cours d'achèvement, s'inspire directement de l'expérience américaine des Health Maintenance Organizations (HMO) qui fournissent à leurs adhérents des prestations médicales, ambulatoires et hospitalières, sur un mode globalisé, la cotisation à l'organisation étant indépendante du recours à ses services (on paie l'adhésion et non le soin).

Une telle remise à plat du système et l'introduction du principe d'émulation devraient, en théorie, contribuer à une meilleure qualité des prestations à l'assuré. Mais le cas des États-Unis a valeur d'avertissement. Au nom de l'efficacité et de préoccupations lucratives, « les HMO cherchent à décourager les patients d'avoir recours à des services. En dressant des obstacles bureaucratiques pour rendre l'accès aux soins peu aisé et en réduisant l'utilisation de services et de technologies peu coûteuses, elles pousseraient leur personnel à adopter des pratiques médicales peu dispendieuses (7) ».

Au Royaume-Uni, où les syndicats ont fermement mis en garde contre la tentation de réaliser des économies sur certaines catégories de soins, en vue d'un accroissement des marges, « la frontière entre rationalisation des soins médicaux et baisse de qualité du service rendu aux malades » devient dès lors des plus

incertaines (8). Signe de dérive, le syndicat de la santé dénonce la « paupérisation des hôpitaux », son dirigeant, M. Robert Abbeley, estimant : « Nous sommes en train de passer du National Health Service au National Help Service... » L'exemple du Berkshire devrait faire réfléchir : par suite d'économies budgétaires de l'ordre de 7 millions de livres, de nombreux services jusqu'alors gratuits viennent d'y être supprimés.

Avec la seconde phase de la réforme, ouverte en 1996, l'Allemagne s'est à son tour engagée dans une politique de concurrence, mais avec modération. La stratégie concerne en effet, à la différence du Royaume-Uni, non les établissements de soins eux-mêmes, mais les 850 caisses de sécurité sociale géographiques et professionnelles, entre lesquelles les patients ont le choix d'adhésion, selon la qualité des prestations offertes. L'habitant de Berlin, par exemple, pourra décider de s'affilier à telle caisse de Munich ou de Düsseldorf dont le « panier des prestations » lui semble plus attrayant. Et, par contre-coup, ces caisses sont fortement incitées à se comporter en « acheteurs » de soins par voie de contrats pluriannuels avec cliniques et hôpitaux au sein de chaque Land. Le maintien du rôle déterminant des caisses dans ce dispositif constitue une garantie contre les dérives de dérive constatées outre-Manche et outre-Atlantique. Reste que la logique de régulation par le marché, si bien contrôlée soit-elle par les acteurs, risque fort d'exacerber la concurrence entre les fournisseurs (hôpitaux, médecins...) et de se payer, à terme, du sacrifice de la qualité au profit de l'efficacité comptable.

En comparaison, la France semble devoir s'en tenir à une ligne moyenne dans le cadre d'un système d'autonomie administrée dans l'espace régional. Sans remettre en cause le principe de la gestion partenariale et paritaire (9), l'État, désormais, transmet les impulsions de sa politique de santé par la double technique du contrat et du contrôle, sous menace, le cas échéant, de contrainte.

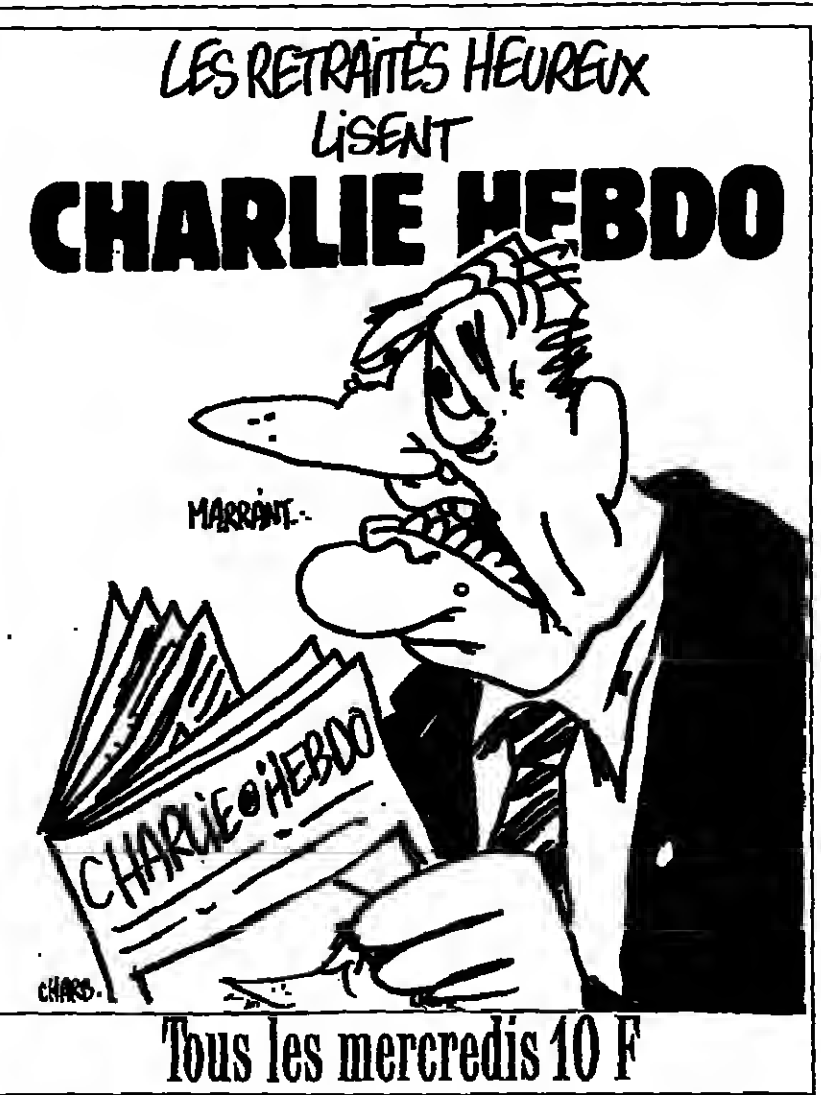
Au niveau national, deux types de contrat dominent. Le premier, largement expérimenté depuis vingt-cinq ans, concerne les relations entre les caisses nationales et les professionnels de santé (médecins, infirmiers...), avec pour principal objet la détermination de l'évolution des honoraires, dans le respect du taux de progression fixé par la loi. C'est dire l'incertitude de la marge de négociation, l'État se reconnaissant le droit d'intervenir par voie de décret en cas d'échec des négociations. Le second, issu d'une ordonnance du 24 avril 1996, renforce l'axe caisses nationales de sécurité sociale-État. Il vise à la fixation des grands objectifs d'amélioration de la

nier ses mérites potentiels, liés en particulier à sa proximité du théâtre des opérations, la régionalisation pourrait, si l'on n'y prend garde, se réduire à n'être qu'une technique de gestion de la pénurie, une manière subtile de consentement à l'austérité. Déjà, certains chefs d'établissements hospitaliers s'inquiètent du risque de devoir, sous la contrainte de l'enveloppe fermée, déshabiller tel service au profit de tel autre. L'avenir décidera de sa capacité à devenir un cadre efficace d'élaboration d'une véritable politique de santé ajustée aux besoins et aux particularités de la région.

On n'en est pas encore, en France, au stade de la concurrence inter-caisses comme en Allemagne. Il n'est cependant pas à exclure que les Urçam en soient les prémices. A fortiori le pays se trouve-t-il, pour l'instant, préservé de la logique du marché, déjà fortement ancrée en Grande-Bretagne. Rien ne dit, cependant, que l'incitation, pour l'heure expérimentale, à la constitution de réseaux et de filières de soins n'en constitue pas le prélude. Non que ces techniques de regroupement des compétences, au demeurant très judicieuses, portent fatalement dans leur sein semblerait logique. Mais, par leur configuration propre, elles en autorisent et, d'une certaine façon, en appellent le déploiement.

Evolution vers la convergence des systèmes en direction de ce modèle unique que l'Union européenne s'est jusqu'à présent refusée à imaginer, du fait des différences entre les structures nationales ? Il est prématuré de se prononcer. Amorce d'un rapprochement donnant crédit à la précédente hypothèse dans un futur peut-être guère lointain ? Très probablement.

- (1) Sécurité sociale : l'enjeu. Entretiens avec Robert Bono, coll. « Ten », Syros, Paris, 1983.
- (2) Dernier en date, l'excellent rapport Santé 2000-Equité et efficacité du système, établi sous la direction de Raymond Soulié, La Documentation française, Paris, 1993.
- (3) On le gouvernait comme le directeur des caisses nationales, exerce sur elles une tutelle réelle et tire le montant des cotisations sociales, une configuration qui ne se retrouve pas outre-Rhin.
- (4) Cf. la Charte des Citoyens (Charte du citoyen), établie en 1991.
- (5) Entre autres, le professeur Claude Gél, La Santé, Flammarion, Paris, 1990, et Raymond Soulié, op. cit.
- (6) Hôpitaux publics et cliniques privées se trouvant désormais soumis au contrôle de l'Agence régionale de l'hospitalisation, dans le cadre d'une politique intégrée de l'hôpital.
- (7) Elisabeth Chamonard, Le Système de santé américain, La Documentation française, Paris, 1996, p. 80. Il est à noter que la Suisse, qui vient de faire le choix des HMO, a simultanément interdit la sélection des risques.
- (8) Chronique internationale. Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Marnes-la-Maillie, janvier 1993.
- (9) Un strict partenariat a été rétabli par l'ordonnance du 24 avril 1996.



* Maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Bretagne occidentale.

سكرا من الاصل

À PORTÉE DE MAIN

des technologies de l'immatériel...

d'intérêts privés qui se réduisent, en dernier ressort, à ceux de quelques institutions financières. Les opérateurs véhiculent une logique propre, qui n'est ni de création de richesses, ni de mise en valeur des territoires, ni de bien-être humain, mais de fructification - aussi rapide que possible - d'un patrimoine financier. L'empire de cette logique explique la conduite à court terme de beaucoup d'entreprises, pressées par les marchés où elles se financent.

Elle éclaire l'obsession de la stabilité qui - de l'équilibre des budgets à l'ajustement des comptes sociaux - s'est emparée des gouvernements. La finance, en effet, ne redoute rien tant que l'inflation qui érode les taux d'intérêt réels. C'est donc le monétaire qui s'impose, et le réel qui s'adapte : lorsque la croissance américaine fait redouter l'inflation, la Bourse décline et la hausse des taux d'intérêt vient freiner l'investissement ; lorsque Moulinet ou Renault annoncent des licenciements, leur valeur boursière s'envole.

Dans ce monde inversé, la promesse se retourne. Ce qui s'annonçait unification du monde devient rupture. Et, au jeu de la compétition à outrance, les plus faibles sont nécessairement perdants. Si les flux financiers du Nord vers le Sud ont augmenté de 20 % entre 1994 et

1995, pour atteindre le niveau record de 285 milliards de dollars, ils sont essentiellement le fait de capitaux privés : ceux-ci, multipliés par 6 en six ans, représentent 85 % de ce total (11).

Ces capitaux se présentent essentiellement sous forme d'investissements de portefeuille volatils, et donc peu propices au financement des stratégies de développement à long terme. Derrière les chiffres - croissance annuelle moyenne de 6 % pour les pays du Sud, contre 2,5 % pour les pays du Nord - se dissimulent donc de profondes disparités. Entre 1960 et 1993, la part des 20 % des habitants les plus riches de la planète passait de 70 % à 85 % du produit mondial, celle des 20 % les plus démunis régressait de 2,3 % à 1,4 %, et 1,3 milliard de personnes vivent en situation de pauvreté absolue, avec moins de 1 dollar par jour (12). Si la situation alimentaire du monde s'est globalement améliorée, la sous-alimentation chronique touche environ 800 millions d'individus (13).

Second basculement : la relève des hommes par la machine devient chômage et exclusion sociale. Si la formation du capital et le progrès technologique permettent de soulager l'homme de la peine, symétriquement, la régression de la part du produit attribuée au

travail constitue le moyen d'accélérer la formation du capital et le progrès technique. Dans un univers productiviste d'où le sens des finalités a disparu, les surplus de productivité n'ont plus pour objet essentiel d'améliorer le sort des travailleurs ou des consommateurs, mais de contribuer à l'appropriation de nouveaux gains de productivité, eux-mêmes générateurs de nouveaux surplus.

A ce jeu, c'est le capital qui tire les marrons du feu. Partout, la part des salaires dans le produit national diminue : entre 1965 et 1994, elle s'abaisse

en Allemagne de 62,7 % à 61,2 % du PIB et, aux États-Unis, de 68,5 % à 66,7 %. En France, entre 1982 et 1995, alors que les revenus du patrimoine ont été multipliés par deux, la part des salaires dans le PIB décline de 68,8 % à 59,7 % ; 42 % des accroissements de la valeur ajoutée des sociétés vont à l'épargne et 36 % aux salaires (14). La capacité d'autofinancement des entreprises, qui est de 115 % après avoir été utilisée en remboursements de dettes, se partage entre le capital financier, qui ne crée pas d'emplois, et l'investissement de productivité, qui le supprime.

Résistance contre la précarisation

Sur cette base commune, deux stratégies, explique-t-on, se développent : l'une, propre à l'Europe continentale, privilégierait la préservation du tissu social par rapport à l'emploi ; l'autre, américaine et britannique, favoriserait ce dernier, mais au prix de la précarisation de la condition des travailleurs. En fait, comme le montrent les chiffres ci-dessus, la part des salaires dans le PIB en France est inférieure à celle des États-Unis, et elle a décliné plus fortement : en outre, entre 1983 et 1987, 70 % des emplois créés en Europe sont à temps partiel, peu qualifiés et faiblement rémunérés (15). Ce pourcentage, selon André Gorz (16), aurait été de 90 % en 1994 pour les cinq cents plus grandes entreprises américaines. Il n'y a donc pas une politique de défense des institutions sociales qui s'opposerait à une politique de précarisation, mais, partout, une politique de précarisation et de « flexibilité » qui se heurte à une plus ou moins grande résistance des structures sociales.

A politiques identiques, résultats similaires, différences de degré, mais non point de nature : plus ou moins de chômage, mais partout le chômage. Les performances de l'Europe continentale, où résiste mieux le tissu social, se révèlent plus médiocres : avec un taux moyen de l'ordre de 10 %, le chômage concerne 18,2 millions de travailleurs. En France, le nombre de « personnes privées d'emploi » (demandeurs d'emploi + chômeurs en formation + TUC + CES et assimilés + préretraités) passe de 2 500 000, en 1981, à 5 000 000, en 1995 (17). Trois millions d'emplois ont été perdus en Allemagne de 1981 à 1987, dont 600 000 de janvier 1996 à janvier 1997. Les choses ne vont guère mieux, en dépit des proclamations, dans les pays de grande flexibilité. On fait grand cas des

10,5 millions d'emplois créés aux États-Unis - mais quels emplois ? - entre 1993 et 1997. Si l'on utilise des modes de calcul identiques pour tous les pays, le chômage américain s'établissait à 9,3 % en 1989 - au lieu des 6 % officiels (18) -, et, en 1996, à 10 % - au lieu de 5,2 %. Cette même année, le nombre de « personnes privées d'emploi » atteignait, au Royaume-Uni, 5,7 millions de personnes, soit un niveau supérieur à celui de la France.

Autre constat implacable : les pays génèrent plus ou moins d'inégalités, mais, partout, il y a croissance de l'inégalité et de la pauvreté. Aux États-Unis, la part du PIB perçue par les 5 % les plus favorisés a progressé de 16,5 %, en 1974, à 21,1 %, en 1994, pendant que celle des plus pauvres baissait de 4,8 % à 3,6 %, décourageant les moins motivés et les orientant vers la délinquance. Rythmes différents, mais orientations identiques. Outre-Atlantique, 38 millions de personnes (14 % de la population) vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et, en Europe, 57 millions, soit 17 % de la population, avec une pointe de 23,5 % au Royaume-Uni, pays-phare du libéralisme.

Plus ou moins de paupérisation par le travail, mais partout paupérisation par le travail : on a cru longtemps, en Europe,

que les *working poor* étaient une spécificité américaine, mais l'Office statistique des Communautés européennes révèle qu'on les trouve également sur le Vieux Continent. Deux tiers des Américains - mais aussi un tiers des Européens - vivent au-dessous du seuil de pauvreté appartenant à une famille dont un des membres au moins exerce une profession. Pourcentages différents, mais l'un et l'autre significatifs. Précarité, inégalité, paupérisation... Partout la « bonne marche » du système repose sur le malheur humain.

Troisième retournement : la préservation de la nature devient surexploitation. Si les technologies de l'immatériel permettent, en théorie, d'économiser l'espace, le travail, la matière et l'énergie nécessaires pour fabriquer une unité de produit, la course aux quantités fait plus que contrebalancer cette tendance. La logique de l'intérêt individuel, livrée à elle-même, conduit chacun à se réserver autant que possible les bénéfices de ses activités, tout en rejetant (en « externalisant... ») leur coût sur la collectivité. Ainsi, le « juste-à-temps » permet-il de réduire les dépenses de gestion des stocks des entreprises, mais au prix de coûts environnementaux de l'ordre de 10 % du prix des transports et de dégradations infrastructurelles (7 % du prix des transports) dont la communauté supporte la charge.

Laisée à elle-même, cette évolution ne comporte guère que trois issues :

- l'autodestruction progressive du système, allant jusqu'au bout de sa logique et entraînant avec lui l'humanité ;
- l'éclatement brutal, soit par explosion de la « bulle », soit par la révolte des hommes ;
- la recomposition, par accumulation de solutions ponctuelles entre acteurs sociaux, apparemment disparates, mais qui convergeraient sous l'effet de l'évolution commune qui les porte.

Les catastrophes qui annoncent les deux premières possibilités et les incertitudes de la troisième imposent de rechercher les voies d'une action volontariste.

RENÉ PASSET.

DANS LES REVUES

o MULTINATIONAL MONITOR. La concentration industrielle et bancaire aux États-Unis : les forces économiques qui appuient l'occupation indonésienne de Timor-Orientale ; les conditions de travail dans les mines d'or du Pérou. (Vol. 18, n° 4, avril, 60 pages, 3 dollars, 1530 R Street, NW, Washington, DC 20005, États-Unis.)

o SCIENCES HUMAINES. Un très complet hors-série sur la mondialisation : logiques, réseaux et États, acteurs, enjeux. (Hors série, n° 17, juin-juillet, 48 R - 38, rue Rancassienne, BP 256, 89004 Auxerre Cedex.)

o ANALYSES ET DOCUMENTS ÉCONOMIQUES. Deux dossiers. Démystifier les idées sociales et économiques de l'extrême droite. La reconstruction des industries d'armement en Europe. (N° 72, juin, mensuel, 40 F - 263, rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex.)

o FUTURIBLES. Cinq scénarios sur l'Europe « à l'heure brisurée ». Réglementer un exposé de la politique européenne de science et technologie. (N° 220, mai, mensuel, 70 F - 35, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

o EXTRA ! Une enquête détaillée sur Channel One, cette chaîne de télévision que 8 millions de jeunes Américains doivent regarder pendant la classe parce qu'elle finance l'équipement audiovisuel de leurs écoles. Quelle contrepartie Channel One exige-t-elle ? La diffusion dans les émissions de nombreux spots de publicité destinés aux enfants. (Vol. 10, n° 3, mai-juin, bimestriel, 3,50 dollars, PO Box 170, Congers, NY 10920-9930, États-Unis.)

o REVUE FRANÇAISE DE GÉOÉCONOMIE. Cette publication qui estime que « sous la pression croissante du processus de mondialisation, les intérêts économiques des nations prennent le pas sur leurs intérêts politiques » consacre son deuxième numéro à l'étude des États-Unis. (N° 2, 66, trimestriel, 96 F - Economica, 49, rue Ménilmontant, 75015 Paris.)

o RECHERCHES AMÉRICAINES AU QUÉBEC. - Entièrement consacré à la nation américaine des Montagnais, cette livraison apporte un éclairage nouveau sur son évolution, ses rapports avec la société québécoise, l'exploitation et la gestion de ses territoires et ressources. (Volume XXVII, n° 1, printemps 1997, 12 dollars canadiens, 6742, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H 2S 2S2.)

o WARREPORT. - Ce bulletin de l'Institut for war and peace reporting (IWPR) consacre un long dossier à la reconstruction de la Bosnie. (N° 51, mai 1997, six semaines par an, 30 livres, IWPR, Lancaster House, 33 Wellington High Street, London N1 9LE.)

o M. - D'un peuple sans État à un État en suspens : analyse des accords de paix israélo-palestiniens et de l'annexion incertaine de l'État palestinien à venir. (N° 89-90, juin-juillet, mensuel, 60 F - 1739, rue des Éclaircies, 75020 Paris.)

o ESPACE-ORIENT. Retour, à travers la presse israélienne et arabe, sur la construction de la colonie juive de Jebel Abou Ghnein (Hir Homa) de Jérusalem, construction qui a porté un coup fatal aux accords d'Oslo. (N° 23, mai, mensuel, 25 F - 68, rue d'Écoule, 1060 Bruxelles.)

o REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES. Une livraison sur les nouveaux visages de l'immigration en Israël, des faibles aux Russes. (N° 3, trimestriel, 120 F - MESH, 99, avenue du Recteur-Financé, 96822 Paltiers Cedex.)

o CONFLUENCES MÉDITERRANÉE. « La France et le monde arabe, au-delà des fantasmes ». Méditerranée, avenir d'un triennium ? (N° 22, 66, trimestriel, 110 F - 5, rue Emile-Duclos, 75015 Paris.)

o CARIERS AFRICAINS. Banyarwanda et Banyarwanda : violences ethniques et gestion de l'identité au Kivu, par Jean-Claude Williams. (N° 23, mai, bimestriel, abonnement annuel : 2 550 F belges. - Rue Belliard 65, 1040 Bruxelles.)

o SERVICIO INFORMATIVO. - Les élections en Bolivie, l'après-crise en Equateur, l'état des négociations au Chiapas et la situation politique au Brésil, à l'Argentine, entre autres, dans ce numéro : une longue entrevue avec Naomi Chomsky évoque « la tyrannie des corporations privées » et les hypocrisies du « libre-commerce ». (Agence latino-américaine de information, n° 253, 27 mai 1997, abonnement

pour 20 semaines : 45 dollars. - ALAI, casilla 17-12-877, Quito, Equateur.)

o LA DÉPÊCHE INTERNATIONALE DES DROGUES. Cocaine : Argentine, le Mercosur des drogues ; Cap-Vert, une école stratégique vers l'Europe ; France, une consommation protégée ? (N° 68, info, mensuel, abonnement un an : 1 200 F - BP 190, 75463 Paris Cedex 18.)

o LA LETTRE DE LA FIDEL. Un appel à la mobilisation pour le respect des droits économiques et sociaux et un tour du monde des actions entreprises. (N° 695-696-697, 28 mai-4 juin, hebdomadaire, 10 R - 17, passage de la Mairie, 93011 Paris.)

o L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ. « Éternels perdus de l'histoire ou précurseurs d'un monde qui sera libérée ou se sera plus ? Réponse difficile », écrivent les coordinateurs de ce riche numéro intitulé « Actualité de l'Amérique », qui souhaitent donner la parole aux penseurs libéraux et examiner leurs idées, d'un point de vue scientifique. (N° 123-124, trois semaines par an, abonnement un an : 230 F - L'Harmattan, Paris.)

o LE PASSANT ORDINAIRE. Installée à Bordeaux, cette publication revient sur le caractère très politique et très progressiste des concerts du groupe Noir Désir. Également au sommaire, une analyse de la situation allemande. (N° 14, mai-juin, bimestriel, 10 F - 1, place Puy-Paulin, 33000 Bordeaux.)

o LE MAGAZINE DES FRANÇAIS EXPATRIÉS. Nouvelle formule pour ce magazine qui s'adresse aux Français de l'étranger, mais aussi aux candidats au départ. A la fois guide pratique et lien avec la France, cette revue « de la solidarité, de l'emploi et de l'initiative » publie en outre gratuitement les offres d'emploi. (N° 61, juin, bimestriel, 25 F - 22, rue Godofroy, 92800 Boulogne.)

o ZÉNON. Une nouvelle revue consacrée à la technique et à l'imaginaire. Au sommaire, une rencontre avec André Lebeau sur l'avenir de la politique spatiale et un dossier au titre évocateur : « L'espace : quête ou conquête ? ». (N° 1, juin, semestriel, 120 R - Exploite, Prologue 1, La Pyramide voie n° 1, BP 27401, 31 Labège Cedex.)

o LA RECHERCHE. Pourquoi l'échec des affrontements technologiques est un leurre. Également un dossier sur la fusion nucléaire, mythe pour le prochain siècle. (N° 299, mensuel, 30 F - 57, rue de Solon, 75200 Paris Cedex 06.)

o CARIERS D'HISTOIRE. À travers une approche historique - du XII^e siècle à nos jours - et géographique - de Paris à l'Union soviétique, une plongée dans les relations entre « pouvoirs et information ». (N° 66, 1^{er} trimestre 1997, 150 pages, 30 F - 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

o PASSAGES. Léon Politkovski répond à l'historien David Goldhagen sur la responsabilité des Allemands dans le génocide juif. N° 83, mai-juin, bimestriel, 35 F - 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris.)

o SOCIO-ANTHROPOLOGIE. Les rapports complexes de la sociologie et de l'anthropologie : les enfants des rues à Abidjan. (N° 1, janvier, semestriel, 70 R - BP 362, 75332 Paris Cedex 05.)

o CARIERS DE L'UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN. Sous l'intitulé « Société et Éthique antiques aujourd'hui », on découvre une littérature « en pleine conscience d'elle-même », inscrite dans la modernité, portée d'histoire dans l'Histoire. (N° 25, 1997, 220 pages, 90 F - Presses universitaires de Perpignan, université de Perpignan, 52, avenue de Villeneuve, 66060 Perpignan Cedex.)

o DÉDALE. « Postcolonialisme : décentrement, déplacement, dissémination », une réflexion passionnante sur l'oblitération des centres culturels métropolitains et sur la contribution à la métamorphose des formes littéraires et artistiques de penseurs non occidentaux. (N° 3, printemps, semestriel, 130 F - Maisonneuve Larose, 15, rue Victor-Consin, 75005 Paris.)

o ANKA. Tout entière consacrée à Yashar Kemal, cette livraison de la revue d'art et de littérature de Turquie, enrichie d'œuvres inédites, de nouvelles inédites et de photos, contribuera à une meilleure connaissance de l'écrivain et de son œuvre. (N° 29/30, printemps 1997, 263 pages, 100 R - 13, rue Saint-Étienne, 75231 Paris Cedex 05.)

THE UNITED NATIONS UNIVERSITY
UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES

VICE-RECTEUR(S)
TOKYO, JAPON

L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES (UNU) est une communauté internationale de savants engagés dans la recherche, la formation de troisième cycle et la diffusion des connaissances, répondant ainsi aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies. Ses activités sont conduites par une unité centrale de programmation et de coordination et un réseau de centres et programmes de recherche et de formation de troisième cycle situés dans les pays développés et en voie de développement.

Le(s) VICE-RECTEUR(S), en tant que principal collaborateur direct du Recteur de l'Université, partagera la responsabilité première de la planification, de la mise en œuvre et de la coordination de l'ensemble des activités académiques de l'Université entreprises par le Centre de l'UNU à Tokyo et par les centres et programmes de recherche et de formation situés à l'extérieur. Le(s) Vice-Recteur(s) aura la responsabilité d'assurer l'intégration globale et la cohérence des activités académiques de l'UNU.

LES CANDIDATS à un poste de Vice-Recteur devront présenter un profil universitaire bien établi, reconnu internationalement, dans l'un des deux domaines suivants :

1. Études sur l'Environnement/Ingénierie ; ou
2. La Paix, la Sécurité et la Gouvernance, y compris les Droits de l'Homme

Ils devront avoir une expérience de dirigeant et être capables d'exercer un rôle de responsable académique dans le cadre multiculturel d'une organisation internationale. Anglaise courant exigée ; bonnes connaissances d'autres langues officielles du système des Nations Unies appréciées.

REMUNÉRATION : Salaire compétitif net d'impôts et allocation correspondant à un très haut niveau dans le système des Nations Unies.

NOMINATION : Le(s) candidat(s) retenu(s) sera engagé(s) par le Recteur de l'Université au cours du 3^e trimestre 1997.

Les propositions de candidats ou candidatures, comprenant un curriculum vitae et une liste de références, devront être envoyées au plus tard le 15 juillet 1997 à l'adresse suivante :

UNU Vice Rector Search Committee
c/o Office of the Rector
United Nations University Headquarters
53-70 Jingumae 5-chome, Shibuya-ku,
Tokyo 150, Japan
Télécopieur : 31-3-3493-2828

AU-DELÀ DES CLICHÉS

L'impact de l'image photographique ne cesse de croître dans le monde contemporain. Son influence dans la vie politique, sociale et culturelle demeure considérable : si elle constitue souvent un moyen de dénonciation et de libération, l'on parle aussi parfois de sa vocation d'instrument de propagande et de manipulation des esprits. A Arles, les 6 et 7 juillet, dans le cadre des Rencontres internationales de la photographie, se tient un colloque sur le thème précisément d'« Image et politique », où sont analysés les rapports conflictuels de la photographie avec le droit, les pouvoirs et la culture.



ROBERT DOISNEAU. - « Le Livreur de scène » (1953)

Par
BERNARD EDELMAN
et EDGAR ROSKIS *

PRENOUS une photographie célèbre parmi d'autres de la même époque, signée Pierre Petit (1832-1909). Réalisée en 1888, elle montre la tour Eiffel dans un état de construction avancé : le premier étage est solide, surmonté par des fers qui déjà visent le ciel. Edifice public visible par tout un chacun, appelé à devenir le symbole universel de Paris, la tour Eiffel est aussi « œuvre de l'esprit », dont l'équilibre, l'allure, le design (qui on s'appelait pas encore ainsi) doivent tout à l'ingénieur Gustave Eiffel. A ce titre, elle sera des fois soumise au droit, et prisonnière de la législation : s'il est clair que le monument appartient, pour toute la durée de l'Exposition universelle, à l'Etat, qui le rétrocede ensuite à la Ville, il faudra un arrêt de la cour de Paris, rendu en 1893 lors de son inauguration, pour ce permettre la libre reproduction photographique, afin de ne pas « priver le public du droit de se procurer l'image de cette tour ». Cela nonobstant les droits de l'auteur (Eiffel) sur son œuvre. Les juges, pense-t-on, o'énocient alors rien d'autre qu'une banalité frappée au coin du sens commun. Hélas ! cette banalité d'hier est aujourd'hui une exception.

Au XIX^e siècle, la rue semblait « appartenir » au public, sinon même au citoyen. Période idyllique pour les photographes, les Jean-Eugène Atget (1857-1927), Charles Marville (1816-1879) et autres pères du « reportage de rue » : on ne se souvient pas de leur nom, mais leur œuvre était assimilée à l'œil humain et co avait la même liberté, mais encore la rue n'était pas devenue l'espace d'un marché économique. On avait alors le sentiment collectif qu'elle était inappropriable, vouée à la fête, à la révolution, à la commémoration ; bref, à l'échange humain, semblable en cela à l'œuvre de la nature « qui peut être librement reproduite (1). En un mot, la rue était « naturelle » : elle s'inventait, fournissant gracieusement à l'artiste, au promeneur, au badaud, sa matière première.

Ces temps sont révolus. Nous sommes passés désormais à un stade marchand où tout se monnaie. Plus prudent que l'ingénieur Gustave Eiffel, les architectes de la Grande Arche de la Défense, à Paris, feu Johan Otto von

Spreckelsoo et son suivant Paul Andreu, avaient prévu dans leurs contrats la réaffirmation d'un droit d'auteur inaliénable, étendu à l'image, c'est-à-dire à la reproduction de leur œuvre, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Avec cette conséquence : il y aurait contrefaçon à chaque fois que l'Arche, équivalent moderne de la tour Eiffel (et, par extension, de tout autre « monument » parisien : la tour Montparnasse, la Géode de la Cité des sciences et de l'industrie, la Pyramide du Louvre), serait filmée ou photographiée aux fins de diffusion sans leur consentement.

En dépit d'arguments impressionnants, par ailleurs de bon sens, suivant lesquels l'interdiction de reproduire porte atteinte à « la liberté de communication des pensées et des opinions proclamées par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 », arguments qui soulignent en outre « la vocation internationale, historique et fraternelle » de l'Arche de la Défense, du reste payée sur deniers publics, qui en fin de compte au « droit du public à l'information et à la culture devant lequel doivent céder les droits individuels d'auteur et de propriété », la cour jugea au contraire que « eu égard à son caractère exclusif et

opposable à tous affirmé par l'article premier de la loi du 11 mars 1957, la jouissance du droit d'auteur ne saurait être battue en brèche par aucune des considérations invoquées par la défenderesse », en l'occurrence une marchande de cartes postales, qui fut donc condamnée. Dans cette affaire comme dans tant d'autres, le droit d'auteur prévaut sur le droit public à l'information.

Une société capitaliste comme la nôtre se détermine évidemment très vite si de chacun de ses biens la possession n'est clairement attribuée à des personnes, physiques ou morales. Aussi est-il logique qu'elle forge l'essentiel de son droit dans le concept de propriété (2). Dire le droit, civil en tout cas, revient le plus souvent à décider de quoi appartient à qui, et cela jusqu'à y compris dans les procès « en image » — qui peuvent s'assimiler aux querelles de mitoyenneté, quand un juge doit par exemple trancher sur l'appartenance d'une parcelle ou d'un mur. Certes, il y a une sorte d'abus à empêcher la reproduction de monuments ou d'œuvres par ailleurs financés par le contribuable. Du moins les interdictions sont-elles prononcées (à tort ou à raison, c'est une autre question) au nom de la protection de l'auteur ou de l'artiste, voire au nom des droits de la personnalité.

Un attribut patrimonial de la propriété

MAIS que dire de cet arrêt rendu le 12 avril 1995 par la cour d'appel de Paris, qui affirme que « tout propriétaire a le droit le plus absolu d'interdire la reproduction à des fins commerciales de ses biens (3) » ? Là, l'objet du litige n'est plus une « œuvre de l'esprit », mais une simple maison bretonne dont l'originalité architecturale — en admettant qu'elle existait — est depuis longtemps tombée dans le domaine public. Pourtant, sa propriétaire, M^{me} Kerguer, obtint 10 000 francs en dommages et intérêts du photographe Philippe Plisson, qui en avait reproduit l'image avant de la céder à l'agence CLM-BDD, chargée d'une campagne de publicité par le comité régional de tourisme de Bretagne, association d'ailleurs à but non lucratif.

Ce faisant, la cour considère l'image comme un attribut patrimonial de la propriété, quand bien même l'auteur de la photographie ne se serait emparé d'aucune création qui ne fût sienne. En retour, le droit de propriété vient de conquérir un autre domaine — celui de l'image —, ce qui n'est pas incohérent, après tout, avec une vision idéologique glorifiant la richesse matérielle comme

summum de l'activité sociale. Au-delà de ses incidences théoriques, on imagine le mal pratique que peut causer cette jurisprudence à un bien collectif autrement plus précieux : rien moins que le patrimoine visuel de l'humanité. Imaginons que de tels arrêts aient gouverné les pratiques photographiques, cinématographiques, des lieux d'archives : sous prétexte que toute façade ou le moindre pot de fleurs est « propriété privée », il se resterait plus aucune trace du Paris pré-haussmannien ni même haussmannien, de la vie des immeubles, des usines et des rues telle qu'on se la bien nous la rendre Atget, Brassai, Kertész, Kollar, Izis, Ronis, Doisneau, Cartier-Bresson et tant d'autres, plus rien de cette extraordinaire mémoire de la ville qu'elle, elle, n'a véritablement pas de prix.

Aussi l'adage populaire, pourtant non dénué d'évidence, selon lequel « la rue est à tout le monde » ne tient plus. La

- (1) Tribunal de commerce de la Seine, 7 mars 1861.
(2) Ce débat connaît une extension avec Internet. Lire Philippe Quéau, « Offensive internet contre le droit du public à l'information », *Le Monde diplomatique*, février 1997.
(3) *La Semaine juridique*, n° 12-13, 19 mars 1997, p. 131, arrêt commenté par Valérie Crombez.

Photographie, art.

Par
FRANÇOIS SOULAGES *

LE monde change : la preuve en est que les représentations du monde changent. La photographie est un exemple de ce double changement. D'une part, les représentations que le grand public a de la photographie se modifient. Il y a trente ans, ce public parlait de « la » photographie et l'identifiait principalement au reportage ou bien à la photographie d'amateur ; elle était taxée, bien rapidement, d'« art moyen » (1). Désormais, ce public aurait tendance à parler de « des » photographies et à distinguer, au point de les séparer, photographie de mode, photographie documentaire, reportage, photographie creative, photographie plasticienne, etc.

D'autre part, en trente ans, la photographie s'est elle-même transformée : les travaux de nombreux photographes sont connus et reconnus, exposés et publiés, les liens entre la photographie et les autres arts se multiplient, les approches théoriques, historiques et critiques de la photographie jouent un rôle certain, le développement de la télévision, de la vidéo, de la numérisation et du multimédia mettent en question certaines pratiques photographiques.

La photographie se trouverait, selon certains, plutôt face à l'art, à l'existence ou au moi, que face à l'histoire, au présent et à la société ; aussi devrait-elle être plasticienne, à la limite créative ; le reportage n'aurait plus d'intérêt, d'abord, parce qu'il serait mieux pris en charge par la vidéo ou la télévision, ensuite, parce qu'il y aurait contradiction entre art et reportage, enfin, parce que l'art ne devrait plus interroger la société. Mais qu'en est-il de ces affirmations ? En cette période de crise, peut-il y avoir des projets et des objets photographiques qui à la fois interrogent la société et la politique et travaillent le lieu de l'art ? Peut-on, grâce à certaines œuvres photographiques, poser, dans un même mouvement, des questions à et sur la société, à et sur l'art ? Derrière ces questions, trois enjeux : d'abord, un certain rapport de l'image et de la société ; ensuite, une position plus riche, plus complexe, de la photographie dans l'art ; enfin, une compréhension moins séparatrice, plus dialectique des différents courants de la photographie.

* Maître de conférences à l'université Paris-VIII.

C'est parce que la photographie est enfin reconnue comme art et parce qu'elle dialogue avec les autres arts que le moment est venu de revisiter et de réévaluer ses différentes expressions et, à cette occasion, de repenser ses rapports possibles à la société.

La récente exposition « Face à l'Histoire » (2) a permis d'illustrer ces problèmes. Pour des raisons étranges et paradoxales, la photographie n'avait pas le même statut dans les deux parties de l'exposition : elle était présentée principalement comme document journalistique pour les années 1933-1979, mais comme œuvre d'art pour les années 1980-1996. Bien plus : le reportage photographique de Gilles Peress sur le Rwanda avait statut d'œuvre d'art et, baptisé *Le Silence*, se retrouvait accroché aux cimaises. Les conditions de présentation, d'exposition et de réception d'une photographie jouent certes un grand rôle : au point de métamorphoser du sans-art en art ou bien du regard communicationnel en regard esthétique ? Autre possibilité : certains reportages auraient-ils une essence telle que, dans le cas d'une présentation visant l'information, seuls les aspects relatifs au « ceci a été » se révéleraient, alors que, dans un contexte artistique, la dimension esthétique de ces reportages serait recevable ? Ces questions sont importantes, car il en va de l'essence même du reportage, de la photographie et de l'art (contemporain).

A un premier niveau d'analyse, le reportage semble exclu de l'art contemporain. Trois facteurs pourraient justifier cette position. Une question de technique : les reportages télévisuels seraient plus complets et plus performants que les reportages photographiques, qui ainsi devraient disparaître — le problème de leur possible appartenance à l'art n'aurait même plus lieu de se poser. Une question de qualité : les reportages qui continuent à exister seraient en grande majorité médiocres, soit par leur sujet — ceux qui se vendent le mieux sont les photographies de guerre et les photographies des personnes célèbres, le « people », que les paparazzis traquent comme des vautours —, soit par leur traitement qui privilégie le sensationnel, l'atroce et le choquant (« le choc des photos ») et ce de façon purement répétitive et stéréotypée. Une question de nature : il y aurait une infatigable insurmontable du reportage par rapport à la photographie creative ou plasticienne, quant à l'invention et à la façon quant à

la création. Bref, le reportage ne serait qu'un outil de communication de masse ; la photographie n'y serait que signe et non œuvre.

Pourtant, malgré les bouleversements technologiques et la demande puissante de photographies spectaculaires, vulgaires et sans intérêt, ou plutôt, paradoxalement, à cause de cela, des photographes continuent à photographier autrement la réalité et ses représentations sociales et à interroger le monde et son histoire. Est-ce du reportage ? Oui, mais pas au sens charognard, communicationnel et marchand du terme. Ainsi le photographe pourrait ne pas donner des images du monde, mais questionner à la fois le monde, les images du monde et le monde des images. Derrière cette position se joue la conception même de l'esthétique de la photographie. En aucun cas, la photographie ne peut s'appuyer sur sa prétendue saisie de la réalité, de l'événement, de la société, etc., pour affirmer qu'elle relève de l'art — ce serait absurde et ridicule. Doit-on en conséquence prendre la position inverse, mais aussi symétrique, pour laquelle la photographie n'écède à l'art que par la forme ? Faut-il être condamné à devoir choisir entre un réalisme matérialiste (saisie de la réalité matérielle d'un « ceci a été », qu'il soit social ou privé) et un formalisme désincarnant (la seule chose qui existe est celle du photographique, la chair du réel étant mise entre parenthèses, au moins au sens phénoménologique du terme) ?

Pour comprendre l'art photographique, ne doit-on pas plutôt opter pour une esthétique du « à la fois », qui permettrait d'explorer et d'exploiter les tensions et le tiraillement existant entre le matériau photographique et l'objet à photographier, entre le résultat photographique et l'événement passé, entre le sujet photographiant et les sujets photographiés, entre l'imaginaire et le réel, entre le présent et passé, entre la chose et l'existence, entre la forme et la réalité, entre l'art et la société. Seule une telle esthétique peut rendre compte de la complexité spécifique qu'est la photographie. En effet, toute photographie est à la fois photographie autonome et photographie d'un quelque chose qu'il reste à imaginer et à penser — l'art photographique consistant à montrer et à interroger soit l'une de ces deux composantes du « à la fois », soit leur articulation problématique. Les travaux photographiques nous le montrent et nous le démontrent.

Des photographes ne cherchent plus à capturer l'instant ; ils s'installent et s'interrogent délibérément dans le temps : dans le long durée, et c'est le photographe comme enquête, dans le passé, et c'est la photographie comme mémoire, dans le temps interactif, et c'est la photographie comme interaction.

Sebastião Salgado est le représentant paradigmatique de la photographie comme enquête. Cet ancien économiste devenu photographe se donne des programmes d'investigation pour dix ans ; ainsi, à partir de 1987, il photographie la disparition des industries manuelles dans le monde entier, voulant, dit-il, « montrer la fin d'une époque » ; chaque sujet lui prend plusieurs mois, parfois plusieurs années. Cela lui permet de produire une œuvre qui allie le documentaire et le tragique, le social et l'humanisme, l'historique et l'éternel. C'est parce qu'il ne cherche pas à illustrer qu'il fait à la fois sens et œuvre ; c'est parce qu'il n'est pas voyeur qu'il peut voir.

Beaucoup d'autres photographes travaillent cette direction avec ce rythme et cette éthique : ils nous permettent de nous interroger sur la société et donc sur nous-mêmes. Ainsi Raymond Depardon peut-il faire œuvre à partir de la société africaine (*Le Port des larmes*, Le Seuil, 1996), de la société paysanne française des années 50 (*Le Ferme du Garat*, Carré, 1995), de la société urbaine française des années 80 (*Défils fragants*, film de 1994), de la société new-yorkaise des années 80 (*Correspondance new-yorkaise*, L'Étoile, 1981), etc. Toujours il se confronte à la société, mais jamais de la même manière.

Le deuxième courant qui interroge la société pose la photographie comme mémoire. Ainsi, avec *Images d'album*, Christian Gattinoni revient sur les photographies des camps de concentration, non seulement pour s'interroger sur une mémoire sociale et historique, mais aussi pour « dé-montrer, écrit-il, tout l'appareil fictionnel des images-reportages (3) ». Avec *Images carcérales*, il exploite trois ensembles d'éléments : d'abord, des textes qu'il photographie, à savoir des écrits officiels rédigés en

- (1) Pierre Bourdieu et alii, *Un art moyen, essai sur les usages sociaux de la photographie*, Editions de Minuit, Paris, 1965.
(2) Centre Georges-Pompidou, Paris, décembre 1996-avril 1997. Lire Lionel Richard, « Les peintres contemporains face à l'histoire », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.
(3) François Soulages et alii, *Photographie et incantation*, Orléans, Paris, 1996, p. 149.

هكذا من الالحاح

هكذا من الامم

ET POLITIQUE

La m

privatisée

captation privative de la rue, l'appropriation de l'espace public, méthodiquement et continuellement soutenues par l'exercice de ce qu'il faut bien appeler un droit bourgeois, culmine dans plusieurs affaires. La première voit l'artiste plasticien Christo, qui s'est fait, comme on le sait, une spécialité d'« emballer » des monuments, s'opposer à toute prise de photographies du Pont-Neuf tandis qu'il l'avait, on s'en souvient, publiquement « ficelé ». Le 13 mars 1996, la cour de Paris, lui donnant raison, interdisait la diffusion d'un court-métrage relatant l'événement, aux motifs que le demandeur avait exécuté « une œuvre originale » mettant en relief « la pureté des lignes du pont et de ses lampadaires au moyen d'une toile et de cordages ». En somme, il était reconnu à Christo non seulement le droit d'interdire de la ville comme matière personnelle de ses créations, mais encore de tirer de ces images privées le contrôle exclusif des images publiques ainsi générées. Au reporter convoité à cette « fête », il ne fut pas même permis d'emporter le souvenir de ce qu'il avait vu, ce qui revient exactement à s'emparer de sa mémoire.

Sur ces fondements, le défilé du Bicentenaire de la Révolution française était-il appropriable ? C'est la deuxième affaire, dont on va voir qu'elle ne manque ni de sel ni de morale. L'Association du Bicentenaire avait demandé au publiciste Jean-Paul Goude de concevoir et de réaliser un défilé, à produire sur les Champs-Élysées le 14 juillet 1989. Il faut savoir que, dans ce type d'activité (la confection d'« événements » — spectacle son et lumière du défilage en Normandie, illuminations du château de Chambord ou spectacles au Puy-de-Fou (4) — étant devenue une profession avec pas de porte), toutes les parties, après s'être servies plutôt largement sur les deniers publics, logent encore goulument sur quelques bénéfices supplémentaires, substantiels et subéquents aux droits dérivés de la machine audiovisuelle.

Aussi les concepteurs du défilé du Bicentenaire n'avaient-ils pas osé de conclure un accord de reconnaissance avec TF 1, Antenne 2 et ORF (Groupe de médias de télévision), accord dont TF 1 eût pu déduire qu'elle était « propriétaire », à hauteur de sa participation financière, d'un événement par ailleurs accessible sans son intermédiaire — et payé, une fois de plus, par le contribuable. Confrontée à feu La Cinq qui avait capté et diffusé (« piraté », a-t-on dit à l'époque) un petit quart d'heure du défilé, la chaîne de M. Bouygues fut déboutée par un tribunal qui jugea ce spectacle « fait historique non susceptible d'appropriation ou d'exclusi-

vité (5) ». Une fois o'st pas coutume : l'argent s'incline devant le symbole.

Certains, attirés par les niches de profit dument aménagées par les fluctuations de la jurisprudence, peinent à s'en convaincre. S'engouffrant dans quelques brèches, ils vont, logiquement, tenter leur chance. Prévenant par exemple que M. Yasser Arafat, après vingt-sept ans d'exil, devait le 1^{er} juillet 1994 retourner embrasser la terre de Palestine, un journaliste français fonda une comédie société de droit américain dans le dessein de monnayer cette démarche historique : coups de fil aux agences de presse, en particulier à celles dont l'image — donc le symbole — est la raison d'être, auxquelles fut proposé contre un fort onéreux « ticket » le droit d'accompagner et d'enregistrer cet épisode de l'histoire. Toutes, quoique familières avec la notion d'« exclusivité » jusqu'à l'appliquée au seul show-business, déclinent l'offre au nom du libre accès à l'information générale. L'annonce s'inscrit à leur tableau d'honneur, mais ne préjuge pas, malheureusement, de l'obstination des tribunaux à favoriser le privé au détriment du public.

Dans la troisième affaire, en effet, fut condamné et saisi un dépliant comprenant deux vues aériennes de la cité lacustre de Port-Grimaud. Les sociétés promotrices de cette opération immobilière avaient fait valoir que l'architecte leur avait concédé l'exclusivité du droit de reproduction. Pour leur défense, les entreprises éditrices avaient soutenu que « l'on ne saurait contester à tout habitant ou à tout voisin le droit de reproduire des vues de Port-Grimaud, village qui a le caractère d'une agglomération, référencée à l'annuaire, aux PTT, etc. », comprenant « rues, places, magasins, banques et services de toutes sortes » ; bref, « un site géographique étendu dont le spectacle est commun ». Le tribunal écarta ces moyens par des motifs assez étonnants : « L'établissement dans le fond du golfe de Saint-Tropez, là où il n'y avait rien, alliant le soleil et la mer, d'une cité lacustre dont les plans d'eau irréguliers et les masses bâties, de volumes et de couleurs contrastés et variés, provoquent la surprise et entretiennent la curiosité et l'attente, constitue bien dans son ensemble (...) une création originale personnelle (6) ». On frôle l'absurde : la privatisation d'un ensemble urbain — une agglomération tout entière — est contraire à toute notion de vie sociale. C'est l'idée même d'urbanisation qui est ruinée en son principe. Car si un « paysage urbain » peut être aussi privatisé, notre culture est atteinte.

La ville, au demeurant, n'est pas seulement constituée d'éléments immobiliers. Que seraient en effet la rue, la cité, sans les visages qui la peuplent, « personnes privées » qui parcourent et animent l'espace public ? Or, en droit français, chaque individu demeure propriétaire de son « effigie », autrement dit de son image privée (la, le bien n'est plus seulement extension de la personne, c'est la « personne » qui devient un bien en soi). Mais le même droit reconnaît à l'artiste, au peintre, au photographe, à l'écrivain, et plus généralement à l'auteur, celui de « créer » une image à partir d'une réalité qu'il a seul observée, interprétée, et donc transformée.

Vous voici filmé ou photographié dans la rue, dans un café, un square ou tout autre lieu semi-privé ou semi-public. La photographie est publiée, ou la séquence diffusée, ce qui, pour des

raisons qui vous regardent, ne vous convient pas. A qui appartient l'image ? A vous, bieu sûr, en tant qu'unique détenteur de votre effigie. Mais aussi à l'opérateur, pour autant qu'il puisse démontrer avoir fait œuvre de « création », c'est-à-dire inventé une réalité nouvelle qui se superpose, dépasse et transcende une réalité première (celle de votre apparence). De l'apport d'un talent de l'auteur, ce nouvel objet tient son existence — donc son droit — autonome. On remarquera que ce droit, conflictuel, est calqué sur le double signification du mot « image », celle que l'on donne de soi et celle que l'on fabrique (l'opérateur utilisant la votre pour commettre la sienne), et on notera au passage que, en dépit de son formalisme juridique, une telle approche dit quelque chose d'une vérité intrinsèque de l'image : que, pour « reproduire la réalité », toute image s'entend d'abord par rapport à une autre image.

Créer sans offenser

D ONC, chargés en principe de simplement « dire le droit », les juges placés en face des litiges d'image doivent décider préalablement, pour se prononcer, de ce qui est « création » ou de ce qui ne l'est pas. Ils se constituent ainsi, de fait, en arbitres de l'esthétique, compétence dont il n'est pas écrit qu'ils la possèdent. S'agissant même d'un cas accessible au « sens commun », leur tâche n'en sera pas pour autant simplifiée. Qui niera par exemple que *Le Livre de silence*, personnage accoué au zine du café Allain et saisi par l'objectif de Robert Doisneau en 1953, est une « création » à forte valeur ajoutée ? L'homme digne et propre sur lui, bonne tête d'ouvrier parisien aux moustaches avenantes, avait explicitement consenti à servir de modèle au maître tandis qu'il dégustait un verre de rouge.

Le portrait non seulement lui rendait — si l'on ose dire — justice, mais indéniablement l'embellissait. Y a-t-il une meilleure définition de « l'art » ? Mais, publiée dans un grand hebdomadaire sous le titre « Les méfaits de l'alcoolisme », la photographie change encore de nature, devient préjudiciable à son sujet, qui pour aimer de temps à autre lever le coude, et quoique ne détestant pas être vu, n'en est pas pour autant ravagé par l'alcool. L'hebdomadaire perd sa cause, le tribunal usant pour établir le préjudice d'un argument jusqu'alors inédit : l'« intention de nuire ». Le droit de créer était maintenu et protégé, sous condition toutefois de ne point offenser.

Jusqu'à tout récemment, la jurisprudence — française, tout du moins — n'a cessé, en matière d'« effigie », de favoriser les prérogatives du sujet au détriment de celles de l'auteur. D'aucuns s'en féliciteront, qui blâment à juste titre les intrusions effectivement scandaleuses dans la vie privée, commises par une presse cynique et immorale. C'est que de cette jurisprudence ils ne mesurent pas également les effets pervers. Aucun reporter d'images ne peut plus circuler sans s'encombrer de formulaires à faire signer, pour en obtenir l'accord, par toute « personne privée » qui croiserait son champ. Encore cette décharge ne le prémunit-elle contre aucune poursuite, le signataire pouvant se raviser au moment de la diffusion ou de la publication : ayant donné son aval à la reproduction de son image, rien ne l'oblige à en approuver le contexte ultérieur (titre, légende, bande-son, environnement) qu'il pourra estimer choquant ou diffamatoire.

Aussi l'exotisme galopant d'une certaine tendance documentaire n'est-il pas la dernière conséquence de ce juridisme effréné : peut-on en vouloir aux opérateurs d'aller chercher toujours plus loin, sous des latitudes juridiques plus clémentes, des « sujets » moins éclois à la procédure ? Imagine-t-on un innu ou un Massai cogner une action devant le tribunal de grande instance de Paris ? Cela explique en partie que la photographie dite « humaniste » se soit insensiblement déplacée vers les rues de Rio, de Calcutta ou de Moscou. Ainsi cette babouehka illustrant un

article sur la pénurie alimentaire en URSS, entrant dans un dépôt d'ordures de la capitale russe à la recherche de provisions de bouche. Elle peut, au choix, considérer que, en peignant de sa détresse le moode à témoin, ce cliché la sert ou bien que, en exhibant son état de dénuement, il donne d'elle une image dégradante. Il est toutefois peu probable que l'alternative lui fût jamais présentée, tant l'opérateur étranger, évoluant si loin de chez lui, pouvait se sentir à l'abri d'un procès. D'où l'on tirera que cette situation juridique, en fabriquant deux types de sujets — pour faire court : l'un occidental et l'autre du tiers-monde — inégaux sinon devant la loi, du moins devant les moyens de son action, engendre une injustice.

Quand par exemple cette Parisienne, l'une des personnes blessées par l'explosion d'une bombe, le 25 juillet 1995, dans la station Saint-Michel du RER, se reconnaît sur une photographie prise juste après que la déflagration l'eût presque entièrement déshabillée, elle change le parocet, au nom de la « dégradation » que lui inflige cette image, d'attaquer les journaux qui l'avaient publiée et les agences qui l'avaient produite et distribuée (7). La plaignante n'eut pas gain de cause, mais du moins, contrairement à notre babouehka, put-elle faire valoir ses droits. La cour, cette fois, leur estima supérieur le nécessaire exercice du métier de journaliste. Elle confirma un jugement rendu cinq ans plus tôt, qui avait débouté un trio de juristes réclamant des dommages et intérêts à *Libération* et à l'agence Magnum pour les avoir montrés dans une salle du Pari mutuel. Or les parieurs étaient tous trois chefs d'entreprise et dissuadés craignant que, les reconnaissant, leurs employés ne leur reprochent de mal dépenser leurs bénéfices.

Dans ses attendus, le tribunal insista au contraire sur le « droit d'informer », retournant ainsi le balancier d'une jurisprudence longtemps, et sans doute excessivement, favorable à la protection de l'image privée. Reste que, si trancher entre ce qui est création et simple reproduction n'est déjà pas facile, décider de ce qu'est exactement une « information » promet de belles joutes entre magistrats, journalistes et public.

BERNARD EDELMAN et EDGAR ROSKIS.

(4) Lire Michel Vovelle, « Un historien au Puy-de-Fou », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(5) Tribunal de grande instance de Paris, 21 février 1990.

(6) Tribunal de grande instance de Draguignan, 16 mai 1992.

(7) Lire « L'innuant figé », supplément Radio-Télévision-Multimédia du *Monde* du 1^{er} juillet 1996.

Photographie, et société

1992 sur la vie quotidienne de la prison de Mozas, où Rimbaud fut enfermé pendant le Communisme ; puis, des plaques de verre anonymes de la fin du XIX^e siècle, dont il tire des photographies renvoyant à l'univers rimbaudien ; enfin, des photographies de corps faites par lui en 1988. A partir de ces trois séries, il compose des montages qu'il photographie et obtient ainsi d'autres photographies. La photographie est alors d'une part image critique (critique de la réalité, critique des représentations et critique de l'art) et d'autre part image d'images... Photographier la société consiste ici à photographier non pas son actualité (mise en scène et en spectacle), mais sa mémoire occultée, qui en rend raison.

Au cœur du social

LE Tchèque Tono Stano procède, pour sa part, à une mise en scène de la mémoire. Son Cadenrier mime la commémoration officielle — et l'on sait ce que « officiel » et « commémoration » voulaient dire à Prague jusqu'en 1989 — et la représentation idéologique d'un peuple mis en scène dans le quotidien : son « Chef d'orchestre » dirige à la baguette, non plus ses musiciens, mais les sujets politiques obéissants et aliénés, ses « Paysans » entrent dans une imagerie qui bascule dans le ridicule, son « Maçon » tel l'homme de fer stakhanoviste, construit un monde absurde et sans mémoire. Photographier revient alors à prendre du recul par rapport aux images présentes toutes faites et à construire des images de la société politique qui renvoient à une mémoire niée et fonctionnant comme mémoire théâtrale du présent pour un futur.

La troisième courante, liée aux deux premiers, introduit une dimension nouvelle : l'interaction. Le photographe travaille sa création comme étant le fruit d'une interaction entre lui et des non-photographes. Ainsi, quand Marie-Hélène Le Ny participe à « Art, fonction sociale » en 1995 à Paris, ou quand elle publie *Béthune, quartiers en quête d'identité* en 1996, certes, elle fait elle-même des photographies, mais elle en fait faire aussi à des gens qui au départ n'ont aucune culture photographique ; en résulte un ensemble intéressant eu égard à cette surprenante réunion d'images et à l'approche originale de réalités sociales habituellement dans l'ombre.

Marc Pataut est un des artistes qui représentent le mieux l'interrogation de la société et de l'art grâce à

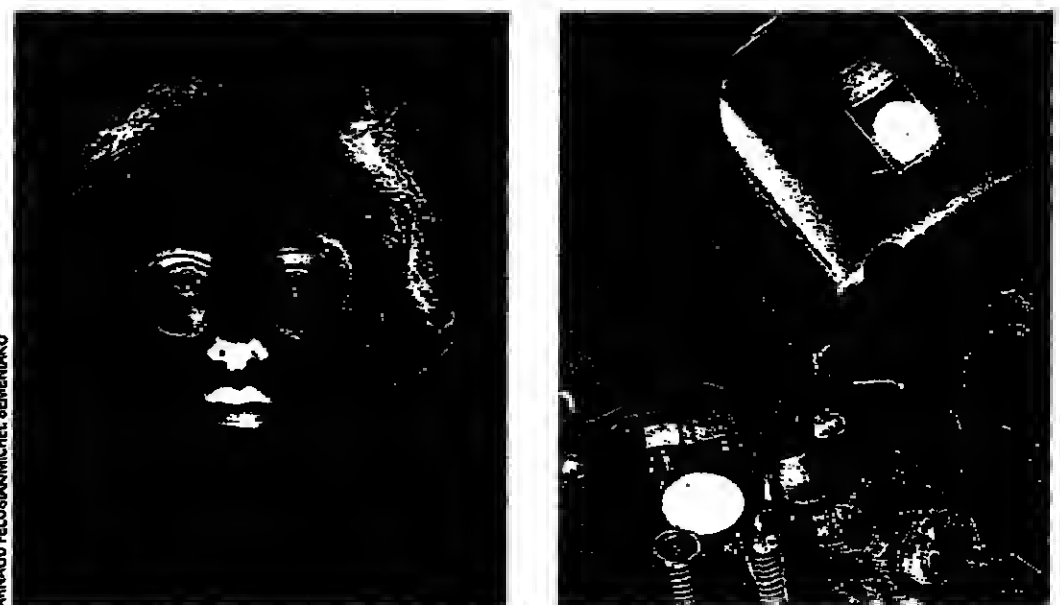
la photographie comme interaction. Depuis près de vingt ans, ce photographe, dont le travail est présenté cette année à la Documenta de Kassel, met en place des dispositifs pour photographier ou faire photographier ceux que la société a tendance à ne pas tenir en son cœur — à la fois en son centre et en son effection —, ceux que la société affecte le plus par sa mise à l'écart : enfants psychotiques, femmes en prison, jeunes immigrés de banlieue, victimes de l'apartheid, compagnons d'Emmeline, SDF, etc. Le résultat est une image magnétique qui à la fois bouleverse notre appréhension de la vie de ces gens et révolutionne la photographie et son rapport à l'art contemporain.

Avec la photographie négociée de Michel Séménko, nous sommes au cœur du social et de l'art : pour des raisons à la fois éthiques et esthétiques, cet artiste propose à des gens extérieurs au monde de l'art — malades d'hôpitaux psychiatriques, jeunes chômeurs, habitants d'une région habitée par le crime, population d'un même quartier comme à Niort, membres du Club Méditerranée, amis, etc. — de faire avec eux une photographie ou une série de photographies. Il leur offre son savoir-faire, sa culture, sa réflexion et sa sensibilité, les autres lui apportent leurs questions, leurs rêves, leurs imaginaires et leurs mythologies ; ensemble, ils élaborent un projet qu'ils négocient à chaque étape du parcours, tels un artiste et des commanditaires officiels. La création doit être examinée autant dans la procédure mise en œuvre que dans les images réalisées. Séménko peut ainsi expérimenter qu'un artiste est d'abord un homme avec d'autres hommes, un citoyen d'une société, et qu'en tout homme réside un désir de création auquel il donne les moyens de passer à l'acte. L'œuvre de Séménko peut donc se déployer à la fois dans l'univers de l'agence Méti, dans le monde du musée et de l'exposition, et dans le territoire du livre et de l'édition (4).

Ainsi, par ces trois voies — enquête, mémoire, interaction —, cette partie de la photographie contemporaine est à la fois au cœur de l'art contemporain et au cœur de la société contemporaine.

FRANÇOIS SOULAGES.

(4) Michel Séménko, *Lapiez* (Paris, Passage, 1982), *Sites* (Viry, Galerie, 1987), *Nuit blanche* (Centre régional de la photographie Nord-Pas-de-Calais, 1991), *Images négociées, projet réseaux* (Niort, AMPT, 1996).



L'intervention « Projet réseaux » a été conçue et réalisée à Niort par Michel Séménko en synergie avec les Maisons pour tous. Il a exploré les réseaux qui relient entre eux un certain nombre d'habitants de la ville et se rendant dans les quartiers avec un camion-studio. C'est-à-dire qu'il a fait leur autoportrait en utilisant le dispositif proposé par le photographe : miroir, fibres optiques réglables, long temps de pose. Chacun lui a ensuite demandé de photographier « à sa manière » un lieu ou un objet et lui-même a donné à chaque personne un appareil jetable avec lequel il a photographié leurs amis, désignant par là ces personnes celles qui, à leur tour, réaliseront leur autoportrait dans le camion-studio. C'est ainsi que mille trois cents habitants de Niort ont été photographiés (Livres-catalogues *Images négociées*, *projet réseaux*, préface Anne Chavannes, disponible auprès de MPT, 7, avenue de Linoges, 79000 Niort, 165 F port compris).

Colloque « Image et politique »

EN complément des expositions proposées autour de la thématique générale sur « Le devoir de mémoire, les tentations du pouvoir et les formes de l'engagement », les Rencontres d'Arles (dont le directeur artistique est Christian Caujolle) proposent cette année, dimanche 8 et lundi 7 juillet, un colloque international (1) co-organisé avec *Le Monde diplomatique*, la chaîne Arte et l'Association française pour l'action artistique (AFAA).

Sous la présidence de Paul Virilio, la direction d'Ignacio Ramonet, la coordination de Françoise Docquier et la collaboration d'Edgar Roskis, ce colloque rassemblera des personnalités comme Bernard Miller, Jean Digne et André de Margerie ; des philosophes comme Paolo Fabbri et Fabienne Rousseau-Leclair ; des historiens comme Laurent Gervereau, Margaria Lodo Andion, Pierre Rastany, Thierry de Duve et Alain Jeubert ; des écrivains comme James Burnet, Jacques Henric et Ramon Esparza ; des photographes comme Eugène Richards, Esther et Jochen Garz, Aziz et Couchar ; et des plasticiens comme Antoni Muntadas autour des questions de l'engagement et de la responsabilité des créateurs face au monde contemporain.

(1) Les travaux du colloque se déroulent à l'Ecole nationale de la photographie, 16, rue des Arènes, Arles. Renseignements : tél : (33) 04-90-96-76-06 ; télécopie : (33) 04-90-49-94-39.

LES LIVRES

CUBA SANS FARD

Adieu à la révolution

LA PEAU ET LE MASQUE (La Piel y la Mascar), de Jesus Diaz, traduit de l'espagnol par Florence Bourgade, Métailié, Paris, 1997, 233 pages, 125 F.

D'ENTRÉE de jeu, les lecteurs se mettent d'intelligence avec l'auteur. Ils participent à son travail de plongée au cœur de cinq personnages. Le regard que chacun d'eux porte sur sa propre vie, et sur son métier d'acteur, ordonne la composition du roman. Celui-ci recrée le tournage d'un film - *La Peau et le Masque* -, « une tragédie qui ne correspond ni aux attentes du gouvernement ni à celles des dirigeants de l'exil ».

L'exercice, difficile, renvoie au déchirement intime du metteur en scène. Surnommé l'Ours pour avoir reçu, jadis, l'Ours d'or au Festival de Berlin, célèbre à l'étranger mais censuré dans son pays, vieux et se sachant condamné par la maladie, l'homme jette ses dernières forces dans cette œuvre testamentaire.

Il s'agit, entre autres choses, dit-il, de l'adieu à une révolution dont j'avais applaudi avec enthousiasme les réussites, déjà lointaines, dont j'avais eu de façon coupable les bénéfices : les exils, les folies, et devant laquelle je ne voulais pas paraître comme juge, mais comme témoin, comme quelqu'un qui parle depuis la vaste et périlleuse territoire de l'irréversible.

Brisé, l'Ours joue le rôle d'un autre homme brisé, Fernando. Lorsqu'il était ministre du commerce extérieur, ce bon vivant, « le premier à la rumba, au rhum et au lit avec ses concubines », a osé s'opposer à M. Fidel Castro. En punition, le voilà administrateur d'une coopérative agricole « qui ne produisait que de la poussière ».

GRAND improvisateur de langage, l'écrivain Jesus Diaz (1) choisit ici un style profondément inventif : chaque séquence est racontée par les différents acteurs. En tête de chapitre, leur nom de ville est accolé à leur nom de scène. Cette clef permet de les suivre dans leurs multiples vérités d'êtres humains, et d'artistes. Au centre du livre, une femme, Ofelia/Isis. A la ville, elle est Ofelia, une star vivant (mal) à Cuba et prête à choisir l'exil dès la meilleure occasion. Mariée à l'Ours qu'elle qualifie de « ryan », elle est bourlée de remords parce qu'elle a sacrifié son tout jeune fils à sa carrière.

« Envie de pleurer, monde ! De faire tourner à l'envers toutes les horloges du monde pour les remettre sur cette heure maudite où j'ai signé le certificat qui autorisait Ricardo à partir pour Miami avec son père ! »

A la scène, elle tient le rôle d'Isis, une riche émigrée, elle aussi en proie aux remords : qui sont devenus les deux fils, Orestes et Omar, qu'elle a abandonnés, adolescents, dix ans auparavant ? La quête et l'enquête, dans une île où la sécurité de l'État est omniprésente, donnent au texte sa tension dramatique.

Réflexion sur la façon dont un comédien puise dans ses émotions vécues pour composer un personnage, réflexion sur le zèle d'une autre société tournant au cauchemar, réflexion sur la fragilité des sentiments humains, ce roman noir et magnétique n'est que rarement traversé de rayons de tendresse. « Il y a trop de coupables à Cuba », dit Fernando. Et il faut que quelqu'un commence à pardonner.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(1) Lire *Les paroles perdues*, Editions Métailié, 1995, et *Les Initiates de la terre*, à paraître. Né à La Havane en 1941, Jesus Diaz a été, à Cuba, professeur de philosophie, fondateur et directeur de la revue *Chimam barbudo* et de *Pensamiento Crítico*. Écrivain et cinéaste, il vit, depuis 1992, à Madrid, où il dirige la revue *Encuentro de la cultura cubana*. Il enseigne le cinéma à Berlin et à Rome.

AFRIQUE

LES GEMMOCRATES. L'économie politique du diamant africain. - François Miaser et Olivier Vallée.

* Desclée de Brouwer, Paris, 1997, 240 pages, 180 F.

Parmi toutes les grilles de lecture possibles des événements africains, le courtier du trafic du diamant explique nombre d'alliances et de conflits entre acteurs, de revirements et de faits ponctuels. C'est ce que tente cet ouvrage pionnier en la matière, qui analyse les gemmo-crates, les régimes fondés sur le contrôle de ces précieuses pierres. Les auteurs y étudient les circuits parcourus par le diamant depuis les gisements en Afrique (tout en mentionnant les autres continents jusqu'à la mise sur le marché de gros. Des circuits qui ressemblent à un vaste entonnoir : une base très large en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Botswana, Zaire, Angola, Sierra Leone) et un goulot très étroit formé de la Central Selling Organisation (CSO), contrôlée par la multinationale anglo-américaine De Beers. La ville belge d'Anvers joue un rôle unique au monde dans ce commerce, mais les millions de francs proches de l'Afrique ont leur part du gâteau.

ANDRÉ LINARD.

DROITS DE L'HOMME

AMNESTY INTERNATIONAL. Rapport 1997.

* Editions francophones d'Amnesty International, Paris, 1997, 397 pages, 95 F.

Hélas, pas de surprise, serait-on tenté de soupçonner en relisant ce volumineux rapport, lucubrations de prisonniers d'opinion, déclarations sans jugement, torture, « disparitions », exécutions et autres exactions se sont poursuivies, à des degrés divers, dans 149 pays. Les faits sont exposés ici pour mettre citoyens, gouvernements et organisations internationales face à leurs responsabilités. Et si l'on ne peut plus rien pour les morts - sans exiger le jugement des tortionnaires et des assassins (ce qui ne semblerait pas anodin) -, il est encore temps, suggère le rapport, de s'intéresser aux vivants. Parmi ceux-ci : les réfugiés. Il y a dix ans, on en décomptait huit millions : ils sont à présent plus de quinze millions, pour la plupart des femmes et des enfants. Ils ont droit à la protection de la communauté internationale, mais les gouvernements - et la France n'est pas la plus gentille - se dérobent de plus en plus à leurs obligations. Plutôt que d'avoir à déplorer les conséquences, quand s'attaquent-elles aux causes de toutes ces tragédies ? C'est le mérite d'Amnesty que d'obliger le citoyen à s'interroger.

M. L.

ASIE

HONGKONG. Enjeux d'une transition historique. - Jean-François Dufour.

* Le Monde Éditions-Marabout, Paris, 1997, 226 pages, 39 F.

APRÈS HONGKONG. Chinois et cosmopolites ; un pays, deux systèmes ? - Philippe Le Corre.

* Autrement, Paris, 1997, 278 pages, 120 F.

Le retour de Hongkong à la Chine a déjà eu, au moins, un effet positif : le monopole de l'information en anglais sur le destin exceptionnel de ce minuscule territoire est brisé. Parmi les ouvrages récents en français, il faut distinguer, en premier lieu, le petit, mais précieux, livre de Jean-François Dufour. L'auteur dresse bien les grandes tendances de cette aventure historique, née de la rencontre, au milieu du XIX^e siècle, de l'expansion agressive d'un capitalisme européen en quête de nouveaux marchés et de la décadence de l'Empire chinois. Il décrit la montée en puissance, dans les années 60, grâce au textile et à l'électronique, d'une économie, qui réalise, sur 0,01 % de la superficie de l'immense Chine, 20 % du PIB de la République populaire. Éclairant aussi l'analyse de l'inséparabilité, depuis quinze ans, des deux espaces économiques par le biais des délocalisations et des investissements croisés. Au point que, avant même de réintégrer formellement le giron de la mère patrie, Hongkong était déjà partie intégrante du système de production chinois. Une chronologie et un index complètent cette présentation claire et documentée des enjeux d'une « transition historique ».

Foisonnant de détails, l'ouvrage de Philippe Le Corre s'attache, quant à lui, à faire comprendre les spécificités de la société hongkongaise. Correspondant, depuis huit ans, de nombreux organes de presse français, l'auteur connaît bien son sujet. Trop bien, peut-être, au point d'hésiter parfois entre le reportage-description des rues et les rencontres avec des figures, plus ou moins célèbres, de l'île - et un état des lieux plus systématique. Utiles annexes (cartes, chronologie, bibliographie).

MANUEL LUCBERT.

PROCHE-ORIENT

PALESTINIAN IDENTITY. The construction of modern national consciousness. - Rashid Khalidi.

* Columbia University Press, New York, 1997, 308 pages, 29,50 dollars.

Tout le monde connaît la déclaration de Golda Meir, premier ministre d'Israël, affirmant que les Palestiniens n'existent pas. A cette déclaration, les historiens et responsables palestiniens ont souvent répondu en défendant une conception figée et hors du temps de l'identité de leur peuple. Ernest Renan le disait, dans sa célèbre conférence, « Qu'est-ce qu'une nation ? ». « L'oubli, et le droit même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation ». Refusant les simplifications, Rashid Khalidi, professeur d'histoire à l'université de Chicago, qui fut conseiller de la délégation palestinienne durant les pourparlers de Madrid et de Washington sur la paix au Proche-Orient, tente de cerner l'émergence du nationalisme palestinien, durant la période qui va de la fin de la domination ottomane à la première décade du mandat britannique. Tout en reconnaissant le rôle joué par la colonisation juive dans l'affirmation de ce nationalisme, il montre que les ingrédients d'une identité propre étaient déjà à l'œuvre depuis longtemps - notamment autour de Jérusalem, cité sainte tellement convoitée. En conclusion, l'auteur retrace la « disparition » puis la renaissance du nationalisme palestinien après la création d'Israël. Il explique notamment pourquoi les défaites successives - incapacité à s'opposer au projet sioniste, expulsion de 1948, départ de Beyrouth en 1982, etc. -, ont été transformées par les Palestiniens en un récit héroïque qui occulte les erreurs, notamment celles de l'OLP, et rend plus difficile la définition d'une stratégie politique efficace.

A. G.

WHO'S WHO IN THE ARAB WORLD 1997-1998

* K. G. Saur, Munich, 1998, 966 pages.

Six mille notes biographiques pour chacun des dix-neuf pays arabes (le Liban fait l'objet d'un ouvrage spécifique, la Palestine est listée à l'écart), complètes par des données générales sur le Proche-Orient et le Maghreb ainsi que sur chacun des États, le pétrole, la Ligue arabe, le canal de Suez, la conférence de paix, etc.

UNE FABLE MACÉDONIENNE

Le massacre des innocents

LE TEMPS DES CHÈVRES, de Luan Starova, traduit du macédonien par Clément Tcarteguy, Fayard, Paris, 1997, 274 pages, 120 F.

Le malheur qui s'est abattu diversement sur l'ex-Yougoslavie ces dernières années - Kosovo, 1989 ; Croatie, 1991 ; Bosnie 1992-1995 - a jusqu'à présent épargné la petite République de Macédoine, dont l'existence fragile n'a été menacée et considérée qu'après bien des hésitations et vicissitudes. Le climat qui y règne est sans doute précaire, comme en ont témoigné l'attentat de 1995 contre Kiro Gligorov, ou, la même année, à l'université paillarde de Tetovo, les émeutes albanaises très violemment réprimées. Plus récemment, à Skopje, des manifestations, certes fois antialbanaises, ont fait craindre des troubles sérieux. Mais c'est dans l'Albanie voisine (que l'on croyait en train d'émerger de l'enfer) que s'est inscrite le chaos, avec ce qu'un témoin majeur appelle un « État de sauvagerie » inséparable en Europe.

Aussi, la Macédoine se fait-elle toute petite. Comme pour conjurer le sort, voici qu'elle produit (écrit en un mois, en 1993, mais fruit d'un sujet « porté pendant trente ans », sous la plume 6 combien symbolique de l'Albanais polyglotte Luan Starova), une pure merveille de tendresse, de fraîcheur, de naïveté d'adulte ou presque : *Le Temps des chèvres*, un roman qui semble être le temps de l'âge d'or, du paradis de l'enfance, de toute symphonie pastorale, du lait et du miel, du bocage bocceci, l'ineffable temps de l'entente entre les populations (pas les peuples), celui de l'harmonie entre hommes et animaux, entre monde rural - pauvre, certes, mais plein de ressources - et monde des villes - fruste, mais encore plein d'illusions et d'idéaux.

Un roman sur un petit pays des Balkans, à peine né, au sortir de la seconde guerre mondiale, à l'ombre de longues années d'expériences socialistes, aux alentours de la rupture de Tito avec Staline. Un roman sur une famille d'exilés au bord d'un fleuve, sous un château, dans une ville. Un roman sur l'amour d'un petit garçon pour son père. Tout est vu à travers le prisme du regard de cet enfant-là, poétique et fluide : pas de dates, pas de noms de lieux, pas une seule fois mention du mot « albanais », par exemple. Mais des odeurs, des souvenirs mêlés, de chaleur humaine, de fétide au ventre, de joies, de naïveté, de tristesse, de désespoir, de souffrance, de la souffrance réelle, comme un Chagall peut, par-delà la fantaisie, sentir la « folie » de l'âme juive.

POUR décrire l'une des pages les plus noires, les plus absurdes, les plus ignorées de l'histoire récente, celle du massacre généralisé des chèvres dans son pays d'adoption, en Macédoine (mais aussi dans le reste de la République), Luan Starova a fait le choix de la douceur. Pour décrire un malheur, il a fait le choix de la poésie : les chèvres « disparaissent » dans la montagne avec leur chevrier Tchanga, après avoir donné beaucoup de lait aux habitants. Car le malheur se lit parfois mieux dans l'ambiguïté d'un grand bonheur, d'une grande innocence. Car l'enfant-narrateur, dans sa fraîcheur merveilleuse, vierge de bassesse et de compromis, de lâcheté aussi, perçoit tout, comprend l'essentiel : « Il apprend la mort. La fin du paradis ». Il en résulte « une innocence plus grande », remarque Luan Starova, l'écrivain, qui, lui, n'est pas innocent ou naïf. Il est vrai que peu de livres renvoient une telle force souterraine, finalement, aux massacres des innocents. Par-delà les animaux, les êtres humains ; par-delà les paysans macédoniens de la fin des années 40 et les persécutions annoncées par le massacre des douces biquettes (fussent-elles appelées « Salinette », comme l'une des « héroïnes » du livre), les massacres des enfants de Sarajevo, des civils de Bosnie et - qui sait si l'allusion ne s'y trouve pas aussi dans ce livre - la peur de nouveaux massacres, notamment d'Albanais, dans ces Balkans qui ont tant souffert.

L'enfant - Starova, fils d'exilé, a hérité, ainsi qu'il le confie, de cette « forme souffrante mentale des racines ». Et il explique que cette souffrance « ne peut pas se transformer autrement que par la douceur ». « On est agressif si on n'a pas souffert, ajoute-t-il. La douceur désigne d'une douce façon. Mais s'il y a une victime pour un persécuteur qui ne peut pas se vaincre, l'est leur sang, leur endurance, leur douceur, leur sang, leur cœur, l'effroi... »

Peut-être, néanmoins, le temps est-il venu de prendre garde à la douceur des choses. La fable de Starova n'est pas un règlement de comptes mesquin avec un régime dont la Macédoine sort à peine. Elle est mieux que cela, une sacre cruelle de l'absurdité spécifique d'un genre de communisme appliqué aux Balkans. Et mieux que cela encore, une double « révélation » : celle d'un drame trop vite occulté ; celle de la revanche à venir : le temps des lions (« Luan », en albanais, signifie « lion »). Les lions, dit Starova, n'attaquent pas les lions...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

Manière de voir

LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDE
diplomatique

Manière de voir

PROCHE-ORIENT
1967-1997

LA PAIX
INTROUVABLE



De la guerre
de 1967
à l'agonie des
accords d'Oslo

Au sommaire

■ La longue agonie des accords d'Oslo, par Alain Gresh. ■ Comment conjurer le risque d'une perpétuelle servitude, par Edward Said. ■ L'avenir trouble des réfugiés, par Rosemary Sayigh. ■ Aspirations démocratiques en Cisjordanie et à Gaza, par Graham Usher. ■ Troublante normalisation de la société israélienne, par Dominique Vidal. ■ Les intellectuels et la paix au Proche-Orient, une perspective égyptienne, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ De la menace israélienne au péril sioniste, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ Quand l'Occident alimente la course aux armements, par Joe Stork. ■ Désordre persistant à Beyrouth, par Samir Kassir. ■ La Syrie refuse la capitulation, par Alain Gresh. ■ Ces choix hasardeux de la monarchie hachémite, par Alain Renon. ■ Blocage égyptien, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ L'ombre de Washington, par Michael T. Klare. ■ Ce pétrole toujours plus convoité, par Nicolas Sarkis. ■ L'effort kurde échoué au sein du Koweït, par Alain Gresh. ■ Le régime irakien déchiré par les luttes de clans, par Faleh A. Jabar. ■ Incertitudes en Arabie saoudite, par Alain Gresh. ■ Poussée conservatrice au Koweït, par Yehya Sadovitch. ■ L'affrontement actuel n'est qu'une phase plus aiguë du conflit opposant Israël au monde arabe (juin 1987), par Eric Rouleau. ■ Les bases occidentales de la région : un « quadrillage » toujours menacé mais solide (juillet 1987), par Georges Chaffard. ■ L'Union soviétique à des raisons sérieuses de ne pas lâcher les pays arabes progressistes (juillet 1987), par Bernard Féro. ■ Le règlement du sort des réfugiés ne saurait être dissocié de l'ensemble du problème (juillet 1987), par Micheline Faumet. ■ Vieux lieux, froide réalité (novembre 1973), par Claude Julien. ■ Les Palestiniens et la négociation (décembre 1973), par Pierre Rondot. ■ La liquidation de l'obstacle palestinien (juillet 1982), par Armon Kapelout.

Chez votre marchand de journaux

45 F ou par correspondance

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE - vente au numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, France.

Je souhaite recevoir :

☐ exemplaires de Manière de voir
67-97 PROCHE-ORIENT 34
LA PAIX INTROUVABLE

Numéros encore disponibles :

☐ Le bouleversement du monde 25
☐ Leçons d'histoire 26
☐ Le sport, c'est la guerre 30
☐ Le nouveau modèle américain 31
☐ Scénarios de la mondialisation 32
☐ Géopolitique du chaos 33

Prix : France métropolitaine : 51 F (port inclus)
maître : DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

Reportez le montant total de votre commande :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

هكذا من الاصل

حکومتی الاموال

DUMONDIS

COMMUNICATION

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PHILOSOPHIE DES RÉSEAUX. La postérité paradoxale de Saint-Simon. - Pierre Musso

★ PUF, coll. « La Philosophie à l'école », Paris, 1997, 296 pages, 130 F.

Comme il est tombé à point, ce livre remarquable de Pierre Musso. En tout premier lieu parce qu'il propose enfin une sorte de généalogie (à la manière de Michel Foucault) du concept si furieusement à la mode de « réseau » qui fut utilisé, dans son sens moderne, pour la première fois, par Saint-Simon entre 1800 et 1820. L'auteur montre comment les ingénieurs et industrialistes saint-simoniens érigèrent le principe de l'« organisation-réseau » en véritable religion. Il en vient ensuite à analyser comment, sur ces principes, les technologies des télécommunications, dès le XIX^e siècle, se sont elles-mêmes structurées en réseaux, et comment ces réseaux - la téléphonie, puis le téléphone - se sont pliés, toujours, à la régulation de l'État. Sur ces bases historiques, Pierre Musso s'interroge sur l'actuelle dégradation de France Télécom et les conséquences de son éventuelle privatisation. Il analyse aussi les nouvelles promesses de la société de l'information et d'Internet, « cathédrale du futur ». Rarement, dans un ouvrage sur la communication, l'histoire des concepts et des techniques, la philosophie et la politique ont été si brillamment sollicitées.

NANCY DOLHEM.

PENSER LA COMMUNICATION. - Dominique Wolton

★ Flammarion, Paris, 1997, 408 pages, 135 F.

Alors que la communication, par le biais du phénomène Internet et de la révolution numérique, connaît une mutation radicale, sans doute était-il nécessaire de faire un point global sur la sphère communicationnelle dans son ensemble. C'est ce que propose, non sans courage, Dominique Wolton, l'un des meilleurs chercheurs français en la matière. Son livre est donc une tentative de lecture totale d'« un des symboles les plus forts du XX^e siècle ». Dominique Wolton montre que l'explosion des technologies de l'information et la prolifération des machines à communiquer ne créent pas, en soi, davantage de lien social ; que, paradoxalement, la dévotion, l'angoisse et la solitude ont jamais été aussi fortement vécues qu'actuellement. Et que, presque partout, les nouvelles technologies introduisent de nouvelles indifférences. Lucide, sans être pessimiste, l'auteur multiplie, dans un exposé clair et à l'aide d'exemples concrets, les mises en garde contre les illusions de la modernité communicationnelle et les ravages de « l'idologie technique ». En particulier, les chapitres sur le journalisme et, surtout, sur Internet sont à lire, à relire et à méditer.

N. D.

● **RAPPORT MONDIAL SUR L'INFORMATION 1997-1998.** (Éditions Unesco, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, 416 pages, 275 F.) Ce rapport montre que les inégalités d'accès à l'information s'accroissent. Archives, bibliothèques et services d'information doivent s'adapter aux nouvelles technologies comme Internet et les autoroutes de l'information, mais la rapidité de l'évolution et les coûts croissants risquent de creuser l'écart entre les info-riches et les info-pauvres.

● **SANS-PAPIERS : CHRONIQUES D'UN MOUVEMENT.** (Éditions Reflexe et Agence In Média, Paris, 1997, 128 pages, 50 F.) Ce ouvrage fait le tour de France des luttes de sans-papiers en 1996 et au début 1997. Il rappelle les principales actions menées et invite à redécouvrir des hommes et des femmes qui ont décidé de sortir de l'ombre pour vivre dignement.

● **TOUAREGS ET AUTRES SAHARIENS ENTRE PLUSIEURS MONDES.** Hédiel Chahouh (sous la direction de). (Éditions, Aix-en-Provence, 1996, 277 pages, 120 F.) Comment les Touaregs et autres Sahariens se définissent-ils eux-mêmes et comment sont-ils définis par les autres ? Tel est le point de départ des diverses contributions publiées dans cet ouvrage collectif, à partir de travaux menés dans le cadre de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam, CNRS-Université d'Aix-Marseille).

REBELS AGAINST THE FUTURE. The Luddites and their War on the Industrial Revolution: Lessons for the Computer Age. - Kirkpatrick Sale

★ Addison-Wesley Publishing Company, 1996, 320 pages, 13 dollars.

Passionnante histoire que celle des « luddites », ces ouvriers anglais du textile - disciples d'un mythe général Ned Ludd - qui, au début du XIX^e siècle, brûlèrent les métiers à tisser, cause de chômage et de paupérisme. La chair de ce récit est constituée de leurs chansons et de leur poésie révolutionnaires, retraçant leurs premières victoires et la répression militaire qui s'abattit ensuite sur eux. L'auteur élabore en conclusion un parallèle entre ces révoltes et, selon le nom donné par le psychologue américain Chellis Glendinning aux adversaires actuels du laissez-faire industriel, les « néo-luddites ».

Les théoriciens de la technologie se sont désormais appropriés ce terme - auquel ils attribuent toute pensée critique - qui unit écologistes et syndicalistes, défenseurs des animaux et opposants à l'Aléna dans la seule affirmation de ce consensus : la technologie n'est pas neutre.

PHILIPPE RIVIÈRE.

CINÉMA

LES CINÉMAS DE L'AFRIQUE NOIRE. Le regard en question. - Olivier Barlet

★ L'Harmattan, coll. « Images plurielles », Paris, 1997, 350 pages, 180 F.

Depuis le livre de Paulin Soumanou Vieyra - *Le Cinéma africain*, éd. Présence africaine, Paris, 1975, qui date déjà de 1975, rares ont été les ouvrages de référence consacrés à ces cinémas. Traducteur et journaliste, Olivier Barlet est devenu, par passion et par passion, un spécialiste de l'Afrique et de son cinéma. Il nous propose une invitation au voyage, nous recommandant, au passage, de renouer à notre regard d'Occidental, « Mon approche, avoué-il en introduction, est thématique dans la première partie, narrative dans la seconde, économique dans la troisième. Mais mon sujet reste le même : notre regard sur l'Afrique et sur l'Africain. Plutôt que de chercher de soi-disant vérités, j'ai cherché à me désorienter : en quoi ce passage par l'origine qu'opèrent les cinémas d'Afrique noire dans leur quête d'identité me touche-t-il si profondément ? Comment la fiction, l'image, la langue et le son se font-ils vecteurs de ce questionnement et quelle en est la base culturelle ? » La partie économique sera la bienvenue tant il est en général difficile d'obtenir des données précises sur ces cinémas, faute de solides structures éditoriales. Un outil précieux pour mieux comprendre ces cinémas qui éprouvent les plus grandes difficultés à trouver un public en dehors de quelques festivals internationaux.

CARLOS FARDO.

● **BIBLIOGRAPHIE KATEB YACINE.** - Charles Bonn (sous la direction de). (Éditions littéraires maghrébines, L'Harmattan, Paris, 1994, 184 pages, 110 F.) Issu d'une banque de données, Litmag (plus de 40 000 références ou notices bibliographiques), devient une référence dans l'approche des littératures du Maghreb, ce répertoire est une première réponse à la demande de tout lecteur intéressé par l'œuvre de Kateb Yacine, soit comme création esthétique, soit comme phénomène social.

● **GETTING THE SIGNAL RIGHT: TAX REFORM TO PROTECT THE ENVIRONMENT AND THE ECONOMY.** - David M. Roodman (Worldwatch Paper, 1776 Massachusetts Ave., NW Washington, DC 20036-1904 USA, 1997, 66 pages, 5 dollars.) La mise en place d'une taxe sur les pollueurs soulève cet ouvrage, permettrait et de réduire les dégâts environnementaux et de disposer de fonds pour le développement des pays du Sud.

● **LA FRANCE NUCLEAIRE.** Maîtres et sires 1997. - Mary Byrd Davis (WISE - Paris, 31-33, rue de la Colonie, 75013 Paris, 1997, 251 pages, 120 F.) Un ouvrage de référence : levant un coin de voile sur cette industrie toujours aussi peu transparente, il procure les données de base sur le contexte nucléaire industriel et technique, étudie ses implications sur l'environnement, et permet de connaître les acteurs qui en ont la responsabilité.

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE EN QUESTION

Un marché de dupes ?

Il aura fallu du temps, mais c'est maintenant chose faite : l'opinion a désormais conscience que les affaires européennes sont des affaires nationales - ce qui souligne l'aberration du rattachement du ministère des affaires européennes, non pas au premier ministre, mais au ministère des affaires étrangères - que ce qui se décide à quinze se transforme en législation française, allemande, etc. En témoignage, entre autres signes, le rythme soutenu de la production éditoriale sur la construction communautaire, qui fait pratiquement jeu égal avec les essais de politique intérieure, prise au sens étroit du terme.

Parmi les parutions récentes, tout d'abord un manuel destiné aux étudiants, mais intéressant tout lecteur averti, sur les *Fondements et étapes de la construction européenne* (1). Pédagogique et sobre, mais sans donner dans l'image pleuse. Également destiné aux étudiants, *Balance des paiements et politique économique* (2), un petit ouvrage fort utile pour comprendre les mécanismes de l'économie monétaire internationale, et notamment de la monnaie unique dont, après d'autres, l'auteur, Antoine Parent, montre que les conditions d'accès ne sont pas viables.

Puisque l'Europe sociale occupe actuellement le devant du discours, le manifeste publié par sept universitaires, sous l'égide de l'Institut syndical euro-

péen (3), devrait retenir l'attention. Les auteurs, d'ailleurs modérés et se voulant réalistes, préconisent l'introduction, dans le futur traité, de mécanismes d'élaboration, de mise en œuvre et d'exécution des droits fondamentaux figurant comme autant de vœux pieux dans la charte sociale de 1989. Mais le conseil européen d'Amsterdam a confirmé que les clauses d'automatisme ne valent que pour la monnaie : les critères financiers sont obligatoires, les objectifs sociaux, eux, restent facultatifs.

C'est donc une Europe autre que celle prise dans l'étau de l'euro et du pacte de stabilité qu'il convient de construire, et Yves Salles en propose les lignes directrices dans *Propositions pour une autre Europe* (4). Après avoir étudié les fondements historiques de la construction européenne, décrit sa mise en œuvre et dressé l'état des lieux, il propose, dans une quatrième partie, un programme de travail pour une Europe nécessaire et, pour peu qu'existe la volonté politique, réalisable. Et ce dans tous les domaines, de la dimension sociale à la dimension institutionnelle, en passant par la promotion des services publics et l'aménagement du territoire.

Il convient également de lire, pour ses fulgurances et sa causticité, l'ouvrage érudit de Paul-Marie Cotteaux, *L'Europe vers la guerre* (5). L'auteur s'emploie à mettre en pièces le type de politique exté-

rieure et de sécurité commune (Pesc) prévu par le traité de Maastricht, dans lequel il voit davantage de germes de conflits que de garanties pour la paix. La France, en se désistant unilatéralement de ses alliances et de ses responsabilités extra-européennes, aurait fait un marché de dupes, aussi bien pour elle que pour le monde. Car « si l'Allemagne peut imposer et l'Angleterre s'opposer ou rester à l'écart, la France en est réduite à proposer avant de se soumettre ». Publié au moment même où M. Lionel Jospin prenait ses fonctions de premier ministre, l'ouvrage de Paul-Marie Cotteaux serait-il prémoniteur ?

BERNARD CASSEN.

(1) Dominique Hazon et Ivan Serge Keller, *Fondements et étapes de la construction européenne*, PUF, coll. « Major », Paris, 1996, 481 pages, 178 F.

(2) Antoine Parent, *Balance des paiements et politique économique. Quelle marge de manœuvre pour la France face à la contrainte des marchés financiers ?* Nathan, coll. « Fac », Paris, 1996, 191 pages, 129 F. Du même auteur, *L'Espace monétaire et ses enjeux*, Nathan, coll. « Économie 128 », Paris, 1996, 128 pages, 49 F.

(3) Ulrich Mückenberger et al., *Manifeste pour une Europe sociale*, Desclée de Brouwer, Paris, 1996, 175 pages, 120 F.

(4) Yves Salles, *Propositions pour une autre Europe*, Éditions du Félin, Paris, 1997, 477 pages, 169 F.

(5) Paul-Marie Cotteaux, *L'Europe vers la guerre*, Éditions Michalon, Paris, 1997, 316 pages, 100 F.

LES FRANÇAISES ET L'OCCUPATION

Une histoire occultée

LES récentes polémiques autour du film de Claude Berri, *Lucie Aubrac*, ont relancé de côté une question pourtant centrale sur un tel sujet : la place et le rôle des femmes dans la Résistance. La « relecture » - peu suspecte de féminisme - des mémoires de Lucie Aubrac dans ce film y est sans doute pour quelque chose. Mais le fait même qu'il n'y ait pas eu débat renvoie à un problème plus général : l'invisibilité persistante des femmes dans la vie sociale, culturelle et politique en France.

On ne sera donc pas étonné que ce soit d'universitaires américaines, une fois de plus, que viennent deux ouvrages sur les femmes françaises pendant la seconde guerre mondiale, d'abord publiés en anglais. Leur traductrice en français comble opportunément le quasi-vide de l'historiographie française sur ce sujet (1). Chacune à sa manière, ces deux livres permettent de comprendre les spécificités françaises des rapports socioculturels entre les sexes et éclairent le présent.

Les multiples témoignages patiemment réunis par Margaret Collins Weitz dans *Les Combattantes de l'ombre* (2) révèlent les formes aussi variées que stratégiques de la participation des femmes à la Résistance, depuis l'accueil des proscrits jusqu'au transport des armes, en passant par l'indispensable et dangereuse fonction d'agent de liaison qui leur est attribuée de façon systématique. Mais l'histo-

rienne montre aussi les résistances masculines à l'engagement des femmes, en particulier dans le combat militaire, à l'intérieur ou en exil, analysant comment la guerre à la fois met en crise et renforce la division sexuelle des rôles sociaux. Le peu de cas fait après guerre par les instances officielles, mais aussi par les femmes elles-mêmes, de leur rôle dans la Résistance, facilitera, malgré l'instauration du suffrage universel (le vrai, cette fois) en 1944, la remise en place de l'association « naturelle » entre le masculin et le politique, dont la démocratie française continue à souffrir de manière aiguë.

Quant aux 800 000 femmes dont le mari est prisonnier de guerre, Sarah Fishman leur consacre un ouvrage exemplaire, *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945* (3), tant par l'exploitation minutieuse de sources très riches que par la rigueur et la prudence de ses hypothèses interprétatives. Prenant en compte la situation juridiquement dépendante des femmes mariées, l'action à la fois paternaliste et désolée du gouvernement de Vichy en direction des prisonniers et de leur famille, les institutions propres que ces femmes se donnaient dans un esprit de solidarité morale et matérielle, l'auteur montre le rôle sans précédent que jouèrent ces épouses et ces mères seules face à l'occupant, mais aussi les limites de cette émancipation forcée, dans un contexte de

membre morale et matérielle éprouvant. L'indépendance d'une idéologie du sacrifice complaisamment relayée par Vichy les incita, après la Libération, à s'effacer à nouveau pour faciliter le retour des prisonniers, psychologiquement humiliés et physiquement diminués, incapables de supporter la remise en question de leurs prérogatives traditionnelles de chef de famille. Pour les femmes de prisonniers encore plus que pour les combattantes, la Libération fut problématique.

Le rôle stratégique des femmes dans les situations de guerre et de résistance armée s'est confirmé depuis 1945, en particulier dans les luttes de libération nationale. Mais l'exemple des femmes algériennes, et plus récemment celui de l'Érythrée (4) - parmi d'autres - montrent aussi la persistant refus des pouvoirs masculins, quelle que soit leur orientation politique, de prendre acte de cette réalité après la fin des conflits armés.

GENEVIÈVE SELLIER.

(1) Parmi les témoignages et les ouvrages journalistiques publiés en français, on peut citer Ania France, *Il était des femmes dans la Résistance* (Stock, Paris, 1978), et Céline Bertin, *Femmes sous l'Occupation* (Stock, Paris, 1993).

(2) Margaret Collins Weitz, *Les Combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 1997, 420 pages, 150 F.

(3) Sarah Fishman, *Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945*, L'Harmattan, Paris, 1996, 280 pages, 150 F.

(4) Lire *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.

QUATRE CLÉS POUR COMPRENDRE L'HOMME

Nature et démocratie des passions

LA lecture des ouvrages de Denis Duclos ne laisse pas intact, elle vous refait un tracé de pensée. L'actualité par laquelle il vous saisit - au sens propre : on se souvient de son ouvrage sur les serial killers, *Le Complexe du loup-garou* (1) - prend valeur de symptôme théorique. Ainsi dans ce dernier livre (2), la question écologique s'impose-t-elle comme question anthropologique majeure : « nature » et politique.

Si comme à son habitude, la documentation est solide et le champ circonscrit, le propos théorique est bien plus large et ambitieux : rien moins qu'une « anthropologie politique des passions », une philosophie politique renouvelée. Incontestablement, cet ouvrage poursuit le chantier déjà très avancé du précédent (3) et son essai d'un modèle quadripartite de la culture. Entre Mésis, le pôle identitaire, Épistémé, celui des savoirs, Thémis, le registre de la loi, et Tyché, l'aventure, les sujets disposent de quatre grandes polarités pour régler leurs affaires communes. Cette quadripartition (Aristote, Kant, Hegel, ont déjà opéré chacun de telles

opérations) organise les communautés humaines, les institutions, les conflits, etc.

Le propos est d'envisager l'affaire sous l'angle de la nécessaire polarisation des passions humaines, et pour cela de construire la réflexion à partir du nombre fini de possibilités pour un sujet d'entrer en rapport à ses congénères. Ici, c'est sur Lacan que s'appuie Denis Duclos (ce qui laissera sociologues et analystes dans l'embarras, et c'est très bien comme cela). La politique, ce serait la précipitation (au sens chimique) des passions. On se regroupe selon des affinités passionnelles, l'exemple le plus classique et actuel étant le regroupement identitaire.

Première conséquence : la prévalence d'une des versions passionnelles ne saurait éliminer aucune des trois autres.

Deuxième : la politique, ce serait le souci institué de maintenir vivantes les quatre modalités passionnelles des implications humaines. D'où la critique très forte de toutes les versions mono, bi ou tri-polarisées, par exemple celle d'une « politique de la conversation » (Habermas) dont est critiquée la fâcheuse mais infini-

table tentation d'une gestion réglée et codifiée de sujets réduits à leur fonction dans la procédure.

Troisième : à l'ouverture, la Tyché, c'est ce qui signe la défaillance de toute adéquation au monde. Le vide du sujet de l'inconscient vient ici métaphoriquement à être évoqué par la « nature », reste de toute activité humaine. C'est l'occasion de très belles pages sur la fonction impérialisatrice de l'homme au monde, et sur l'absolue nécessité d'en prendre acte.

Que serait une politique qui fasse place à cet indéterminable du sujet ? Le beau terme de *civilité* est ici à l'œuvre dans la planète écologique, pour nous faire entrevoir l'éthique - et l'esthétique - de la boiterie essentielle de toute communauté.

FRANCK CHAUMONT.

(1) Denis Duclos, *Le complexe du loup-garou : la fascination de la violence dans la culture américaine*, La Découverte, Paris, 1994.

(2) Denis Duclos, *Nature et démocratie des passions*, PUF, Paris, 1996, 320 pages, 158 F.

(3) Denis Duclos, *De la civilité*, La Découverte, Paris, 1993.

revue mensuelle d'analyse et de prospective

Au sommaire des derniers numéros

- L'avenir de Hong Kong. L'après-1997 est déjà là, S. Marquid n°221
- Réduction du temps de travail et emploi : du bon usage de la loi Robien, H. Passeron n°221
- Le clonage humain : où est la limite ? J.-J. Salomon n°221
- Géopolitique : l'idéalisme américain. À propos du livre de Henry Kissinger « Diplomatie », P. Béhar n°221
- L'Europe à l'heure britannique, A. Bressand, E. Maincent .. n°220
- La politique américaine de Science et Technologie, U. Muldar n°220

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 S.J.F. FUTURIBLES
Prix du n° France : 70FF - Étranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 n°) France : 640FF - Étranger : 680FF

Pour une révolution du tourisme

Par DORA VALAYER*

DANS l'Etat indien du Kerala, 250 familles de pêcheurs ont reçu cette année des notifications d'expulsion, en violation de la législation relative à la protection des zones côtières. Plus d'un millier de personnes vont ainsi perdre, d'un seul coup et au nom du tourisme, leur moyen d'existence, leur habitat et leur environnement humain.

Dans l'Etat de Goa, pendant ce temps, les paysans voient leurs terres linéairement dévorées par les terrains de golf proliférant dans le secteur depuis cinq ans. Quant aux champs qui leur restent, ils sont contaminés par les produits chimiques utilisés pour ces aménagements, et ils se voient bien souvent privés d'eau, puisque dorénavant, les gazoins sont prioritaires pour l'arrosage.

Sur le site archéologique de Kadurabo, dans l'Etat du Madhya Pradesh, les autorités ont l'intention de faire construire un casino, dans l'espoir d'attirer les touristes à prolonger leur séjour. Les protestations de la population locale et des archéologues n'y changeront rien. Et que dire de ce projet dans le Tamil Nadu ? La voie de passage séculaire des éléphants va disparaître, remplacée par... une autoroute.

On pourrait multiplier à l'infini ces exemples, tout en rappelant qu'ils ne se limitent évidemment pas à l'Inde. En Afrique, les tribus massifs sont bien placées pour le savoir. Traditionnellement en harmonie avec l'environnement, les Massifs ont été successivement expulsés de leur territoire du Serengeti, puis du Ngorongoro, en Tanzanie, pour céder la place aux safaris.

Le tourisme constitue une grande industrie internationale et il a un bel avenir devant lui. Il représente en effet 6 % du PNB mondial, et progresse nettement plus vite que l'économie mondiale. La part des recettes touristiques dans la valeur des exportations mondiales est supérieure à celle des autres secteurs (exception faite des produits pétroliers et de l'automobile).

Plus la situation est morose, plus les échappées de vacanciers en terres lointaines sont nombreuses (1). Un pauvre était autrefois celui qui manquait de pain. Ensuite, c'était celui qui ne partait pas en vacances. Dans l'imaginaire de beaucoup de gens, c'est maintenant celui qui ne peut pas partir au-delà des mers.

Mais qui sont les gagnants de l'économie du tourisme ? Dans les statistiques fournies chaque année par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) - sorte de baromètre annuel pour les décideurs et les acteurs de ce gigantesque marché - il faut distinguer les « otages » dans un pays donné, des « recettes ». On découvre ainsi que les pays industrialisés sont de loin les vrais bénéficiaires, à la fois en nombre d'entrées et en recettes. La France arrive première, suivie de l'Espagne et des Etats-Unis pour les entrées, mais les Etats-Unis restent très largement en tête pour les recettes.

Ces derniers totalisent chaque année l'équivalent de l'ensemble des entrées de touristes dans les quatre pays suivants : le Mexique, l'Argentine, la Thaïlande et l'Egypte, soit quelque 44 600 000 visiteurs étrangers. En revanche, les recettes correspondantes pour la même

période n'ont pas de commune mesure : 64 milliards de dollars pour les Etats-Unis, contre 29 milliards pour le « groupe des quatre ». En 1996, les Etats-Unis ont reçu, à eux seuls, plus du double des recettes perçues par l'Afrique et l'Amérique latine réunies. Plus significatif encore : le nombre de touristes visitant ces deux derniers continents est en légère augmentation, mais les recettes, elles, diminuent (2).

Il n'est pas besoin de statistiques pour deviner qu'un week-end à San Francisco est plus onéreux qu'une semaine à Bamako, mais ces chiffres nous permettent de nous défaire de certaines idées reçues sur les bienfaits et les retombées du tourisme, notamment dans le tiers-monde. Encore faut-il savoir que les chiffres de l'OMT ne prennent pas en compte certaines dépenses colossales pour un pays désireux de se lancer dans l'industrie du voyage.

Si San Francisco offre déjà des infrastructures immédiatement adaptables à un afflux de visiteurs étrangers, un autre site magnifique, mais vierge, à l'autre bout du monde, réclamera de très lourds investissements : aéroport international, routes et autoroutes, constructions hôtelières de diverses catégories, adduction et évacuation d'eau, etc. Et la quasi-totalité des équipements nécessaires devra être importée. Pour parachever la construction d'un hôtel, notamment, il conviendra de faire venir les téléphones de Grande-Bretagne, les ordinateurs des Etats-Unis, les ascenseurs du Japon, les systèmes d'air conditionné du Canada, et les minibuses d'Allemagne. Avant même l'arrivée du premier client, le pays se sera lourdement endetté (auprès des pays industrialisés et des institutions internationales) pour réaliser les infrastructures indispensables. Ces mêmes institutions qui lui imposent des programmes d'ajustement structurel pour réduire sa dette et encourager l'investissement étranger...

Aux dépens d'un développement durable

RESTE que le marché du tourisme est appelé à augmenter proportionnellement davantage dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. Selon l'OMT, l'Europe est en effet proche de la saturation et elle ne peut tabler que sur une croissance de 3 % d'ici l'horizon 2020, alors que l'Asie du Sud-Est peut miser sur une augmentation de 6 % à 7 %. On prévoit que dans 25 ans, le nombre de touristes à travers la planète aura triplé, passant de 592 millions chaque année à plus d'un milliard et demi.

S'il n'est pas question d'assimiler le tourisme à une activité répréhensible, ni de prétendre que le voyageur occidental, par le biais d'un néo-colonialisme camouflé, participe au pillage des pays les plus pauvres, il est essentiel de tenir compte de certaines réalités. Dans un pays économiquement faible, tout est à faire en matière de développement touristique, mais rien n'assure que l'aménagement entrepris pour satisfaire l'hôte étranger soit conforme aux priorités de développement de la population locale, en matière de santé et d'éducation, notamment.

En répondant d'abord aux besoins des touristes et non des autochtones, on ne favorise pas un développement durable. Certes, on crée des emplois, mais dans la plupart des cas subalternes et précaires. Le travail qualifié, lui, est réservé à un personnel généralement formé par les écoles internes aux grands groupes de tourisme, et destiné ensuite à tourner dans le monde entier.

Les équipements touristiques contribuent par ailleurs à l'urbanisation des zones concernées, attirant en masse un afflux de flux d'autochtones à la recherche d'un emploi ou d'une vie moins difficile. Comme la demande est bien supérieure à l'offre, et que ces populations déracinées ne sont pas formées pour les emplois potentiels, surgissent de nouvelles pauvretés, en même temps que se désagrègent le tissu social puis, inéluctablement, les valeurs culturelles (3). Et comment chiffrer cet autre effet pervers du tourisme qu'est la prostitution, en particulier la prostitution infantile ?

Le marché du tourisme mondial et son industrie tentaculaire deviennent ainsi l'exemple type de l'avenir auquel la mondialisation condamne, de façon irréversible, les populations les moins armées (4).

Comme le souligne M. K. T. Suresh, responsable d'une association indienne de défense des populations face au tourisme : « Le problème posé aux hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme, et tout le pays aura dû en souffrir dès que se déclenchera une seconde guerre du Golfe ou une épidémie à l'autre bout du pays. Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas viable (5). »

Pour éviter les méfaits parfois irréversibles d'un tourisme déséquilibré, il faudrait d'urgence changer les règles du jeu actuel imposé par les pays du Nord à ceux du Sud. Mais on ne pourra pas faire, auparavant, l'économie d'une prise de conscience du touriste lui-même, car ses exigences conditionnent ce marché. Dans certaines régions, les demandes du vacancier sont telles pour les douches, les toilettes, les piscines, le respect des normes occidentales d'hygiène dans les cuisines et la tenue immaculée du personnel, que les habitants de la région, en particulier les agriculteurs, sont soumis à des restrictions draconiennes pour leurs propres besoins. Que les autochtones ne disposent d'eau que quelques heures par jour, le client-roi l'a peut-être lu quelque part, mais rarement au bon moment pour qu'il renonce à la destination de son choix. Il n'est pas de consommateur plus ignorant - volontairement ou non - des conditions dans lesquelles le produit qu'il consomme a été élaboré que le touriste.

En amont, l'enseignement du tourisme pourrait permettre de faire évoluer les mentalités. En ne se limitant pas aux aspects techniques de la profession, et en incitant leurs étudiants à se pencher davantage sur la réalité sociale, écono-

mique et politique des pays qu'ils « vendront », les écoles qui préparent à ses métiers pourraient contribuer, de façon importante, à la sensibilisation du client-consommateur.

L'éthique peut en outre se révéler un argument de vente. Les organismes de type associatif jouent, dans ce domaine, un rôle non négligeable (bien que les pays anglo-saxons et les pays nordiques soient plus actifs que ceux du sud de l'Europe). Il peut s'agir de structures très petites, mais parfois très actives, et qui font souvent école auprès du secteur commercial. Certaines d'entre elles jouent actuellement un rôle moteur dans le respect d'une certaine éthique du voyage dans les pays du tiers-monde et appellent notamment, comme le demande M^{me} Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, à refuser de se rendre en Birmanie.

Reste aussi à appliquer des « codes de bonne conduite », qui ont fait l'objet de négociations à l'échelle internationale. Le plus intéressant d'entre eux - et le moins connu - est la Charte du tourisme durable. Ce document a vu le jour en 1995, en conclusion d'une conférence qui a regroupé 600 participants à Lanzarote, aux Canaries, sous l'égide de plusieurs organismes internationaux (dont l'Unesco et l'OMT). Dans ses 18 articles, cette charte intègre au tourisme les principes énoncés lors du Sommet de la Terre, tenu à Rio en 1992. On y rappelle la nécessité de reconnaître les populations locales comme étant les acteurs indispensables et prioritaires des projets touristiques, et de les contraindre à un débat dont elles sont presque toujours exclues. On y prêche, en somme, une sorte de « démondialisation » du tourisme...

(1) Lire Transverses-info, revue de l'Association Transverses, qui se consacre à la réflexion, l'information et l'action sur le tourisme Nord-Sud, 7, rue Heynault, 92100 Boulogne.

(2) L'Amérique latine perçoit en 1992 3,16 % des recettes touristiques mondiales, contre 4,04 % en 1980. De son côté, l'Afrique perçoit 1,90 % contre 2,63 %. Seule, la région Asie-Pacifique, a enregistré une percée spectaculaire, passant de 8,39 % à 16,82 %.

(3) Lire Autre temps, Cahiers d'éthique sociale et politique, n° 52, hiver 1996-1997, Paris.

(4) Lire, par exemple, Franck Michel, *Tourisme, culture et modernité en pays tropicaux*, L'Harmattan, Paris, coll. « Touristiques et sociétés » dirigée par Georges Cazes, Paris, 1997.

(5) Extrait de l'intervention de M. K. T. Suresh lors du colloque « Pour un tourisme Nord/Sud porteur de développement », organisé en mars 1996 à Chantilly par l'organisation non-gouvernementale Groupe développement.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :
Cronique des lecteurs.

PAGE 3 :
L'endormissement de l'élection du Nord, par Paul Brennan.

PAGES 4 et 5 :
Miracle ou mirage aux Pays-Bas, par Dominique Vidal. - De la généralité à l'avarice (D. V.).

PAGES 6 ET 7 :
FRANCE : Quand la gauche triomphait des contraintes et bousculait les privilèges, par Serge Halimi. - Marseille ou le mythe vacillant de l'intégration, par Dominique Pons.

PAGES 8 et 9 :
TURQUIE : Ces villages multiples de l'islamisme, par Wendy Kristiansen. - Les Kurdes, au cœur d'une crise majeure, par Kendal Nezan. - Les ambiguïtés d'une presse à scandale, par Nur Dölay. - Dans les bidonvilles d'Istanbul, par Gonül Dönmez-Cölin.

PAGES 10 et 11 :
L'OTAN aux portes de la Russie, par Paul-Marie de la Gorce. - Quand l'Europe refuse une défense... européenne (P.-M. de la G.).

PAGES 12 à 14 :
AFRIQUE : Comment le Zaïre fut libéré, par Colette Braeckman. - Sous le choc de la « révolution congolaise », suite de l'article de Philippe Leymarie. - Secrets infamés des femmes, par Joëlle Stolz et Philippe Le Faure.

PAGE 15 :
Retour à Nasser des intellectuels égyptiens, par Richard Jacquemond.

PAGES 16 et 17 :
MEXIQUE : Comment le pays est sorti de la « modernité », par Carlos Acosta. - Le triomphe du parti unique, par Françoise Escarpi. - A l'ombre des canals, par Fernando Matamoros Ponce.

PAGES 18 à 20 :
INDE : A la recherche d'alliés en Asie, par Jyotsna Sakseena. - Une pomme de discorde au sein du Pakistan, le Cachemire (J. S.). - Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie, par Teesta Setalvad. - Des guerillas en voie d'isolement, par Robert Brynki.

PAGE 21 :
Les ambitions contrariées de l'Ouzbékistan, par Vicken Cheterian.

PAGES 22 et 23 :
HISTOIRE : Les dessous du pacte germano-soviétique, par Gabriel Gorodetsky. - Généalogie d'un mensonge (G. G.). - Falsifications à la télévision (S. H.).

PAGE 24 :
Drewermann l'impératrice, par Rémy Hedding. - Un phénomène lié à l'angoisse contemporaine, par Florence Benard.

PAGE 25 :
Traitement de choc pour la santé européenne, par Jacques Le Goff.

PAGES 26 ET 27 :
Ces promesses des technologies de l'immatriel, par René Pasquet. Dans les revues.

PAGES 28 et 29 :
Photographie : La rue privatisée, par Bernard Edelman et Edgar Roskès. - Clichés, art et société, par François Soulagès.

PAGES 30 ET 31 :
LES LIVRES DU MOIS : « La Peau et le Masque » de Jean Diaz, par Françoise Barthélemy. - « Le Temps des chèvres » de Leon Stavrova, par Marie-Françoise Allain. - La construction européenne en question, par Bernard Cassen. - Les Françaises et l'Occupation, par Geneviève Sellier. - Quatre clés pour comprendre l'homme, par Franck Chamoiseau.

PAGES I à III :
THESSALONIQUE (supplément).

PAGE IV :
Fidèle au poste, une nouvelle de François Brune.

Le Monde diplomatique du mois de juin 1997 a été tiré à 275 000 exemplaires.

Juillet 1997

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES POLITIQUES
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
Établissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1899

3^e cycles spécialisés en

- SCIENCES POLITIQUES
- ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notamment).

Formations 1^{er} et 2^e cycles
de sciences politiques et de relations internationales

RENSEIGNEMENTS :
54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tél. : 01-47-20-57-47
107, rue de Tolbiac 75013 PARIS - Tél. : 01-45-70-73-37

صكذا من الاصل

هكذا من الأهل

THESSALONIQUE

Cela fait vingt-trois siècles que Thessalonique - rebaptisée Salonique par les Ottomans - porta son nom actuel. Vingt-trois siècles d'une continuité hellénique qui s'est accommodée de l'existence d'une étonnante mosaïque de communautés. En particulier celle des juifs chassés d'Espagne en 1492, et qui donnèrent à la capitale de la Grèce du Nord un rayonnement culturel et économique sans pareil pendant plus de quatre cents ans, avant d'être les victimes du génocide nazi. Ce rayonnement d'une cité qui, après les bouleversements régionaux de ces dernières années, retrouve sa place naturelle de carrefour économique et géopolitique des Balkans, lui a valu d'être désignée capitale européenne de la culture pour 1997. Une occasion, pour tous ceux que son destin flamboyant a fait rêver, de la découvrir ou de la redécouvrir.

Au carrefour des Balkans

Par CHRISTOPHE CHICLET *

Macédoine grecque. Pourtant, Thessalonique va rater son premier rendez-vous à cause des querelles politiciennes de l'ensemble du pays.

Rongé par les « affaires », le gouvernement du Pasok (socialiste) d'Andreas Papandréou perd les élections législatives de juin 1993. Mais aucune majorité ne peut se dégager. Le pays connaît trois scrutins en dix mois. Finalement, aux élections d'avril 1994, le libéral Constantin Mitsotakis s'adjuge une majorité d'une voix au Parlement. Il entame une politique de coopération avec les nouveaux dirigeants des voisins du Nord : les communistes Jello Jalev (Bulgarie) et Sali Berisha (Albanie) et le vieux tchiste Kiro Gligorov, président d'une Macédoine indépendante depuis l'automne 1991. Car, avec l'explosion de la Yougoslavie, un nouvel État est vu le jour à 60 kilomètres de Thessalonique.

MAIS Athènes refuse de lui laisser utiliser le nom de Macédoine (3), supposé véhiculer de vieilles idées irrédentistes slaves sur la Macédoine égéenne en général, et sur Thessalonique en particulier. Les milieux nationalistes, de droite comme de gauche, en profitent pour déstabiliser le nouveau premier ministre. En 1992 et 1993, des manifestations monstres anti-Skopje sont organisées à Thessalonique et à Athènes. Le ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras,

pratique le surenchère, finissant par se faire chasser du gouvernement. En créant un nouveau parti (POLA), il fait perdre la majorité à M. Constantin Mitsotakis, qui doit organiser des législatives anticipées en octobre 1993.

A la faveur de la flambée nationaliste, les socialistes d'Andreas Papandréou reviennent au pouvoir. Leur première décision est de rompre les négociations entamées avec Skopje sous l'égide de l'ONU. En février 1994, la Grèce impose un blocus unilatéral de la République de Macédoine, en infraction avec deux articles du traité de Maastricht. Les exportations grecques vers Skopje, d'un montant de 120 millions d'euros en 1993, sont réduites de moitié l'année suivante. Plusieurs dizaines de sociétés saloniennes qui avaient ouvert des filiales dans le jeune État sont obligées de les fermer.

Politiquement, Thessalonique soutient le blocus, mais ses hommes d'affaires en dénoncent l'absurdité économique : il appauvrit le commerce légal mais favorise le développement de la contrebande et des trafics en tout genre, en liaison avec les violations de l'embargo international décrété contre la Serbie. Ainsi, le pétrole continue à quitter la raffinerie de Thessalonique, mais c'est pour rejoindre d'abord la Bulgarie, puis ensuite finir à Skopje ou à Belgrade. Pendant les années 1994 et 1995, l'économie de l'agglomération saloniennaise souffre fortement de cette situa-

tion : elle se retrouve à nouveau coupée de son « arrière-pays », et les produits qu'elle envoie en Europe occidentale pâtissent du surcoût des frais de transport.

FINALEMENT, en octobre 1995, la Grèce lève son blocus. Le lendemain, le pétrole de Selonik prend officiellement le chemin de Skopje. Avec l'arrivée au pouvoir, en République de Macédoine, du social-démocrate Costas Simitis, en janvier 1996, les relations bilatérales se sont grandement améliorées. En janvier et février 1996, 122 sociétés, en majorité de la Grèce du Nord, ont fait le voyage à Skopje, et le 4 avril, une délégation économique macédoienne visitait le port de Salonique, dont elle souhaitait louer une partie. Des négociations sont en cours.

Thessalonique n'a pas trop pâti des épreuves de la vie politique albanaise et des mauvaises relations bilatérales de 1994-1995. De lourds investissements mixtes, avec participation de l'Union européenne, devraient permettre de faire aboutir le projet dit de la voie Egnatia : une route entre le port albanais de Durres et Thessalonique, ce qui permettrait à cette dernière de disposer d'une voie plus rapide vers l'Italie. Mais, depuis la révolte albanaise de mars dernier, le projet est au point mort, même si plusieurs tronçons sont actuellement en construction en Grèce.

Dès les années 60, mais surtout au milieu des années 80, la Bulgarie a toujours constitué un marché d'accès relativement facile pour

Thessalonique. Mais depuis 1992-1993, l'omniprésence des mafias dans l'économie bulgare ne facilite pas les échanges légaux. Avec la volonté de transparence du pouvoir issu des élections du 19 avril 1997, les échanges devraient être facilités. Pourtant, les maïtrises de la diplomatie grecque, liées à l'instabilité globale de la région, n'ont pas vraiment permis l'émergence d'une zone drachme qui aurait donné un poids financier très important à Thessalonique.

Récemment, M. Costas Simitis s'est félicité du rôle des différents acteurs économiques et sociaux de Thessalonique dans la nouvelle donne balkanique (4). Désignée capitale européenne de la culture pour 1997, la ville en a profité pour lancer deux concours internationaux d'architecture afin de redynamiser l'ouest et le centre de l'agglomération. Pour retrouver son rôle de carrefour, voire de poumon des Balkans, Thessalonique doit lutter sur plusieurs fronts qui ne sont pas uniquement de son ressort : le lentur de la décentralisation grecque, les flambées de nationalisme et l'instabilité récurrente du cône sud des Balkans.

(1) Macédoine, Thrace, Epire et Thessalie.
(2) Entente avec l'union.
(3) La République de Macédoine n'est reconnue internationalement, y compris par les membres de l'Union européenne, que sous le nom d'ex-République yougoslave de Macédoine. En anglais : FYROM (Former Yugoslav Republic of Macedonia).
(4) Lire, dans *Balkan Review* n° 10, premier trimestre 1997, le dossier « Thessalonique : a new chance for an old role ».



Alexandre le Grand

RAVALÉE au rang de capitale provinciale pour cause de guerre froide, Thessalonique rêvait de retrouver la place qui fut celle de Salonique dans l'histoire des Balkans. La disparition des démocraties populaires aurait pu lui redonner cette opportunité. Le contexte mouvant de la politique balkanique et de la renaissance des nationalismes lui a fait perdre cette première occasion. L'actuel épalement des conflits dans la région devrait lui donner une seconde chance.

En novembre 1989 et en décembre 1990, les régimes communistes bulgare et albanais tombent. La Yougoslavie donne des signes de déliquescence, mais dans un contexte encore pacifique. Pour Thessalonique, l'occasion de renouer avec son « arrière-pays » naturel se présente. En effet, depuis 1945 et surtout 1949, les frontières étaient hermétiquement fermées entre le royaume de Grèce et ses voisins du nord. Ainsi, la grande capitale du nord perdait sa position de débouché des Balkans sur le mer Égée et de porte de la Méditerranée sur la péninsule pour devenir un cul-de-sac. Appauvris, villages et bourgades avoisinants se désolaient au profit de l'émigration vers l'Australie et l'Allemagne.

La reprise des relations avec la Yougoslavie finie, après 1953, ne fut qu'une petite bouffée d'oxygène. Une partie du port de Thessalonique fut louée à Belgrade et, dans les années 70 et 80, de nombreux Serbes du sud et de Macé-

doine (jusqu'à 700 000 par an) venaient y faire leurs emplettes. Mais on était loin des flux économiques du début du siècle, voire de l'entre-deux-guerres.

Provincialisée, Thessalonique subissait le pouvoir politique grandissant d'Athènes de plus en plus centralisatrice et tentaculaire, suscitant ainsi un antagonisme Nord-Sud. Les Saloniens, dont près de 60 % sont les descendants des Grecs d'Asie Mineure chassés par Atatürk en 1922-1923, se plaignent souvent de la monopolisation de la vie politique par les clans du Péloponnèse.

Les hommes d'affaires sont parmi les plus critiques, d'autant que la Grèce du Nord (1) représente près de 50 % du total des exportations. Chiffre qui, d'après eux, pourrait passer à 75 %, si la politique athénienne ne les privait pas de leur hinterland. Pour M. Vassilis Kourassias, président d'Helexpo, « dans les Balkans, il ne faut pas abandonner la terrain économique aux États-Unis ». Quant à M. Stéfios Nestor, ancien député de la gauche communiste réformatrice, « les historiens et les politiciens grecs sont des paresseux... Nous ne sommes pas les descendants des anciens Grecs. Nous venons de Byzance. Nos racines grecques anciennes nous ont été inculquées par les romains européens (2) ».

Avec la chute du communisme en Bulgarie et en Albanie, les PME-FMI sont les premières à pénétrer ces nouveaux marchés. Elles sont majoritairement issues de la

Pechiney World Trade (PWT), avec ses 800 collaborateurs, est le spécialiste du commerce international au service d'un grand groupe industriel français : Pechiney. Ses activités : agences, négociations, courtage, bénéficient d'une organisation et d'une technicité puissantes adaptées aux marchés internationaux.

PWT met son réseau mondial, dans plus de 60 pays, ainsi que ses services sophistiqués à la disposition des entreprises françaises et étrangères.

Le savoir-faire de Pechiney World Trade repose sur la qualité de ses hommes, et sur une expérience de plus de 70 années.

Compétences que nous sommes prêts à partager pour contribuer à votre réussite dans le Monde.

Pechiney-Balzac
10 place des Vosges
92048 Paris
La Défense Cedex
Pechiney World Trade

Le Monde à votre portée

Le Monde à votre portée



Plus de deux mille ans d'histoire

Par FRANÇOIS GORGEON *

Pour les Français, le nom de Thessalonique (ou Salonique) évoque généralement des souvenirs du premier conflit mondial. A la fin de l'année 1915, un corps expéditionnaire franco-anglais, commandé par le général Sarreil, débarqua dans le grand port macédonien. Ses objectifs : protéger la Grèce, menacée par les puissances centrales, et maintenir une présence alliée dans les Balkans, après l'échec des Dardanelles et l'effondrement de la Serbie. C'est ainsi que, pendant plusieurs années, on pouvait voir des troupes françaises et britanniques, des soldats grecs et serbes, des soldats macédoniens et des soldats bulgares, se côtoier dans la ville.

Sous les ordres de Franchet d'Espèrey, l'armée d'Orient passa l'été 1918 contre les Bulgares, et paya ainsi son tribut à l'effondrement des puissances centrales. Camp retranché des alliés au Levant, Salonique a-t-elle été aussi, pendant la Grande Guerre, ce « nid d'espions » qu'évoque le célèbre film de Fabrice, retraçant, pour le plus grand plaisir des cinéphiles, l'univers glorieux de la cité du Nord ?

En tout cas, lorsque l'on considère l'histoire plus que deux fois millénaire de Thessalonique, c'est bien l'image de la « plaque tournante » qui vient à l'esprit. Une fonction liée aux axes de communication nord-sud et est-ouest, qui viennent se croiser au fond du golfe Thermaïque, là où le diadoque Cassandre fonda, en 315 avant J.-C., une cité à laquelle il donna le nom de sa femme — qui était en même temps, croit-on, la sœur d'Alexandre le Grand : Thessaloniké. Venant du nord, un axe méridien, le couloir Morava-Vardar, de communication eurasienne, relie Salonique à l'Europe du Nord. Cette voie fait de la cité macédonienne le débouché natu-

ral de la plaine de l'Europe centrale sur la Méditerranée ; ancrée dans la péninsule des Balkans, elle est aussi disputée dans l'histoire que sa voisine adriatique.

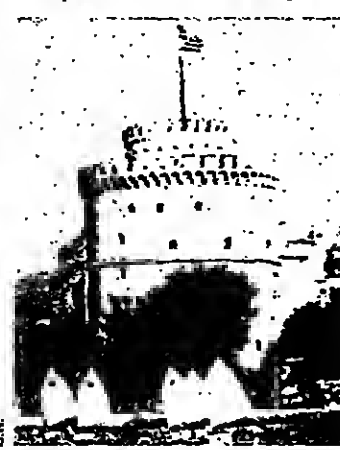
Un autre axe de communication, longitudinal celui-là, traverse Thessalonique de part en part : c'est la via Egnatia de l'Antiquité, la grande voie romaine reliant l'Adriatique à l'Asie mineure, l'artère majeure commandant l'accès de la Méditerranée occidentale vers l'Asie. Thessalonique est donc bien un carrefour exceptionnel : de tout temps, les deux Europe, l'occidentale et la orientale, s'y sont rencontrées, se croisant, se mêlant, se séparant, se rejoignant.

Cette situation et ce rôle ont fait de Thessalonique une destinée historique hors du commun. Thessalonique n'est jamais allée prospérer que lorsque une même puissance, un même Empire, règne sur ses communications terrestres et maritimes. Alors, répondant pleinement à sa vocation de carrefour, elle devient un grand comptoir qui emmagasine les marchandises et les idées venues de toute part et les redistribue autour d'elle.

Telle a été la Thessalonique romaine, lorsque la colonie macédonienne devint la métropole d'une vaste province ; elle accueillit Cicéron en exil, constitua l'un des premiers foyers actifs du christianisme — saint Paul adressa deux « épîtres aux Thessaloniciens » —, abrita la résidence temporaire de deux empereurs romains, Galère et Théodose. Telle fut aussi, du moins à certaines époques, la Thessalonique byzantine, brillant centre artistique dont témoignent les nombreuses églises ayant survécu aux destructions et aux tremblements

de terre. Telle fut encore, au XVI^e siècle, puis à nouveau à la fin de l'Empire, la Salonique ottomane, la Salonik des Turcs. Une ville impériale, donc, même si, à côté de Rome, de Byzance et de Constantinople, réduite aux fonctions de capitale provinciale, elle a toujours été condamnée à jouer les seconds rôles.

Mais cette situation fait aussi sa fragilité. La prospérité de la ville est étroitement dépendante du réseau de communications. Lorsque l'environnement poli-



tique et éditorial se fragmente, lorsque la protection par terre ou par mer n'est plus assurée, la ville est en danger. Lorsque le golfe Thermaïque devient un cul-de-sac qu'évite la navigation égéenne et dont se détournent les routes terrestres, Thessalonique devient la proie des envahisseurs, des pillards, des corsaires. Tout au long de sa longue histoire, elle a subi de multiples assauts : tour à tour les Goths, les Avars, les Slaves, les Sarrasins, les Normands l'ont mise à sac. Elle a souvent changé de maître, passant aux mains des Romains, des Byzantins, des Normands, des

Francs — au cours de la quatrième croisade —, des Lombards, des Vénitiens. Et, avant d'être la ville grecque que nous connaissons aujourd'hui, elle a vécu près de cinq siècles sous la domination ottomane.

Cinq siècles qui l'ont profondément marquée, même si la mémoire en a été souvent effacée. Rattachée à l'Empire ottoman en 1430, Salonique est, comme les autres cités ottomanes, une ville plurielle où les différents groupes ethniques et religieux, les Turcs, les Slaves, les Grecs, les Arméniens, les Juifs, sont organisés en communautés. Un trait original, cependant, a marqué son histoire : le poids de la communauté juive (lire, page 111, l'article de Haim Vidal Septhier). A la suite de l'expulsion des Juifs d'Espagne (1492), 20 000 d'entre eux trouvent refuge dans la cité macédonienne. Jusqu'à la fin de l'Empire, ils constitueront la majorité de la population, alors que partout ailleurs ils vivent la condition de minoritaires.

L'histoire de la Thessalonique moderne commence non pas lorsque les Grecs s'en emparent en 1912, mais au plus tôt vers le milieu du XIX^e siècle, alors que la ville est encore ottomane. En l'espace d'un demi-siècle, la bourgeoisie acheminée de quelque 50 000 habitants va devenir une cité populeuse qui triple sa population, un port actif, une ville industrielle, un centre intellectuel où s'organise une véritable compétition sociale entre les différentes communautés. En somme, la vitrine de la modernisation ottomane.

Elle doit ce « décollage » à l'ouverture de l'Empire, aux liens plus étroits qu'elle entretient avec la commerce et la finance de l'Europe occidentale ; elle le doit aussi à la politique de réformes entreprise par l'Etat ottoman :

sous l'impulsion de quelques gouverneurs entreprenants, la ville se modernise et s'agrandit ; les murailles méfiantes sont abattues, les installations portuaires modernisées, le réseau de chemins de fer de l'Europe centrale est réalisé en 1873. Mais surtout, Salonique doit ce nouvel élan au dynamisme retrouvé de sa communauté juive. Fondée par quelques grandes familles, comme les Modiano, les Allatini, les Nchemi, et bien d'autres encore, ce dynamisme se manifeste dans tous les domaines, le finance, le commerce, l'industrie, la culture, la philanthropie.

Vers 1900, Salonique offre le visage d'une cité cosmopolite, où les élites occidentalisées appartenant aux différentes communautés se côtoient dans les clubs et les cercles. Même si il y a un anvers à ce décor, et notamment l'apparition d'un prolétariat ouvrier qui ne va pas tarder à s'organiser. Paradoxalement, Salonique vit une Belle Époque où se déchirant les nationalismes, et où l'Empire ottoman peine à se maintenir. La capitale macédonienne n'est pas sans subir les contrecoups de ces affrontements. Elle est, plus que jamais, comme l'a si bien dit l'un de ses historiens du début du siècle, le « ville convoltée ». Convoitée par les Autrichiens, pour laquelle elle représente ce que Constantinople signifiait pour les Russes ; l'accès aux mers chaudes. Convoitée aussi par les Bulgares, par les Serbes, par les Grecs. En même temps, la ville qui a vu naître, en 1881, Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, est l'un des principaux foyers du mouvement Jeune Turc qui triomphera à Istanbul en 1908.

Cette Salonique ottomane s'effondre en 1912, lorsque les armées grecques s'en emparent au cours de la première guerre



balkanique. Alors commence l'hellénisation de Salonique : en une dizaine d'années, la ville se vide de sa communauté musulmane, qui se replie sur Istanbul, cependant qu'elle voit arriver, notamment après l'échange de populations décidé au traité de Lausanne (1923), un afflux de Grecs d'Asie mineure. Les transformations concernant aussi l'urbanisme : en août 1917, un gigantesque incendie dévaste le cœur de la cité, et le remodelage urbain mis au œuvre par les autorités grecques permet de moderniser l'espace urbain, de faire disparaître l'ancien quartier juif, dont la population est dispersée à la périphérie, et de gommer partiellement le passé ottoman de la ville macédonienne.

Capitale de la Grèce du nord et deuxième ville du pays, Thessalonique est aujourd'hui une cité active, industrielle, de plus d'un million d'habitants, dont la prospérité repose sur de solides assises régionales. Pour qu'elle puisse rayonner au-delà, comme l'y invite sa position aux avant-postes de l'Europe, il faudra sans doute attendre que les conflits régionaux (Balkans, Egée) s'apaisent, et que les Thessaloniciens retrouvent pleinement la mémoire trop souvent occultée de leur passé, riche et complexe. Alors Thessalonique pourrait devenir, comme l'aurait prédit l'un de ses fils à la veille de la première guerre mondiale, « la ville-lumière des Balkans ».

La cité perdue des Balkans

La ville de Thessalonique, capitale de la Grèce du nord, est aujourd'hui une cité active, industrielle, de plus d'un million d'habitants, dont la prospérité repose sur de solides assises régionales. Pour qu'elle puisse rayonner au-delà, comme l'y invite sa position aux avant-postes de l'Europe, il faudra sans doute attendre que les conflits régionaux (Balkans, Egée) s'apaisent, et que les Thessaloniciens retrouvent pleinement la mémoire trop souvent occultée de leur passé, riche et complexe. Alors Thessalonique pourrait devenir, comme l'aurait prédit l'un de ses fils à la veille de la première guerre mondiale, « la ville-lumière des Balkans ».

ETCBA MERCHANT BANKING & FINANCIAL SERVICES

CORPORATE FINANCE

INVESTMENT BANKING

ASSET MANAGEMENT

ADVISORY SERVICES



NATIONAL INVESTMENT BANK
FOR INDUSTRIAL DEVELOPMENT S.A.

• HEAD OFFICE: 12-14 AMALIAS AVE., 102 36 ATHENS, TEL: 3242 651-8 TLX: 218113 NBD, FAX: 3296 211
• THESSALONIKI BRANCH: 1 KOMINON & NIKOS STR., 546 24 THESSALONIKI, TEL: (031) 225 441, FAX: (031) 226 611

AN AFFILIATE OF THE NATIONAL BANK OF GREECE



21 JUIN - 31
• MINISTÈRE DE LA CULTURE • MUSÉE DE LA

صكذامن الاصل

سكننا من الازل

La cité perdue des séfarades

Par HAM VIDAL SEPHIHA*

Ni les dictionnaires ni les guides de Thessalonique n'en parlent. En 1940, ils étaient encore 56 000 ; en 1947, guère plus de 19 500 survivants de la « solution finale », déportés, en 1942, à Wannsee, 48 091 personnes (1) avaient été déportées par les Allemands vers les camps d'Auschwitz et de Bergen-Belsen, alors que le Larousse de 1968 se contente d'écrire : « THESSALONIQUE ou SALONIQUE, port de Grèce [...] la population fut massacrée en 1941 sur l'ordre de Thodoros P.L. », sans dire un mot du génocide encore récent des Juifs de Grèce.

Un musée du judéo-espagnol

ET pourtant, leurs ancêtres, expulsés d'Espagne en 1492, y avaient été reçus et protégés par Bayazet II, qui leur permit de s'installer dans toutes les villes de l'Empire ottoman en formation (20 000 à Salonique, nom turc de la ville), de parler librement leur espagnol, véritable musée vivant de la langue ibérique du XVI^e siècle – qu'on appellera plus tard judéo-espagnol –, de s'adonner à leurs cultes et à leurs professions, d'exercer leur justice, et de se dire fièrement séfarades, du nom hébreu de l'Espagne. Cette Séfara dont, des siècles durant, ils eurent la nostalgie et continuèrent de cultiver romances, contes et proverbes.

Interprètes, médecins, financiers, artisans, voire agriculteurs, les Juifs d'Espagne avaient connu diverses périodes de prospérité, tant dans l'Espagne musulmane que dans l'Espagne chrétienne. Ils se consacrèrent également à la poésie, à la philosophie, aux sciences, à l'industrie, à l'imprimerie, au commerce, qu'ils intro-

duiront dans l'Empire ottoman (notamment le poudre à canon qui sera d'une grande aide pour cet Etat guerrier). Les noms de Maimonide, Yahouda Halévy, Ibn Garibol, Ibn Paquda, Sam Tob de Carrion, etc., resteront gravés en leur mémoire et dans leurs livres de prières, comme autant de phrases d'une terre perdue, d'une seconde terre promise où coulaient le lait et le miel.

Salonique, Constantinople, Izmir, Safed, Jérusalem, La Caïre, virent affluer les émigrés, Juifs et merranès, jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Les communautés y étaient regroupées selon les origines, ces petites patries qu'étaient Tolède, Cordoue, Aragon, Léon, Seville, etc., auxquelles correspondaient autant de synagogues.

Les Juifs hellénophones (roumanotes) et ashkénazes, qui vivaient à Thessalonique avant l'arrivée des séfarades, seront bien vite assimilés par ceux-ci. Vers 1550 ils sont majoritaires, et ce jusqu'en 1912. Ils constituent alors plus de la moitié de la population, les Turcs 20 %, les Grecs 20 %, et les Bulgares 5 %. « La ville entière vit au rythme de sa majorité séfarade qui impose sa férialité du samedi pour toutes les athènes et toutes les activités de la ville, y compris le poste (2). » C'est en quelque sorte une entité semi-autonome dont les rabbins recueillent les impôts destinés au pouvoir ottoman central.

L'industrie drapière est florissante, et répond aux besoins des armées, plus particulièrement des janissaires, fauteurs de troubles dont le corps sera dissous en 1826. Bientôt, Moïse Alattini, originaire de Livourne, ville ouverte à tous les étrangers et aux Juifs depuis 1583, dotera la cité séfarade de minoteries,

d'une briquetterie, d'une brasserie et d'une manufacture de tabac, révolution technique qui engendrera un prolétariat et un parti socialiste puissant, édifiant *El Avenir, Avanti, et La Solidaridad obradera*. Trois titres d'une presse judéo-espagnole écrite tantôt en caractères hébreux, tantôt en caractères latins et qui, de 1880 à 1930, créera 106 journaux, alors que, pour la même période, il y en eut 25 à Istanbul et 23 à Izmir (3). C'est là l'impact des Lumières de l'Occident, relayées, dès 1873, par la création de la première école de l'Alliance israélite universelle. Son œuvre bénéfique, il est vrai, eut pour corollaire une francisation gélopatine du judéo-espagnol et, les événements tragiques du Proche-Orient s'ajoutant, un courant d'émigration vers l'Europe occidentale et la Nouvelle Monde.

Misère et persécution

LA ville prospère, mais, en 1912, la Grèce reprend Salonique aux Turcs (4). La situation des Juifs s'en trouve aggravée, et plus encore en 1917, lors du grand incendie qui sinistre la majeure partie de la population. Après la Grande Guerre, les manifestations antisémites se multiplient. Les gouvernements ne respectent pas le traité sur les minorités, signé à Sévres le 10 août 1920. Il s'ensuit une hémorragie de la population juive : de 100 000 en 1912, leur nombre passe à 62 200 en 1928, à 52 350 en 1935, et à 56 000 en 1940 (après le regroupement des familles de l'étranger).

Avril 1941 : après l'échec des troupes fascistes italiennes face à l'armée grecque, l'Allemagne hitlérienne entre en scène et

bouscule tout sur son passage. Le 9 avril, Thessalonique est occupée. Alors commencent humiliations et exactions pour les Juifs. Dès la 11 avril, fin est mise à la parution du dernier journal en judéo-espagnol, le *Mesadjar*. La crise économique bat son plein, la mortalité augmente affreusement, d'autant que l'hiver 1941-1942 est particulièrement rigoureux. Famine et froid intensifient la misère.

Le samedi 11 juillet 1942, tous les adultes Juifs doivent se présenter – ironie macabre – sur la place de la Liberté, où on les torture. Alors commencent pour eux les travaux forcés, le port de l'étoile jaune et la rélegation dans des quartiers déterminés, tout comme pour leurs frères de Varsovie ou de Lodz. Alors se forment les premiers convois pour Birkenau (mars 1943), qui se succéderont jusqu'en juin. Alors sera pour toujours détruite la Salonique juive dont le poète Herta et son Asso, d'origine thessalonicienne, dire :

Mon peuple vous ne le connaissez pas. Jadis, l'exode du luxe l'a décliné en mille nations. Mon peuple ne vous ressemble pas, servitude de l'Alliance en Dieu identifié. Mon peuple n'existe pas, aux de la mémoire aux portes des camps.

(1) Chiffres donnés par Michael Molho dans son *Monographie. Hommage aux victimes juives des nazis de Grèce, Thessalonique, 1973*.

(2) Edgar Morin, *Véronique Grappe-Nahoum et Ham Vidal Sephiha, Vidal et les siens, Le Seuil, Paris, 1989*.

(3) Cf. Ham Vidal Sephiha, *L'Agence des Juifs-Espagnols, Entente, Paris, 1976, 1979 et 1991, chapitre 9, « La presse judéo-espagnole ».*

(4) Lire le passionnant recueil *Salonique 1820-1918. La ville des Juifs et le réveil des Balkans* sous la direction de Gilles Velestin, Autrement, Série « Mémoires », Paris, n° 12, janvier 1992.

Une authentique capitale européenne de la culture



EN 1985, Athènes avait été désignée première capitale européenne de la culture par le conseil des ministres de la culture de la Communauté. En 1997, à la suite de Copenhague, Thessalonique – dont la candidature avait été retenue dès 1992 – reprend le flambeau pour la Grèce. Et c'est justice, car la métropole du Nord est un foyer culturel, universitaire et scientifique à dimension internationale, qui n'a rien à envier à la capitale. Depuis le mois de janvier, elle offre à ses visiteurs une multitude de manifestations couvrant tous les domaines de la création artistique : de la musique au théâtre, de la peinture à la littérature, de la sculpture au cinéma et à la danse, avec une forte participation étrangère : Allemagne, Canada, France, Italie, pays balkaniques, Royaume-Uni, Turquie, etc.

L'Institut français de Thessalonique, dont la salle a été entièrement rénovée, accueille, entre autres, une exposition consacrée au décoratif dans l'art au XX^e siècle, réalisée par le Musée de Ville-neuve-d'Ascq ; la Comédie-Française et l'Orchestre national sont attendus à l'automne ; le Musée départemental Albert-Kahn, de Boulogne-Billancourt, présente des photographies du mont Athos. Ce mont Athos, dont les fabuleux trésors, qui n'avaient jamais quitté les lieux sacrés, font, depuis le mois de juin, l'objet d'une exposition présentée au Musée de la culture byzantine de Thessalonique. Un événement exceptionnel qui, à lui seul, devrait attirer les curieux du monde entier.

C'EST donc un « festival des idées », pour reprendre la formule choisie par la ville, fortement ancrée dans l'histoire intellectuelle et spirituelle de la Macédoine et de la Thrace, tout en rassemblant les formes les plus variées de la création contemporaine, que propose Thessalonique. Et ce, à une échelle rarement atteinte : plus de 800 manifestations étalées sur l'année. Pour réussir ce pari audacieux, une organisation spéciale, présidée par le maire de la ville, M. Constantinos Kosmopoulos, a été créée par une loi de 1993. C'est la « belle mariée du golfe Thessalique », comme on continue de l'appeler, ne fait jamais les choses à moitié. Et elle a profité de la distinction européenne qui lui a été conférée pour se doter de nouvelles infrastructures et institutions culturelles. Comme l'a dit le ministre grec de la culture, M. Evangelos Venizelos, lui-même Thessalonicien, être capitale européenne de la culture, c'est aussi l'occasion d'un investissement majeur en termes d'inspiration, d'espérances et de capital... LUCIE TAMARIS.



Le mont Athos

Le Mont Athos, Centre Mondial de l'Orthodoxie

Mont Athos! Unique région bénie de la terre hellénique qui, à juste titre, est appelée Jardin de la Vierge. Centre historique de la vie monastique de l'Orthodoxie où, pendant plus de mille ans, les traditions grecs-chrétiennes, les lettres et le véritable culte byzantin ont été conservés.

Découvrez maintenant sa grandeur lors de l'exposition d'envergure internationale au Musée de la Culture Byzantine à Thessalonique, qui ouvre pour la première fois ses portes le 21 juin 1997 sous le titre LES TRÉSORS DU MONT ATHOS.

Admirez 1500 objets d'art et objets de la vie quotidienne des moines à partir du X^e siècle jusqu'à nos jours, sélectionnés par des experts.

Apprenez tous les aspects de la vie de la communauté monastique d'Athos grâce aux unités spécifiques de l'exposition consacrées à l'environnement naturel, à l'architecture, à la vie quotidienne et la vie du culte et à l'art.

Laissez l'esprit du Mont Athos s'infiltrer dans votre âme afin d'illuminer sa partie la plus secrète, la plus intime!

EXHIBITION
TREASURES OF MOUNT ATHOS
EXPOSITION TRÉSORS DU MONT ATHOS

CEMBRE 1997
LE BYZANTINE • THESSALONIQUE - GRÈCE

Thessalonique
CAPITALE CULTURELLE D'EUROPE 1997

BANK OF GREECE PRINTING WORKS DEPARTMENT & MINT

The Printing Works Department of the Bank of Greece was established before World War II.

On the same premises a Mint was established in 1971.

These facilities produce:

- Banknotes, treasury bills and government bonds
- Variety of other securities, such as bills of exchange, cheques, share certificates, lottery tickets, stamps, e.t.c.
- Ordinary circulating coins
- National and international commemorative coins, medals, e.t.c.

The work conforms to the highest quality standards including the use of the latest available technology in security printing.



